

CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de
l'environnement, des transports, de
l'énergie et de la communication (DETEC)
3003 Berne

Envoi par courriel :
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch /
martin.michel@bfe.admin.ch

Réf. : 22_COU_6213

Lausanne, le 9 novembre 2022

Ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver (OIRH)

Madame la Conseillère fédérale,

Le Conseil d'Etat a examiné avec attention l'Ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver et vous remercie de l'avoir consulté. Moyennant les remarques et propositions ci-dessous, il se rallie au projet d'ordonnance. Il tient à souligner que si les mesures à court terme visant à garantir l'approvisionnement en électricité en hiver sont à saluer, il estime qu'il est important de tenir compte des objectifs climatiques dans l'instauration à moyen et long terme de ces infrastructures et que ces dernières ne doivent pas ralentir les efforts pour s'affranchir des énergies fossiles.

Remarques générales

- Le Conseil d'Etat salue la mise en consultation rapide de bases légales portant sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour cet hiver et les suivants.
- Le Conseil d'Etat regrette qu'une estimation du manque d'électricité à venir n'ait pas été fournie dans les documents mis en consultation. Bien qu'il ne puisse s'agir que d'une approximation, étant donné qu'il dépend de nombreux facteurs, une fourchette des besoins d'importation durant la période hivernale peut être déterminée. Les documents disponibles sur le site de l'OFEN précisent d'ailleurs que les besoins d'importation hivernaux se situent entre 3 et 10 TWh (10 TWh étant une valeur exceptionnelle due notamment à l'arrêt prolongé de 2 centrales nucléaires suisses durant l'hiver 2015/2016).

Le Conseil d'Etat estime donc qu'il serait opportun d'indiquer dans le projet d'ordonnance la quantité d'électricité souhaitée en réserve. Or, cela n'est fait ni pour la réserve hydroélectrique (dont nous savons cependant désormais que l'appel d'offres correspondant a permis de couvrir un volume de 400 GWh, cet hiver), ni pour les centrales de réserve et les groupes électrogènes de secours (pour lesquels seule une puissance totale maximale de 1000 MW est mentionnée). Sachant que la Suisse n'a aucun problème de puissance installée (sa capacité de production est de l'ordre

de 20 GW alors que la pointe de puissance se monte à 10 GW) et que son problème est essentiellement lié à la quantité d'électricité disponible à certains moments, il aurait été préférable que le rapport explicatif développe cette problématique au lieu de se focaliser sur la puissance. Il est dès lors difficile de juger la pertinence des solutions proposées, en particulier au niveau du volume d'électricité qu'elles représentent, ainsi que des coûts par kWh. A ce titre, si le coût par kWh devait dépasser un certain seuil, le Conseil fédéral devrait procéder à un réexamen de la situation.

- Le Conseil d'Etat salue que l'article 19, al. 2, lettre a P-OIRH ne prévoit aucune exemption ce qui signifie que l'ensemble des consommateurs finaux financeront la réserve et non uniquement les clients captifs. Ainsi, la sécurité d'approvisionnement est financée par tous. Par ailleurs, un mécanisme d'interdiction de prélèvement de bénéfice sur les mesures visant à l'instauration de réserve hivernale serait souhaité ou en tout cas devrait être explicitement précisé afin d'éviter des bénéfices cachés basés sur la facturation des coûts de réseau imputables, selon l'article 15, al. 1, LApEI.
- Certaines dispositions légales cantonales et fédérales limitent l'utilisation de groupes électrogènes de secours à 50 h/an. Si cette durée est dépassée, ces installations doivent respecter des exigences plus élevées, tant en termes d'émissions (OPAir) que d'obligation de récupérer la chaleur (bases légales cantonales sur l'énergie selon le MoPEC). Il nous semble dès lors important que ce point soit clarifié dans l'OIRH par une suspension provisoire de ces obligations.
- Une réflexion devrait être menée sur des enchères pour des mécanismes de réduction de la charge (qui permettraient par exemple à des entreprises qui feraient partie des grands consommateurs de réduire leur consommation contre rémunération) devraient également être intégrés dès l'hiver 2023/2024 afin d'offrir un maximum de possibilités de réduire l'écart entre la production et la consommation. Il se pourrait d'ailleurs que la réduction de la charge soit moins chère qu'une réserve de production.
- Une coordination doit être faite entre l'application des ordonnances de réduction de la demande (dont la mise en consultation se fait encore attendre) et l'activation des réserves d'urgence. Il serait en effet nécessaire que des restrictions sur la demande (niveau 2 OSTRAL soit interdiction d'usage de certains appareils) soient mise en œuvre avant que la réserve ne soit épuisée. Concrètement, il faudrait éviter de vider complètement les barrages et les réservoirs de mazout avant de passer au niveau 2 OSTRAL.
- Au vu des situations de crise qui pourraient survenir dans les années à venir, le Conseil d'Etat demande que la Confédération, dans le cadre de l'adaptation de ses bases légales, oblige les propriétaires d'infrastructures critiques à prendre les dispositions nécessaires pour qu'ils puissent faire face aux principaux risques identifiés dans le cadre de l'analyse des risques de la Confédération et celle des cantons où se situent les infrastructures.

Protection de l'air et de bruit

Le rapport explicatif accompagnant l'ordonnance mise en consultation mentionne des assouplissements des exigences en matière de protection de l'air et de bruit, nécessaires pour les centrales de réserve, dans l'intérêt supérieur de la sécurité d'approvisionnement. L'ordonnance mise en consultation ne les précise toutefois pas, le Conseil d'Etat réserve donc sa réponse sur ce point, en particulier en ce qui concerne les conséquences environnementales, lorsque ces ordonnances seront mises en consultation.

Climat

De manière générale, les enjeux climatiques sont abordés de manière pragmatique dans l'ordonnance en cela qu'il est explicitement précisé que les « émissions de polluants et effets sur le climat doivent être limités » (art. 15, al. 2, let. d), sous réserve des priorités suivantes : 1) disposer de la puissance requise, 2) préserver les réserves limitées, 3) maintenir des coûts bas. Le Conseil d'Etat demande de mettre la priorité sur la limitation des polluants et les effets sur le climat avant la notion de coûts bas, une centrale moins nocive pour l'environnement étant généralement plus chère. Concrètement, il faudrait inverser les lettres d et c de l'alinéa 2, article 15.

Par ailleurs, pour limiter les effets sur le climat, il est prévu notamment que les centrales de réserve et les groupes électrogènes de secours servent uniquement pour la réserve et ne produisent pas pour le marché de l'électricité (art. 6, al. 3), ce qui est salué. De plus, le Conseil d'Etat soutient la modification de l'ordonnance sur le CO2 qui oblige toutes les centrales de réserves (sans exception) à participer au système d'échange de quotas d'émissions SEQE (art. 24).

Toutefois, l'article 12 P-OIRH ouvre la possibilité vers la construction de nouvelles centrales de réserve. Si le caractère incertain de l'approvisionnement électrique semble justifier une telle option pour cet hiver, cette ouverture donne toutefois un message particulièrement contre-productif quant aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à moyen terme : 1) la construction de telles installations ne va pas dans le sens d'une indépendance vis-à-vis des énergies fossiles, et 2) l'échange de quotas et la compensation carbone constituent des instruments économiques transitoires sur lesquels ne peut en aucun cas reposer raisonnablement l'atteinte de la neutralité des émissions de GES.

Remarques par article

Article 6, al. 1

La modification suivante est suggérée :

« Une réserve complémentaire d'une puissance totale allant jusqu'à 1000 MW et d'une production totale allant jusqu'à 2 TWh s'ajoute à la réserve hydroélectrique. Le DETEC peut, en concertation avec l'EICom et en tenant compte de l'art. 2, al. 2, fixer ces valeurs à des niveaux plus élevés s'il est à prévoir que les besoins augmentent. »

Article 13, al. 3

L'expression « infrastructures importantes » dans le rapport explicatif ou « infrastructures critiques » dans le projet d'ordonnance est floue et de nombreuses activités économiques se considèrent comme des activités critiques ou importantes en cas de pénurie ou de panne d'électricité.

Il est proposé que cette expression soit clarifiée par une liste exhaustive des domaines critiques afin de pouvoir identifier les groupes électrogènes de secours qui ne pourraient pas être réquisitionnés. Le Conseil d'Etat demande en particulier que les génératrices alimentant le système de santé, les constructions protégées (qui pourraient abriter des cellules de crise cantonales ou communales, notamment), le système de pompage et turbinage de l'eau potable, l'évacuation et l'épuration des eaux usées en plus des infrastructures critiques usuellement considérées fassent partie de la liste.

Par ailleurs, il n'est pas clair si les génératrices non-raccordées au réseau électrique pourront faire partie de la réserve et faire l'objet de contrat. Afin de décharger le réseau, cette possibilité pour les génératrices non-raccordées au réseau serait bienvenue.

Article 19

Le rapport explicatif indique une surcharge de travail importante pour les cantons qui hébergeraient des centrales de réserve. L'article 19 ne précise toutefois pas si les cantons peuvent recevoir un dédommagement ce travail d'exécution supplémentaire. Le Conseil d'Etat demande de compléter cet article en indiquant que l'exécution des tâches environnementales non-couverte par la législation existante sur les émoluments doit être prise en compte.

Article 23

L'article ne précise pas qui serait en charge des contrôles et dénonciations en cas de violation des dispositions de l'ordonnance.

En vous souhaitant une bonne réception de la présente prise de position, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'expression de notre parfaite considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Christelle Luisier Brodard

LE CHANCELIER



Aurélien Buffat

Copies

- OAE
- SG-DJES



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

PAR COURRIEL

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC
3003 Berne

Courriel : mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Fribourg, le 14 novembre 2022

2022-1085

Projets d'ordonnance sur l'utilisation de centrales de réserve pour l'hiver 2022/2023 – Procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Nous nous référons au courrier du 19 octobre 2022 sur l'objet cité en titre, lequel a retenu toute notre attention. Nous avons l'honneur de vous transmettre notre détermination y relative.

Après analyse des documents transmis, nous vous informons que le Conseil d'Etat se rallie à la prise de position du 10 novembre 2022 de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK). Selon votre demande et en cas de question, vous pouvez vous adresser à Monsieur Serge Boschung, chef du Service de l'énergie (serge.boschung@fr.ch).

En vous remerciant de nous avoir consultés et de bien vouloir prendre en compte notre détermination, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat :

Olivier Curty, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

Copies

—

- à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- à la Direction de la sécurité, de la justice et du sport ;
- à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts ;
- à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement ;
- à la Chancellerie d'Etat.



6431 Schwyz, Postfach 1260

per E-Mail

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
3003 Bern

(Im Word- wie auch im PDF-Format an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch und martin.michel@bfe.admin.ch)

Schwyz, 8. November 2022

Revision der Verordnung über die Wasserkraftreserve
Vernehmlassung des Kantons Schwyz

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 hat das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) den Kantonsregierungen die Unterlagen zur Totalrevision der Verordnung über die Wasserkraftreserve vom 1. Oktober 2022 (WResV, SR 734.722) zur Vernehmlassung bis 18. November 2022 unterbreitet.

Die vorgesehenen Anpassungen werden begrüsst.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und versichern Sie, Frau Bundesrätin, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates:

André Rügsegger
Landammann



Dr. Mathias E. Brun
Staatsschreiber

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und Kommunikation
Bundeshaus Nord
3003 Bern

Per E-Mail: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
und martin.michel@bfe.admin.ch

Liestal, 15. November 2022
BUD

Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV), Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zum Entwurf der Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) Stellung zu nehmen. Wir danken für diese Gelegenheit.

Allgemeine Bemerkungen

Der Bundesrat hat am 17. August 2022 Beschlüsse zur Versorgungssicherheit gefasst, die darauf zielen, ergänzend zur Wasserkraftreserve weitere Reserven durch Gaskraftwerke und Notstromaggregate zu bilden. Die Reservekraftwerke werden mit der vorliegenden Vorlage in die Winterstromreserve integriert.

Die Bereitstellung von Gaskraftwerken in kurzer Frist und die Inbetriebnahme von Notstromaggregaten über den ursprünglich und in der Luftreinhalte-Verordnung (LRV) vorgesehenen «Notfall»-Einsatz hinaus, stehen teilweise im Widerspruch zum geltenden Umweltrecht. Durch die Lockerung der Einsatzzeitbeschränkungen, welche einhergehen mit Überschreiten von Emissionsgrenzwerten, ist mit deutlich höheren Schadstoffimmissionen in der Umgebung solcher Anlagen zu rechnen. Deshalb ist auch zu prüfen, inwiefern Bundes-Umweltrecht und gegebenenfalls auch kantonale Erlasse zum Umweltschutz angepasst werden müssen.

Übersteuerung von kantonalem Recht

Antrag:

Es ist eine Bestimmung in der WResV zur Übersteuerung von betroffenem kantonalem Recht aufzunehmen.

Begründung:

Der Bundesrat hält in seiner Medienmitteilung vom 17. August 2022 fest, dass für den Betrieb der Reservekraftwerke und allenfalls Notstromaggregate die Grenzwerte der LRV zwischen Februar

2023 und Mai 2023 temporär aufgehoben werden. Dies ist nötig, falls diese Anlagen im Falle einer kritischen Stromsituation länger als 50 Stunden pro Jahr laufen sollten.

Zu beachten ist, dass in mehreren Kantonen die Umwelt- und Energiegesetzgebungen Bestimmungen zum Betrieb von Anlagen zur Stromerzeugung aus Verbrennungsmotoren mit unterschiedlichen Brennstoffen (u. a. Diesel, Heizöl, Gas, Holz) enthalten. So sieht die kantonale Verordnung über die Verschärfung von Emissionsbegrenzungen für stationäre Anlagen (VVESA, SGS 786.14) zum Luftreinhalteplan beider Basel eine Begrenzung von 30 Stunden pro Jahr bei Notstromgruppen vor. Dieser kantonale Erlass müsste in derselben Art angepasst werden, damit die Bundeserlasse und deren Anpassungen gesetzeskonform umgesetzt werden können. Das gleiche gilt für § 17 des kantonalen Energiegesetzes (EnG BL, SGS 490), wonach die Erstellung von Elektrizitätserzeugungsanlagen mit fossilen oder erneuerbaren Brennstoffen nur zulässig ist, wenn die im Betrieb entstehende Abwärme fachgerecht genutzt wird. Der Bund soll deshalb mittels Generalerlass auf Übersteuerung auch dieser kantonalen Bestimmungen hinwirken, um aufwändige kantonale Gesetzesanpassungen oder einzelfallweise Ausnahmen nach § 17 Abs. 3 EnG BL zu vermeiden.

Zu Art. 7 «Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterungen»

Antrag:

Die WResV und zugehörigen Erläuterungen sind konsistent zu den Beschlüssen und Informationen des Bundesrats vom 17. August 2022 auszugestalten. Insbesondere sind aus Sicht der Luftreinhaltung die Erleichterungen von Emissionsbegrenzungen bis Mai 2023 zu befristen.

Begründung:

In den Ausführungen des Erläuterungsberichts ist im Kapitel 3 «Auswirkungen auf Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft» verschiedentlich von Laufzeiten für Notstromaggregate über dreieinhalb Jahre bis 2026 und temporären Lockerungen die Rede. Insbesondere in den Erläuterungen zu den einzelnen Bestimmungen (Kapitel 4) zum Art. 7 WResV wird ausgeführt, dass für bestimmte Anlagen, die bis im Winter 2026 in der Reserve sind, einschlägige Regeln teilweise gelockert werden. Diese Ausführungen sind nicht konsistent mit den Beschlüssen und Informationen des Bundesrats vom 17. August 2022, wonach für den Betrieb der Reservekraftwerke und allenfalls Notstromaggregate die Grenzwerte der LRV zwischen Februar 2023 und Mai 2023 temporär aufgehoben werden müssen.

Zu Art. 15 «Abrufordnung»

Antrag 1:

In der Reihenfolge der Abrufbedingungen sind die Umweltauswirkungen in der WResV unter Abs. 2 Bst. d und Bst. e Bedingung 6 den Kosten Abs. 2 Bst. c entsprechend vorzuziehen.

Begründung:

Art. 15 WResV berücksichtigt zwar die Umweltauswirkungen bei der Festlegung der Abrufreihenfolge. Indes werden tiefe Kosten höher gewichtet als schädliche Umweltauswirkungen, was letztlich widersprüchlich und kontraproduktiv ist. Eine Anlage, die bezüglich Umweltauswirkungen vorbildlich ausgerüstet ist und Umweltschäden möglichst vermeidet, ist teurer in der Anschaffung und im Be-

trieb. Wenn sie die notwendigen Anforderungen zur Sicherstellung oder Verbesserung der Versorgungssicherheit erfüllt oder nachgerüstet werden kann, soll ihr aus Kostengründen nicht eine Anlage mit erheblich höheren oder schädlicheren Emissionen vorgezogen werden.

Antrag 2:

Die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde ist zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten frühzeitig einzubeziehen.

Begründung:

In der Abrufordnung wird die Berücksichtigung des Emissionsverhaltens als Priorisierungsmerkmal ausgeführt. Dies obliegt der Eidgenössischen Elektrizitätskommission (EiCom), die nach Art. 16 WResV auch für die Umsetzung zuständig ist. Die Priorisierung nach Emissionsverhalten und die gebotene Aufsicht über die Erfüllung von gesetzlichen Vorgaben können indes nur durch die für den Vollzug der Umweltvorschriften zuständigen kantonalen Behörden vorgenommen werden. Sie ist deshalb bei der Festlegung zwingend und frühzeitig einzubeziehen. Die Mehremissionen betreffen verschiedene Luftschadstoffe (u. a. Russ, Stickoxide, Kohlenmonoxid) mit unterschiedlicher Toxizität, Gesundheits- und Umweltrelevanz. Zudem können die Mehremissionen zu übermässigen Immissionen führen. Eine Bewertung der Emissionen, der Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit, die Prüfung geeigneter Emissionsminderungsmassnahmen und Einordnung der Kosten im Verhältnis zum Nutzen kann nur sinnvoll erfolgen, wenn die genannten Aspekte gesamtheitlich beurteilt werden. Geltendes Umweltrecht und dessen Umsetzung basiert u. a. auf dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit, die technische und betriebliche Machbarkeit und wirtschaftliche Tragbarkeit von Umweltmassnahmen für deren Anordnung voraussetzt. Die Beurteilung der Kosten ist inhärent zur Festlegung von Massnahmen.

Zu Art. 17 «Abrufentschädigung»

Antrag:

Die Entschädigung von behördlich angeordneten Umweltmassnahmen ist unter Berücksichtigung des Gleichheitsgebots und bereits getätigter Umweltleistungen geeignet aufzunehmen.

Begründung:

Im Hinblick auf einen längerfristigen Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, der nach heutigem Kenntnisstand nicht auszuschliessen ist, aber auch für den befristeten, kurzzeitigen Einsatz bis Mai 2023 und Gewährung von Erleichterungen im Umweltrecht sind emissionsmindernde Massnahmen möglich, respektive werden notwendig und sind technisch machbar. Die Nachrüstung der Anlagen ist mit Kosten verbunden, deren Entschädigung zu prüfen und ermöglichen ist. Dabei ist dem Gleichheitsgebot in geeigneter Weise Rechnung zu tragen. Bestehende Anlagen, die gesetzeskonform betrieben werden und deren Erstellung und Betrieb mit Aufwand verbunden waren und weiterhin sind, sollen keine Ungleichbehandlung zu ihrem Nachteil erfahren, was letztlich mit unerwünschten Wettbewerbsnachteilen verbunden sein wird. Zu erwägen ist, ob die Höhe der Entschädigung den Mehraufwand bei Anschaffung und Betrieb von bestehenden und umweltkonformen Anlagen angemessen berücksichtigen kann.

Zu Art. 19 «Kosten und Finanzierung»

Antrag:

Auf die Abgeltung von behördlichem Mehraufwand zur Wahrnehmung von Umweltvollzugsaufgaben, die nicht durch bestehendes Gebührenrecht abgedeckt ist, ist hinzuweisen.

Begründung:

In Kapitel 2 «Finanzielle, personelle und weitere Auswirkungen auf Bund, Kantone und Gemeinden» der Erläuterungen zur WResV, wird auf den Mehraufwand im Vollzug hingewiesen. Insbesondere werden Standortkantone einen erheblichen Aufwand erfahren, dessen Abgeltung nicht in jedem Fall durch bestehende Gebührenordnungen abgedeckt ist. In Art. 19 WResV ist diesem Umstand Rechnung zu tragen.

Zu Art. 24 «Änderung anderer Erlasse»

Antrag:

Die notwendige Anpassung der LRV ist aufzunehmen.


Begründung:

Verschiedentlich wird auf die Anpassung von Umweltrecht hingewiesen, damit Reservekraftwerke und Notstromaggregate gesetzeskonform zum Einsatz gebracht werden können. Insbesondere werden in der LRV die dafür notwendigen Erleichterungen aufzunehmen sein. Eine entsprechende Kurzvernehmlassung ist im Gange. Die Inkraftsetzung ergibt nur Sinn, wenn sie zeitgleich und in Abhängigkeit von der WResV beschlossen wird. Im Sinne der Transparenz und Symmetrie zu den genannten Erlassänderungen (CO₂-Verordnung, Stromversorgungsverordnung) ist auf die Änderung der LRV hinzuweisen.

Wir danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Hochachtungsvoll


Kathrin Schweizer
Regierungspräsidentin


Elisabeth Heer Dietrich
Landschreiberin

T +41 52 632 71 11
F +41 52 632 72 00
staatskanzlei@sh.ch

Regierungsrat

Bundesamt für Energie BFE

Per Mail an
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Schaffhausen, 15. November 2022

Vernehmlassung UVEK betreffend Stromversorgungssicherheit; Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/23

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 wurden die Kantone eingeladen, bis 18. November 2022 zur obgenannten Vernehmlassung Stellung zu nehmen. Dafür bedanken wir uns.

Der Schweiz droht in den kommenden Wintern eine Energiemangellage, insbesondere auch im Strombereich. Je tiefer das konkrete Vorgehen bei Stromabschaltungen analysiert wird, umso deutlicher zeigt sich, dass zyklische Abschaltungen um jeden Preis verhindert werden müssen. Vor diesem Hintergrund begrüssen wir die Schaffung der Winterreserveverordnung (WResV). Diese Verordnung ist ein weiterer Schritt, um die Gefahr einer Strommangellage zumindest zu reduzieren. Sowohl die Teilnahme am Emissionshandelssystem wie auch das Verbot, Strom für den Markt zu produzieren, sind wichtige Eckpfeiler dieser Verordnung und aus unserer Sicht nicht verhandelbar.

Da die Kosten für die Winterstromreserve über das Netznutzungsentgelt auf die Endkunden abgewälzt werden, ist es wichtig, dass die Kosten möglichst tief gehalten werden. Die zurzeit immer noch hohen Strompreise belasten sowohl Unternehmen wie auch Privatpersonen und sollen nicht unnötig weiter angehoben werden. Es ist deshalb zu prüfen, ob weitere Mechanismen bei der Ausschreibung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten die Kosten senken könnten (z.B. durch Festlegen von maximalen Vergütungssätzen).

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme bedanken wir uns.



Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

Die Präsidentin:

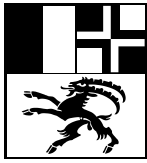
A handwritten signature in blue ink, reading "C. Stamm Hurter".

Dr. Cornelia Stamm Hurter

Der Staatsschreiber:

A handwritten signature in blue ink, reading "Stefan Bilger".

Dr. Stefan Bilger



Sitzung vom

15. November 2022

Mitgeteilt den

16. November 2022

Protokoll Nr.

875/2022

Eidg. Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie
und Kommunikation UVEK
Bundeshaus Nord
3003 Bern

per E-Mail an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch und
martin.michel@bfe.admin.ch

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023; Vernehmlassung an das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 wurde der Kanton Graubünden eingeladen, zur Vorlage betreffend Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 Stellung zu nehmen. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit der Meinungsäusserung. Der Kanton Graubünden unterstützt die Stellungnahme der Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK) vom 7. November 2022 in titelerwähnter Sache vollumfänglich und schliesst sich dieser an.

Für eine angemessene Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir Ihnen bestens.



Namens der Regierung

Der Präsident:

Marcus Caduff

Der Kanzleidirektor:

Daniel Spadin

Beilage:

- Stellungnahme der RKGK vom 7. November 2022

Kopie an:

- Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit
- Amt für Militär und Zivilschutz
- Erziehungs-, Kultur und Umweltschutzdepartement
- Amt für Natur und Umwelt
- Amt für Energie und Verkehr
- Departement für Infrastruktur, Energie und Mobilität



DIE GEBIRGSKANTONE

Regierungskonferenz der Gebirgskantone
Conférence gouvernementale des cantons alpins
Conferenza dei governi dei cantoni alpini
Conferenza da las regenzas dals chantuns alpins

VIA MAIL

Bundesamt für Energie
3003 Bern

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Chur, den 07. November 2022

Entwurf für Winterreserveverordnung (E-WResV)

VERNEHMLASSUNG

Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Nach Einsicht in die vorerwähnten Vernehmlassungsunterlagen nimmt die Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK), bestehend aus den Kantonen Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Appenzell-Innerrhoden, Graubünden, Tessin und Wallis, gerne wie folgt Stellung:

I. EINLEITENDE BEMERKUNG

Unsere Konferenz beschränkt sich auf eine Stellungnahme zum wasserkraftbezogenen Inhalt des E-WResV. Zu weiteren Inhalt des Entwurfes äussert sich unsere Konferenz nicht.

II. STELLUNGNAHME

- 1 Wie im «Erläuternden Bericht» zum E-WResV ausgeführt, handelt es sich beim Entwurf um eine Erweiterung der Verordnung zur Wasserkraftreserve (WResV), die ja bereits in Kraft steht. Die Erweiterung betrifft aber die Bestimmungen zu den weiteren Reservekraftwerken und Notstromgruppen, zu denen wir – wie vorstehend dargelegt – keine Aussagen machen.
- 2 Art. 2 Abs. 2 der Entwurfs-Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) hält bezüglich Eckwerte u.a. fest, dass dafür vom ausserordentlichen Fall ausgegangen wird, dass der Import von Elektrizität nur sehr beschränkt möglich ist und gleichzeitig die Erzeugung im Inland tief und die Last hoch sind. Gemäss Art. 16 Abs. 1 der WResV steht die Stromreserve sodann zum Abruf frei, wenn an der Strombörse für den Folgetag die nachgefragte Menge Elektrizität das Angebot übersteigt (fehlende Markträumung). Situationen mit beschränktem Angebot, aber hoher Nachfrage führen zu extrem hohen Preisen. Dementsprechend fallen die Kosten für eine Winterreserve hoch aus. Gemäss Erläuternder Bericht des UVEK zur WResV vom Oktober 2022 wird nach groben Schätzungen für die Zeitperiode von Winter 2022/23 bis Winter 2025/26 insgesamt von rund 2,2 Mrd. Franken ausgegangen (4 Winter, entsprechend 550 Mio. Fr./J), was das Netznutzungsentgelt um durchschnittlich rund 1 Rp./kWh erhöhen würde. Zum Vergleich: Die Ende Oktober 2022 durch

Präsident: Regierungsrat Kaspar Becker
Generalsekretär: lic. iur. Fadri Ramming

Swissgrid durchgeführte Auktion für die Wasserkraftreserve im kommenden Winter umfasst 400 Mio. kWh und Gesamtkosten von 296 Mio. Euro (im Rahmen der Ausschreibung sind 149 Gebote über 672 Mio. kWh eingegangen). Der Durchschnittspreis der vorgehaltenen Energie beträgt demnach 739.97 Euro/MWh; bei einem Abruf kämen noch die zu bezahlenden Energiepreise dazu.

- 3 Daraus wird ersichtlich, dass die Winterreserve, bzw. die damit verbundene "Versicherung" **mit sehr hohen, jährlich wiederkehrenden Kosten** verbunden ist, solange es nicht gelingt, die Angebotsseite auszubauen. **Statt die Gelder zur Finanzierung einer kostspieligen «Versicherung» zu verwenden, sollten sie möglichst rasch für einen Stromproduktionszubau verwendet werden** (bei PV und Wind wurden durchs eidg. Parlament bereits erste Sofortmassnahmen beschlossen, bei der Wasserkraft bisher nur für den Höherstau von Grimsel). Bereits bewilligte, aber wegen mangelnder Wirtschaftlichkeit zurückgestellte Wasserkraftprojekte sollten ebenfalls rasch in den Genuss von Förderbeiträgen kommen, damit auch diese realisiert werden. **Im Weiteren sollten bis zum Erreichen der Zubauziele der verschiedenen Stromproduktionstechnologien ein "Bestandesschutz" bestehender Stromproduktionskapazitäten in den kommenden Jahren nicht zusätzlich reduziert werden**; dies würde die aktuell schwierige Situation nämlich weiter verschärfen.
- 4 Schliesslich unterstreichen wir erneut,
- **dass diese und künftige Bestimmungen zur Wasserkraftreserve keinerlei Eingriffe in die zwischen den verleihungsberechtigten Gemeinwesen (Gemeinden, Korporationen, Kantone) und Konzessionären konzessionsvertraglich vereinbarten Leistungen zur Folge haben dürfen.** Wir sehen derzeit keine solche Eingriffe, unterstreichen diese Forderung aber auch mit Blick in die Zukunft;
 - **dass es die Frage der ausreichenden Stromversorgung im Winter keine vorübergehende Herausforderung darstellt, sondern von längerer Dauer sein wird;**
 - **dass die Gebirgskantone bereit sind, die Belastung durch Energieinfrastrukturen für erneuerbare Energien zu tragen (Wasserkraftwerke, Solaranlagen), nicht jedoch solche für Gasreservekraftwerke.** Dies, weil die Belastung durch die erwähnten Infrastrukturen bereits ein beachtliches Mass erreicht und eine weitere Konzentration von Produktionseinheiten mit hoher Leistung in einem begrenzten Gebiet die Versorgungssicherheit des Landes gefährden kann.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

REGIERUNGSKONFERENZ DER GEBIRGSKANTONE

Der Präsident:



Kaspar Becker, Regierungsrat

Der Generalsekretär:



Fadri Ramming

per E-Mail

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Glarus, 15. November 2022

Vernehmlassung i. S. Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und teilen Ihnen mit, dass wir uns der Stellungnahme der Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK) (s. Beilage) anschliessen.

Wir danke für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Für den Regierungsrat


Benjamin Mühlemann
Landammann


Hansjörg Dürst
Ratsschreiber

Beilage:

- Stellungnahme RKGK vom 7. November 2022



DIE GEBIRGSKANTONE

Regierungskonferenz der Gebirgskantone
Conférence gouvernementale des cantons alpins
Conferenza dei governi dei cantoni alpini
Conferenza da las regenzas dals chantuns alpins

VIA MAIL

Bundesamt für Energie
3003 Bern

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Chur, den 07. November 2022

Entwurf für Winterreserveverordnung (E-WResV)

VERNEHMLASSUNG

Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Nach Einsicht in die vorerwähnten Vernehmlassungsunterlagen nimmt die Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK), bestehend aus den Kantonen Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Appenzell-Innerrhoden, Graubünden, Tessin und Wallis, gerne wie folgt Stellung:

I. EINLEITENDE BEMERKUNG

Unsere Konferenz beschränkt sich auf eine Stellungnahme zum wasserkraftbezogenen Inhalt des E-WResV. Zu weiteren Inhalt des Entwurfes äussert sich unsere Konferenz nicht.

II. STELLUNGNAHME

- 1 Wie im «Erläuternden Bericht» zum E-WResV ausgeführt, handelt es sich beim Entwurf um eine Erweiterung der Verordnung zur Wasserkraftreserve (WResV), die ja bereits in Kraft steht. Die Erweiterung betrifft aber die Bestimmungen zu den weiteren Reservekraftwerken und Notstromgruppen, zu denen wir – wie vorstehend dargelegt – keine Aussagen machen.
- 2 Art. 2 Abs. 2 der Entwurfs-Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) hält bezüglich Eckwerte u.a. fest, dass dafür vom ausserordentlichen Fall ausgegangen wird, dass der Import von Elektrizität nur sehr beschränkt möglich ist und gleichzeitig die Erzeugung im Inland tief und die Last hoch sind. Gemäss Art. 16 Abs. 1 der WResV steht die Stromreserve sodann zum Abruf frei, wenn an der Strombörse für den Folgetag die nachgefragte Menge Elektrizität das Angebot übersteigt (fehlende Markträumung). Situationen mit beschränktem Angebot, aber hoher Nachfrage führen zu extrem hohen Preisen. Dementsprechend fallen die Kosten für eine Winterreserve hoch aus. Gemäss Erläuternder Bericht des UVEK zur WResV vom Oktober 2022 wird nach groben Schätzungen für die Zeitperiode von Winter 2022/23 bis Winter 2025/26 insgesamt von rund 2,2 Mrd. Franken ausgegangen (4 Winter, entsprechend 550 Mio. Fr./J), was das Netznutzungsentgelt um durchschnittlich rund 1 Rp./kWh erhöhen würde. Zum Vergleich: Die Ende Oktober 2022 durch

Präsident: Regierungsrat Kaspar Becker
Generalsekretär: lic. iur. Fadri Ramming

Swissgrid durchgeführte Auktion für die Wasserkraftreserve im kommenden Winter umfasst 400 Mio. kWh und Gesamtkosten von 296 Mio. Euro (im Rahmen der Ausschreibung sind 149 Gebote über 672 Mio. kWh eingegangen). Der Durchschnittspreis der vorgehaltenen Energie beträgt demnach 739.97 Euro/MWh; bei einem Abruf kämen noch die zu bezahlenden Energiepreise dazu.

- 3 Daraus wird ersichtlich, dass die Winterreserve, bzw. die damit verbundene "Versicherung" **mit sehr hohen, jährlich wiederkehrenden Kosten** verbunden ist, solange es nicht gelingt, die Angebotsseite auszubauen. **Statt die Gelder zur Finanzierung einer kostspieligen «Versicherung» zu verwenden, sollten sie möglichst rasch für einen Stromproduktionszubau verwendet werden** (bei PV und Wind wurden durchs eidg. Parlament bereits erste Sofortmassnahmen beschlossen, bei der Wasserkraft bisher nur für den Höherstau von Grimsel). Bereits bewilligte, aber wegen mangelnder Wirtschaftlichkeit zurückgestellte Wasserkraftprojekte sollten ebenfalls rasch in den Genuss von Förderbeiträgen kommen, damit auch diese realisiert werden. **Im Weiteren sollten bis zum Erreichen der Zubauziele der verschiedenen Stromproduktionstechnologien ein "Bestandesschutz" bestehender Stromproduktionskapazitäten in den kommenden Jahren nicht zusätzlich reduziert werden**; dies würde die aktuell schwierige Situation nämlich weiter verschärfen.
- 4 Schliesslich unterstreichen wir erneut,
- dass diese und künftige Bestimmungen zur Wasserkraftreserve keinerlei Eingriffe in die zwischen den verleihungsberechtigten Gemeinwesen (Gemeinden, Korporationen, Kantone) und Konzessionären konzessionsvertraglich vereinbarten Leistungen zur Folge haben dürfen. Wir sehen derzeit keine solche Eingriffe, unterstreichen diese Forderung aber auch mit Blick in die Zukunft;
 - dass es die Frage der ausreichenden Stromversorgung im Winter keine vorübergehende Herausforderung darstellt, sondern von längerer Dauer sein wird;
 - dass die Gebirgskantone bereit sind, die Belastung durch Energieinfrastrukturen für erneuerbare Energien zu tragen (Wasserkraftwerke, Solaranlagen), nicht jedoch solche für Gasreservekraftwerke. Dies, weil die Belastung durch die erwähnten Infrastrukturen bereits ein beachtliches Mass erreicht und eine weitere Konzentration von Produktionseinheiten mit hoher Leistung in einem begrenzten Gebiet die Versorgungssicherheit des Landes gefährden kann.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

REGIERUNGSKONFERENZ DER GEBIRGSKANTONE

Der Präsident:



Kaspar Becker, Regierungsrat

Der Generalsekretär:



Fadri Ramming



Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 80 54
Fax: +41 61 267 85 72
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

Bundesamt für Energie

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Basel, 15. November 2022

Regierungsratsbeschluss vom 15. November 2022

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV): Vernehmlassung
Rückmeldung des Kantons Basel-Stadt

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Einladung zur Stellungnahme zur geplanten Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (WResV).

I.

Der Regierungsrat von Basel-Stadt kann die Vorlage unterstützen. Die Bildung von strategischen Reserven zur Absicherung der Stromversorgungssicherheit in der Schweiz ist angesichts der offenbar gewordenen Abhängigkeiten und Knappheitsrisiken notwendig. Auch wenn sich aktuell eine gewisse Entspannung im Hinblick auf eine tatsächliche Energiemangellage im Winter 2022/2023 abzeichnet, bleibt das Risiko bestehen, dass sich in kommenden Jahren eine solche Situation ergibt. Wir erachten es daher als wichtig, einen regulativen Rahmen zu schaffen, der dem Bund auch in Zukunft Handlungsmöglichkeiten gibt.

Festzustellen ist, dass mit der vorgelegten Verordnung die zuständigen Behörden potentiell weitreichende Eingriffe in die Rechtsposition von Berechtigten an Reservekraftwerken vornehmen können. Dies erscheint uns mit Blick auf die Ziele der Stromversorgungssicherheit und vor dem Hintergrund, dass das Verordnungsrecht befristet sein und ins Gesetz überführt werden soll, hinnehmbar.

Mit Blick auf die vorgesehene Finanzierung der vorgesehenen Entschädigungen über eine Umlage auf die Netzgebühren sehen wir die Problematik weiterer Kostensteigerungen für die Verbraucherinnen und Verbraucher. Aus diesem Grund sprechen wir uns dafür aus, dass die aus dem Reserveregime entstehenden Kosten nicht über eine zusätzliche Abgabe auf den Netzgebühren finanziert werden, sondern aus der Bundeskasse. Dadurch wird eine weitere finanzielle Belastung der Haushalte und Firmen vermieden

II.

Einen Konkretisierungsbedarf im Hinblick auf die geplanten Regeln zur Bewirtschaftung der Reservekraftwerke sehen wir bei den folgenden Bestimmungen.

Art. 10 Abs.3

Diese Bestimmung sieht vor, dass Generatoren von Reservekraftwerken ausserhalb der Bereitstellungszeit für die Spannungshaltung eingesetzt werden dürfen.

Es bleibt aber dabei unklar, wie dieser Einsatzzweck zu verstehen ist. Falls damit ein Einsatz für die Regelenergie gemeint ist, wäre dies ein Widerspruch zu Art. 6 Abs. 3 und Art. 16 Abs. 1 WResV, welche einen Einsatz der Reservekraftwerke am Markt untersagen. Ein erlaubter Einsatz für die Regelenergie vergrössert das Stromangebot und vermindert den Wert der am Markt operierenden Kraftwerke.

Dieser Widerspruch sollte aufgelöst werden. Die Reservekraftwerke sollten auch nicht indirekt über den Einsatz für die Regelenergie am Markt zum Einsatz kommen.

Art. 16 Abs. 5

Diese Bestimmung regelt den Abruf von Reservekraftwerken auch bei einem weiterhin räumenden Markt. Als Voraussetzung für den Abruf bei einem räumenden Markt wird definiert, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit bestehen muss, dass die Wasserkraftreserve ohne diesen Abruf im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.

Dies ist nach unserer Auffassung vage formuliert. **Es sollten in der Verordnung geeignete Indikatoren und Anforderungen für einen Abruf bei räumenden zu definieren, die gewährleisten, dass durch den Abruf keine Marktverzerrung entsteht.**

Art. 18 Abs. 1

Gemäss dieser Bestimmung zahlen diejenigen Bilanzgruppen, die einen Abruf der Reserve veranlassen, der Netzgesellschaft den Marktpreis für den Abrufzeitraum zuzüglich einem Aufgeld. Es ist für uns unklar, wie der Marktpreis zu ermitteln ist, wenn keine Markträumung mehr erfolgt.

Es sollte eine klare und transparente Definition bzgl. der Marktpreisermittlung aufgenommen werden, welche zu keinen Fehlanreizen führt.

III.

Der Verordnungsentwurf berührt darüber hinaus Fragen der Luftreinhaltung bzw. des Luftreinhalterechts.

So entstehen durch die Bereitstellung von Gaskraftwerken in kurzer Frist und die Inbetriebnahme von Notstromaggregaten über ihren ursprünglich vorgesehenen «Notfall»-Zweck Widersprüche zum geltenden Umweltrecht, insbesondere ergeben sich durch ein Überschreiten von Emissionsgrenzwerten und von geltenden Einsatzzeitbeschränkungen höhere Schadstoffemissionen und

(vor allem nachts) Lärmbelastungen. Deshalb ist auch zu prüfen, inwiefern Bundes-Umweltrecht und gegebenenfalls auch kantonale Erlasse zum Umweltschutz angepasst werden müssen.

Insbesondere stellt sich die Frage der korrekten Befristung von Erleichterungen bzgl. Einhaltung von Emissionsgrenzwerten und die entsprechend notwendigen Anpassungen im Umweltrecht des Bundes (insbesondere Luftreinhalte- und Lärmschutzverordnung) angesichts der Tatsache, dass mit der neuen Verordnung ein Reserveregime anwendbar länger als bis zum Frühjahr 2023 geschaffen werden soll.

Eine Problematik ergibt sich auch dadurch, dass diverse Regelungen auch auf kantonaler Stufe angepasst werden müssten, damit die Bundeserlasse und deren Anpassungen gesetzeskonform umgesetzt werden können. Hier könnte eine Lösung sein, dass der Bund eine Grundlage vorsieht, mit der die betroffenen kantonalen Rechtsgrundlagen – ausnahmsweise – übersteuert werden, damit v.a. auch aufwändige kantonale Gesetzesanpassungen oder eine Vielzahl von Ausnahmen im Einzelfall vermieden werden.

Weitere Aspekte sehen wir betreffend

- den Einbezug der kantonalen Umweltbehörden bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten
- die höhere Gewichtung der Umweltkriterien bei der Abrufordnung; vermieden werden sollte insbesondere, dass emissionsmässig schlechtere, im Betrieb günstige Anlagen gegenüber moderneren Anlagen mit weniger Emissionen, höheren Betriebskosten bevorzugt werden
- die Entschädigung für behördlich angeordnete Anlagen-Nachrüstung zur Verbesserung der Emissionsqualität
- die Sicherstellung der Gleichbehandlung bei der Entschädigung von Reserveanlagen, die bereits umweltkonform sind und entsprechenden Mehraufwand geleistet haben, und solchen Anlagen, die die noch nicht konform sind.

Zu diesen umweltrechtlichen Fragen verweisen wir auch auf die Bewertung der BPUK im Rahmen der durch die EnDK koordinierten Vernehmlassung der in der Steuerungsgruppe Energieversorgungssicherheit konzertierten kantonalen Direktorenkonferenzen und die entsprechenden Anträge.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und die Berücksichtigung unserer Hinweise und Anträge.

Freundliche Grüsse
Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt



Beat Jans
Regierungspräsident



Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatschreiberin



Bau-, Umwelt- und Wirtschaftsdepartement
Bahnhofstrasse 15
Postfach 3768
6002 Luzern
Telefon 041 228 51 55
buwd@lu.ch
www.lu.ch

Eidgenössisches Departement für Um-
welt, Verkehr, Energie und Kommunika-
tion UWEK

per Mail an:
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Luzern, 15. November 2022

Protokoll-Nr.: 1329

Vernehmlassung: Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie die Kantonsregierungen und weitere interes-
sierte Kreise zur Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve
eingeladen.

Im Namen und Auftrag des Regierungsrates teile ich Ihnen mit, dass der Kanton Luzern die
Verordnungsänderung aus Sicht der Versorgungssicherheit unterstützt. Der Regierungsrat be-
grüssert es, dass sich die Schweiz zusätzlich gegen ausserordentliche Knappheitssituationen
in der Stromversorgung absichert. Eine Energie-Mangellage hätte gravierende Auswirkungen
auf unsere Gesellschaft und Wirtschaft. Der Regierungsrat befürwortet daher Bestrebungen,
welche zur Stärkung der Energieversorgungssicherheit beitragen – insbesondere mittels
kurzfristiger Reservebildung für die kritischen Winter- und Frühjahresmonate. Positiv sieht er
auch die Regelung, wonach die Reservekraftwerke und Notstromgruppen einzig der Reserve
dienen und keinen Strom für den Markt produzieren sollen.

Mittel- bis langfristig ist sämtliche Reserveleistung über wettbewerbliche Verfahren zu verein-
baren. Weiter ist es zielführend, dass ein Abruf der Reservekraftwerke (analog zur Wasser-
kraftreserve) ausschliesslich bei einer fehlenden Markträumung erfolgt, um Marktverzerrun-
gen zu vermeiden. Ein vorzeitiger Abruf der Reservekraftwerke zur Aufstockung der Wasser-
kraftreserve kann allenfalls in Ausnahmefällen sinnvoll sein.

Zu bedenken geben wir, dass der geplante Betrieb der Reservekraftwerke und Notstrom-
gruppen mit fossilen Energieträgern bewerkstelligt werden wird, womit weiterhin eine kriti-
sche Auslandsabhängigkeit bestehen bleibt. Langfristig muss es daher das Ziel bleiben, die
Energieproduktionsfähigkeit im Inland zu steigern. Der Ausbau der hiesigen erneuerbaren
Energien muss vor diesem Hintergrund umso mit aller Kraft vorangetrieben werden.

Die vorgesehenen Kraftwerke werden voraussichtlich (kantonale) Vorschriften in den Berei-
chen Abwärmenutzung, Laufzeiten, Luftreinhaltung und Lärm temporär nicht einhalten kön-
nen. Gemäss Erläuterungen (Seite 3) laufen dazu Gespräche und Abklärungen sowie

Rechtsanpassungen in parallelen Prozessen. Wir erwarten vom Bundesrat, dass in der Verordnung eine Bestimmung eingefügt wird, wonach widersprechende kantonalen Vorgaben temporär ausser Kraft gesetzt werden. Zum Handlungsrahmen verweisen wir dazu auf die Positionierung der Bau-, Planungs- und Umweltdirektorenkonferenz (BPUK) vom 22. September 2022.

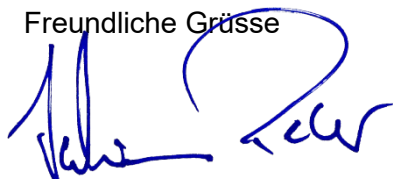
Gemäss Art. 13 sollen Betreiber kritischer Infrastrukturen nicht zur Teilnahme an der Notstromgruppen Reserve verpflichtet werden können. Dies begrüssen wir ausdrücklich. Den Erläuterungen ist aber keine Definition oder Herleitung der kritischen Infrastrukturen zu entnehmen. Damit bleibt unklar, welche kritischen Betriebe im konkreten Fall im Kanton Luzern ausgenommen werden. Wir weisen darauf hin, dass der Kanton Luzern und weitere Kantone im Rahmen des Schutzes kritischer Infrastrukturen über ein Inventar verfügen, das als Grundlage für die zu treffenden Ausnahmen zur Verfügung steht. Wir fordern die zuständigen Stellen des Bundes auf, dies zu berücksichtigen.

Gemäss Ziff. 1.2 des erläuternden Berichts erhalten die Betreiber der Wasserkraftreserve wie auch der ergänzenden Reserve eine "angemessene Vergütung". Diese Kosten werden über das Netznutzungsentgelt für das Übertragungsnetz finanziert und somit durch alle Stromverbraucher/-innen getragen. Damit diese Mehrkosten finanziert werden können, müssen die Netznutzungsgebühren erhöht werden: Für Reservekraftreserven voraussichtlich um 0,4 Rp./kWh, für die Wasserkraftreserve voraussichtlich um 1 Rp./kWh. Aus finanzpolitischer Sicht sind wir mit dieser Finanzierungsmethodik einverstanden, geben jedoch zu bedenken, dass dies in Zeiten erhöhter Inflation und ohnehin steigenden Energiepreisen aus gesellschaftlicher Sicht nicht unbedenklich ist. Daher unterstützen wir den Vorschlag der EnDK, zu prüfen, ob eine Auktionierung der Nachfragereduktion günstiger zu realisieren wäre und ob eine solche im Hinblick auf den Winter 2023/2024 mindestens ergänzend zu den Produktionsreserven eingerichtet werden könnte.

Im Übrigen schliessen wir uns der Stellungnahme der EnDK vom 14. November 2022 an.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen und Bemerkungen.

Freundliche Grüsse



Fabian Peter
Regierungsrat

Beilage:

- EnDK-Stellungnahme vom 14. November 2022

Kopie (per Mail):

- Konferenz kantonalen Energiedirektoren, Haus der Kantone, Speichergasse 6, 3000 Bern, info@endk.ch

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

A-Post Plus
Bundesamt für Energie
3003 Bern

16. November 2022

Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 (Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter [Winterreserververordnung, WResV]); Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 wurden die Kantonsregierungen eingeladen, zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 Stellung zu nehmen. Der Kanton Aargau bedankt sich für diese Gelegenheit und äussert sich dazu wie folgt:

Allgemeines

Der Kanton Aargau begrüsst das Vorgehen des Bundes für den Umgang mit der Winterreserve und den entsprechenden Verordnungsentwurf. Die Verordnung ist im Grossen und Ganzen zweckdienlich, bedarf stellenweise aber Verbesserungen (siehe Details im Folgekapitel).

Die Verordnung wird bestimmend dafür sein, wann und wie oft die Reservekraftwerke (nebst der Wasserkraftreserve und aggregierten Notstromaggregaten) abgerufen werden könnten. Der Kanton Aargau fordert, dass zuerst alle anderen Optionen ausgeschöpft werden (sprich: zuerst der Einsatz der Wasserkraftreserve beziehungsweise der Notstromaggregate [NSA]), bevor das Reservekraftwerk (RKW) zum Einsatz kommt. Dies, weil der Betrieb dieser mobilen, aussenaufgestellten Turbinen für die Gemeinde und deren Bevölkerung eine grosse Belastung in Bezug auf Lärm und Luft darstellen. Soweit möglich, muss dringend der gesetzliche Zeitrahmen für den Beurteilungspegel gemäss der Lärmschutzverordnung (LSV) von 19.00–07.00 Uhr eingehalten werden.

Des Weiteren sollen allfällige Lockerungen gegenüber der Luftreinhalteverordnung (LRV) im Bereich der Emissionsbegrenzungen oder Betriebseinschränkungen lediglich für den Winter 2022/23 gewährt werden. Für die darauffolgenden Winter haben die Betreiber aus Sicht des Kantons Aargau genügend Zeit für die Ertüchtigung von Anlagen. Mit Nachrüstungen, Umrüstungen, Sanierungen etc. können diese anschliessend die Bestimmungen der LRV vollumfänglich einhalten.

Der Kanton Aargau fordert die Umsetzung einer möglichst umweltfreundlichen, wirtschaftsfreundlichen und leicht realisierbaren Lösung. Deshalb ist primär die Nutzung von Wasserkraft und anschliessend NSA als Reservekapazität anzustreben – denn diese Anlagen existieren bereits, entlasten das Stromnetz aufgrund der Dezentralität und sind prinzipiell sofort verfügbar.

Die Kriterien für noch nicht kontrahierte Notstromanlagen wie sie vom Bundesrat am 9. November 2022 kommuniziert wurden, sind zu eng gefasst. Die NSA können netzdienlich eingesetzt werden, insbesondere solche NSA, welche dazu beitragen, dass der Netzbezug bei Grossverbrauchern reduziert wird, sind unbedingt zu berücksichtigen. Das Potenzial an NSA muss möglichst ausgeschöpft werden, sofern die negativen Effekte durch Lärm- und Luftbelastungen nicht aufgrund technischer Einschränkungen der einzelnen NSA höher gewichtet werden müssten.

Die umweltfreundlichste und effizienteste Art, das Stromsystem zu entlasten, ist der freiwillige Verzicht auf Strombezug. Der Kanton Aargau beantragt deshalb, dass der Bund einen freiwilligen Demand Side Response Markt (DSM) – wie er zum Beispiel bereits in Frankreich existiert – einrichtet. Mit diesem System des Lastmanagements wird die Stromnachfrage gesteuert. Vor allem in der Industrie können durch das gezielte und frühzeitig planbare Ab- und Zuschalten von Lasten gegen Entschädigung ein grosses Potenzial gehoben werden. Hierbei können Prozesse vorausschauend geplant und gelenkt werden, für die sich der Stromeinsatz variieren lässt – zum Beispiel in Öfen oder Pumpen. Vor Einführung eines solchen Systems sind mögliche Missbrauchsrisiken beziehungsweise vermeidbare Umsetzungsschwierigkeiten in Einklang mit dem Arbeitnehmerschutz zu bringen. Die Interessen und Rechte der Arbeitnehmenden sollen gewahrt werden – zum Beispiel bezüglich Lohnausfall, kurzfristig angeordnete Betriebsferien oder ähnlichem.

Schaffung einer ausreichenden Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Winterreserve

Der Regierungsrat weist darauf hin, dass der bestehende Art. 9 des Bundesgesetzes über die Stromversorgung (Stromversorgungsgesetz; StromVG), auf den sich der vorliegende Entwurf stützt, keine ausreichende Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve auf Verordnungsstufe darstellt. Die fehlende gesetzliche Verankerung führt zu zahlreichen Unsicherheiten und Risiken für die beteiligten Akteure, besonders jedoch für Swissgrid, welche die Ausschreibungen der Wasserkraftreserve organisiert und durchführt. Der Kanton Aargau fordert daher den Bund dazu auf, eine ausreichende gesetzliche Grundlage zu schaffen.

Antrag

Spätestens mit der nächsten Revision des StromVG muss eine ausreichende gesetzliche Grundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve geschaffen werden.

Zum Erläuternden Bericht

Kapitel 1.2 (betreffend Swissgrid)

Die Erläuterungen, wonach für den ganzen Abruf der beiden Reserven die Swissgrid zuständig sei, ist missverständlich. Die Regelung sieht eine "Abrufordnung" der EICOM vor, die sich an die Eckwerte der Winterreserveverordnung (WResV) halten muss (Art. 15). Nach Ansicht des Kantons Aargau muss bereits die WResV klar formulieren, dass das RKW Birr nur als letzte Einheit in Betrieb geht. Die Swissgrid darf das Kraftwerk nicht nach den Regeln der Optimierung des Netzes, der Kosten oder der Reserve etc. einsetzen können. Der präventive Einsatz (etwa zur Erhöhung oder Schonung der Wasserkraftreserve) muss ausdrücklich ausgeschlossen werden.

Antrag

Anpassung von Art. 15 dahingehend, dass das RKW Birr nur als letzte Notlösung in Betrieb geht und dessen präventiver Einsatz expressis verbis ausgeschlossen wird.

Kapitel (betreffend Notstromaggregate)

In der Privatwirtschaft sind eine beachtliche Anzahl Notstromaggregate installiert. Der Bund soll in der Winterreserve explizit den unbefristeten Betrieb von Notstromaggregaten vorübergehend für die Dauer der Strommangellage für die gesamte Privatwirtschaft sowie für alle öffentlichen Institutionen ermöglichen. Der Bund hat die dafür notwendigen rechtlichen Grundlagen frühzeitig zu schaffen – allen voran in der LRV sowie LSV. In der Folge ist darüber sowie über Massnahmen frühzeitig zu kommunizieren, damit sich die Unternehmen auf dieses Szenario betrieblich vorbereiten können.

Antrag

Notstromaggregate für die Eigennutzung, beziehungsweise ohne Netzanschluss, in industriellen und gewerblichen Produktionsbetrieben sowie grossen Institutionen sind der Winterreserve zuzurechnen. Diese tragen ebenfalls massgeblich dazu bei, die Nachfrage nach Strom zu reduzieren.

Kapitel 4 (betreffend Art. 7)

In den Erläuterungen zur Phase ab dem Winter 2026/27 wird ausgeführt: "Im Gegenteil ist die weitere Teilnahme (unter einem dereinstigen gesetzlichen Regime) durchaus eine Option." Diese Auffassung teilt der Kanton Aargau bezüglich des RKW Birr nicht. Das Reservekraftwerk muss so rasch als möglich, spätestens 2026 ersetzt werden. Gemäss neuesten Schätzungen könnte eine reguläre Gasturbine innerhalb der bereits existierenden Kraftwerks-Infrastruktur in Birr mit einer Leistung von bis zu 350 Megawatt ab Februar 2025, unter Umständen bereits ab Februar 2024, bei rechtzeitiger Einreichung des neuen Baugesuchs und des aktualisierten Umweltverträglichkeitsberichts, in Betrieb genommen werden.

Kapitel 4 (betreffend Art. 20 Abs. 4)

Richtigerweise wird hier die Finanzierung der Kosten für allfällige, im kantonalen Recht vorgesehene Abgeltungen an die Standortgemeinden geregelt. Der Begriff Standortgemeinde darf nicht eng parzellenbezogen ausgelegt werden, auch mit Blick auf künftige neue Lösungen nicht, denn je nach Standort und Anlagentyp können die negativen Auswirkungen auch eine angrenzende Gemeinde übermässig treffen. Ferner besteht im Kanton Aargau eine Gesetzesgrundlage, welche die Abgeltungspflicht für nachgewiesene *kommunale und regionale* Standortnachteile regelt; § 20 sowie § 19 Abs. 3 lit. d des Energiegesetzes des Kantons Aargau (EnergieG). Die Abgeltungspflicht ist in § 19 EnergieG geregelt. Dieser betrifft den Inhalt einer Betriebsbewilligung, welche nicht auf die Gemeinde, in der die Anlage liegt, begrenzt ist. § 20 stellt eine zusätzliche Rechtsgrundlage dar, wenn der Inhaber der Anlage sich mit der Gemeinde einigt.

Antrag

- In den Erläuterungen ist darauf hinzuweisen, dass der Begriff Standortgemeinde nicht eng parzellenbezogen ausgelegt wird.
- In den Erläuterungen ist ebenfalls auf die kantonale Abgeltungspflicht in § 20 sowie § 19 Abs. 3 lit. d EnergieG hinzuweisen.

Zu den einzelnen Bestimmungen

Art. 6 Abs. 3

Der Kanton Aargau begrüsst diese Bestimmung ausdrücklich. Reservekraftwerke und Notstromgruppen sollen ausschliesslich und als ultima ratio für die Elektrizitätserzeugung zugunsten der Stromreserve zum Einsatz kommen.

Antrag

Art. 6 Abs. 3 ist unbedingt beizubehalten.

Art. 7 Abs. 2

Das sich durch General Electric (GE) im Bau befindliche Notkraftwerk in Birr mit seinen acht Turbinen des Typs TM-2500 ist aus Sicht des Kantons Aargau primär eine kurzfristige Notlösung für den Winter 2022/23. Die Anlage verursacht bedeutende Lärmemissionen (hält entsprechend die LSV nicht ein), weshalb intensiv an der Suche und Umsetzung von geeigneten Gegenmassnahmen gearbeitet wird. Auch die LRV lässt sich nicht einhalten. So ist selbst ein Probetrieb für die Gemeinde und deren Bevölkerung eine grosse Belastung – und kann auch Sicht des Kantons Aargau erst durchgeführt werden, wenn die Schallschutzmassnahmen umgesetzt sind. Deshalb ist es dem Regierungsrat ein prioritäres Anliegen, dass dieses Kraftwerk möglichst schnell durch eine Lösung ersetzt wird, mit welcher die LSV und LRV in akzeptablem Mass berücksichtigt werden. Die Vorgabe, dass für die Aufnahme weiterer Betreiber für die ergänzende Reserve in der Regel Ausschreibungen durchgeführt werden, ist hierfür kontraproduktiv – zumal am Standort Birr weite Teile der benötigten Infrastruktur schon verfügbar sind resp. nur rehabilitiert werden müssten. Gemäss neuesten Schätzungen könnte eine reguläre Gasturbine mit einer grösseren Leistung von bis zu 350 Megawatt ab Februar 2025, unter Umständen bereits ab Februar 2024, bei rechtzeitiger Einreichung des neuen Baugesuchs und des aktualisierten Umweltverträglichkeitsberichts, in Betrieb genommen werden. Eine Ausschreibung dauert erfahrungsgemäss gut ein Jahr, während welchem die Anwohnerinnen und Anwohner des Notkraftwerks den potenziellen Lärmimmissionen ausgesetzt sind. Der gleiche Nachteil ist auch für die beim Betrieb anfallenden Emissionen zu nennen – seien es Luftschadstoffe oder CO₂. Bei der Ablösung des RKW Birr ist zu beachten, dass die vorliegende Verordnung nur bis zum 31. Dezember 2026 gilt. Die Nachfolgelösung muss jedoch per sofort geregelt werden – sollte dann aber sinnvollerweise für den ursprünglichen Zeithorizont von 15 bis 20 Jahren ab 2025 (optimalerweise ab 2024) gelten. Somit muss geklärt werden, wo es allenfalls Anpassungen am geltenden ordentlichen Recht braucht. Die Rechtsetzungsverfahren müssten rasch eingeleitet werden.

Für langfristige Lösungen, namentlich dem Bau von Kraftwerken auf der grünen Wiese, machen Ausschreibungen hingegen Sinn. Denn hierbei ist erstens von grösserer Konkurrenz bei Anbietern wie auch bei Betreibern und somit günstigeren Projekten auszugehen. Zweitens spielt der Faktor Zeit gegenüber anderen Interessen, wie Umwelt-, Landschafts- und Bevölkerungsschutz sowie Abwärmennutzung eine untergeordnete Rolle.

Antrag

- Im letzten Satz ist die Präzisierung "in der Regel" unbedingt beizubehalten.
- Der Regierungsrat macht beliebt zu prüfen, inwieweit das ordentliche Recht (beispielsweise zur Ausschreibungspflicht) gestützt auf das LVG vom Bundesrat für nicht anwendbar erklärt wird, um rasch das Nachfolgeprojekt in Birr, das insbesondere einen erheblich verbesserten Lärmschutz für die lokale Bevölkerung bietet, beschliessen zu können.

Art. 13 Abs. 2

Aus Sicht der Luftreinhaltung ist im direkten Vergleich von NSA den Emissionswerten höhere Priorität einzuräumen, als der Anzahl der Anlagen, beziehungsweise die Minimierung derselben. Eine dezentral organisierte und gut gesteuerte Notstromgruppe (NSG) mit emissionsarmen Anlagen bietet zudem den Vorteil der Netzentlastung.

Antrag

Neuer Art. 13 Abs. 2^{bis}

Die Aufnahme von Notstromgruppen in die ergänzende Reserve erfolgt in erster Priorität nach dem Emissionsverhalten sowie dem Stand der Technik der Anlagen.

Art. 13 Abs. 2 und 3

Die Bestimmungen sind zu wenig präzise und könnten Angaben über Bedingungen und Kriterien für die Teilnahme an der Winterreserve durch Betreiber von Notstromaggregaten enthalten. Ausserdem ist nicht ersichtlich, ob generell alle Unternehmen mit einem (leistungsfähigen) Notstromaggregat gemeint sind und sich die Ausnahmen auf militärische und kritische Infrastrukturen beschränken. Wobei auch hier zu definieren bleibt, welche Unternehmen unter letzteren Begriff fallen.

Antrag

In einem Anhang zur Verordnung sind die Bedingungen und Kriterien für die Teilnahme an der Winterreserve, die betroffenen beziehungsweise ausgenommenen sowie die verpflichtungsfähigen Unternehmen detaillierter auszuführen.

Art. 14 Abs. 2

Der Unterhalt von bezüglich Emissionsverhalten technisch fortschrittlichen Anlagen verursacht für den Betreiber Mehrkosten – beispielsweise Partikelfilter oder deNOx-Anlagen (Rauchgasentstickung). Diese Kosten sollten abgegolten werden, da sie im Sinn der Vorsorge und der Luftreinhaltung von hoher Bedeutung sind. Zudem ist zu beachten, dass für das Ziel einer möglichst geringen zusätzlichen Emissionsfracht Art. 15 Abs. 2 dieser Verordnung kontraproduktiv ist. Denn dieser priorisiert die tiefen Kosten vor den Schadstoffemissionen (siehe entsprechenden Antrag unten).

Antrag

- Ergänzung Art. 14 Abs. 2

Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Notstromgruppe und die dafür nötigen anlageseitigen Investitionen einschliesslich allfälliger Sanierungskosten. Anlagen mit Anlageteilen zur Verbesserung der Emissionen, beziehungsweise Emissionsfrachten werden höher entschädigt.

- Neuer Art. 14 Abs. 2^{bis}

Anlagen, welche für Sanierungen, Ausrüstungen oder Ertüchtigungen ein Entgelt erhalten, haben eine Sanierungsfrist von maximal 9 Monaten einzuhalten.

Art. 14 Abs. 3

Notstromgruppen dienen den Eigentümern, beziehungsweise Betreibern primär der Sicherstellung der Eigenversorgung und Aufrechterhaltung des Unternehmensbetriebs. Gemäss LRV darf eine NSG bis zu 50 Stunden im Jahr betrieben werden. Der Einsatz einer NSA als Erzeugungskapazität für die Reserve darf nicht zu diesen 50 Stunden gerechnet werden.

Des Weiteren wird nicht klar, wie der Einsatz für die Reserve abgegolten wird, wenn das Unternehmen das NSA für die Eigenversorgung bereits in Betrieb hat. Sollte das NSA dann nicht zur Verfügung stehen und die Energieversorgung aussetzen, ist ein Schaden möglich, der weder durch das Verfügbarkeitsentgelt noch durch die Abrufentschädigung gedeckt wird.

Antrag

Art. 14 Abs. 3 anpassen

Die Betreiber können die Notstromgruppen weiterhin für ihre eigenen betrieblichen Zwecke nutzen. Der Einsatz für die Stromreserve hat im Fall eines Abrufs Vorrang, solange dem entsprechenden Betreiber dadurch kein direkter Schaden mit langfristiger Auswirkung entsteht.

Neuer Art. 14 Abs. 3^{bis}

Der Einsatz für die Stromreserve wird separat erfasst und geht nicht zulasten der Ausnahmeregelung für Prüfstände und Notstromgruppen gemäss Art. 837 Abs. 2 LRV.

Art. 15 Abs. 2

Die Reihenfolge der Abrufordnung ist im Hinblick auf die Emissionsfrachten optimierungsfähig (siehe dazu auch die Bemerkungen zu Art. 14 Abs. 2 oder Art. 17 Abs. 5). In der Vorlage wird tiefen Kosten eine grössere Bedeutung beigemessen als geringen Emissionen, was zu korrigieren ist. Zudem schaffen die Begrifflichkeiten von lit. d Verwirrung – so ist nicht klar, was der Unterschied zwischen Schadstoffemissionen und den Klimaauswirkungen sein soll – auch der erläuternde Bericht geht nicht drauf ein, beziehungsweise spricht von Auswirkungen auf die Umwelt.

Antrag

Anpassung der Reihenfolge in Art. 15 Abs. 2, sowie der Begriffe in Art. 15 Abs. 2 lit. d_(alt)

Sie beachtet dafür in der folgenden Reihenfolge:

- a. eine rechtzeitig verfügbare und ausreichend grosse Leistung;
- b. die Schonung von beschränkt verfügbaren Teilen der Reserven;
- ~~c. tiefe Kosten;~~
- ~~d. c. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen; und~~
- d. tiefe Kosten; und
- e. die folgenden weiteren Bedingungen:
 1. die Verfügbarkeit der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve sowie die Einsatzgeschwindigkeit der verschiedenen Anlagentypen bei einem Abruf,
 2. den Abrufzeitpunkt im Winter oder im Frühling,
 3. die voraussichtliche Dauer und Häufigkeit eines Abrufs,
 4. die Verfügbarkeit des Brennstoffs,
 5. die technischen Besonderheiten der verschiedenen Anlagentypen,
 6. die unterschiedlichen Schadstoff- und Lärmemissionen der verschiedenen Anlagentypen.

Art. 16

Die Einhaltung der Arbeitsbedingungen und Arbeitsschutzbestimmungen soll eine zwingende Anforderung bei der Ausschreibung sein. Sie ist demnach auch bei der Prüfung und Wahl des Angebots zu berücksichtigen und beim Abruf der Reserve sicherzustellen.

Antrag

Neuer Art. 16 Abs. 6

Die Einhaltung der Arbeitsbedingungen und Arbeitsschutzbestimmungen sind im gesamten Prozess (Ausschreibung, Zuschlag und Abruf) zu gewährleisten.

Art. 16 Abs. 3

Neben der noch offenen Abrufordnung sind die Kriterien für den konkreten Abruf, den Swissgrid vornehmen soll, unklar. Diese Bestimmung legt fest, dass die Netzgesellschaft den Abruf «nach der Abrufordnung und diskriminierungsfrei» vornehmen soll. Da die Bestimmung keine Priorisierung enthält, erscheint fraglich, wie Swissgrid im Zweifelsfall entscheiden soll. Zielkonflikte sind mit dieser Formulierung vorprogrammiert.

Antrag

Art. 16 Abs. 3 ergänzen

Die Netzgesellschaft nimmt den Abruf nach der Abrufordnung und diskriminierungsfrei vor. Der Abruf der Wasserkraftreserve erfolgt grundsätzlich über alle Betreiber, die an dieser Reserve teilnehmen, proportional zur vereinbarten Energiemenge. Der Abruf erfolgt [Abrufprinzip der Netzgesellschaft ergänzen].

Art. 16 Abs. 4

Im Vertrag mit dem zu bestimmenden Betreiber des RKW Birr darf kein Anspruch auf einen Mindestbetrieb oder eine Diskriminierungsfreiheit zu anderen Reservekraftwerken enthalten sein. Ein Abruf aus internationaler Solidarität (Art. 16 Abs. 4) muss ausgeschlossen sein.

Antrag

Art. 16 Abs. 4 ergänzen

Bei einer anderweitigen unmittelbaren Gefährdung, insbesondere einer Gefährdung des stabilen Netzbetriebs, kann die Netzgesellschaft in Abweichung von Absatz 1 Elektrizität von Anlagen aus beiden Reserven auch ohne fehlende Markträumung oder ohne Bedarfsmeldung einer Bilanzgruppe abrufen. Ein Abruf ist in Ausnahmefällen auch im Rahmen allfälliger internationaler Solidaritätsvereinbarungen möglich. Diese Ausnahme gilt hingegen nicht für das zwischen 2023 und maximal 2025 betriebene Reservekraftwerk in Birr. Die Netzgesellschaft meldet alle Abrufe nach diesem Absatz der EICom.

Art. 17 Abs. 5

Der Unterhalt von bezüglich Emissionsverhalten technisch fortschrittlichen Anlagen verursacht für den Betreiber Mehrkosten – beispielsweise Partikelfilter oder deNOx-Anlagen (Rauchgasentstickung). Diese Kosten sollten abgegolten werden, da sie im Sinn der Vorsorge und der Luftreinhaltung von hoher Bedeutung sind. Zudem ist zu beachten, dass für das Ziel einer möglichst geringen zusätzlichen Emissionsfracht Art. 15 Abs. 2 dieser Verordnung kontraproduktiv ist. Denn dieser priorisiert die tiefen Kosten vor den Schadstoffemissionen (siehe entsprechenden Antrag oben).

Antrag

Art. 17 Abs. 5 ergänzen

Bei den Notstromgruppen werden mit der Abrufentschädigung die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs vergütet, wie die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger, die Emissionsrechte oder die CO₂-Abgabe sowie für weitere Betriebsmittel. Anlagen mit Anlageteilen zur Verbesserung der Emissionen, beziehungsweise Emissionsfrachten werden höher entschädigt.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats

Alex Hürzeler
Landammann

Joana Filippi
Staatsschreiberin

Kopie

- mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch

Staatskanzlei, Regierungsgebäude, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches
Departement für Umwelt, Verkehr, Energie
und Kommunikation (UVEK)
Frau Simonetta Sommaruga
Bundesrätin
3003 Bern

Frauenfeld, 15. November 2022
663

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023.

Der Schweiz droht in den kommenden Wintern eine Energiemangellage, insbesondere auch im Strombereich. Je tiefer das konkrete Vorgehen bei Stromabschaltungen analysiert wird, umso deutlicher zeigt sich, dass zyklische Abschaltungen um jeden Preis verhindert werden müssen. Vor diesem Hintergrund begrüssen wir die Schaffung der Winterreserveverordnung (WResV).

Diese Verordnung ist ein weiterer Schritt, um die Gefahr einer Strommangellage zumindest zu vermindern, und ist daher im Grundsatz zu begrüssen. Die darin für Reservekraftwerke und Notstromgruppen vorgesehene Teilnahmepflicht am Emissionshandelssystem und das Verbot zur Produktion von Strom für den Markt erachten wir als wichtige Eckpfeiler dieser Verordnung.

Im Übrigen verweisen wir auf die Stellungnahme der Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK), der wir uns vollumfänglich anschliessen.

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

2/2

Mit freundlichen Grüßen

Die Präsidentin des Regierungsrates



Der Staatsschreiber



Regierungsrat, Postfach, 6301 Zug

Nur per E-Mail

Eidgenössisches Departement für
Wirtschaft, Bildung und Forschung, WBF
Herr Bundesrat Guy Parmelin
Bundeshaus Ost
3003 Bern

Zug, 15. November 2022 rv

Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 – Stellungnahme Kanton Zug

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie die Kantonsregierungen zur Vernehmlassung zur oben erwähnten Vorlage eingeladen. Gerne nehmen wir dazu wie folgt Stellung:

Vorbemerkung

Die Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve (WResV; SR 734.722; in Kraft seit 1. Oktober 2022) wird totalrevidiert und erhält neu den Titel «Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV)». Neben Speicherkraftwerken sollen neu auch Reservekraftwerke und Notstromaggregate in die Winterstromreserve integriert werden. Die Finanzierung erfolgt hauptsächlich über das Netznutzungsentgelt für das Übertragungsnetz und geht zulasten der Stromverbrauchenden. Für den Betrieb der Anlagen sind temporäre Lockerungen bestehender Umweltvorschriften nötig, die jedoch in parallelen Prozessen laufen.

Stellungnahme

Die Stromversorgungssicherheit für die Schweiz und damit auch für den Kanton Zug ist absolut zentral. Der volkswirtschaftliche Schaden eines Zusammenbruchs des Stromnetzes (technischer Blackout) wäre enorm, wie das Beispiel des US-Bundesstaates Kalifornien vor rund 20 Jahren zeigte. Angesichts der sich aus verschiedenen Gründen abzeichnenden Energieknappheit sind die Staaten gezwungen, Reserven zu sichern um den Bedarf und das Angebot im Einklang zu halten und so einen Zusammenbruch des Netzes zu verhindern. Diese Reserven sind zusätzlich zum Markt sicherzustellen und müssen entsprechend finanziert sein. Wir unterstützen daher die Absicht des Bundesrats, die Stromversorgung im Winter auch mit Reservekraftwerken und Notstromgruppen abzusichern.

Wir begrüßen zudem, dass es aufgrund der Einbindung der Anlagen ins Emissionshandelssystem (EHS) nicht zu zusätzlichen CO₂-Emissionen kommt. Die übrigen Umweltauswirkungen des Betriebs der Anlagen sind jedoch erheblich. Daher sind allfällige Lockerungen von Umweltvorschriften auf ein Minimum zu beschränken und in Abstimmung mit den Kantonen zu erarbeiten.

Im Übrigen verweisen wir auf die Stellungnahme der Energiedirektorenkonferenz vom 11. November 2022.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme sowie für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
Regierungsrat des Kantons Zug



Martin Pfister
Landammann



Tobias Moser
Landschreiber

Versand per E-Mail an:

- mohamed.benhamed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch
- Volkswirtschaftsdirektion (info.vds@zg.ch)
- Sicherheitsdirektion (info.sd@zg.ch)
- Baudirektion (info.bds@zg.ch)
- Kantonale Zentralstelle für Wirtschaftliche Landesversorgung KZWL (info.awa@zg.ch)
- Zuger Mitglieder der Bundesversammlung
- Staatskanzlei mit Auftrag zur Veröffentlichung auf der Webseite (info.staatskanzlei@zg.ch)

Eingegangen

16. Nov. 2022

BFE / OFEN / UFE

Bundesamt für Energie BFE
Bundesrats- und Parlaments-
geschäfte
3003 Bern

15. November 2022

Vernehmlassung zur Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Die Vorsteherin des Eidgenössischen Departementes für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK hat mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 die Kantone zur abgekürzten Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 eingeladen. Dazu nehmen wir wie folgt Stellung:

Bei der Vorlage geht es im Wesentlichen um die Schaffung von zusätzlich abrufbaren Reservekapazitäten als zweite Versicherungslösung für die vorübergehende Stärkung der Stromversorgungssicherheit bis Ende Winter 2025/2026. Dazu soll die bestehende Wasserkraftreserve mit geeigneten fossilen Reservekraftwerken und Notstromaggregaten erweitert werden. Auch wenn die fossile Stromerzeugung den kantonalen energie- und klimapolitischen Zielen widerspricht, ist es sinnvoll, auch geeignete fossile Stromerzeugungsanlagen als Notreserve zur Verhinderung folgenswerer Stromausfälle gezielt einzusetzen. In Anbetracht der angespannten Versorgungslage begrüssen wir deshalb die geplante Erweiterung der Wasserkraftreserve. Besonders begrüssen wir die Befristung dieser Übergangslösung auf 2026.

Anpassungs- und Koordinationsbedarf besteht vor allem bei der Abstimmung mit den kantonalen Umwelt- und Energievorschriften. Die Bereitstellung von fossilen Kraftwerken in kurzer Frist sowie der Betrieb von Notstromaggregaten über den ursprünglich vorgesehenen «Notfall»-Einsatz hinaus stehen im Widerspruch zum geltenden Umwelt- und kantonalen Energierecht. Insbesondere ergeben sich durch Überschreiten von Emissionsgrenzwerten und Einsatzzeitbeschränkungen deutlich höhere Schadstoffemissionen und Lärmbelastungen, unter anderem auch nachts. Deshalb ist ausführlicher zu prüfen, inwiefern Umweltrecht und gegebenenfalls kantonale Erlasse angepasst und umgesetzt werden müssen.

Antrag 1: Es ist eine Bestimmung einzuführen, welche die kantonalen Vorschriften, die den Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten behindern können, temporär ausser Kraft setzt (Emissionsgrenzwerte, Abwärmenutzung, Einsatzzeitbeschränkung, ...).

Weiterer Koordinationsbedarf besteht bei der Festlegung der Abrufordnung der «ergänzenden» fossilen Notreserve durch die Eidgenössische Elektrizitätskommission ElCom. Es ist unklar, wie genau das Emissionsverhalten bei der Abrufordnung berücksichtigt wird. Ebenso muss der Einsatz dieser zweiten Notreserve im Kontext mit den übrigen produktions- und verbrauchsseitigen Be-

wirtschaftungsmassnahmen transparent festgelegt werden. Die für den Vollzug der Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde sollte deshalb frühzeitig in die Arbeiten einbezogen werden.

Die Mehremissionen betreffen verschiedene Luftschadstoffe mit unterschiedlicher Toxizität, Gesundheits- und Umweltrelevanz; bspw. Russ, Stickoxide, Kohlenmonoxid sowie höheren Lärmbelastungen vor allem in den Nachtstunden. Zudem können die Mehremissionen zu übermässigen Immissionen führen. Eine Bewertung der Emissionen, der Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit, die Prüfung geeigneter Emissionsminderungsmassnahmen und Einordnung der Kosten im Verhältnis zum Nutzen kann nur sinnvoll erfolgen, wenn die genannten Aspekte gesamtheitlich berücksichtigt werden.

Antrag 2: Die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde ist zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten frühzeitig einzubeziehen.

Abschliessend verweisen wir auf die Stellungnahme der Konferenz der kantonalen Energiedirektoren (EnDK) und der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023. Wir schliessen uns dieser an.

Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Mit freundlichen Grüssen

IM NAMEN DES REGIERUNGSRATES



Dr. Remo Ankli
Landammann



Andreas Eng
Staatsschreiber

 KANTON **solothurn**

Regierungsrat

4509 Solothurn

A

15.11.22

CH - 4509
Solothurn

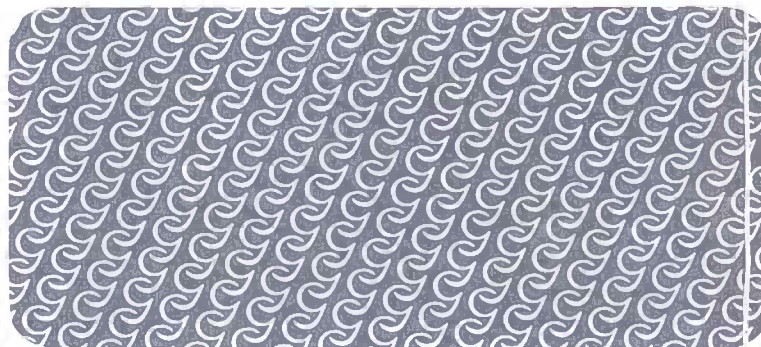
2000132

P.P. 4509 Solothurn

A
STANDARD



DIE POST 

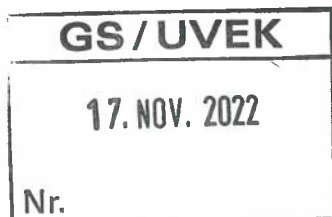




Genève, le 16 novembre 2022

Le Conseil d'Etat

5185-2022



Département fédéral de
l'environnement, des transports, de
l'énergie et de la communication
(DETEC)
Madame Simonetta SOMMARUGA
Conseillère fédérale
Palais fédéral Nord
3003 Berne

Concerne : réponse à la consultation fédérale concernant l'ordonnance sur une réserve d'hiver (OIRH).

Madame la Conseillère fédérale,

Notre Conseil a pris connaissance avec intérêt de votre projet d'ordonnance du 19 octobre 2022 dont le contenu a retenu toute notre attention.

Le Conseil d'Etat salue la mise en consultation de bases légales relatives à l'instauration d'une réserve d'électricité supplémentaire par le biais d'enchères à titre d'assurance pour des situations exceptionnelles de pénurie. Nous relevons toutefois que la réserve constitue un moyen permettant d'atténuer le problème de pénurie à court terme, mais pas de remédier à un risque de pénurie durable. Le développement des énergies renouvelables doit donc être accéléré en priorité.

Notre Conseil considère aussi qu'il est préjudiciable d'investir dans de nouvelles infrastructures alimentées par des combustibles fossiles comme le propose ce projet. L'approvisionnement en électricité, même à court terme, ne peut pas se faire au détriment des objectifs de protection du climat. Toute infrastructure fossile supplémentaire cimente par ailleurs encore plus la dépendance de la Suisse vis-à-vis des sources d'énergie extérieures, qui est d'ailleurs un facteur péjorant la sécurité d'approvisionnement.

Les nouvelles centrales auront une durée de vie longue et leur mise à disposition mobilisera inutilement de l'argent public, qui manquera alors pour assurer un approvisionnement en électricité au moyen d'installations indigènes respectueuses du climat. Si le Conseil fédéral arrive toutefois à la conclusion qu'il faut impérativement permettre l'extension des capacités de réserve, il doit à notre sens se concentrer prioritairement sur les infrastructures déjà existantes. Concernant le bilan à venir d'émissions de CO₂ liées à ces installations, notre Conseil et d'avis qu'elles devront être déclarées et compensées sur le territoire national.

Notre Conseil regrette par ailleurs l'absence d'éléments permettant de qualifier et de quantifier le manque d'électricité à venir dans le rapport explicatif. Une estimation ou une fourchette des besoins d'importations en électricité durant la période hivernale aurait permis d'évaluer plus finement la pertinence des solutions proposées et le volume d'électricité souhaité en réserve.

De surcroît, notre gouvernement constate que seules des mesures concernant la production sont envisagées. Aucune mesure de gestion flexible de la demande n'est proposée. Nous souhaitons que la mise en place d'enchères de la réduction de la demande soit examinée en vue de l'hiver 2023/2024, à l'instar de la demande de la motion Schaffner (22.3260). En effet, chaque unité d'électricité qui n'est pas utilisée ou dont la demande est reportée à un moment non critique pour le système peut éviter un appel à la réserve d'électricité et ainsi stabiliser l'approvisionnement. Par ailleurs, une réduction de la consommation d'électricité contribuerait à diminuer les coûts importants liés à la mise en place d'une réserve de production.

Notre gouvernement estime que le projet doit clarifier la manière dont l'ordre d'appel et les critères d'appel des différentes réserves sont définis. Vu les risques de pénurie en combustibles fossiles, principalement en gaz, il faut tenir compte de leurs disponibilités.

L'interaction entre les mesures de réduction de la demande et l'activation des réserves doit également être clarifiée à temps. Les mesures d'économies d'énergies légères, notamment les restrictions de consommation dans l'espace public ou dans le domaine privé (éclairage des vitrines, saunas privés, etc.) doivent être activées à temps. De la sorte, nous ne puiserons pas dans les précieuses réserves hydrauliques et éviterons la mise en marche des centrales de réserve préjudiciables pour l'environnement.

Notre Conseil relève également que certaines dispositions légales, fédérales et cantonales, limitent l'utilisation de groupes électrogènes de secours à 50h/an. Si cette durée est dépassée, ces installations doivent respecter des normes plus élevées, au regard d'émissions selon l'Ordonnance fédérale sur la protection de l'air (OPAir) ou de l'obligation de récupérer la chaleur selon le Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC). Nous préconisons à ce titre d'inscrire dans le présent projet un assouplissement temporaire de ces exigences, une clarification précise des seuils qui pourront être dépassés et la durée maximale du fonctionnement de ces installations. Le Conseil d'Etat considère également que la surveillance nécessaire du respect des prescriptions légales doit être effectuée par l'autorité cantonale compétente pour l'exécution des prescriptions environnementales.

En vous remerciant de l'attention portée à la présente, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

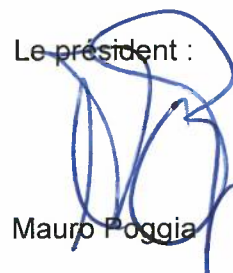
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michèle Righetti

Le président :



Mauro Poggia



Regierungsrat

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
info.regierungsrat@be.ch
www.be.ch/rr

Staatskanzlei, Postfach, 3000 Bern 8

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie
und Kommunikation UVEK

Per E-Mail an:
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

RRB Nr.: 1177/2022 16. November 2022
Direktion: Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
Klassifizierung: Nicht klassifiziert

Vernehmlassung des Bundes: Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 – Errichtung einer Winterreserve Stellungnahme des Kantons Bern

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Regierungsrat des Kantons Bern dankt Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und begrüsst die Verordnungsvorlage im Grundsatz, die ergänzend zur bestehenden Wasserkraftreserve die Vorhaltung weiterer Reservekraftwerke zur Stärkung der Versorgungssicherheit im Winter vorsieht.

1. Grundsätzliches

Der Regierungsrat schliesst sich der Stellungnahme der EnDK vom 10. November 2022 an und unterstützt insbesondere die Anträge der Einführung von den neuen Absätzen 5 und 6 in Art. 13. Auch erachtet der Regierungsrat eine zeitnahe Definition der Abrufordnung (Art. 15) als erforderlich. Die notwendige Anpassung der Luftreinhalte- und Lärmschutzverordnung ist ebenfalls aufzunehmen. Weiter soll spätestens mit der nächsten Revision des StromVG eine ausreichende gesetzliche Grundlage für die Errichtung einer Winterreserve geschaffen werden.

2. Anträge

2.1 Antrag

Der Regierungsrat beantragt die Ergänzung von Art. 13 mit Absatz 5:

⁵ *Kantonale Vorgaben zur Energienutzung oder zum Umweltschutz, wie etwa eine verpflichtende Abwärmenutzung, haben für die Nutzung der Reserve innerhalb der Geltungsdauer dieser Verordnung keine Gültigkeit.*

Begründung

Die Erstellung von Anlagen zur Notstromerzeugung sowie deren Betrieb für Probeläufe von höchstens 50 Stunden pro Jahr ist ohne Nutzung der im Betrieb entstehenden Wärme zulässig (Art. 1.43 Abs. 4, MuKE n 2014).

Das heisst, sowohl der Betrieb von fossil betriebenen Reservekraftwerken wie auch der Betrieb von Notstromaggregaten während mehr als 50 Stunden, beziehungsweise ohne einen bereits vorhandenen Stromausfall (kein Strom aus dem Netz verfügbar), ist gemäss diesen kantonalen Vorgaben nicht zulässig. Soll dies zur Verhinderung einer Energiemangellage ermöglicht werden, muss der Bund diese kantonalen Bestimmungen per Notverordnung unter Berufung auf eine unmittelbar bevorstehende Mangellage ausser Kraft setzen.

2.2 Antrag

Der Regierungsrat beantragt die Ergänzung von Art. 13 mit Absatz 6:

⁶ *Die Teilnahme an der ergänzenden Reserve kann auch durch Notstromaggregate erfolgen, die nicht an das Stromnetz angeschlossen sind.*

Begründung

In einer unvorhergesehenen Knappheitssituation wäre der Einsatz auch nicht ans Stromnetz angeschlossener Notstromaggregate zu begrüssen, da sie die Netze entlasten. Es sollte daher klargestellt werden, dass auch Anlagen ohne Netzanschluss in die Reserve aufgenommen werden können.

2.3 Antrag

Der Regierungsrat beantragt, die Abrufordnung (Art. 15) zeitnah zu definieren und der ElCom die nötige Flexibilität zu lassen, die Reserven so einzusetzen, dass das Gesamtsystem unter Berücksichtigung der jeweiligen Prognose möglichst stabil bleibt.

Die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde ist zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken frühzeitig einzubeziehen. In der Reihenfolge der Abrufbedingungen sind die Umweltauswirkungen unter Abs. 2, Bst. d und Bst. e den Kosten, Abs. 2, Bst. c, vorzuziehen.

Begründung

Gemäss der Vorlage bestünden in der Reserve drei unterschiedliche Technologien. Zu welchem Zeitpunkt welche Technologie unter welchen Bedingungen zum Zug kommt, wird aus der Vorlage nicht ersichtlich. Zwar gibt Art. 15 «Hauptanliegen und Kriterien» (erläuternder Bericht) vor,

nach denen eine Abrufordnung erstellt werden soll. Die konkrete Festlegung dieser Ordnung soll jedoch die EICom übernehmen. Die Festlegung des Zusammenspiels zwischen den Technologien ist in unseren Augen das zentrale Element der Energiereserve. Es geht hier konkret um eine Abwägung zwischen den Interessen der Gewährleistung der Energieversorgung, der Luftreinhaltung, des Klima- und Umweltschutzes sowie der Bezahlbarkeit für die Verbraucherinnen und Verbraucher. Diese verantwortungsvolle Aufgabe von der politischen Ebene an die Regulierungsbehörde zu delegieren, ist aus Sicht des Kantons Bern problematisch.

Die Abrufordnung gilt es nun zeitnah zu definieren. Dabei muss es auch möglich sein, dass die Reservekraftwerke und/oder Notstromaggregate zum Einsatz kommen, bevor die letzte Kilowattstunde aus der Hydroreserve verbraucht ist bzw. wenn sich ein Nicht-Schliessen des Marktes mit hoher Wahrscheinlichkeit in naher Zukunft abzeichnet. Die Kriterien für diesen Fall müssen klar definiert werden.

Gleichzeitig gilt es die Abhängigkeit auf die Verfügbarkeit von Brennstoffen, insbesondere auch im Zusammenspiel mit der möglichen Umstellung der Zweistoffanlagen, im Auge zu behalten.

2.4 Antrag

Der Regierungsrat beantragt, die notwendigen Anpassungen der Luftreinhalte- und Lärmschutzverordnung vorzunehmen und die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständigen kantonalen Behörden zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten frühzeitig einzubeziehen.

Begründung

In der Abrufordnung wird die Berücksichtigung des Emissionsverhaltens als Priorisierungsmerkmal ausgeführt. Dies obliegt der EICom, die nach Art. 16 auch für die Umsetzung zuständig ist. Die Priorisierung nach Emissionsverhalten und die gebotene Aufsicht über die Erfüllung von gesetzlichen Vorgaben können indes nur durch die für den Vollzug der Umweltvorschriften zuständigen kantonalen Behörden vorgenommen werden. Sie ist deshalb bei der Festlegung zwingend und frühzeitig einzubeziehen. Die Mehremissionen betreffen verschiedene Luftschadstoffe mit unterschiedlicher Toxizität, Gesundheits- und Umweltrelevanz; bspw. Russ, Stickoxide, Kohlenmonoxid, sowie höhere Lärmbelastungen vor allem in den Nachtstunden. Zudem können die Mehremissionen zu übermässigen Immissionen führen. Damit Reservekraftwerke und Notstromaggregate gesetzeskonform zum Einsatz gebracht werden können, sind die dafür notwendigen Erleichterungen befristet in der Luftreinhalte- und Lärmschutzverordnung aufzunehmen.

2.5 Antrag

Der Regierungsrat beantragt, dass spätestens mit der nächsten Revision des StromVG eine ausreichende gesetzliche Grundlage für die Errichtung einer Winterreserve geschaffen wird.

Begründung

Der bestehende Art. 9 StromVG, auf den sich der vorliegende Entwurf stützt, stellt keine ausreichende Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve auf Verordnungsstufe dar. Die fehlende gesetzliche Verankerung führt zu zahlreichen Unsicherheiten und Risiken für

die beteiligten Akteure, besonders jedoch für Swissgrid, welche die Ausschreibungen der Wasserkraftreserve organisiert und durchführt. Die Kantone fordern daher den Bund dazu auf, eine ausreichende gesetzliche Grundlage zu schaffen.

Der Regierungsrat dankt Ihnen für die Berücksichtigung seiner Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates



Christine Häsler
Regierungspräsidentin



Christoph Auer
Staatschreiber

Verteiler

– Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion

Numero
5583

fr

0

Bellinzona
16 novembre 2022

Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 41 11
fax +41 91 814 44 35
e-mail can@ti.ch
web www.ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Signora Consigliera federale
Simonetta Sommaruga
Direttrice DATEC
3003 Berna

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Sicurezza dell'approvvigionamento elettrico: Ordinanza sull'utilizzo delle centrali di riserva per l'inverno 2022/2023 (Ordinanza sulla riserva invernale OREI), procedura di consultazione progetto di revisione

Signora Consigliera federale,

La ringraziamo per essere stati coinvolti nella procedura di consultazione abbreviata relativa l'Ordinanza sulla riserva invernale (OREI) e nel merito osserviamo quanto segue.

Innanzitutto desideriamo evidenziare che lo scrivente Consiglio condivide pienamente l'obiettivo di fondo di assicurare a breve termine l'approvvigionamento di energia elettrica della Svizzera anche in caso di sviluppi straordinari del mercato, adottando diverse misure ed in particolare costituendo delle capacità di riserva per situazioni eccezionali di carenza nella produzione indigena. È tuttavia evidente che le misure per assicurare questo obiettivo devono essere adottate in modo ponderato e soprattutto devono rappresentare la soluzione d'emergenza necessaria attualmente. Quindi in generale: sì alla rapida creazione di una riserva di energia elettrica per l'inverno tramite riserva di energia idroelettrica e di centrali elettriche di riserva, per garantire la sicurezza dell'approvvigionamento a breve termine, ma ciò non deve in alcun modo far dimenticare l'obiettivo di mantenere e di potenziare la produzione di energia rinnovabile (idroelettrica, eolica e fotovoltaica) in Svizzera.

Inoltre occorre assolutamente evitare di creare disposizioni che ingeriscano nei rapporti fra i Cantoni concedenti e le aziende idroelettriche concessionarie di diritti per lo sfruttamento delle forze idriche. Benché nei documenti oggetto della consultazione non s'intravedono indicazioni in tal senso, per trasparenza è importante sottolineare che si tratta di rapporti retti da concessioni di lungo termine e che non possono essere influenzati da situazioni contingenti, per quanto urgenti e gravose, come quelle alla base della proposta di revisione della presente Ordinanza.

Nello specifico dell'OREI si rileva che all' art. 6 cpv. 2 dell'OREI il dispositivo è silente per quanto concerne l'alimentazione dei gruppi elettrogeni d'emergenza che partecipano alla riserva complementare all'idroelettrico.

RG n. 5583 del 16 novembre 2022

Leggendo nel rapporto esplicativo, a pag. 7 le spiegazioni relative all'art. 13 partecipazioni dei gruppi elettrogeni d'emergenza troviamo il riferimento che *"si tratta in genere di sistemi che funzionano a diesel"*.

Ora su questo aspetto la legislazione vigente, in particolare l'Ordinanza contro l'inquinamento atmosferico (OIA del 16 dicembre 1985) nel suo allegato 5 alla cifra 6, indica l'olio diesel quale possibile combustibile utilizzabile. Concretamente però abbiamo rilevato sul nostro territorio che in molti casi i gruppi elettrogeni d'emergenza vengono alimentati con olio combustibile al posto di olio diesel, il che conduce ad emissioni fino a 3 volte superiori. Ritenuto ciò e considerato che il funzionamento dei gruppi d'emergenza potrebbe durare fino ad alcune settimane, nell'ambito degli accordi con i gestori di questi impianti, chiediamo che venga esplicitamente dato l'obbligo di alimentazione con olio diesel.

Voglia gradire, signora Consigliera federale, l'espressione della nostra massima stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente



Claudio Zali

Il Cancelliere



Arnaldo Coduri

Copia a:

- Direzione del Dipartimento delle finanze e dell'economia (dfe-dir@ti.ch)
- Divisione delle risorse (dfe-dr@ti.ch)
- Ufficio dell'energia (dfe-energia@ti.ch)
- Divisione dell'ambiente (dt-da@ti.ch)
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch)
- Pubblicazione in internet



CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

PER E-MAIL

Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Bundeshaus Nord
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 15. November 2022

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023. Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 hat das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK die Kantone eingeladen, sich zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 vernehmen zu lassen. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit und lassen uns wie folgt vernehmen.

Die Risiken für eine Strom- und Gasmangellage sind stark gestiegen, weshalb Massnahmen zur Energieversorgungssicherheit zu treffen sind. Per 1. Oktober 2022 hat der Bundesrat die Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve (WResV; SR 734.22) in Kraft gesetzt.

Die Reservekraftwerke werden neu mit der vorliegenden Vorlage in die Winterstromversorgung integriert. Die bisherige Verordnung wird neben den Reservekraftwerken zusätzlich mit Notstromgruppen erweitert und erhält einen neuen Titel (Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve, Winterreserveverordnung, WResV). Die mit der Ordnungsrevision geplante Schaffung einer Stromreserve soll gegen ausserordentliche, vor allem im Winter bis Frühling auftretende Mangellagen in der Stromversorgung absichern.

Der Regierungsrat Nidwalden unterstützt die Ordnungsänderungen, welche die Stromversorgungssicherheit erhöhen und dazu beitragen, eine Strommangellage abzuwenden oder möglichst abzumildern. Entscheidend ist dabei immer auch, dass beim Erlass von Notverordnungen angestrebt wird, die weiteren gesetzgeberischen Rahmenbedingungen bestmöglich zu berücksichtigen.

Wir bedanken uns für Ihre Kenntnisnahme.

Freundliche Grüsse
NAMENS DES REGIERUNGSRATES



Joe Christen
Landammann



lic. iur. Armin Eberli
Landschreiber

Geht an:

- mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch



Eidgenössisches Departement
für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation

16. November 2022 (RRB Nr. 1500/2022)

**Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter
(Vernehmlassung)**

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie uns eingeladen, zum Entwurf der Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung) Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Wir unterstützen die Stellungnahme der Energiedirektorenkonferenz vom 14. November 2022, die unter Einbezug der Bau-, Planungs- und Umweltdirektorenkonferenz erarbeitet wurde.

Genehmigen Sie, sehr geehrte Frau Bundesrätin,
die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung.

Im Namen des Regierungsrates

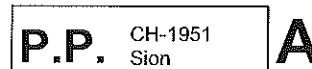
Der Präsident:

Die Staatsschreiberin:

Ernst Stocker

Dr. Kathrin Arioli





Madame la Conseillère fédérale
Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département fédéral de
l'environnement, des transports, de
l'énergie et de la communication DETEC
Palais fédéral Nord
3003 Berne



Références JF/JNG
Date 16 novembre 2022

Sécurité de l'approvisionnement en électricité : ordonnance sur l'utilisation de centrales de réserve pour l'hiver 2022/2023

Madame la Conseillère fédérale,

Nous vous remercions de nous avoir offert l'opportunité de nous prononcer sur la consultation citée en marge et tenons à vous faire part des considérations suivantes.

I. Appréciation générale

Le 7 septembre 2022, le Conseil fédéral a adopté l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve hydroélectrique (OIRH) et fixé son entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2022. Par la présente révision totale de l'OIRH, le Conseil fédéral entend compléter la réserve d'électricité pour l'hiver en mettant à disposition des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours en sus de la réserve hydroélectrique dans une nouvelle ordonnance désormais intitulée « Ordonnance sur la réserve hivernale (OIRH) ».

De manière générale, nous saluons cette proposition de révision qui permet de renforcer l'approvisionnement en électricité de la Suisse pour parer aux situations exceptionnelles de pénurie. Nous rappelons toutefois que la réserve ne constitue pas un moyen permettant d'améliorer la situation de l'approvisionnement en électricité à long terme, le développement des énergies renouvelables en Suisse devant être accéléré sans relâche.

S'agissant de la réserve hydroélectrique, nous soutenons la prise de position de la Conférence gouvernementale des cantons alpins (CGCA) qui rappelle que cette réserve ne doit entraîner aucune influence sur les prestations convenues dans les actes de concession entre les collectivités publiques qui disposent de la force hydraulique et les concessionnaires.

II. Commentaires par article

1. Art. 1

Le projet ne prévoit pas de mesures de gestion de la demande d'électricité, seules des mesures concernant la production étant abordées. Or, comme l'a montré la première mise aux enchères de la réserve de force hydraulique, les coûts de cette réserve sont très élevés. Aussi, à l'instar de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK), nous proposons d'examiner si une mise aux enchères de mesures visant à réduire la demande en électricité permettrait de limiter les coûts inhérents à la constitution d'une réserve hivernale.



2. Art. 7 Première constitution de la réserve complémentaire composée de centrales de réserve et extension ultérieure

L'art. 7 prévoit notamment qu'une première réserve complémentaire doit être constituée et mise en œuvre pour février 2023. La participation à la constitution de cette réserve est ouverte aux exploitants de centrales fonctionnant au gaz ou avec d'autres agents énergétiques et de groupes électrogènes de secours. À ce titre, le rapport explicatif mentionne la possibilité d'assouplir partiellement les prescriptions relevant du droit de l'environnement pour certaines de ces installations jusqu'à l'hiver 2026. Or, si l'urgence liée à la constitution d'une réserve pour l'hiver 2023 justifie d'alléger les valeurs limites d'émission jusqu'en mai 2023, nous estimons que pour les prochains hivers, les installations peuvent être adaptées auxdites prescriptions. Aussi, nous sommes d'avis que les allègements des valeurs limites d'émission doivent être limités dans le temps jusqu'en mai 2023.

3. Art. 15 Marche à suivre concernant le recours à la réserve

L'art. 15 al. 1 prévoit que l'EICom fixe la coordination entre la réserve hydroélectrique sans toutefois préciser à quel moment quelle technologie sera utilisée dans quelles conditions. À ce titre, nous sommes d'avis que les critères pour la marche à suivre concernant le recours à la réserve doivent être définis en temps réel et qu'il faut laisser à l'EICom la flexibilité nécessaire d'activer les réserves de manière à ce que le système global reste aussi stable que possible.

S'agissant de l'art. 15 al. 2, il énumère les principaux objectifs et critères à prendre en compte dans le cadre de la marche à suivre concernant le recours à la réserve. S'il tient certes compte des effets sur l'environnement lors de la détermination de l'ordre du recours aux réserves, les coûts bas bénéficient d'une pondération plus importante que les conséquences environnementales dommageables ou nuisibles. Or, nous sommes d'avis qu'il faut éviter de préférer une installation dont les émissions sont nettement plus importantes ou plus nocives uniquement pour des motifs économiques. Aussi, à l'instar de l'EnDK, nous proposons que les effets sur l'environnement (al. 2 let. d et let. e ch. 6) soient privilégiés par rapport au maintien des coûts bas (al. 2 let. c.) et que l'autorité cantonale compétente pour l'exécution des prescriptions environnementales soit impliquée suffisamment tôt dans la prise en compte de l'importance environnementale et dans la définition et la priorisation des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours.

4. Art. 17 Indemnisation en cas de recours à la réserve

En vue d'une exploitation à long terme des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours, qui ne peut être exclue en l'état actuel des connaissances, mais aussi pour une utilisation temporaire et de courte durée jusqu'en mai 2023, des mesures de réduction des émissions sont possibles, voire nécessaires et techniquement réalisables. La mise à niveau des installations est liée à des coûts dont l'indemnisation doit être examinée et rendue possible. Le principe d'égalité doit être pris en compte de manière appropriée. Les installations existantes qui sont exploitées conformément à la loi et dont la construction et l'exploitation ont entraîné et entraînent encore des dépenses ne doivent pas faire l'objet d'une inégalité de traitement à leur détriment, ce qui entraînerait en fin de compte des inconvénients indésirables en termes de concurrence. Il convient de se demander si le montant de l'indemnité peut tenir compte de manière appropriée des dépenses supplémentaires liées à l'acquisition et à l'exploitation d'installations existantes et conformes à l'environnement.

Nous sommes d'avis que l'indemnisation des mesures environnementales ordonnées par les autorités doit être reprise de manière appropriée en tenant compte du principe d'égalité et des prestations environnementales déjà effectuées.

5. Art. 19 Coûts et financement

Au chapitre 2 « Conséquences financières, conséquences sur l'état du personnel et autres pour la Confédération, les cantons et les communes », il est fait référence à un surcroît de travail lié à l'exécution des dispositions prévues. Les cantons, en particulier les cantons d'implantation, devront faire face à des dépenses considérables dont le financement n'est pas toujours couvert par les réglementations sur la perception d'émoluments existantes. Aussi, nous sommes d'avis que l'art. 19 doit être modifié pour que les charges administratives supplémentaires requises pour assumer les tâches d'exécution qui ne sont pas déjà couvertes soient remboursées.

6. Art. 24 Modification d'autres actes

Même si nous sommes favorables aux modifications proposées à l'art. 24, nous sommes d'avis que cet article doit encore prévoir expressément une suspension temporaire tant des prescriptions relatives à la protection de l'air et à la protection contre le bruit que des dispositions cantonales relatives à l'utilisation des rejets thermiques tel qu'énoncé dans le rapport explicatif.

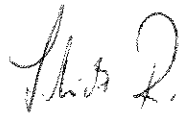
Au reste, nous vous informons soutenir intégralement les prises de position de la CGCA du 7 novembre 2022 et de l'EnDK du 14 novembre 2022.

Par ailleurs, nous vous communiquons volontiers les coordonnées de la personne à qui vous pouvez adresser vos questions : M. Joël Fournier, chef du Service de l'énergie et des forces hydrauliques (tél. 027 606 31 05 - joel.fournier@admin.vs.ch).

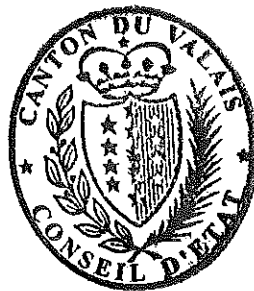
Nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président



Roberto Schmidt



Le chancelier



Philipp Spörri

Annexes Prise de position de la CGCA du 7 novembre 2022
Prise de position de l'EnDK du 14 novembre 2022

Copie à mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch



DIE GEBIRGSKANTONE

Regierungskonferenz der Gebirgskantone
Conférence gouvernementale des cantons alpins
Conferenza dei governi dei cantoni alpini
Conferenza da las regenzas dals chantuns alpins

VIA MAIL

Bundesamt für Energie
3003 Bern

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Chur, den 07. November 2022

Entwurf für Winterreserveverordnung (E-WResV)

VERNEHMLASSUNG

Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Nach Einsicht in die vorerwähnten Vernehmlassungsunterlagen nimmt die Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGGK), bestehend aus den Kantonen Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Appenzell-Innerrhoden, Graubünden, Tessin und Wallis, gerne wie folgt Stellung:

I. EINLEITENDE BEMERKUNG

Unsere Konferenz beschränkt sich auf eine Stellungnahme zum wasserkraftbezogenen Inhalt des E-WResV. Zu weiteren Inhalt des Entwurfes äussert sich unsere Konferenz nicht.

II. STELLUNGNAHME

- 1 Wie im «Erläuternden Bericht» zum E-WResV ausgeführt, handelt es sich beim Entwurf um eine Erweiterung der Verordnung zur Wasserkraftreserve (WResV), die ja bereits in Kraft steht. Die Erweiterung betrifft aber die Bestimmungen zu den weiteren Reservekraftwerken und Notstromgruppen, zu denen wir – wie vorstehend dargelegt – keine Aussagen machen.
- 2 Art. 2 Abs. 2 der Entwurfs-Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) hält bezüglich Eckwerte u.a. fest, dass dafür vom ausserordentlichen Fall ausgegangen wird, dass der Import von Elektrizität nur sehr beschränkt möglich ist und gleichzeitig die Erzeugung im Inland tief und die Last hoch sind. Gemäss Art. 16 Abs. 1 der WResV steht die Stromreserve sodann zum Abruf frei, wenn an der Strombörse für den Folgetag die nachgefragte Menge Elektrizität das Angebot übersteigt (fehlende Marktträumung). Situationen mit beschränktem Angebot, aber hoher Nachfrage führen zu extrem hohen Preisen. Dementsprechend fallen die Kosten für eine Winterreserve hoch aus. Gemäss Erläuternder Bericht des UVEK zur WResV vom Oktober 2022 wird nach groben Schätzungen für die Zeitperiode von Winter 2022/23 bis Winter 2025/26 insgesamt von rund 2,2 Mrd. Franken ausgegangen (4 Winter, entsprechend 550 Mio. Fr./J), was das Netznutzungsentgelt um durchschnittlich rund 1 Rp./kWh erhöhen würde. Zum Vergleich: Die Ende Oktober 2022 durch

Präsident: Regierungsrat Kaspar Becker
Generalsekretär: lic. iur. Fadri Ramming

Hinterm Bach 6, Postfach 539, 7001 Chur
Tel. 081 250 45 61, Fax 081 252 98 58
kontakt@gebirgskantone.ch
www.gebirgskantone.ch



Swissgrid durchgeführte Auktion für die Wasserkraftreserve im kommenden Winter umfasst 400 Mio. kWh und Gesamtkosten von 296 Mio. Euro (im Rahmen der Ausschreibung sind 149 Gebote über 672 Mio. kWh eingegangen). Der Durchschnittspreis der vorgehaltenen Energie beträgt demnach 739.97 Euro/MWh; bei einem Abruf kämen noch die zu bezahlenden Energiepreise dazu.

- 3 Daraus wird ersichtlich, dass die Winterreserve, bzw. die damit verbundene "Versicherung" **mit sehr hohen, jährlich wiederkehrenden Kosten** verbunden ist, solange es nicht gelingt, die Angebotsseite auszubauen. **Statt die Gelder zur Finanzierung einer kostspieligen «Versicherung» zu verwenden, sollten sie möglichst rasch für einen Stromproduktionszubau verwendet werden** (bei PV und Wind wurden durchs eidg. Parlament bereits erste Sofortmassnahmen beschlossen, bei der Wasserkraft bisher nur für den Höherstau von Grimsel). Bereits bewilligte, aber wegen mangelnder Wirtschaftlichkeit zurückgestellte Wasserkraftprojekte sollten ebenfalls rasch in den Genuss von Förderbeiträgen kommen, damit auch diese realisiert werden. **Im Weiteren sollten bis zum Erreichen der Zubauziele der verschiedenen Stromproduktionstechnologien ein "Bestandesschutz" bestehender Stromproduktionen gesetzlich vorgegeben werden, damit die bereits "ungenügenden" Stromproduktionskapazitäten in den kommenden Jahren nicht zusätzlich reduziert werden;** dies würde die aktuell schwierige Situation nämlich weiter verschärfen.
- 4 Schliesslich unterstreichen wir erneut,
- dass diese und künftige Bestimmungen zur Wasserkraftreserve **keinerlei Eingriffe in die zwischen den verleihungsberechtigten Gemeinwesen (Gemeinden, Korporationen, Kantone) und Konzessionären konzessionsvertraglich vereinbarten Leistungen zur Folge haben dürfen.** Wir sehen derzeit keine solche Eingriffe, unterstreichen diese Forderung aber auch mit Blick in die Zukunft;
 - dass es die Frage der ausreichenden Stromversorgung im Winter **keine vorübergehende Herausforderung darstellt, sondern von längerer Dauer sein wird;**
 - dass die Gebirgskantone bereit sind, die Belastung durch Energieinfrastrukturen für erneuerbare Energien zu tragen (Wasserkraftwerke, Solaranlagen), **nicht jedoch solche für Gasreservekraftwerke.** Dies, weil die Belastung durch die erwähnten Infrastrukturen bereits ein beachtliches Mass erreicht und eine weitere Konzentration von Produktionseinheiten mit hoher Leistung in einem begrenzten Gebiet die Versorgungssicherheit des Landes gefährden kann.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

REGIERUNGSKONFERENZ DER GEBIRGSKANTONE

Der Präsident:

Kaspar Becker, Regierungsrat

Der Generalsekretär:

Fadri Ramming



Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
Conférenza dei direttori cantonali dell'energia
Conférenza dals directurs chantunals d'energia

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga

Per Email an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch;
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 14. November 2022¹

Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie uns eingeladen, an der Vernehmlassung des o.g. Verordnungsentwurfs teilzunehmen. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit. Die vorliegende Stellungnahme wurde in Zusammenarbeit mit der kantonalen Bau-, Planungs- und Umweltkonferenz erstellt.

I. Allgemeine Beurteilung

Die EnDK begrüsst die Verordnungsvorlage im Grundsatz, die ergänzend zur bestehenden Wasserkraftreserve die Vorhaltung weiterer Reservekraftwerke zur Stärkung der Versorgungssicherheit im Winter vorsieht. Wir weisen jedoch darauf hin, dass die Reserve kein Mittel zur langfristigen Verbesserung der Versorgungssituation ist, sondern nur in kurzfristigen Notsituationen zum Einsatz kommt. Sie ist kein Mittel zur Behebung einer drohenden, länger andauernden Energiemangellage. Der Ausbau der erneuerbaren Energien im Inland muss deshalb mit aller Kraft vorangetrieben werden.

Was die Winterreserve angeht, so muss aus Sicht der EnDK dringend geklärt werden, wie die Abrufenfolge und die Kriterien zum Abruf der einzelnen Reserven definiert sind. Dabei ist insbesondere auch die Verfügbarkeit der Brennstoffe zu beachten. Gleichzeitig muss auch das Zusammenspiel mit den verbrauchsseitigen Massnahmen zeitnah geklärt werden. Insbesondere die relativ milden Massnahmen, wie etwa Verbrauchsbeschränkungen im öffentlichen Raum oder im Privatbereich (Schaufensterbeleuchtung, private Saunen etc.) sind frühzeitig zu treffen – und zwar *bevor* wertvolle Energie aus der Hydroreserve angezapft wird oder umweltschädigende Reservekraftwerke angeworfen werden.

Die Beschaffung der verschiedenen Reserven, insbesondere der Hydroreserve, ist sehr teuer. Deshalb schlagen wir vor, zu prüfen, ob eine Auktionierung der Nachfragereduktion günstiger zu realisieren wäre und ob im Hinblick auf den Winter 2023/2024 eine solche, mindestens ergänzend zu den Produktionsreserven, eingerichtet werden könnte. Sie könnten die Kosten für die Versicherungslösung insgesamt senken.

Die Kantone befürworten, dass die Vorlage neben mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Kraftwerken auch die Kontrahierung von Notstromaggregaten vorsieht. Auf dieses vorhandene Potenzial sollte in Knappheitssituationen zurückgegriffen werden. Der Einbezug der Notstromaggregate hat jedoch Auswirkungen auf den Vollzug von kantonalen Energie- und Umweltvorschriften, insbesondere Vorgaben zur verpflichtenden Abwärmenutzung. In der Verordnung muss aus unserer Sicht eine Bestimmung eingefügt werden, wonach diese kantonalen Vorgaben temporär ausser Kraft gesetzt werden.

Nachfolgend nehmen wir zu einzelnen Aspekten des Entwurfs Stellung.

¹ Aktualisierte Version im Vergleich zur ersten Version vom 10.11.2022.

II. Stellungnahme zu einzelnen Aspekten der Vorlage

1. Übersteuerung der kantonalen Energie- und Umweltgesetzgebungen (Art. 13)

Damit Reservekraftwerke und/oder Notstromgruppen zur Verhinderung einer Strommangellage zum Einsatz kommen können, müssen die kantonalen Bestimmungen zur Abwärmenutzung angepasst oder übersteuert werden.

Mit Ausnahme des Kantons Uri haben alle Kantone Bestimmungen zur fachgerechten und vollständigen Abwärmenutzung bei mit fossilen Brennstoffen betriebenen Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Teil K der Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (Art. 1.43 Abs. 1 -3, MuKE 2014) in ihre kantonalen Energiegesetze aufgenommen. Auch bei mit erneuerbaren Brennstoffen betriebenen Elektrizitätserzeugungsanlagen ist die entstehende Wärme fachgerecht und weitgehend zu nutzen.

Die Erstellung von Anlagen zur Notstromerzeugung sowie deren Betrieb für Probeläufe von höchstens 50 Stunden pro Jahr ist ohne Nutzung der im Betrieb entstehenden Wärme zulässig (Art. 1.43 Abs. 4, MuKE 2014).

Das heisst, sowohl der Betrieb von fossil betriebenen Reservekraftwerken wie auch der Betrieb von Notstromaggregaten während mehr als 50 Stunden ist gemäss diesen kantonalen Vorgaben nicht zulässig (auch Notstromaggregate dürfen nur bei Vorliegen eines Stromausfalls länger als 50 Stunden ohne Abwärmenutzung betrieben werden). Soll dies zur Verhinderung einer Energiemangellage ermöglicht werden, muss der Bund diese kantonalen Bestimmungen per Notverordnung unter Berufung auf eine unmittelbar bevorstehende Mangellage ausser Kraft setzen.

Überdies enthalten in mehreren Kantonen die Umweltgesetzgebungen Bestimmungen zum Betrieb von Anlagen zur Stromerzeugung aus Verbrennungsmotoren mit unterschiedlichen Brennstoffen (Diesel, Heizöl, Gas, Holz, etc). Sie sind teils aus eidgenössischem Recht abgeleitet, bspw. Verschärfungen von Emissionsbegrenzungen der Luftreinhalteverordnung, teils betreffen sie eigenständiges kantonales Recht. Die betroffenen kantonalen Erlasse müssten in derselben Art angepasst werden, damit die Bundeserlasse und deren Anpassungen gesetzeskonform umgesetzt werden können.

Antrag: Übersteuerung von kantonalem Recht

Um den Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten zu ermöglichen, muss der Bund die kantonalen Bestimmungen zur Abwärmenutzung sowie allfällige kantonale Luftreinhalte- und Lärmschutzvorschriften unter Berufung auf das Landesversorgungsgesetz während der Dauer des Einsatzes dieser Anlagen ausser Kraft setzen.

2. Aggregate ohne Netzanschluss (Art. 13)

Aus der Vorlage geht nicht hervor, ob auch Notstromaggregate kontrahiert werden können, die nicht ans öffentliche Stromnetz angeschlossen sind. In einer unvorhergesehenen Knappheitssituation wäre der Einsatz auch nicht ans Stromnetz angeschlossener Anlagen zu begrüssen, da sie die Netze entlasten. Es sollte daher klargestellt werden, dass auch Notstromaggregate ohne Netzanschluss in die Reserve aufgenommen werden können.

Antrag: Einfügen eines neuen Absatzes 6 in Art. 13:

⁶ Die Teilnahme an der ergänzenden Reserve kann auch durch Notstromaggregate erfolgen, die nicht an das öffentliche Stromnetz angeschlossen sind.

3. Auktionen für Nachfragereduktion (Artikel 1 Abs. 2)

Die Vorlage sieht bislang keine Massnahmen zum Demand Side Management vor. Es werden lediglich Massnahmen auf der Produktionsseite adressiert. Wie sich bei der ersten Auktionierung für die Wasserkraftreserve gezeigt hat, sind die Kosten für diese Reserve mit rund 296 Mio. CHF sehr hoch. Deshalb schlagen wir vor, zu prüfen, ob eine Auktionierung der Nachfragereduktion günstiger zu realisieren wäre und ob im Hinblick auf den Winter 2023/2024 eine solche eingerichtet werden könnte. Sie könnten die Kosten für die Versicherungslösung insgesamt senken.

Antrag:

Es ist zu prüfen, ob für den Winter 2023/2024 Auktionen zur Nachfragereduktion durchgeführt werden können.

4. Abrufordnung (Art. 15)

Gemäss der Vorlage bestünden in der Reserve drei unterschiedliche Technologien. Zu welchem Zeitpunkt welche Technologie unter welchen Bedingungen zum Zug kommt, wird aus der Vorlage nicht ersichtlich. Zwar gibt Art. 15 «Hauptanliegen und Kriterien» (erläuternder Bericht) vor, nach denen eine Abrufordnung erstellt werden soll. Die konkrete Festlegung dieser Ordnung soll jedoch die ElCom übernehmen. Die Festlegung des Zusammenspiels zwischen den Technologien ist in unseren Augen das zentrale Element der Energiereserve. Es geht hier konkret um eine Abwägung zwischen den Interessen der Gewährleistung der Energieversorgung, der Luftreinhaltung, des Klima- und Umweltschutzes sowie der Bezahlbarkeit für die Verbraucherinnen und Verbraucher.

Die Abrufordnung gilt es nun zeitnah zu definieren. Sie muss der ElCom die notwendige Flexibilität lassen, in Abhängigkeit der jeweiligen Situation flexibel zu entscheiden, welche Reserve eingesetzt wird – d.h. je nachdem, welche Energiemengen in welchem Zeitraum voraussichtlich fehlen und wie die Prognose für den Füllstand der Speicherseen aussieht. Die Hydroreserve ist aufgrund ihrer hohen Leistungsvorhaltung besonders wertvoll für die Systemstabilität. Die Reservekraftwerke und/oder Notstromaggregate sollten deshalb vorgezogen werden können, wenn der Füllstand der Speicherseen absehbar knapp wird und die Gefahr besteht, dass die nötige Leistung nicht mehr zur Verfügung stehen würde.

Gleichzeitig gilt es, die Abhängigkeit auf die Verfügbarkeit von Brennstoffen, insbesondere auch im Zusammenspiel mit der möglichen Umstellung der Zweistoffanlagen, im Auge zu behalten.

In der Abrufordnung wird zudem die Berücksichtigung des Emissionsverhaltens als Priorisierungsmerkmal ausgeführt. Die Priorisierung der Reservekraftwerke nach Emissionsverhalten und die gebotene Aufsicht über die Erfüllung von gesetzlichen Vorgaben können indes nur durch die für den Vollzug der Umweltvorschriften zuständigen kantonalen Behörde vorgenommen werden. Diese ist deshalb bei der Festlegung frühzeitig einzubeziehen. Die Mehremissionen betreffen verschiedene Luftschadstoffe mit unterschiedlicher Toxizität, Gesundheits- und Umweltrelevanz; bspw. Russ, Stickoxide, Kohlenmonoxid, sowie höhere Lärmbelastungen vor allem in den Nachtstunden. Zudem können die Mehremissionen zu übermässigen Immissionen führen. Eine Bewertung der Emissionen, der Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit, die Prüfung geeigneter Emissionsminderungsmaßnahmen und Einordnung der Kosten im Verhältnis zum Nutzen kann nur sinnvoll erfolgen, wenn die genannten Aspekte gesamtheitlich beurteilt werden. Geltendes Umweltrecht und dessen Umsetzung basiert u.a. auf dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit, die technische und betriebliche Machbarkeit und wirtschaftliche Tragbarkeit von Umweltmassnahmen für deren Anordnung voraussetzt.

Artikel 15 berücksichtigt zwar die Umweltauswirkungen bei der Festlegung der Abrufreihenfolge. Indes werden tiefe Kosten höher gewichtet als schädliche oder lästige Umweltauswirkungen, was letztlich widersprüchlich und kontraproduktiv ist. Eine Anlage, die bezüglich Umweltauswirkungen vorbildlich ausgerüstet ist und Umweltschäden möglichst vermeidet, ist teurer in der Anschaffung und im Betrieb. Wenn sie die notwendigen Anforderungen zur Sicherstellung oder Verbesserung der Versorgungssicherheit erfüllt oder nachgerüstet werden kann, soll ihr aus Kostengründen nicht eine Anlage mit erheblich höheren oder schädlicheren Emissionen vorgezogen werden.

Antrag:

- 1. Die Kriterien für die Abrufordnung müssen zeitnah definiert werden und sollen der ElCom die nötige Flexibilität lassen, die Reserven so einzusetzen, dass das Gesamtsystem unter Berücksichtigung der jeweiligen Prognosen möglichst stabil bleibt.**

2. Die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde ist zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken frühzeitig einzubeziehen. In der Reihenfolge der Abrufbedingungen sind die Umweltauswirkungen unter Abs. 2, Bst. d und Bst. e den Kosten, Abs. 2, Bst. c, vorzuziehen.

5. Kriterien des konkreten Abrufs festlegen (Art. 16 Abs. 3)

Neben der noch offenen Abrufordnung sind die Kriterien für den konkreten Abruf, den Swissgrid vornehmen soll, unklar. In Artikel 16 Abs. 3 heisst es, dass die Netzgesellschaft den Abruf «nach der Abrufordnung und diskriminierungsfrei» vornehmen soll. Da die Bestimmung keine Priorisierung enthält, erscheint fraglich, wie Swissgrid im Zweifelsfall entscheiden soll; Zielkonflikte sind mit dieser Formulierung vorprogrammiert.

Antrag:

In Art. 16 Abs. 3 ist klarzustellen, nach welchem Prinzip die Netzgesellschaft die Reserve im Zweifelsfall abzurufen hat.

6. Abrufentschädigung (Art. 17)

Im Hinblick auf einen möglicherweise längerfristigen Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, der nach heutigem Kenntnisstand nicht auszuschliessen ist, aber auch für den befristeten, kurzzeitigen Einsatz bis Mai 2023, sind emissionsmindernde Massnahmen möglich, respektive werden notwendig und sind technisch machbar. Die Nachrüstung der Anlagen ist mit Kosten verbunden, deren Entschädigung zu prüfen und ermöglichen ist. Dabei ist dem Gleichheitsgebot in geeigneter Weise Rechnung zu tragen. Bestehende Anlagen, die gesetzeskonform betrieben werden und deren Erstellung und Betrieb mit Aufwand verbunden waren und weiterhin sind, sollen keine Ungleichbehandlung zu ihrem Nachteil erfahren, was letztlich mit unerwünschten Wettbewerbsnachteilen verbunden sein wird. Zu erwägen ist, ob die Höhe der Entschädigung den Mehraufwand bei Anschaffung und Betrieb von bestehenden und umweltkonformen Anlagen angemessen berücksichtigen kann.

Antrag

Die Entschädigung von behördlich angeordneten Umweltmassnahmen ist unter Berücksichtigung des Gleichheitsgebots und bereits getätigter Umweltleistungen geeignet aufzunehmen.

7. Kosten und Finanzierung (Art. 19)

In Kapitel 2, «Finanzielle, personelle und weitere Auswirkungen auf Bund, Kantone und Gemeinden», wird auf den Mehraufwand im Vollzug hingewiesen. Insbesondere werden Standortkantone einen erheblichen Aufwand erfahren, dessen Abgeltung nicht in jedem Fall durch bestehende Gebührenordnungen abgedeckt ist. In Art. 19 ist diesem Umstand Rechnung zu tragen.

Antrag

Behördlicher Mehraufwand zur Wahrnehmung von Umweltvollzugsaufgaben, die nicht durch bestehendes Gebührenrecht abgedeckt ist, soll abgegolten werden.

8. Zusammenspiel mit Massnahmen auf der Nachfrageseite klären

Nicht nur die Abrufreihenfolge und -kriterien innerhalb der produktionsseitigen Reserven gilt es zeitnah zu klären, sondern auch das Zusammenspiel mit den nachfrageseitigen Massnahmen. Es darf nicht sein, dass die letzte Kilowattstunde aus der Hydroreserve turbinieren und der letzte Liter Heizöl verbrannt ist, bevor nachfrageseitige Massnahmen getroffen werden. Insbesondere die relativ milden Massnahmen, wie etwa Verbrauchsbeschränkungen im öffentlichen Raum oder im Privatbereich (Schaufensterbeleuchtung, private Saunen etc.) sind frühzeitig zu treffen – und zwar *bevor* wertvolle Energie aus der Hydroreserve angezapft wird oder umweltschädigende Reservekraftwerke angeworfen werden.

Die Kriterien, wann welche verbrauchs- und produktionsseitigen Massnahmen getroffen werden, sind zeitnah und transparent festzulegen, beispielsweise in Abhängigkeit des Füllstandes der Speicherseen,

der erwarteten Importverfügbarkeit, der inländischen Kraftwerksverfügbarkeit sowie des Landesverbrauchs.

Sowohl die Kriterien wie auch die aktuellen Daten sind dort, wo aus sicherheitspolitischen Überlegungen nichts dagegenspricht, öffentlich zu machen, damit Wirtschaft und Bevölkerung sich auf ein Krisenszenario vorbereiten können und auch entsprechende Anreize zum Sparen haben.

Antrag:

Es braucht mehr Transparenz in der Frage, wann welche Massnahmen ausgelöst werden und wie die verschiedenen Massnahmen (produktions- und verbrauchsseitig) zum Zuge kommen.

9. Schaffung einer ausreichenden Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Winterreserve

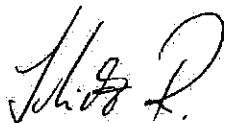
Wir weisen darauf hin, dass der bestehende Art. 9 StromVG, auf den sich der vorliegende Entwurf stützt, keine ausreichende Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve auf Verordnungsstufe darstellt. Die fehlende gesetzliche Verankerung führt zu zahlreichen Unsicherheiten und Risiken für die beteiligten Akteure, besonders jedoch für Swissgrid, welche die Ausschreibungen der Wasserkraftreserve organisiert und durchführt.² Die Kantone fordern daher den Bund dazu auf, eine ausreichende gesetzliche Grundlage zu schaffen.

Antrag:

Spätestens mit der nächsten Revision des StromVG muss eine ausreichende gesetzliche Grundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve geschaffen werden.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen gerne für Rückfragen zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Roberto Schmidt
Präsident EnDK



Jan Flückiger
Generalsekretär EnDK

² Gemäss Art. 9 Abs. 2 StromVG darf der Bundesrat in der Praxis Ausschreibungen ausführen, nicht jedoch Swissgrid.



Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie
Conférenza dei direttori cantonali dell'energia
Conferenza dals directurs chantunals d'energia

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC
Madame la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga

Par e-mail à: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch;
martin.michel@bfe.admin.ch

Berne, le 14 novembre 2022¹

Consultation relative à l'ordonnance sur le recours à des centrales de réserve pour l'hiver 2022/2023

Madame la conseillère fédérale,
Messieurs,

Dans un courrier du 19 octobre 2022, vous nous avez invités à participer à la consultation sur le projet d'ordonnance précité. Nous vous remercions de nous offrir cette possibilité. La présente prise de position a été élaborée en collaboration avec la Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

I. Évaluation générale

L'EnDK accueille en principe favorablement le projet d'ordonnance qui prévoit la conservation de centrales de réserve supplémentaires en complément de la réserve hydroélectrique existante afin de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en hiver. Nous rappelons toutefois que la réserve ne constitue pas un moyen permettant d'améliorer la situation de l'approvisionnement à long terme et n'est utilisée que dans des situations d'urgence à court terme. Elle ne permet pas de remédier à un risque de pénurie d'énergie durable. Le développement des énergies renouvelables en Suisse doit donc être accéléré sans relâche.

Concernant la réserve d'hiver, l'EnDK estime qu'il est urgent de clarifier la définition de l'ordre de recours et les critères de recours aux différentes réserves. La disponibilité des combustibles doit notamment être prise en considération. Parallèlement, la coordination avec les mesures engagées du côté des consommateurs doit également être clarifiée en temps réel. Les mesures relativement clémentes, par exemple les restrictions de consommation dans l'espace public ou dans le domaine privé (éclairage des vitrines, saunas privés, etc.), doivent notamment être décidées rapidement et ce *avant* qu'une énergie précieuse ne soit ponctionnée dans la réserve hydroélectrique ou que des centrales de réserve polluantes ne soient mises en service.

L'acquisition des différentes réserves, en particulier de la réserve hydroélectrique, est très coûteuse. Nous proposons par conséquent de vérifier si une mise aux enchères de la réduction de la demande serait moins onéreuse à réaliser et si une telle mise aux enchères pourrait au moins être instaurée en complément des réserves de production, en prévision de l'hiver 2023/2024. Elle pourrait globalement réduire les coûts de la solution d'assurance.

Les cantons sont favorables au fait que le projet prévoit aussi de conclure des contrats portant sur des groupes électrogènes de secours en plus des centrales à gaz ou utilisant d'autres sources d'énergie. Il faudrait recourir à ce potentiel existant dans des situations de pénurie. Le recours aux groupes électrogènes de secours a cependant des conséquences sur l'exécution des dispositions cantonales en matière d'énergie et d'environnement, notamment des prescriptions relatives à l'utilisation contraignante des

¹ Version actualisée par rapport à la première version du 10.11.2022.

rejets thermiques. Nous pensons qu'une disposition permettant d'abroger temporairement ces prescriptions cantonales doit être intégrée dans l'ordonnance.

Nous prenons position ci-après sur certains aspects du projet.

II. Prise de position sur certains aspects du projet

1. Neutralisation des législations cantonales sur l'énergie et l'environnement (art. 13)

Pour que les centrales de réserve et/ou les groupes électrogènes de secours puissent être utilisés afin d'empêcher une pénurie d'électricité, les dispositions cantonales relatives à l'utilisation des rejets thermiques doivent être adaptées ou neutralisées.

À l'exception du canton d'Uri, tous les cantons ont intégré dans leurs lois cantonales sur l'énergie des dispositions relatives à l'utilisation complète et conforme à l'état de la technique des rejets thermiques par les installations de production d'électricité alimentées avec des combustibles fossiles au sens de la section K des Modèle de prescriptions énergétiques des cantons (art. 1.43, al. 1 à 3, MoPEC 2014). La chaleur engendrée par les installations productrices d'électricité alimentées avec des combustibles renouvelables doit également être utilisée en grande partie conformément à l'état de la technique.

La construction d'installations de secours pour la production d'électricité ainsi que leur exploitation pour des essais d'une durée inférieure à 50 heures par an sont autorisées sans utiliser les rejets thermiques ainsi produits (art. 1.43, al. 4, MoPEC 2014).

Autrement dit, tant l'exploitation de centrales de réserve alimentées avec des combustibles fossiles que l'exploitation de groupes électrogènes de secours pendant plus de 50 heures est interdite selon ces prescriptions cantonales (même les groupes électrogènes de secours ne peuvent être exploités plus de 50 heures sans utilisation des rejets thermiques qu'en cas de panne de courant). Si elle doit être possible dans le but d'empêcher une pénurie d'énergie, la Confédération doit abroger ces dispositions cantonales au moyen d'une ordonnance de nécessité en invoquant une pénurie imminente.

Les législations environnementales de plusieurs cantons incluent en outre des dispositions relatives à l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de moteurs à combustion utilisant différents combustibles (diesel, mazout, gaz, bois, etc.). Certaines découlent du droit fédéral, par exemple le durcissement des limitations d'émissions de l'ordonnance sur la protection de l'air, d'autres concernent un droit cantonal indépendant. Les arrêtés cantonaux concernés devraient être adaptés dans le même esprit pour que les arrêtés fédéraux et leurs adaptations puissent être appliqués conformément à la loi.

Proposition: neutralisation du droit cantonal

Afin de permettre l'exploitation des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours, la Confédération doit abroger les dispositions cantonales relatives à l'utilisation des rejets thermiques ainsi que les éventuelles prescriptions cantonales en matière de protection de l'air et de protection contre le bruit sur la base de la loi sur l'approvisionnement du pays, pendant la durée d'utilisation de ces installations.

2. Groupes électrogènes non raccordés au réseau (art. 13)

Le projet n'indique pas si des contrats portant sur des groupes électrogènes de secours qui ne sont pas raccordés au réseau électrique public peuvent également être conclus. Dans une situation de pénurie imprévue, l'utilisation d'installations non raccordées au réseau électrique devrait également être saluée, car elles délestent les réseaux. Il faudrait donc clarifier le fait que des groupes électrogènes de secours non raccordés au réseau puissent également être admis dans la réserve.

Proposition: insertion d'un nouvel alinéa 6 à l'art. 13:

⁶ La participation à la réserve complémentaire peut également être assurée au moyen de groupes électrogènes de secours qui ne sont pas raccordés au réseau électrique public.

3. Enchères visant à réduire la demande (art. 1, al. 2)

Pour l'instant, le projet ne prévoit aucune mesure relative au *demand side management*. Seules des mesures concernant la production sont adressées. Comme l'a montré la première mise aux enchères relative à la réserve hydroélectrique, les coûts de cette réserve qui se montent à quelque 296 millions de francs sont très élevés. Nous proposons par conséquent de vérifier si une mise aux enchères de la réduction de la demande serait moins onéreuse à réaliser et si une telle mise aux enchères pourrait au moins être instaurée en prévision de l'hiver 2023/2024. Elle pourrait globalement réduire les coûts de la solution d'assurance.

Proposition:

Il faut vérifier si des enchères visant à réduire la demande peuvent être organisées pour l'hiver 2023/2024.

4. Marche à suivre concernant le recours à la réserve (art. 15)

Selon le projet, la réserve s'appuie sur trois technologies différentes. Il ne précise cependant pas à quel moment quelle technologie est utilisée dans quelles conditions. L'art. 15 prescrit certes les «principaux objectifs et les critères» (rapport explicatif) selon lesquels une marche à suivre concernant le recours à la réserve doit être établie. L'EiCom doit cependant se charger de la définition concrète de cette marche à suivre. Nous pensons que la définition de la coordination entre les technologies représente l'élément central de la réserve d'énergie. Il s'agit concrètement de mettre en balance la garantie de l'approvisionnement énergétique, de la protection de l'air, de la protection du climat et de l'environnement ainsi que de prix abordables pour les consommatrices et les consommateurs.

La marche à suivre concernant le recours à la réserve doit à présent être définie en temps réel. Ce recours doit laisser à l'EiCom la flexibilité nécessaire de décider quelle réserve doit être activée en fonction de la situation, c'est-à-dire en fonction des quantités d'énergie qui manquent et de la période prévue, ainsi que des prévisions concernant le niveau de remplissage des lacs de stockage. La réserve hydroélectrique est particulièrement précieuse pour la stabilité du système en raison de la puissance élevée qu'elle conserve. Il faut donc pouvoir recourir aux centrales électriques de réserve et/ou aux groupes électrogènes de secours lorsqu'il s'avère que le niveau de remplissage des lacs de stockage devient faible et que le risque que la puissance nécessaire ne soit plus disponible augmente.

Parallèlement, il s'agit de garder un œil sur la dépendance par rapport à la disponibilité des combustibles, notamment de pair avec la commutation possible des installations bicom bustibles.

La marche à suivre concernant le recours à la réserve cite par ailleurs la prise en compte des émissions comme critère de priorité. La hiérarchisation des centrales de réserve en fonction de leurs émissions et la surveillance requise du respect des prescriptions légales ne peuvent cependant être assurées que par l'autorité cantonale compétente pour l'exécution des prescriptions environnementales. Aussi, celle-ci doit-elle être impliquée au plus tôt dans la définition. Les émissions supplémentaires concernent différents polluants atmosphériques ayant différents degrés de toxicité, de pertinence en termes de santé et d'environnement; par exemple la suie, l'oxyde d'azote, le monoxyde de carbone ainsi que des pollutions sonores accrues, notamment nocturnes. Les émissions supplémentaires peuvent en outre déboucher sur des immissions excessives. Une évaluation des émissions, des conséquences sur l'environnement et la santé, l'examen des mesures appropriées de réduction des émissions et le classement des coûts par rapport à l'utilité ne peuvent être réalisés utilement que si les aspects évoqués sont appréciés dans leur globalité. Le droit de l'environnement en vigueur et sa mise en œuvre reposent notamment sur le principe de la proportionnalité, qui requiert la faisabilité technique et opérationnelle des mesures environnementales pour que celles-ci soient ordonnées.

L'art. 15 tient certes compte des conséquences environnementales lors de la fixation de l'ordre dans lequel s'effectue le recours. Les coûts bas bénéficient toutefois d'une pondération plus importante que les conséquences environnementales dommageables ou nuisibles, ce qui est finalement contradictoire et contre-productif. Une installation dont l'équipement est exemplaire en termes de conséquences environnementales et qui évite autant que possible les atteintes à l'environnement est plus coûteuse à

acquérir et à exploiter. Si elle répond aux exigences requises pour assurer ou améliorer la sécurité de l'approvisionnement ou qu'elle peut être mise à niveau, elle ne doit pas se voir préférer, pour des raisons de coûts, une installation aux émissions nettement plus importantes ou nocives.

Proposition:

1. Les critères pour la marche à suivre concernant le recours à la réserve doivent être définis en temps réel. Il faut laisser à l'ElCom la flexibilité nécessaire d'activer les réserves de manière à ce que le système global reste aussi stable que possible, compte tenu des prévisions respectives.
2. L'autorité cantonale compétente pour l'exécution des prescriptions environnementales doit être impliquée au plus tôt afin de tenir compte de la pertinence environnementale et de définir et de hiérarchiser les centrales de réserve. Dans l'ordre des conditions de recours, les conséquences environnementales à l'al. 2, let. d et let. e doivent être préférées aux coûts cités à l'al. 2, let. c.

5. Définir les critères du recours concret (art. 16, al. 3)

En plus de la marche à suivre concernant le recours à la réserve encore en suspens, les critères du recours concret incombant à Swissgrid sont incertains. L'art. 16, al. 3 dispose que la société nationale du réseau de transport doit recourir à la réserve «en se conformant à la marche à suivre et de manière non discriminatoire». Étant donné que la disposition ne comporte aucun ordre de priorité, on peut se demander comment Swissgrid devra trancher en cas de doute. Les conflits entre les objectifs sont inévitables avec une telle formulation.

Proposition:

Le principe selon lequel la société nationale du réseau de transport doit recourir à la réserve en cas de doute doit être clarifié à l'art. 16, al. 3.

6. Indemnisation en cas de recours à la réserve (art. 17)

Des mesures de réduction des émissions sont possibles ou nécessaires et techniquement réalisables, dans la perspective d'une exploitation éventuellement prolongée des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours, qui ne peut pas être exclue dans l'état actuel des connaissances, mais même pour une utilisation temporaire, limitée dans le temps jusqu'en mai 2023. La mise à niveau des installations engendre des coûts dont l'indemnisation doit être examinée et rendue possible. Le principe d'égalité doit être pris en considération de manière appropriée. Les installations existantes qui sont exploitées conformément à la loi et dont la construction et l'exploitation ont engendré et engendrent toujours des frais ne doivent pas être victimes d'une inégalité de traitement, ce qui impliquerait en fin de compte des désavantages concurrentiels indésirables. On peut se demander si le montant de l'indemnisation peut dûment tenir compte de la charge supplémentaire induite par l'acquisition et l'exploitation d'installations existantes et respectueuses de l'environnement.

Proposition:

L'indemnisation des mesures environnementales ordonnées par les autorités doit être enregistrée de manière appropriée en tenant compte du principe d'égalité et des efforts environnementaux déjà engagés.

7. Coûts et financement (art. 19)

Le chapitre 2 «Conséquences financières, conséquences sur l'état du personnel et autres conséquences pour la Confédération, les cantons ou les communes» attire l'attention sur la charge supplémentaire et l'exécution. Les cantons d'implantation supporteront notamment une charge considérable dont le remboursement ne sera pas systématiquement couvert par les ordonnances sur les émoluments existantes. Cet aspect doit être pris en considération à l'art. 19.

Proposition:

Les charges administratives supplémentaires requises pour assumer les tâches d'exécution environnementales qui ne sont pas couvertes par le droit en vigueur en matière d'émoluments doivent être remboursées.

8. Clarifier la coordination avec les mesures du côté de la demande

Il ne s'agit pas seulement de clarifier en temps réel l'ordre et les critères de recours à l'intérieur des réserves du côté de la production, mais aussi la coordination avec les mesures du côté de la demande. Il n'est pas envisageable que le dernier kilowattheure de la réserve hydroélectrique et le dernier litre de mazout soient utilisés avant que des mesures ne soient engagées du côté de la demande. Les mesures relativement clémentes, par exemple les restrictions de consommation dans l'espace public ou dans le domaine privé (éclairage des vitrines, saunas privés, etc.), doivent notamment être décidées rapidement et ce *avant* qu'une énergie précieuse ne soit ponctionnée dans la réserve hydroélectrique ou que des centrales de réserve polluantes ne soient mises en service.

Les critères précisant quand quelles mesures sont prises du côté de la consommation et de la production doivent être fixés en temps réel et en toute transparence, par exemple en fonction du niveau de remplissage des lacs d'accumulation, de la disponibilité attendue des importations, de la disponibilité des centrales électriques suisses ainsi que de la consommation nationale.

Tant les critères que les données actuelles doivent être publiés dès lors qu'aucune réflexion relevant de la politique de sécurité ne s'y oppose, pour que l'économie et la population puissent se préparer à un scénario de crise et soient incités à faire des économies correspondantes.

Proposition:

Il faut plus de transparence concernant la question de savoir quand quelles mesures seront engagées et comment les différentes mesures (du côté de la production et de la consommation) seront mises en œuvre.

9. Création d'une base légale suffisante pour l'instauration d'une réserve d'hiver

Nous rappelons que l'art. 9 LApEI en vigueur auquel se réfère le présent projet ne constitue pas une base légale suffisante pour l'instauration d'une réserve hydroélectrique au niveau de l'ordonnance. L'absence d'ancrage légal engendre de nombreux risques et incertitudes pour les acteurs impliqués, mais plus particulièrement pour Swissgrid qui organise et met en œuvre les appels d'offres de la réserve hydroélectrique.² Les cantons invitent par conséquent la Confédération à créer une base légale suffisante.

Proposition:

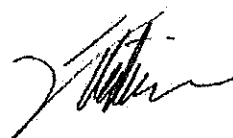
Une base légale suffisante pour l'instauration d'une réserve hydroélectrique doit donc être créée, au plus tard lors de la prochaine révision de la LApEI.

Nous vous remercions de la prise en compte de notre prise de position et restons à votre disposition pour toute question éventuelle.

Avec nos salutations les meilleures



Roberta Schmidt
Président de l'EnDK



Jan Flückiger
Secrétaire général de l'EnDK

² Selon l'art. 9, al. 2, LApEI, le Conseil fédéral peut réaliser des appels d'offres en pratique, contrairement à Swissgrid.



Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)
Bundesamt für Energie BFE
3003 Bern

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023; Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 laden Sie den Regierungsrat des Kantons Uri ein, zur Revision der Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 Stellung zu nehmen.

Der Regierungsrat begrüsst die Winterreserveverordnung. Für die Umsetzung stellt er folgende Anträge:

Lufthygienische Anforderungen an Notstromgruppen für ergänzende Reserve

Notstromgruppen profitieren aufgrund ihrer kurzen, jährlichen Laufzeit von erleichterten Luftschadstoff-Emissionsgrenzwerten und längeren Intervallen für Kontrollmessungen (Luftreinhalteverordnung [LRV]; SR 814.318.142.1, Anhang 2 Ziff. 826). Die Winterreserveverordnung sieht in Artikel 6 Absatz 2 Buchstabe b vor, dass Betreiberinnen oder Betreiber von Notstromgruppen an der Bildung der ergänzenden Reserve teilnehmen können. Wenn nun eine solche Anlage als ergänzende Reserve genutzt wird und dadurch eine Laufzeit von mehr als 50 Stunden pro Jahr erreicht, ist unklar, ob sie weiterhin von den erleichterten Luftschadstoff-Emissionsgrenzwerten profitieren kann oder ob die Anlage als ordentlicher, stationärer Verbrennungsmotor den strengeren Emissionsgrenzwerten und Messintervallen unterstellt wird.

Antrag 1

Es muss explizit geklärt werden, welche lufthygienischen Anforderungen an Notstromgruppen gestellt werden, wenn diese im Rahmen der ergänzenden Reserve eine Laufzeit von mehr als 50 Stunden pro Jahr aufweisen.

Klimaschutzanforderungen

Anstelle einer Anpassung des Artikels 41 der CO₂-Verordnung ist es wünschenswert, als Ersatz von fossil betriebenen Reservekraftwerken Alternativen, wie beispielsweise erneuerbarer, emissionsloser Wasserstoff, als Brennstoff zu prüfen.

Antrag 2

Klimaneutrale Alternativen wie Wasserstoff als Brennstoff sind für künftige Reservekraftwerke zu prüfen.

Antrag 3

Damit keine unnötigen CO₂-Emissionen die Treibhausgasbilanz der Schweiz belasten, sind die Reservekraftwerke nur im äussersten Notfall anzuwenden, wenn alle Energiesparmassnahmen, die möglich sind, bereits getroffen wurden. Ausserdem ist die Verordnung nach dem Winter 2022/2023 wieder aufzuheben. In den Betriebsreglementen der Reservekraftwerke ist der Rückbau der Reservekraftwerke gemäss befristeter Winterreserveverordnung zu regeln.

Im erläuternden Bericht auf Seite 3 steht, dass die Anlagen so betrieben werden sollen, dass sie die CO₂-Bilanz nicht belasten. Wie soll dies möglich sein mit fossilen Brennstoffen? Werden die CO₂-Emissionen der Reservekraftwerke kompensiert? Werden die CO₂-Emissionen gebunden?

Antrag 4

Die Umsetzung des klimaneutralen Betriebs der Reservekraftwerke soll aufgezeigt werden.

Im Übrigen verweisen wir auf die beiliegenden Stellungnahmen der Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK) und der Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK), denen wir uns anschliessen.

Sehr geehrte Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren, wir bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Altdorf, 18. November 2022



Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann

Der Kanzleidirektor

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'U' and 'J' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Urs Janett

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, flowing 'R' and 'B' followed by a horizontal line.

Roman Balli

Beilagen

- Stellungnahme der Konferenz Kantonaler Energiedirektoren (EnDK) (Beilage 1)
- Stellungnahme der Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK) (Beilage 2)



Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 11
info@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Per E-Mail an
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Appenzell, 18. November 2022

Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

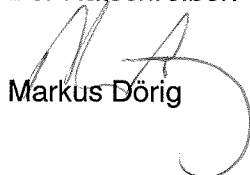
Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 zukommen lassen.

Die Standeskommission hat die Unterlagen geprüft. Sie unterstützt die gemeinsame Vernehmlassungsantwort der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) sowie der Energiedirektorenkonferenz (EnDK) vom 14. November 2022.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:


Markus Dörig

Zur Kenntnis an:

- Bau- und Umweltdepartement Appenzell I.Rh., Gaiserstrasse 8, 9050 Appenzell
- Ständerat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell
- Nationalrat Thomas Rechsteiner (thomas.rechsteiner@parl.ch)



Regierungsrat, 9102 Herisau

Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 18. November 2022 / ssc

Eidg. Vernehmlassung: Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 unterbreitet das Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) die Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserververordnung, WResV) zur Stellungnahme.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

Die Risiken für eine Strom- und Gasmangellage in der Schweiz im kommenden Winter sind erheblich. Der Regierungsrat begrüsst daher die Massnahmen des Bundesrates zur Stärkung der Energieversorgungssicherheit.

Der Betrieb der mit Gas oder Öl betriebenen Reservekraftwerke belastet die Umwelt mit Emissionen. Der Regierungsrat ist mit den vorgesehenen Kompensationsmassnahmen hinsichtlich der CO₂-Emissionen und der temporären Lockerungen weiterer Umweltvorschriften einverstanden – dies unter dem Gesichtspunkt der grossen Bedeutung der Energieversorgungssicherheit und der Prämisse, dass die Reservekraftwerke nur im Falle der absoluten Notwendigkeit als "zweite Versicherung" zum Einsatz kommen werden.

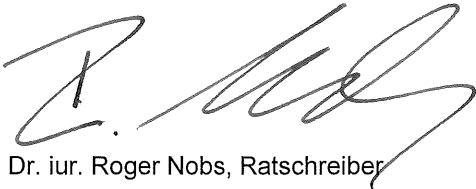
Da es sich bei der Verordnung um eine Übergangslösung bis Mitte 2026 handelt, unterstützt der Regierungsrat die Absicht des Bundesrates, die Regelung raschmöglich durch eine Regelung auf gesetzlicher Grundlage abzulösen.



Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates



Dr. iur. Roger Nobs, Ratschreiber



Eidgenössisches Departement
für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
Bundeshaus Nord
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 74 44
info.sk@sg.ch

St.Gallen, 18. November 2022

Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 laden Sie uns zur Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 ein. Wir danken für diese Gelegenheit und nehmen gern wie folgt Stellung:

Im Grundsatz können wir Ihnen mitteilen, dass wir mit der Verordnung einverstanden sind. Indessen ersuchen wir Sie, folgende Punkte bei der Überarbeitung des Verordnungsentwurfs zu berücksichtigen:

Im Hinblick auf eine allfällige Strommangellage, die auch im Sommer oder Herbst eintreten kann – vor allem bei heissen und trockenen Sommern, wie dies insbesondere im Jahr 2022 der Fall war –, ersuchen wir Sie um Prüfung, ob sich der Verordnungsentwurf nach wie vor auf den Winter sowie den Anfang des Frühlings beschränken soll. Auch wenn uns bewusst ist, dass die «Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter» bereits aufgrund des Titels nur die Wintermonate umfasst, regen wir an zu präzisieren, was die Bildung von Winterreserven für die nachfolgenden Sommer- und Herbstmonate bedeutet und ob es auch für jene Monate ähnliche Vorhaben geben soll. Dies insbesondere im Hinblick darauf, dass ein erneuter trockener und heisser Sommer die Lage zusätzlich verändern und verschlechtern könnte. In diesem Sinn würden wir eine Ausweitung von Titel und Zweck der vorliegenden Verordnung befürworten.


Mit Blick auf den Energiemarkt und auf Swissgrid als Marktteilnehmerin beantragen wir sodann, die Verantwortung für die Ausschreibungen bei der Wasserkraftreserve der Elektrizitätskommission (EiCom) anstelle von Swissgrid zu übertragen.

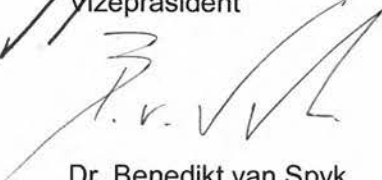
Abschliessend können wir Ihnen überdies mitteilen, dass wir uns der Stellungnahme der Konferenz Kantonalen Energiedirektoren (EnDK) vom 14. November 2022 vollumfänglich anschliessen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.



Im Namen der Regierung


Marc Mächler
Vizepräsident


Dr. Benedikt van Spyk
Staatssekretär



Zustellung auch per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch; martin.michel@bfe.admin.ch

Von: DEN_Secrétariat DEN <secr.den@jura.ch>

Gesendet: Freitag, 18. November 2022 16:00

An: Benahmed Mohamed BFE <Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch>; Michel Martin BFE <martin.michel@bfe.admin.ch>

Cc: SDT_Secrétariat SDT <secr.sdt@jura.ch>; Ribeaud Sandrine <sandrine.ribeaud@jura.ch>

Betreff: Sécurité de l'approvisionnement en électricité : ordonnance sur l'utilisation de centrales de réserve pour l'hiver 2022/2023

Priorität: Hoch

Madame la Conseillère fédérale,

Le Gouvernement jurassien a pris connaissance avec intérêt du dossier cité en référence et vous remercie de l'avoir consulté. Il se rallie à la position de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) et n'a pas de commentaire complémentaire à formuler.

Le Gouvernement vous prie de croire, Madame la conseillère fédérale, à sa haute considération.

JURA CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Département de l'environnement

Francesca Mauro

Secrétaire de Ministre

Moulins 2

CH-2800 Delémont

T +41 32 420 5303

francesca.mauro@jura.ch





LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL



Par courriel :
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)
Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

Projet d'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver

Madame la conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel a pris connaissance du sujet de la consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et vous remercie de lui offrir la possibilité de donner son avis sur ce projet d'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver.

Afin de renforcer l'approvisionnement en électricité de la Suisse dès cet hiver 2022/2023 jusqu'à celui de 2025/2026, le Conseil fédéral définit dans une ordonnance les dispositions régissant la création et l'utilisation de la réserve hydroélectrique, de centrales de réserve et de groupes électrogènes de secours. Cette ordonnance est limitée jusqu'à fin 2026 et doit être remplacée dès que possible par une réglementation à l'échelon de la loi.

Nous saluons la volonté du Conseil fédéral qui s'ajoute aux mesures déjà prises ces derniers mois : l'appel d'offres pour une réserve hydroélectrique de 400 gigawattheures, la construction d'une nouvelle centrale de réserve à Birr d'une puissance de 250 mégawatts disponibles pour 4 ans, l'augmentation des capacités sur le réseau de transport d'électricité pour passer de 200 kilovolts à 380 kilovolts sur 2 lignes permettant de réduire les congestions du réseau et d'apporter des capacités d'importation supplémentaires de 850 mégawatts, l'abaissement temporaire des débits résiduels pour une durée de 7 mois permettant d'accroître la production d'électricité de 150 gigawattheures ainsi que la campagne d'économies d'énergie nationale lancée le 31 août.

Comme cette ordonnance règle entre autres les dispositions pour des centrales de réserve, le Conseil d'État fait remarquer que le canton de Neuchâtel est concerné si la centrale exploitée par Groupe E à Cornaux devait être remise en service. Cette éventualité fait encore l'objet d'évaluations entre l'Office fédéral de l'énergie et Groupe E. Nous notons avec satisfaction que ces centrales devront être exploitées de manière à ne pas alourdir le bilan de CO₂ dans l'ensemble. Ainsi, ces centrales sont intégrées dans le système d'échange de quotas

NE

d'émissions (SEQE). Afin d'en limiter le fonctionnement au strict nécessaire, nous approuvons le fait que ces centrales servent uniquement à la réserve et ne produisent pas d'électricité pour le marché.

Le Conseil d'État approuve aussi que l'imputation des coûts qu'impliquent les mesures prévues par cette ordonnance se fasse par la rémunération pour l'utilisation du réseau et une augmentation de 1.4 centime par kilowattheure à charge de tous les consommateurs de 2024 à 2026, les tarifs pour 2023 étant déjà fixés.

En conclusion, le Conseil d'État préavise favorablement le contenu de l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve pour l'hiver.

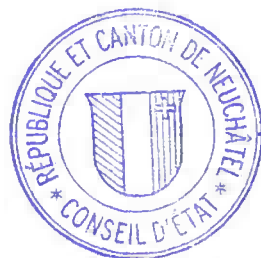
En vous remerciant de nous avoir consulté, nous vous prions de croire, Madame la conseillère fédérale, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre haute considération.

Neuchâtel, le 16 novembre 2022

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND



ne.ch

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

CHANCELLERIE D'ÉTAT
SERVICE DE LA CHANCELLERIE

Eingegangen

21. Nov. 2022

BFE / OFEN / UFE

Département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la
communication (DETEC)
Office fédéral de l'énergie
3003 Berne

AVEC NOS COMPLIMENTS



16.11.22

CH - 1300
Affr. Poste
2090058
30001564



0.90

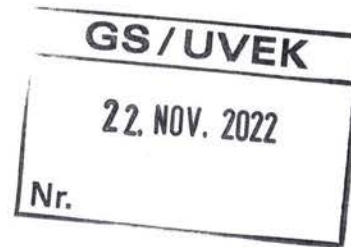
B
STANDARD





CH-6060 Sarnen, BRD

Eidgenössisches Departement für Umwelt
Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK
3003 Bern



Sarnen, 18. November 2022

Vernehmlassung: Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023; Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) hat die Kantonsregierungen mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 eingeladen, zum Bundesbeschluss über die Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 Stellung zu nehmen. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit.

Der Kanton Obwalden begrüsst die Bemühungen des Bundes für die Sicherstellung einer zuverlässigen Stromversorgung im Hinblick auf den kommenden Winter und Frühling. Für eine langfristig sichere Versorgung mit erneuerbaren Energien sind jedoch weitere, grosse Anstrengungen notwendig. Wir teilen die entsprechende Einschätzung der EnDK ebenso wie die Hinweise auf die Einbindung von Nachfragebeeinflussung und die Einbindung vorhandener Notstromaggregate. Im Übrigen unterstützt der Kanton Obwalden sämtliche Anträge der EnDK.

Freundliche Grüsse

Bau- und Raumentwicklungsdepartement


Josef Hess
Landstatthalter

Kopie an:

- Zirkulationsmappe Regierungsrat
- Staatskanzlei
- Bau- und Raumentwicklungsdepartement
- Amt für Raumentwicklung und Verkehr
- Volkswirtschaftsdepartement



Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK
3003 Bern

Elektronisch an:

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch /
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 14. November 2022

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Antwort der Schweizerischen Volkspartei (SVP)

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hält fest, dass die vorliegende Vernehmlassung mit verschiedenen Massnahmen die Energieversorgungssicherheit stärken möchte und anerkennt sodann, dass *«die Risiken für eine Strom- und Gasmangellage in der Schweiz im kommenden Winter [...] erheblich angestiegen [sind]»*. Darüber hinaus hat der Bundesrat *«aufgrund der Dringlichkeit beschlossen, ein abgekürztes Vernehmlassungsverfahren durchzuführen»*. Die Revision muss gemäss den Erläuterungen spätestens Mitte Februar 2023 in Kraft treten können, um für den Spätwinter 2022/2023 überhaupt noch eine Wirkung entfalten zu können.

Hauptinhalt der Vorlage ist nebst der jährlichen Bildung einer Wasserkraftreserve neu auch die Bereitstellung von *«Reservekraftwerken»* und das Zusammenspiel der beiden Reserven. Der neue ergänzende Reserveteil bringt zusätzliche Energie ins Stromsystem und ergänzt so die Wasserkraftreserve, welche lediglich Energie vorhält. Als Reservekraftwerke teilnehmen können mit Gas oder anderen Energieträgern betriebene Kraftwerke.

Dem vorliegenden Verordnungsentwurf mangelt es an der notwendigen Berücksichtigung der dezentralen, firmeneigenen Notstromaggregate. Diese Notstromaggregate sind jedoch unabdingbar, um in einer drohenden Mangellage genügend Leistung bereitzustellen. Um die Versorgungssicherheit bestmöglich zu gewährleisten, muss deshalb endlich ein Bekenntnis zur integralen Versorgungssicherheit erfolgen und somit unbedingt:

- **Die LRV-Betriebslimitierung von 50 Stunden pro Jahr in einer verschärften Strommangellage ausgesetzt werden;**

- **Die Eigenproduktion mit Notstromaggregaten an die Kontingenzierung zur Stromverbrauchsreduktion angerechnet werden;**
- **Die anfallenden Umweltabgaben für den Betrieb mit Fossilen während einer qualifizierten Mangellage ausgesetzt werden.**

Die vorliegende Vernehmlassungsvorlage bestätigt das, was die SVP schon seit Jahren befürchtet. Der internationale Trend zur Elektrifizierung bei gleichzeitigem Abbau von bewährten Energie- und Stromquellen wie der Kernkraft und fossilen Energieträgern erhöht das Risiko für langandauernde Strommangellagen in gefährlichem und nicht zu verantwortendem Ausmass. Grund sind gravierende und weitgehendst unbestrittene Versäumnisse im UVEK. Die SVP hat von Anfang an gewarnt, dass die inzwischen offenkundig gescheiterte Energiestrategie 2050 mit der einhergehenden Strommangellage gefährlich ist für unser Land und gleichzeitig immer wieder vergeblich Massnahmen gegen eine drohende Strommangellage gefordert.

Wir begrüssen grundsätzlich jegliche Bestrebungen, welche darauf abzielen, «*die Energieversorgungssicherheit zu stärken*». Mit Blick auf die Erläuterungen im Bericht vermissen wir jedoch ein klares Bekenntnis und den Willen, alle notwendigen Massnahmen zu ergreifen, um die Energieversorgungssicherheit zu gewährleisten. Im Gegenteil: Der verheissungsvolle Titel der Vorlage widerspiegelt sich nicht im Inhalt der Vorlage. Bspw. hält der Bericht prominent fest (S. 3), dass «*Reservekraftwerke [...] im Testbetrieb und beim tatsächlichen Abruf insbesondere CO2-Emissionen [verursachen], welche Auswirkungen auf die Klimaerwärmung haben können. Die Anlagen sollen jedoch so betrieben werden, dass sie die CO2-Bilanz gesamthaft nicht belasten.*» Oder weiter (S. 4), dass die Verordnung «*eine zentrale Regel für die Gas- bzw. Reservekraftwerke und die Notstromgruppen [enthält]. Sie dienen einzig der Reserve und produzieren keinen Strom für den Markt. Dieser Ausschluss ist klimapolitisch begründet.*» Weiter (S. 5), dass mit «*der Aufnahme in die Reserve [...] Bau- und Betriebsbewilligung nicht zugleich auch schon erteilt [sind]. Bei der Bewilligungsfähigkeit sind nicht nur technische, sondern auch umweltrechtliche und raumplanerische Vorschriften zu prüfen und entsprechende Verfahren einzuhalten, wobei für bestimmte Anlagen, die bis im Winter 2026 in der Reserve sind, einschlägige Regeln teilweise gelockert werden*» usw. usf. Diese verkappten, klimapolitischen Sommeruga-Leitgedanken sind in höchstem Masse verstörend und nicht vereinbar mit dem Titel der Vorlage. Dieser suggeriert eigentlich, alle notwendigen Massnahmen für genügend Winterstrom unterstützen zu wollen.

Immerhin wird am Rande anerkannt: «*[für die] übrigen Auswirkungen [betreffend] (Raum, Luftreinhaltung, Lärm), [...] für die Anlagen in der Reserve – im übergeordneten Interesse der Versorgungssicherheit – [sind] gewisse temporäre Lockerungen bei den entsprechenden Vorschriften nötig*» (S. 3). Die «*Gespräche und Abklärungen*» laufen jedoch – völlig unverständlich – in «*parallelen Prozessen*» zur vorliegenden Vorlage. Offensichtlich wird jetzt nicht alles Notwendige für eine kurzfristige Gewährleistung der Versorgungssicherheit für den Winter 2022/2023 unternommen. Dies ist nicht nachvollziehbar und die vorliegende Sommeruga-UVEK-Vorlage somit in höchstem Masse fahrlässig.

Des Weiteren ist es von zentraler Bedeutung für die Versorgungssicherheit der Schweizer Bevölkerung, dass ohne Abstriche der Einsatz von dezentralen firmeneige-

nen Notstromgeneratoren ermöglicht wird. Dieses rund 1'000 MW umfassende, zusätzliche Stromerzeugungspotential kann – und muss – mit den obenstehenden SVP-Forderungen ohne zusätzliche Kosten für den Bund, ohne zentrale Fernsteuerung oder Betankung und ohne Beeinträchtigung der Netzstabilität, genutzt werden.

Ohne ein klares Bekenntnis zugunsten der Energieproduktion und der Versorgungssicherheit genügen die beabsichtigten Anpassungen aus Sicht der SVP in keiner Weise. Dieser qualifizierte Mangel der Vorlage muss daher unbedingt in einem neuen, überarbeiteten Entwurf berichtigt werden. Nur so lässt sich die drohende Strommangellage kurzfristig überbrücken. Die UVEK-Vorbehalte wie Netzstabilität, Rechnungsstellungsaufwand, beschränkte Treibstoffvorräte usw. sind widerlegt und – insbesondere im Lichte der verkappten klimapolitischen Vorlage – unhaltbar.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Parteipräsident



Marco Chiesa
Ständerat

Der Generalsekretär



Peter Keller
Nationalrat

Per Mail: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 15. November 2022

Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zur obengenannten Vernehmlassungsvorlage Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Allgemeine Bemerkungen

Angesichts der angespannten Versorgungslage im Energiebereich hat der Bundesrat beschlossen, die Verordnung zur Wasserkraftreserve (WResV) zu erweitern, indem er die Reservekraftwerke in die Winterstromreserve integriert. Die Departemente für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) und für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) können Vertragsverhandlungen zum Einsatz solcher Reservekraftwerken und Notstromgruppen führen. Diese sollen ergänzend zur Wasserkraftreserve zum Einsatz kommen. Konzipiert als Übergangslösung, soll die neue WResV möglichst rasch durch eine Regelung im Gesetz abgelöst werden.

Richtiger Schritt für mehr Stromversorgungssicherheit

Die Mitte begrüsst die Integration der Reservekraftwerke und Notstromgruppen in die Winterstromreserve zur Sicherstellung der Versorgungssicherheit und unterstützt deren vorgezogene Einführung auf dem Verordnungsweg. Diese Erweiterung erhöht aus Sicht der Mitte die Stromversorgungssicherheit für Haushalte und Unternehmen und erweitert die Handlungsoptionen der Schweiz im Falle einer Strommangellage. Weiter begrüsst Die Mitte, dass für die Reservekraftwerke keine Ausnahme von der Teilnahmepflicht am Emissionshandelssystem möglich ist und somit die CO₂-Bilanz gesamthaft nicht belastet wird. Schliesslich hält Die Mitte die Möglichkeit für die ElCom, übermässige Gewinne der Reservekraftwerkbetreiber zu begrenzen, im Hinblick auf die finanzielle Belastung der Haushalte für angebracht.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen.

Die Mitte

Sig. Gerhard Pfister
Präsident Die Mitte Schweiz

Sig. Gianna Luzio
Generalsekretärin Die Mitte Schweiz

FDP.Die Liberalen, Postfach, 3001 Bern

Bern, 28. November 2022
VL WResV / cts

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK

Elektronischer Versand: per Email an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch /
martin.michel@bfe.admin.ch

Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) Vernehmlassungsantwort der FDP.Die Liberalen

Sehr geehrte Damen und Herren

Für Ihre Einladung zur Vernehmlassung oben genannter Vorlage danken wir Ihnen. Gerne geben wir Ihnen im Folgenden von unserer Position Kenntnis.

Die Versorgungssicherheit mit Strom ist für FDP.Die Liberalen essentiell. Neben dem zügigen Ausbau der inländischen Kapazitäten ist die Absicherung des Netzes in ausserordentlichen Knappheitssituationen ein wichtiges Puzzleteil in der Versorgungssicherheit der Schweiz. Die Ergänzung der Wasserkraftreserve mit zusätzlichen Reservekraftwerken ist sinnvoll. Die FDP begrüsst daher die vorliegende Verordnung über eine Stromreserve im Winter.

Dennoch muss diese Notmassnahme eine solche bleiben. Mittelfristig muss es das Ziel sein, dass die Schweiz selber genügend Strom produzieren kann. Die FDP begrüsst daher, dass die Verordnung nur befristet ist und Ende des Jahres 2026 ausläuft.

Das vorgesehene Ausschreibungsverfahren ist in Angesicht des kommenden Winters und der Unsicherheit bei der Versorgungssicherheit nachvollziehbar. Längerfristig sollen aber alle Reserveleistungen durch Wettbewerbe vergeben werden.

Im Vordergrund steht, dass ein Stromausfall vermieden werden kann. Denn Stromunterbrüche haben ein grosses Schadenspotenzial für die Wirtschaft. Daher muss auch die Möglichkeit zu einer verpflichtenden Teilnahme bestehen, obwohl die FDP diese Massnahme kritisch sieht, da diese im Widerspruch zur Wirtschaftsfreiheit steht. Dieser Eingriff sollte daher nur im Notfall erfolgen. Vielmehr sollte der Rahmen unserer Sicht so ausgestaltet werden, dass die Betreiber der in Frage kommenden Anlagen freiwillig an der Reserve teilnehmen.

Weiter begrüsst die FDP die Möglichkeit, dass auch zu einem späteren Zeitpunkt zusätzliche Reservekraftwerke aufgenommen werden können, die die Reserve ergänzen. Dabei sollten auch Notstromgeneratoren angerechnet werden können, die Unternehmen für die Eigenproduktion verwenden. Da durch diese der Stromkonsum

gesenkt werden kann und diese Massnahme ebenfalls zur Entlastung des Netzes beiträgt.

Daneben ist es ist zielführend, dass, wie im Entwurf vorgeschlagen, der Abruf der Reserve ausschliesslich bei fehlender Markträumung erfolgt. Nur so können Marktverzerrungen vermieden werden. Ein vorzeitiger Abruf der Reservekraftwerke zur Aufstockung der Wasserkraftreserve kann aber in Ausnahmefällen sinnvoll sein. Hier sollte noch eine Regelung gefunden werden.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unserer Überlegungen.

Freundliche Grüsse

FDP.Die Liberalen
Der Präsident

Der Generalsekretär



Thierry Burkart
Ständerat



Jon Fanzun



Per Mail an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 18. November 2022

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023: Stellungnahme SP Schweiz

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme, die wir gerne nutzen.

Inhalt der Vorlage

- Die Risiken für eine Strom- und Gasmangellage in der Schweiz im kommenden Winter sind erheblich angestiegen. Der Bundesrat stärkt deshalb mit verschiedenen Massnahmen die Energieversorgungssicherheit. Im Strombereich stehen auf der Produktionsseite Reservekapazitäten für ausserordentliche Knappheitssituationen im Zentrum. Am 7.9.2022 hat der Bundesrat die Verordnung über die Wasserkraftreserve (WResV) beschlossen (siehe [MM BR vom 7.9.2022](#)) und per 1.10.2022 in Kraft gesetzt. Die Reservekraftwerke werden mit der vorliegenden Verordnungsrevision zusammen mit der Wasserkraftreserve in eine sog. Winterstromreserve integriert. **Formell handelt es sich um eine Erweiterung der Verordnung zur Wasserkraftreserve, die bereits eine Totalrevision erfährt und neu den Titel «Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung, WResV)» erhält.**
- Da die Revision spätestens Mitte Februar 2023 in Kraft treten können muss, um für den Spätwinter 2022/2023 noch eine Wirkung entfalten zu können, hat der Bundesrat aufgrund der Dringlichkeit beschlossen, ein abgekürztes Vernehmlassungsverfahren durchzuführen.
- Die Verordnung ist befristet bis am 30. Juni 2026. Sie ist eine Übergangslösung und soll sobald wie möglich durch eine Regelung im Gesetz abgelöst werden.

Stellungnahme SP Schweiz

Die SP teilt den Handlungsbedarf zur Sicherstellung der Stromversorgungssicherheit im kommenden Winter und begrüsst, dass für die Sicherung der Winter-Stromversorgung schnell eine minimale, transparente Rechtsgrundlage geschaffen werden soll. Der vorliegende Entwurf enthält allerdings substantielle ökologische und soziale Mängel, die aus Sicht der SP behoben werden müssen.

Einsatz fossiler Energie minimieren

Mit der aktuellen Vorlage möchte der Bundesrat die mögliche Winterstromlücke primär mit dem kurzfristigen Bau von thermischen, fossil Kraftwerke decken. Für die SP möchte festhalten, dass solche CO₂-intensive Kraftwerke für die Stromproduktion nur im äussersten Notfall einzusetzen sind. Bevor fossile Energie verwendet wird, muss zur Minimierung der CO₂-Emissionen die Strommangellage mit geeigneten Massnahmen entschärft und die Wasserkraftreserve maximiert werden. Folglich fordert die SP eine Überarbeitung der Verordnung nach folgenden Eckwerten:

- Neben dem notfallmässigen Bau von thermischen Kraftwerken und dem Erwerb von Wasserkraftreserven sieht die Verordnung ebenfalls die schnelle Errichtung von erneuerbaren Anlagen, insbesondere von alpinen-PV Anlagen in bereits genutzten und erschlossenen Gebieten wie Skigebieten vor. Dies reduziert die Winterstromlücke und vermindert den Bedarf an Reservekapazitäten. Der Bau der Anlagen erfolgt notfallmässig durch den Bund oder mithilfe von finanzieller Unterstützung des Bundes durch öffentliche Energieversorgungsunternehmen. Zudem dürfen die Bewilligungsanforderungen für erneuerbare, notfallmässig erstellte Anlagen in bereits genutzten und erschlossenen Gebieten nicht höher sein als für im Notfall erstellte oder ausgebaut fossile Kraftwerke.
- Der Bund priorisiert die Wasserkraftreserve gegenüber der ergänzenden Reserve: Er maximiert die Wasserkraftreserve und stimmt die ergänzende Reserve auf die zugesicherten Wasserkraftreserven ab, um den Zubau von fossilen Kraftwerken zu minimieren. Die Verordnung wird ausserdem so angepasst, dass Betreiber von Speicherwasserkraftwerken zur Teilnahme an der Wasserkraftreserve verpflichtet werden können (Artikel 8 wird auf die Wasserkraftreserve ausgedehnt)
- Ebenfalls angepasst werden muss die Abrufordnung (Artikel 15). Die Kosten dürfen kein Argument sein, um fossile Kraftwerke statt vorhandene Wasserkraftreserven zu nutzen. In diesem Sinne ist dem Kriterium «tiefe Kosten» eine tiefere und den Klimaauswirkungen nachgelagerte Priorität einzuräumen.
- Der Bund prüft, ob zumindest für die Winterhalbjahre nach 2023 bei der ergänzenden Reserve ein Mindestanteil vorgesehen werden kann, der durch die Verstromung von Wasserstoff bereitgestellt wird. Der Mindestanteil kann für die kurzfristige Versorgungssicherheit unbedeutend sein. Er würde die aktuelle Krise jedoch nutzen, um den Bau von Pilotanlagen sowie die Entwicklung neuer Speichertechnologien in der Schweiz voranzutreiben und so die Versorgungssicherheit mittel- und langfristig zu verbessern. Da solche Kraftwerke nicht zwingend als Zweistoffanlage betrieben werden müsste, ist Artikel 10 Abs. 1 entsprechend anzupassen.
- Neben den Reservekapazitäten sind in der Verordnung ebenfalls notfallmässige Stromsparmassnahmen vorzusehen, sodass gewisse stromintensive Unternehmen im Notfall gegen finanzielle Entschädigung ihren Stromverbrauch durch Produktionsverringerungen temporär reduzieren.

Sozial gerechte Finanzierung sicherstellen

Die Finanzierung der Wasserkraftreserve und der Reservekraftwerke durch eine Erhöhung des Netznutzungsentgelts um 1.4 Rp./kWh ist aus Sicht der SP im aktuellen Umfeld sozialpolitisch problematisch. Viele Haushalte sind zurzeit mit stark steigenden Energiekosten, Krankenkassenprämien und Mieten konfrontiert. Das Haushaltsbudget wird dadurch stark belastet, insbesondere weil die Lohnentwicklung nicht mit der Inflation schritthält und der Bund bisher keine umfassenden Entlastungsmassnahmen zur Stärkung der Kaufkraft abschliessend verabschiedet hat. Eine weitere Erhöhung der Energiekosten ist in diesem Umfeld nicht zumutbar. Die SP fordert deshalb, dass die Finanzierung der Stromversorgungssicherheit über den allgemeinen Bundeshaushalt erfolgt.

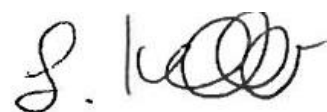
Mit freundlichen Grüssen
SP Schweiz



Mattea Meyer
Co-Präsidentin



Cédric Wermuth
Co-Präsident



Levin Koller
Politischer Fachsekretär



GRÜNE Schweiz

Urs Scheuss
Waisenhausplatz 21
3011 Bern

urs.scheuss@gruene.ch
031 326 66 04

Bundesamt für Energie

3003 Bern

per Mail an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

Bern, 18. November 2022

Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV); Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben die GRÜNEN für eine Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) eingeladen. Wir danken für die Gelegenheit, uns zur Vorlage zu äussern.

Die GRÜNEN unterstützen den Bundesrat grundsätzlich dabei, eine Energiemangellage im Winter zu verhindern. Das Risiko einer solchen Mangellage bereits im Winter 22/23 ist aus Sicht der GRÜNEN eine direkte Folge der Abhängigkeit von fossilen und nuklearen Energieträgern. Klimaschutz und Energiewende sind dringender denn je. Daher dürfen die Massnahmen zur Vermeidung einer Mangellage den Klimaschutz und die Energiewende nicht schwächen und diese wo immer möglich stattdessen stärken.

Aus Sicht der GRÜNEN belastet aber die vom Bundesrat vorgesehene Errichtung einer Winterreserve die Stromkonsument*innen übermässig und die vorgeschlagene Nutzung von mit Öl oder Gas betriebenen Reservekraftwerken und Notstromgruppen könnte dazu führen, dass unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert wird. Zudem fehlen Massnahmen zur Senkung des Verbrauchs. Der Bedarf an Winterreserve, die mit der vorgelegten Verordnung geregelt werden soll, hängt auch von der Nachfrage ab. Denn eine Mangellage ist nicht nur eine Folge von zu wenig Produktion, sondern auch von zu viel Konsum.


Konkret schlagen die GRÜNEN die folgenden Verbesserungen und Anpassungen vor:

- Statt mit einer teuren Ausschreibung soll die Wasserkraftreserve mittels handelbarer Verpflichtungen kosteneffizient zur Verfügung gestellt werden. Damit kann auf eine weitere Strompreiserhöhung zu Gunsten der Stromkonzerne verzichtet werden.
- Bei den Reservekraftwerken und Notstromgruppen soll der Klimaschutz stärker gewichtet werden, indem auch fossilfreie Kraftwerkreserven zulässig sind und die Vermeidung von Klimaauswirkungen vor tiefen Kosten kommt.
- Zudem soll der Bundesrat Einsparmassnahmen in die Winterreserveverordnung aufnehmen. Dazu gehören etwa Auktionen, bei denen Grossverbraucher Stromeinsparungen zusichern und dafür entschädigt werden. So wird dort gespart, wo es am effizientesten ist.

Weitere Ausführungen finden Sie weiter unten. Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen und die Anpassung der Vorlage. Für weitere Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse


Balthasar Glättli
Präsident


Urs Scheuss
stv. Generalsekretär

1. Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, beurteilen die GRÜNEN als sehr hoch. Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, erscheint die Ausschreibung gegen Entgelt als ungerechtfertigt teure Massnahme, deren Kosten gänzlich auf die Stromkonsument*innen abgewälzt werden. Der Bundesrat sieht dazu eine Erhöhung des Netznutzungsentgelts um 1 Rappen pro Kilowattstunde vor.

Aus Sicht der GRÜNEN ist dies eine unnötige und ungerechte Verteuerung, da die Speicherbetreiber gerade so gut verpflichtet werden können, gemeinsam zu gleichen Teilen die nötige Wasserkraftreserve sicher zu stellen. Diese Verpflichtungen sollen handelbar sein, sodass Speicherbetreiber untereinander die Verpflichtung handeln und an andere Speicherbetreiber weitergeben können. Im Ergebnis würden jene Speicherbetreiber die Reserve erbringen, die dies am günstigsten tun können. Dieses Modell haben Ingmar Schlecht von der ZHAW und Jonas Savelsberg von der ETH Zürich skizziert.¹

Diese Massnahme ist tragbar, da in der aktuellen Situation wegen der Stromknappheit die Marktpreise hoch und somit die Unternehmen, die Speicher betreiben, ausserordentliche Gewinne erwirtschaften. Mit der vom Bundesrat vorgeschlagenen und derzeit praktizierten Ausschreibung dagegen können einzelne grosse Unternehmen, die überhaupt Speicher betreiben, ihre Marktmacht ausspielen. Die Stromkonsument*innen, die ohnehin schon zum Teil höhere Strompreise zahlen, subventionieren damit auch noch die Profite der Stromkonzerne.

2. Reservekraftwerke und Notstromgruppen

Die GRÜNEN unterstützen mit Nachdruck die Absicht des Bundesrats, dass Reservekraftwerke und Notstromgruppen den Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten.

Die GRÜNEN kritisieren jedoch, dass der Bundesrat als Reservekraftwerke einzig mit Öl oder Gas betriebene Anlagen vorsieht. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund sollen aus Sicht der GRÜNEN die Bestimmungen zur Art der Reserveanlagen offener formuliert sein und nicht auf Zweistoffanlagen (Betrieb mit Öl oder Gas) beschränkt werden.

Entsprechend soll aus Sicht der GRÜNEN bei der Priorisierung, welche Reserveanlagen zuerst in Betrieb genommen werden sollen – die so genannten Abrufordnungen – die geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen stärker gewichtet werden als die Kosten.

Als selbstverständlich erachten es die GRÜNEN, dass die fossil betriebenen Reservekraftwerke nicht ausserhalb der Regelungen zur Reduktion der CO₂-Emissionen laufen sollen und dem Emissionshandelssystem unterstellt werden. Bei den Notstromgruppen hat es im Verordnungsentwurf allerdings eine Lücke: Notstromgruppen müssen nicht oder nur bei sehr hohen Emissionen ins Emissionshandelssystem. Diese Lücke ist zu schliessen. Können Notstromgruppen nicht ins Emissionshandelssystem aufgenommen werden, müssen aus Sicht der GRÜNEN die Emissionen beim Betrieb als Reservekraftwerk im Inland kompensiert werden.

Als besonders problematisch erachten die GRÜNEN schliesslich, dass in Artikel 12 der Verordnung mit der Ausschreibung für spätere neue Reservekraftwerke der Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke ermöglicht wird, um die mittelfristige Versorgung mit Strom

¹ <https://www.zhaw.ch/de/ueber-uns/aktuell/news/detailansicht-news/event-news/speicherreserve/>

sicherzustellen. Diese Bestimmung ist nicht nur aus rechtlichen Gründen zweifelhaft, wie der erläuternde Bericht erwähnt. Sie hätte auch zur Folge, dass in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke investiert wird. Jede fossile Infrastruktur schwächt die Erreichung der Klimaziele und zementiert die Abhängigkeit von fossilen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen Anlagen fehlt. Zur Vermeidung einer Energiemangellage im Winter muss auch Sicht der GRÜNEN mittelfristig die Energiewende stärker vorangetrieben werden mit den Pfeilern Einsparungen, Effizienz und Ausbau der Erneuerbaren.

3. Einsparungen

Der Bedarf an Stromreserven und Reservekraftwerken steigt mit dem Verbrauch. Daher ist es aus Sicht der GRÜNEN unerlässlich, auch Massnahmen zur Senkung des Verbrauchs zu ergreifen. Dazu schlagen sie vor, in der neuen Verordnung zu verankern, dass der Bund oder eine Bundesorganisation Stromspar-Auktionen durchführt. Grossverbraucher können kurzfristig abrufbare Stromeinsparungen oder fixe Stromeinsparungen im Winter zusichern und werden dafür vom Bund entschädigt. So wird dort gespart, wo es am effizientesten ist. Bei den fixen Stromeinsparungen muss sichergestellt werden, dass diese zur Erhöhung der Wasserkraftreserven beitragen. Teure Wasserkraftreserven oder der Bau einer neuen fossilen Kraftwerksinfrastruktur können so vermieden oder zumindest begrenzt werden. Die entstehenden Kosten können via Systemdienstleistungstarif über den Strompreis finanziert werden und dürften weit günstiger sein als die Wasserkraftreserven. Zudem begünstigen sie Unternehmen beim Energiesparen, die bereits hohe Strompreise zahlen und sind keine Subvention von Stromkonzernen, die derzeit von den hohen Strompreisen profitieren.

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
Bundesamt für Energie
3003 Bern

Per E-Mail an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

18. November 2022

Ihr Kontakt: Nöemi Emmenegger, Geschäftsführerin der Bundeshausfraktion
Tel. +41 31 311 33 03, E-Mail: schweiz@grunliberale.ch

Stellungnahme der Grünliberalen zur Winterreserververordnung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Vorlage und den erläuternden Bericht zur Winterreserververordnung und nehmen dazu wie folgt Stellung:

Allgemeine Beurteilung der Vorlage

Den Grünliberalen ist eine sichere und zuverlässige Stromversorgung ein grosses Anliegen. Ungeplante Stromausfälle aber auch rollierende Abschaltungen sind mit allen Mitteln zu verhindern. Dazu ist die WResV eine taugliche Massnahme. Aus Sicht der Grünliberalen gehören aber zu einem Massnahmenpaket **zwingend** nicht nur Produktionsreserven, sondern komplementär auch **Verbrauchsreduktionsreserven**. Eine entsprechende Motion (Schaffner 22.3260) wurde vom Nationalrat schon in der Sommersession überwiesen.

Nicht vergessen werden darf auch, dass vor dem Abruf von Reserveleistungen oder Verbrauchsreduktionen alle Massnahmen zum Einsparen von Energie ausgeschöpft werden sollten (siehe Anträge Art. 2 und 6).

Die Grünliberalen begrüssen es, dass der Bundesrat in der WResV Wert darauf legt, dass aus einer **Notlage keine ungerechtfertigten Gewinne** entstehen. Dazu gehören die Möglichkeit der mehrfachen Ausschreibung, der Ausschluss von unangemessen hohen Angeboten und die Möglichkeit zu einer verpflichtenden Teilnahme (Art. 3 und 4 resp. Art. 8 und weitere). Ebenso begrüssen wir es, dass Reservekraftwerke nicht für den Markt produzieren dürfen (Art. 6).

Kritisch sehen die Grünliberalen die Ausgleichsmechanismen bei den Treibhausgasemissionen. Die Teilnahme am EHS (bei Emissionen von über 25'000 t CO₂eq pro Jahr) oder Bezahlung der CO₂-Abgabe kann nicht als klimaneutraler Betrieb betrachtet werden, wie das vom Bundesrat gerne kommuniziert wird. Vielmehr ist dafür zu sorgen, dass entsprechende Mengen Biogas oder synthetische Gase produziert und beschafft werden können. Längerfristig ist auch der Betrieb mit flüssigen erneuerbaren Brennstoffen zu ermöglichen.

Stellungnahme zu den einzelnen Artikeln

Art. 2 Abs. 2

Antrag:

Sie dimensioniert die Wasserkraftreserve so, dass mit deren Beitrag im Zusammenspiel mit demjenigen der ergänzenden Reserve die Versorgung im Knappheitsfall während weniger Wochen im Winter oder Anfang Frühling sichergestellt werden kann. Sie geht dafür vom ausserordentlichen Fall aus, dass der Import von Elektrizität nur sehr beschränkt möglich ist und gleichzeitig die Erzeugung im Inland tief und die Last trotz Massnahmen zur Verbrauchsreduktion hoch sind.

Begründung:

Massnahmen zur Energieeffizienz sind immer der Mehrproduktion vorzuziehen.

Art. 6 Abs. 1

Antrag:

Zur Wasserkraftreserve kommt eine ergänzende Reserve mit einer Leistung von insgesamt bis zu 1000 MW hinzu. Das UVEK kann diesen Wert in Absprache mit der ElCom und unter Beachtung von Artikel 2 Absatz 2 erhöhen, wenn sich ein höherer Bedarf trotz Massnahmen zur Verbrauchsreduktion abzeichnet.

Begründung:

Analog zu Art. 2

Art. 12

Antrag:

Anstelle von späteren Ausschreibungen von Reservekraftwerken sollte vielmehr der Bau von erneuerbaren Kraftwerken vorangetrieben werden, die in der Planung schon weit fortgeschritten sind, aber noch mit Bewilligungsproblemen zu kämpfen haben. Solche Kraftwerke (insbes. Wind) können zwar meistens nicht gezielt abgerufen werden, aber ihre Produktion stützt die Schweizer Winterstromversorgung jederzeit und hilft so, den Bedarf an Reservekraftwerken zu reduzieren.

Art. 13 Abs. 1

Antrag:

Das UVEK bildet die ergänzende Reserve auch mit den Betreibern von Notstromgruppen. Das UVEK nimmt so lange Notstromgruppen unter Vertrag bis die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 mit ausreichender Reserve sichergestellt ist, mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme im Februar 2023 geeinigt hat.

Begründung:

Wir empfehlen eine allgemeine Formulierung zu wählen, die sich nicht an einen spezifischen Zeitpunkt ausrichtet. Mit dem Bezug auf Art. 6 Abs. 1 wird die Grösse definiert. Der Prozess bleibt jedoch offen.

Art. 13 Abs. 2 (neu)

Antrag:

Das UVEK erstellt und führt zu diesem Zweck eine Liste aller Notstromgruppen mit einer Leistung grösser als 1 MW und hält deren Eigenschaften fest. Diese umfasst unter anderem Leistung, Ort, Betriebsmittel, Grösse des Betriebsmitteltank, Stand der Massnahmen zur Luftreinhaltung, Möglichkeit zur Synchronisation mit dem Netz und Möglichkeit, die Notstromgruppe von aussen anzusteuern. Das Führen dieser Liste kann an geeignete Organisationen vergeben werden.

Begründung:

Es muss das Ziel sein, Notstromgruppen in einer für das Stromsystem optimierten Art und Weise einzusetzen. Damit dies gelingt, ist es notwendig eine möglichst vollständige Sicht über die in der Schweiz aufgestellten Notstromgruppen zu haben. Dabei ist es sinnvoll, sich auf die grösseren Notstromgruppen zu konzentrieren.

Bisher existiert keine Übersicht über die Notstromgruppen in der Schweiz. Dies hat die Entwicklung von geeigneten Produkten unter Verwendung von Notstromgruppen stark behindert. Wir empfehlen dem BfE daher, eine Liste aller Notstromaggregate grösser als 1 MW Leistung (die Grenze könnte gegebenenfalls auch höher gewählt werden) zu führen. Da die Aufgabe des Poolens voraussichtlich nicht durch das BfE, sondern durch einen oder mehrere ausgewählte Pooler vorgenommen wird, wäre es zielführend, diese Aufgabe an diese Pooler zu vergeben.

Wir empfehlen Ihnen, bereits heute, bei der Definition der Notstromgruppen, welche zur Marktverlängerung zum Einsatz kommen sollen, sämtliche Notstromgruppen, die Ihnen zur Kenntnis gebracht werden, festzuhalten. Die zur Verfügung stehenden Leistungen können durch diese Massnahme auf

kostengünstige und unbürokratische Weise weiter ausgedehnt werden, sollte sich die Mangellage wieder verschärfen.

Die folgenden Absätze verschieben sich entsprechend nach hinten.

Art. 15 Abs. 2

Antrag:

Sie beachtet dafür in der folgenden Reihenfolge:

- a. ...
- b. Geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkung
- c. Tiefe Kosten
- d. Die Schonung von beschränkt verfügbaren Teilen der Reserve
- e. ...

Begründung:

Das Kriterium der geringen Schadstoffemissionen ist höher zu gewichten als die Schonung von beschränkt verfügbaren Teilen der Reserve. Gleiches gilt für den Preis. Da die Wasserkraftreserve nur einmal pro Winter abgerufen werden kann, würde eine zu hohe Gewichtung des Kriteriums «Schonung der Reserve» dazu führen, dass die Wasserkraftreserve erst im äussersten Notfall abgerufen werden – d.h. erst wenn die viel schmutzigeren und voraussichtlich teureren fossilen Reservekraftwerke und Notstromaggregate nicht mehr ausreichen.

Es darf nicht sein, dass am Ende des Winters noch die ganze Wasserkraftreserve vorhanden ist, während viel fossiles Gas und Öl zur Stromerzeugung verbrannt wurde. Eine Umkehr der Reihenfolge ist höchstens zulässig, wenn sich die Situation rascher als erwartet zuspitzt und absehbar ist, dass die Wasserkraftreserven sowieso gebraucht werden.

Art. 16, Abs. 2

Antrag:

Im Fall einer fehlenden Markträumung melden der Netzgesellschaft:

- a. die Betreiber, die an der Reserve teilnehmen: die in ihrem Teil der Reserve verfügbare Leistung;
- b. die Verbraucher, die an der Reserve teilnehmen: die in ihrem Teil der Reserve verfügbare Leistungsreduktion durch Einsatz ihrer Notstromgruppen für Eigenbedarf;
- c. die Bilanzgruppen mit einem Reservebedarf: ihren Bedarf an Elektrizität für den Folgetag.

Begründung:

Im Fall der fehlenden Markträumung soll es auch möglich sein, dass Notstromgruppen einen Reservebeitrag leisten, indem sie für den Eigenbedarf eingesetzt werden, so dass der Stromverbrauch des Verbrauchers voraussagbar und koordiniert gesenkt wird. Dies erfolgt idealerweise ebenfalls über einen Pooler koordiniert, und bevor der Bund zur Kontingentierung greifen muss.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und die Prüfung unserer Anmerkungen und Vorschläge.

Bei Fragen stehen Ihnen die Unterzeichnenden sowie unsere zuständigen Fraktionsmitglieder, Nationalrat Martin Bäumle und Nationalrat Beat Flach, gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Jürg Grossen
Parteipräsident



Noëmi Emmenegger
Geschäftsführerin der Bundeshausfraktion



DIE GEBIRGSKANTONE

Regierungskonferenz der Gebirgskantone
Conférence gouvernementale des cantons alpins
Conferenza dei governi dei cantoni alpini
Conferenza da las regenzas dals chantuns alpins

VIA MAIL

Bundesamt für Energie
3003 Bern

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Chur, den 07. November 2022

Entwurf für Winterreserveverordnung (E-WResV)

VERNEHMLASSUNG

Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Nach Einsicht in die vorerwähnten Vernehmlassungsunterlagen nimmt die Regierungskonferenz der Gebirgskantone (RKGK), bestehend aus den Kantonen Uri, Obwalden, Nidwalden, Glarus, Appenzell-Innerrhoden, Graubünden, Tessin und Wallis, gerne wie folgt Stellung:

I. EINLEITENDE BEMERKUNG

Unsere Konferenz beschränkt sich auf eine Stellungnahme zum wasserkraftbezogenen Inhalt des E-WResV. Zu weiteren Inhalt des Entwurfes äussert sich unsere Konferenz nicht.

II. STELLUNGNAHME

- 1 Wie im «Erläuternden Bericht» zum E-WResV ausgeführt, handelt es sich beim Entwurf um eine Erweiterung der Verordnung zur Wasserkraftreserve (WResV), die ja bereits in Kraft steht. Die Erweiterung betrifft aber die Bestimmungen zu den weiteren Reservekraftwerken und Notstromgruppen, zu denen wir – wie vorstehend dargelegt – keine Aussagen machen.
- 2 Art. 2 Abs. 2 der Entwurfs-Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) hält bezüglich Eckwerte u.a. fest, dass dafür vom ausserordentlichen Fall ausgegangen wird, dass der Import von Elektrizität nur sehr beschränkt möglich ist und gleichzeitig die Erzeugung im Inland tief und die Last hoch sind. Gemäss Art. 16 Abs. 1 der WResV steht die Stromreserve sodann zum Abruf frei, wenn an der Strombörse für den Folgetag die nachgefragte Menge Elektrizität das Angebot übersteigt (fehlende Markträumung). Situationen mit beschränktem Angebot, aber hoher Nachfrage führen zu extrem hohen Preisen. Dementsprechend fallen die Kosten für eine Winterreserve hoch aus. Gemäss Erläuternder Bericht des UVEK zur WResV vom Oktober 2022 wird nach groben Schätzungen für die Zeitperiode von Winter 2022/23 bis Winter 2025/26 insgesamt von rund 2,2 Mrd. Franken ausgegangen (4 Winter, entsprechend 550 Mio. Fr./J), was das Netznutzungsentgelt um durchschnittlich rund 1 Rp./kWh erhöhen würde. Zum Vergleich: Die Ende Oktober 2022 durch

Präsident: Regierungsrat Kaspar Becker
Generalsekretär: lic. iur. Fadri Ramming

Swissgrid durchgeführte Auktion für die Wasserkraftreserve im kommenden Winter umfasst 400 Mio. kWh und Gesamtkosten von 296 Mio. Euro (im Rahmen der Ausschreibung sind 149 Gebote über 672 Mio. kWh eingegangen). Der Durchschnittspreis der vorgehaltenen Energie beträgt demnach 739.97 Euro/MWh; bei einem Abruf kämen noch die zu bezahlenden Energiepreise dazu.

- 3 Daraus wird ersichtlich, dass die Winterreserve, bzw. die damit verbundene "Versicherung" **mit sehr hohen, jährlich wiederkehrenden Kosten** verbunden ist, solange es nicht gelingt, die Angebotsseite auszubauen. **Statt die Gelder zur Finanzierung einer kostspieligen «Versicherung» zu verwenden, sollten sie möglichst rasch für einen Stromproduktionszubau verwendet werden** (bei PV und Wind wurden durchs eidg. Parlament bereits erste Sofortmassnahmen beschlossen, bei der Wasserkraft bisher nur für den Höherstau von Grimsel). Bereits bewilligte, aber wegen mangelnder Wirtschaftlichkeit zurückgestellte Wasserkraftprojekte sollten ebenfalls rasch in den Genuss von Förderbeiträgen kommen, damit auch diese realisiert werden. **Im Weiteren sollten bis zum Erreichen der Zubauziele der verschiedenen Stromproduktionstechnologien ein "Bestandesschutz" bestehender Stromproduktionskapazitäten in den kommenden Jahren nicht zusätzlich reduziert werden**; dies würde die aktuell schwierige Situation nämlich weiter verschärfen.
- 4 Schliesslich unterstreichen wir erneut,
- **dass diese und künftige Bestimmungen zur Wasserkraftreserve keinerlei Eingriffe in die zwischen den verleihungsberechtigten Gemeinwesen (Gemeinden, Korporationen, Kantone) und Konzessionären konzessionsvertraglich vereinbarten Leistungen zur Folge haben dürfen.** Wir sehen derzeit keine solche Eingriffe, unterstreichen diese Forderung aber auch mit Blick in die Zukunft;
 - **dass es die Frage der ausreichenden Stromversorgung im Winter keine vorübergehende Herausforderung darstellt, sondern von längerer Dauer sein wird;**
 - **dass die Gebirgskantone bereit sind, die Belastung durch Energieinfrastrukturen für erneuerbare Energien zu tragen (Wasserkraftwerke, Solaranlagen), nicht jedoch solche für Gasreservekraftwerke.** Dies, weil die Belastung durch die erwähnten Infrastrukturen bereits ein beachtliches Mass erreicht und eine weitere Konzentration von Produktionseinheiten mit hoher Leistung in einem begrenzten Gebiet die Versorgungssicherheit des Landes gefährden kann.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

REGIERUNGSKONFERENZ DER GEBIRGSKANTONE

Der Präsident:



Kaspar Becker, Regierungsrat

Der Generalsekretär:



Fadri Ramming

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga

Per Email an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch;
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 14. November 2022¹

Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie uns eingeladen, an der Vernehmlassung des o.g. Verordnungsentwurfs teilzunehmen. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit. Die vorliegende Stellungnahme wurde in Zusammenarbeit mit der kantonalen Bau-, Planungs- und Umweltkonferenz erstellt.

I. Allgemeine Beurteilung

Die EnDK begrüsst die Verordnungsvorlage im Grundsatz, die ergänzend zur bestehenden Wasserkraftreserve die Vorhaltung weiterer Reservekraftwerke zur Stärkung der Versorgungssicherheit im Winter vorsieht. Wir weisen jedoch darauf hin, dass die Reserve kein Mittel zur langfristigen Verbesserung der Versorgungssituation ist, sondern nur in kurzfristigen Notsituationen zum Einsatz kommt. Sie ist kein Mittel zur Behebung einer drohenden, länger andauernden Energiemangellage. Der Ausbau der erneuerbaren Energien im Inland muss deshalb mit aller Kraft vorangetrieben werden.

Was die Winterreserve angeht, so muss aus Sicht der EnDK dringend geklärt werden, wie die Abrufreihenfolge und die Kriterien zum Abruf der einzelnen Reserven definiert sind. Dabei ist insbesondere auch die Verfügbarkeit der Brennstoffe zu beachten. Gleichzeitig muss auch das Zusammenspiel mit den verbrauchsseitigen Massnahmen zeitnah geklärt werden. Insbesondere die relativ milden Massnahmen, wie etwa Verbrauchsbeschränkungen im öffentlichen Raum oder im Privatbereich (Schaufensterbeleuchtung, private Saunen etc.) sind frühzeitig zu treffen – und zwar *bevor* wertvolle Energie aus der Hydroreserve angezapft wird oder umweltschädigende Reservekraftwerke angeworfen werden.

Die Beschaffung der verschiedenen Reserven, insbesondere der Hydroreserve, ist sehr teuer. Deshalb schlagen wir vor, zu prüfen, ob eine Auktionierung der Nachfragereduktion günstiger zu realisieren wäre und ob im Hinblick auf den Winter 2023/2024 eine solche, mindestens ergänzend zu den Produktionsreserven, eingerichtet werden könnte. Sie könnten die Kosten für die Versicherungslösung insgesamt senken.

Die Kantone befürworten, dass die Vorlage neben mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Kraftwerken auch die Kontrahierung von Notstromaggregaten vorsieht. Auf dieses vorhandene Potenzial sollte in Knappheitssituationen zurückgegriffen werden. Der Einbezug der Notstromaggregate hat jedoch Auswirkungen auf den Vollzug von kantonalen Energie- und Umweltvorschriften, insbesondere Vorgaben zur verpflichtenden Abwärmenutzung. In der Verordnung muss aus unserer Sicht eine Bestimmung eingefügt werden, wonach diese kantonalen Vorgaben temporär ausser Kraft gesetzt werden.

Nachfolgend nehmen wir zu einzelnen Aspekten des Entwurfs Stellung.

¹ Aktualisierte Version im Vergleich zur ersten Version vom 10.11.2022.

II. Stellungnahme zu einzelnen Aspekten der Vorlage

1. Übersteuerung der kantonalen Energie- und Umweltgesetzgebungen (Art. 13)

Damit Reservekraftwerke und/oder Notstromgruppen zur Verhinderung einer Strommangellage zum Einsatz kommen können, müssen die kantonalen Bestimmungen zur Abwärmenutzung angepasst oder übersteuert werden.

Mit Ausnahme des Kantons Uri haben alle Kantone Bestimmungen zur fachgerechten und vollständigen Abwärmenutzung bei mit fossilen Brennstoffen betriebenen Elektrizitätserzeugungsanlagen gemäss Teil K der Mustervorschriften der Kantone im Energiebereich (Art. 1.43 Abs. 1 -3, MuKE 2014) in ihre kantonalen Energiegesetze aufgenommen. Auch bei mit erneuerbaren Brennstoffen betriebenen Elektrizitätserzeugungsanlagen ist die entstehende Wärme fachgerecht und weitgehend zu nutzen.

Die Erstellung von Anlagen zur Notstromerzeugung sowie deren Betrieb für Probeläufe von höchstens 50 Stunden pro Jahr ist ohne Nutzung der im Betrieb entstehenden Wärme zulässig (Art. 1.43 Abs. 4, MuKE 2014).

Das heisst, sowohl der Betrieb von fossil betriebenen Reservekraftwerken wie auch der Betrieb von Notstromaggregaten während mehr als 50 Stunden ist gemäss diesen kantonalen Vorgaben nicht zulässig (auch Notstromaggregate dürfen nur bei Vorliegen eines Stromausfalls länger als 50 Stunden ohne Abwärmenutzung betrieben werden). Soll dies zur Verhinderung einer Energiemangellage ermöglicht werden, muss der Bund diese kantonalen Bestimmungen per Notverordnung unter Berufung auf eine unmittelbar bevorstehende Mangellage ausser Kraft setzen.

Überdies enthalten in mehreren Kantonen die Umweltgesetzgebungen Bestimmungen zum Betrieb von Anlagen zur Stromerzeugung aus Verbrennungsmotoren mit unterschiedlichen Brennstoffen (Diesel, Heizöl, Gas, Holz, etc). Sie sind teils aus eidgenössischem Recht abgeleitet, bspw. Verschärfungen von Emissionsbegrenzungen der Luftreinhalteverordnung, teils betreffen sie eigenständiges kantonales Recht. Die betroffenen kantonalen Erlasse müssten in derselben Art angepasst werden, damit die Bundeserlasse und deren Anpassungen gesetzeskonform umgesetzt werden können.

Antrag: Übersteuerung von kantonalem Recht

Um den Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten zu ermöglichen, muss der Bund die kantonalen Bestimmungen zur Abwärmenutzung sowie allfällige kantonale Luftreinhalte- und Lärmschutzvorschriften unter Berufung auf das Landesversorgungsgesetz während der Dauer des Einsatzes dieser Anlagen ausser Kraft setzen.

2. Aggregate ohne Netzanschluss (Art. 13)

Aus der Vorlage geht nicht hervor, ob auch Notstromaggregate kontrahiert werden können, die nicht ans öffentliche Stromnetz angeschlossen sind. In einer unvorhergesehenen Knappheitssituation wäre der Einsatz auch nicht ans Stromnetz angeschlossener Anlagen zu begrüssen, da sie die Netze entlasten. Es sollte daher klargestellt werden, dass auch Notstromaggregate ohne Netzanschluss in die Reserve aufgenommen werden können.

Antrag: Einfügen eines neuen Absatzes 6 in Art. 13:

⁶ Die Teilnahme an der ergänzenden Reserve kann auch durch Notstromaggregate erfolgen, die nicht an das öffentliche Stromnetz angeschlossen sind.

3. Auktionen für Nachfragereduktion (Artikel 1 Abs. 2)

Die Vorlage sieht bislang keine Massnahmen zum Demand Side Management vor. Es werden lediglich Massnahmen auf der Produktionsseite adressiert. Wie sich bei der ersten Auktionierung für die Wasserkraftreserve gezeigt hat, sind die Kosten für diese Reserve mit rund 296 Mio. CHF sehr hoch. Deshalb schlagen wir vor, zu prüfen, ob eine Auktionierung der Nachfragereduktion günstiger zu realisieren wäre und ob im Hinblick auf den Winter 2023/2024 eine solche eingerichtet werden könnte. Sie könnten die Kosten für die Versicherungslösung insgesamt senken.

Antrag:

Es ist zu prüfen, ob für den Winter 2023/2024 Auktionen zur Nachfragereduktion durchgeführt werden können.

4. Abrufordnung (Art. 15)

Gemäss der Vorlage bestünden in der Reserve drei unterschiedliche Technologien. Zu welchem Zeitpunkt welche Technologie unter welchen Bedingungen zum Zug kommt, wird aus der Vorlage nicht ersichtlich. Zwar gibt Art. 15 «Hauptanliegen und Kriterien» (erläuternder Bericht) vor, nach denen eine Abrufordnung erstellt werden soll. Die konkrete Festlegung dieser Ordnung soll jedoch die ECom übernehmen. Die Festlegung des Zusammenspiels zwischen den Technologien ist in unseren Augen das zentrale Element der Energiereserve. Es geht hier konkret um eine Abwägung zwischen den Interessen der Gewährleistung der Energieversorgung, der Luftreinhaltung, des Klima- und Umweltschutzes sowie der Bezahlbarkeit für die Verbraucherinnen und Verbraucher.

Die Abrufordnung gilt es nun zeitnah zu definieren. Sie muss der ECom die notwendige Flexibilität lassen, in Abhängigkeit der jeweiligen Situation flexibel zu entscheiden, welche Reserve eingesetzt wird – d.h. je nachdem, welche Energiemengen in welchem Zeitraum voraussichtlich fehlen und wie die Prognose für den Füllstand der Speicherseen aussieht. Die Hydroreserve ist aufgrund ihrer hohen Leistungsvorhaltung besonders wertvoll für die Systemstabilität. Die Reservekraftwerke und/oder Notstromaggregate sollten deshalb vorgezogen werden können, wenn der Füllstand der Speicherseen absehbar knapp wird und die Gefahr besteht, dass die nötige Leistung nicht mehr zur Verfügung stehen würde.

Gleichzeitig gilt es, die Abhängigkeit auf die Verfügbarkeit von Brennstoffen, insbesondere auch im Zusammenspiel mit der möglichen Umstellung der Zweistoffanlagen, im Auge zu behalten.

In der Abrufordnung wird zudem die Berücksichtigung des Emissionsverhaltens als Priorisierungsmerkmal ausgeführt. Die Priorisierung der Reservekraftwerke nach Emissionsverhalten und die gebotene Aufsicht über die Erfüllung von gesetzlichen Vorgaben können indes nur durch die für den Vollzug der Umweltvorschriften zuständigen kantonalen Behörde vorgenommen werden. Diese ist deshalb bei der Festlegung frühzeitig einzubeziehen. Die Mehremissionen betreffen verschiedene Luftschadstoffe mit unterschiedlicher Toxizität, Gesundheits- und Umweltrelevanz; bspw. Russ, Stickoxide, Kohlenmonoxid, sowie höhere Lärmbelastungen vor allem in den Nachtstunden. Zudem können die Mehremissionen zu übermässigen Immissionen führen. Eine Bewertung der Emissionen, der Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit, die Prüfung geeigneter Emissionsminderungsmassnahmen und Einordnung der Kosten im Verhältnis zum Nutzen kann nur sinnvoll erfolgen, wenn die genannten Aspekte gesamtheitlich beurteilt werden. Geltendes Umweltrecht und dessen Umsetzung basiert u.a. auf dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit, die technische und betriebliche Machbarkeit und wirtschaftliche Tragbarkeit von Umweltmassnahmen für deren Anordnung voraussetzt.

Artikel 15 berücksichtigt zwar die Umweltauswirkungen bei der Festlegung der Abrufreihenfolge. Indes werden tiefe Kosten höher gewichtet als schädliche oder lästige Umweltauswirkungen, was letztlich widersprüchlich und kontraproduktiv ist. Eine Anlage, die bezüglich Umweltauswirkungen vorbildlich ausgerüstet ist und Umweltschäden möglichst vermeidet, ist teurer in der Anschaffung und im Betrieb. Wenn sie die notwendigen Anforderungen zur Sicherstellung oder Verbesserung der Versorgungssicherheit erfüllt oder nachgerüstet werden kann, soll ihr aus Kostengründen nicht eine Anlage mit erheblich höheren oder schädlicheren Emissionen vorgezogen werden.

Antrag:

1. Die Kriterien für die Abrufordnung müssen zeitnah definiert werden und sollen der ECom die nötige Flexibilität lassen, die Reserven so einzusetzen, dass das Gesamtsystem unter Berücksichtigung der jeweiligen Prognosen möglichst stabil bleibt.

2. Die für den Vollzug von Umweltvorschriften zuständige kantonale Behörde ist zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Festlegung und Priorisierung von Reservekraftwerken frühzeitig einzubeziehen. In der Reihenfolge der Abrufbedingungen sind die Umweltauswirkungen unter Abs. 2, Bst. d und Bst. e den Kosten, Abs. 2, Bst. c, vorzuziehen.

5. Kriterien des konkreten Abrufs festlegen (Art. 16 Abs. 3)

Neben der noch offenen Abrufordnung sind die Kriterien für den konkreten Abruf, den Swissgrid vornehmen soll, unklar. In Artikel 16 Abs. 3 heisst es, dass die Netzgesellschaft den Abruf «nach der Abrufordnung und diskriminierungsfrei» vornehmen soll. Da die Bestimmung keine Priorisierung enthält, erscheint fraglich, wie Swissgrid im Zweifelsfall entscheiden soll; Zielkonflikte sind mit dieser Formulierung vorprogrammiert.

Antrag:

In Art. 16 Abs. 3 ist klarzustellen, nach welchem Prinzip die Netzgesellschaft die Reserve im Zweifelsfall abzurufen hat.

6. Abrufentschädigung (Art. 17)

Im Hinblick auf einen möglicherweise längerfristigen Betrieb von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, der nach heutigem Kenntnisstand nicht auszuschliessen ist, aber auch für den befristeten, kurzzeitigen Einsatz bis Mai 2023, sind emissionsmindernde Massnahmen möglich, respektive werden notwendig und sind technisch machbar. Die Nachrüstung der Anlagen ist mit Kosten verbunden, deren Entschädigung zu prüfen und ermöglichen ist. Dabei ist dem Gleichheitsgebot in geeigneter Weise Rechnung zu tragen. Bestehende Anlagen, die gesetzeskonform betrieben werden und deren Erstellung und Betrieb mit Aufwand verbunden waren und weiterhin sind, sollen keine Ungleichbehandlung zu ihrem Nachteil erfahren, was letztlich mit unerwünschten Wettbewerbsnachteilen verbunden sein wird. Zu erwägen ist, ob die Höhe der Entschädigung den Mehraufwand bei Anschaffung und Betrieb von bestehenden und umweltkonformen Anlagen angemessen berücksichtigen kann.

Antrag

Die Entschädigung von behördlich angeordneten Umweltmassnahmen ist unter Berücksichtigung des Gleichheitsgebots und bereits getätigter Umweltleistungen geeignet aufzunehmen.

7. Kosten und Finanzierung (Art. 19)

In Kapitel 2, «Finanzielle, personelle und weitere Auswirkungen auf Bund, Kantone und Gemeinden», wird auf den Mehraufwand im Vollzug hingewiesen. Insbesondere werden Standortkantone einen erheblichen Aufwand erfahren, dessen Abgeltung nicht in jedem Fall durch bestehende Gebührenordnungen abgedeckt ist. In Art. 19 ist diesem Umstand Rechnung zu tragen.

Antrag

Behördlicher Mehraufwand zur Wahrnehmung von Umweltvollzungsaufgaben, die nicht durch bestehendes Gebührenrecht abgedeckt ist, soll abgegolten werden.

8. Zusammenspiel mit Massnahmen auf der Nachfrageseite klären

Nicht nur die Abrufreihenfolge und -kriterien innerhalb der produktionsseitigen Reserven gilt es zeitnah zu klären, sondern auch das Zusammenspiel mit den nachfrageseitigen Massnahmen. Es darf nicht sein, dass die letzte Kilowattstunde aus der Hydroreserve turbinert und der letzte Liter Heizöl verbrannt ist, bevor nachfrageseitige Massnahmen getroffen werden. Insbesondere die relativ milden Massnahmen, wie etwa Verbrauchsbeschränkungen im öffentlichen Raum oder im Privatbereich (Schaufensterbeleuchtung, private Saunen etc.) sind frühzeitig zu treffen – und zwar *bevor* wertvolle Energie aus der Hydroreserve angezapft wird oder umweltschädigende Reservekraftwerke angeworfen werden.

Die Kriterien, wann welche verbrauchs- und produktionsseitigen Massnahmen getroffen werden, sind zeitnah und transparent festzulegen, beispielsweise in Abhängigkeit des Füllstandes der Speicherseen,

der erwarteten Importverfügbarkeit, der inländischen Kraftwerksverfügbarkeit sowie des Landesverbrauchs.

Sowohl die Kriterien wie auch die aktuellen Daten sind dort, wo aus sicherheitspolitischen Überlegungen nichts dagegenspricht, öffentlich zu machen, damit Wirtschaft und Bevölkerung sich auf ein Krisenszenario vorbereiten können und auch entsprechende Anreize zum Sparen haben.

Antrag:

Es braucht mehr Transparenz in der Frage, wann welche Massnahmen ausgelöst werden und wie die verschiedenen Massnahmen (produktions- und verbrauchsseitig) zum Zuge kommen.

9. Schaffung einer ausreichenden Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Winterreserve

Wir weisen darauf hin, dass der bestehende Art. 9 StromVG, auf den sich der vorliegende Entwurf stützt, keine ausreichende Rechtsgrundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve auf Verordnungsstufe darstellt. Die fehlende gesetzliche Verankerung führt zu zahlreichen Unsicherheiten und Risiken für die beteiligten Akteure, besonders jedoch für Swissgrid, welche die Ausschreibungen der Wasserkraftreserve organisiert und durchführt.² Die Kantone fordern daher den Bund dazu auf, eine ausreichende gesetzliche Grundlage zu schaffen.

Antrag:

Spätestens mit der nächsten Revision des StromVG muss eine ausreichende gesetzliche Grundlage für die Einrichtung einer Wasserkraftreserve geschaffen werden.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und stehen gerne für Rückfragen zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Roberto Schmidt
Präsident EnDK



Jan Flückiger
Generalsekretär EnDK

² Gemäss Art. 9 Abs. 2 StromVG darf der Bundesrat in der Praxis Ausschreibungen ausführen, nicht jedoch Swissgrid.



3003 Bern

ECom; gom

POST CH AG

per E-Mail

Bundesamt für Energie
Herr Mohamed Benahmed
Herr Martin Michel
3003 Bern

Aktenzeichen / Referenz: ECom-041-199/1/3

Ihr Zeichen:

Bern, 18. Oktober 2022

041-00199: Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve

Sehr geehrter Herr Benahmed
Sehr geehrter Herr Michel

Wir danken für die Gelegenheit, im Rahmen der Vernehmlassung der Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) eine Stellungnahme abzugeben.

Gerne nehmen wir zu den einzelnen Bestimmungen und den entsprechenden Erläuterungen wie folgt Stellung:

Erläuternder Bericht Ziff. 3 (Auswirkungen auf Wirtschaft, Umwelt und Gesellschaft)

Angesichts der teilweise bereits feststehenden Kosten für das Reservekraftwerk in Birr mit einer Leistung von rund 280 MW bei einer Laufzeit von 4 Jahren erscheint der Verweis auf die Kostenschätzung der ECom für 1000 MW und einer deutlich längeren Laufzeit von 700 bis 900 Millionen Franken gemäss «Konzept Spitzenlast-Gaskraftwerk zur Sicherstellung der Netzsicherheit in ausserordentlichen Notsituationen» nicht adäquat – mindestens sollte eine Einordnung der unterschiedlichen Kostenschätzungen vorgenommen werden.

Es sollte ferner geprüft werden, ob die geschätzten 2.2 Milliarden Franken für die Kosten der Wasserkraftreserve bis und mit Winter 2025/2026 aus heutiger Sicht noch aktuell sind. Dies vor dem Hintergrund, dass die für den Winter 2022/23 beschaffte Reserve im Umfang von 400 GWh Vorhaltungskosten im Umfang von 296 Mio. CHF verursacht.

Ingress

Antrag

gestützt auf die Artikel 9, 15 Absatz 4, 29 Absatz 1 Buchstabe g und 30 ~~Absatz 2~~ Absätze 2 und 3 des Stromversorgungsgesetzes

Begründung

Aufgrund der Regelung in Artikel 19 Absatz 2 Buchstabe a, welche eine Finanzierung über das Netznutzungsentgelt vorsieht, sollte im Ingress auch Artikel 15 Absatz 4 StromVG Erwähnung finden. Der Bundesrat macht zudem auch von seinem Recht auf Übertragung der Kompetenz zum Erlass technischer und administrativer Vorschriften auf das BFE gemäss Artikel 30 Absatz 3 StromVG Gebrauch.

Artikel 1

Antrag zu Absatz 2 Buchstabe c

die Grundsätze für das Zusammenspiel dieser zwei Reserveteile im Falle eines Abrufs von Elektrizität.

Begründung

Das Zusammenspiel legt gemäss Artikel 15 Absatz 1 die ECom fest. Die Verordnung legt nur die Grundsätze fest, an denen sich die ECom dabei orientiert.

Artikel 2

Antrag Erläuternder Bericht zu Absatz 2

Der ECom steht es frei, ob sie die Wasserkraftreserve von Anfang an so dimensioniert, dass diese voraussichtlich den geforderten Beitrag leisten kann, oder ob sie die Wasserkraftreserve erst zu einem späteren Zeitpunkt, wenn sich der Bedarf konkret(er) abzeichnet, mittels eines vorzeitigen Einsatzes der Reservekraftwerke aufstockt. Bei einer sehr guten Prognose hinsichtlich der Versorgungssicherheit kann dies auch bedeuten, dass die ECom die Wasserkraftreserve sehr klein dimensioniert oder gänzlich auf deren Bildung verzichtet.

Begründung

Die ECom würde die obige Präzisierung im Erläuternden Bericht begrüssen, um klarzustellen, dass es bei sehr guter Prognose für die Versorgungssicherheit im Winter angesichts der ergänzenden Reserven grundsätzlich denkbar ist, zunächst gar keine Wasserkraftreserve zu bilden.

Antrag zu Absatz 3 Buchstabe h

Buchstabe h sei zu streichen und in Artikel 18 zu regeln.

Begründung

Die Vorgaben zum Aufgeld für die beanspruchte Reserveenergie beziehen sich nicht nur auf die Wasserkraftreserve sondern generell auf die Stromreserve und sollten daher im 4. Abschnitt (Einsatz und Abruf der Reserve) geregelt werden (s. Bemerkungen zu Art. 18).

Artikel 5

Antrag zu Absatz 3

Die ECom schlägt vor, dass die Betreiber mit der hoheitlichen Verpflichtung des UVEK gemäss Artikel 4 von vornherein auch verpflichtet werden, die Vorgaben gemäss der mit den anderen Betreibern abgeschlossenen Vereinbarung einzuhalten und regt eine entsprechende Anpassung des Verordnungstextes an.

Begründung

Gemäss Absatz 1 müssen die Vereinbarungen zwischen der Netzgesellschaft und den Betreibern von Wasserkraftwerken (im Gegensatz zu den Vereinbarungen für Reservekraftwerke gemäss Artikel 9) einheitlich sein und es ist kein Bedürfnis für individuelle Vereinbarungen ersichtlich. Eine gesonderte Festlegung der Inhalte der Vereinbarung durch die ECom ist daher nicht erforderlich.

Antrag 1 zu Absatz 4

Die Netzgesellschaft legt den Abruf im Verhältnis mit den Bilanzgruppen fest. Sie ~~kann~~ legt eine entsprechende Mustervereinbarung vorgängig der ECom vor~~legen~~; diese kann Änderungen verlangen, falls die Mustervereinbarung nicht sachgerecht ist.

Begründung

Die Kompetenz der ECom, Änderungen zu verlangen, erscheint nur sinnvoll, wenn die Vorlage zwingend ist.

Antrag 2 zu Absatz 4

Absatz 4 sei zu streichen und neu in Artikel 18 zu regeln.

Begründung

Die Vereinbarung zwischen der Netzgesellschaft und den Bilanzgruppen bezieht sich nicht nur auf die Wasserkraftreserve sondern generell auf die Stromreserve und sollten daher im 4. Abschnitt (Einsatz und Abruf der Reserve) geregelt werden (s. Bemerkungen zu Art. 18).

Artikel 9

Antrag zu Absatz 2 Buchstabe e

die Inhalte nach Artikel 5 Absatz 2 Buchstaben d~~r~~ und e~~und~~g.

Begründung

Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe g sieht eine Konventionalstrafe nach den Vorgaben der ECom in den Eckwerten für die Wasserkraftreserve vor. Diese Vorgabe der ECom berücksichtigt spezifische Aspekte der Wasserkraftreserve und enthält daher u. U. keine sachgerechte Vorgabe für eine Konventionalstrafe im Kontext von Reservekraftwerken/Notstromgruppen (erstere haben z. B. im Gegensatz zu den Wasserkraftwerken per Definition gar keine Möglichkeit, Energie am Markt abzusetzen). Die Konventionalstrafen im Rahmen der ergänzenden Reserve sollten daher unabhängig von der Konventionalstrafe im Bereich der Wasserkraftreserve in den Vereinbarungen gemäss Artikel 9 und 14 vom BFE definiert werden (so wie es im erläuternden Bericht bereits ausgeführt wird).

Artikel 12

Antrag zum erläuternden Bericht

Für die ECom ist nicht nachvollziehbar, inwiefern heute die formell-gesetzlichen Grundlagen für die Ausschreibung neuer Reservekraftwerke fehlen soll. Gemäss Artikel 9 Absatz 2 StromVG kann der Bundesrat wettbewerbliche Ausschreibungen für die Beschaffung von Elektrizität durchführen, wobei gemäss Artikel 9 Absatz 1 Buchstabe b StromVG unter der Beschaffung von Elektrizität insbesondere auch der Ausbau von Erzeugungskapazitäten zu verstehen ist. Eine sog. Vorwirkung der Regelung im Mantelerlass ist hingegen unzulässig, abgesehen davon, dass diese noch gar nicht verabschiedet ist. In den Erläuterungen sollte somit dargelegt werden, dass/warum Artikel 9 StromVG eine genügende formell-gesetzliche Grundlage für Artikel 12 darstellt.

Artikel 13

Antrag zu Absatz 1

Das UVEK bildet die ergänzende Reserve auch mit den Betreibern von Notstromgruppen, mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme ~~im~~ ab Februar 2023 geeinigt hat.

Begründung

-

Antrag zu Absatz 3

Ist zu erwarten, dass es mit einer weiteren Ausschreibung nicht gelingt, die ergänzende Reserve im erforderlichen Umfang und zu angemessenen Entgelten zu bilden, so kann das UVEK analog zu Artikel 4 8 die Betreiber von Notstromgruppen zur Teilnahme an der Reserve verpflichten. Eine solche Verpflichtung ist nicht möglich bei Notstromgruppen, die zu militärischen oder anderen kritischen Infrastrukturen gehören.

Begründung

Die Analogie zu Artikel 8 ist naheliegender als die Analogie zur Verpflichtung zur Teilnahme an der Wasserkraftreserve.

Artikel 15

Bemerkung zu Absatz 3

Die ECom geht davon aus, dass die Bedingungen des Abrufs abschliessend in den Vereinbarungen gemäss Artikel 9 und 14 i. V. m. Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe d definiert sind, wobei die ECom bei der Festlegung mitwirken kann (Art. 10 Abs. 2). Von der ECom ist somit lediglich festzulegen, wann ein Kraftwerk (gemäss den in der Vereinbarung definierten Bedingungen) in einen Bereitschaftsmodus versetzt wird, in dem es (wiederum gemäss den in der Vereinbarung definierten Bedingungen) abgerufen werden kann. Dies sollte in den Erläuterungen ausgeführt werden.

Antrag zu Absatz 4

Die ECom kann die Abrufordnung ~~für den laufenden und den nächsten Winter~~ unter Berücksichtigung der betrieblichen Anforderungen der Netzgesellschaft bei Bedarf jederzeit anpassen.

Begründung

Wenn sachliche Gründe dafür bestehen, sollte die Abrufordnung jederzeit angepasst werden können. Dabei ist jedoch zu berücksichtigen, dass Anpassungen auch in die (IT-)Prozesse der Netzgesellschaft integriert werden müssen.

Artikel 17

Bemerkung zu den Absätzen 4 und 6

Die in Artikel 4 und 6 festgelegten Kompetenz der ECom zur Festlegung von Parametern für die Berechnung der Abrufentschädigung und die Begrenzung übermässiger Gewinne ist aus unserer Sicht erklärungs- und präzisierungsbedürftig. Wie auch im Erläuternden Bericht festgehalten ist, ist die Abrufentschädigung Teil der Vereinbarungen gemäss Artikel 5, 9 und 14. Während es mit Blick auf die Vereinbarungen, welche die Netzgesellschaft mit den Betreibern von Speicherwasserkraftwerken abschliesst, naheliegend ist, dass die ECom vorab in den Eckwerten die Abrufentschädigung festlegt, ist die Ausgangslage bei den Verträgen mit den Betreibern der ergänzenden Reserve eine andere: Vertragspartnerin ist hier nicht die unter der Aufsicht der ECom stehende Netzgesellschaft, sondern das BFE. Zwar zahlt auch hier die Netzgesellschaft die Entschädigung basierend auf vorab festgelegten einheitlichen Parametern aus. Diese Parameter sind aber nicht nur Berechnungsgrundlage für die nationale Netzgesellschaft, sondern auch Grundlage für die Regelung der Abrufentschädigung in den Vereinbarungen gemäss Artikel 9 und 14 bzw. für Ausschreibungen zur Aufnahme von Betreibern in die ergänzende Reserve. Artikel 17 Absatz 6 suggeriert, dass auch bei der Entschädigung des Abrufs für die Anbieter die Möglichkeit einer Gewinnerwirtschaftung bestehen kann. Unklar ist, in welchem Ausmass und auf welcher Basis sich ein solcher Gewinn berechnen und rechtfertigen liesse. Werden dem Betreiber etwa Möglichkeiten zur Bewirtschaftung der benötigten Gas- oder Heizölressourcen eingeräumt, hängt die Gewinn- oder auch Verlussterzielungsmöglichkeit wesentlich von den vertraglichen Vereinbarungen über im Zusammenhang mit der Beschaffung, Vorhaltung und Auflösung allfälliger reservierter bzw. gelagerter Mengen ab. Vor diesem Hintergrund muss geklärt und präzisiert werden, wann die ECom diese Parameter festlegt und wie diese in die Vertragsverhandlungen und/oder Ausschreibungen des BFE einfließen. Vor dem Hintergrund der Komplexität der Zusammenhänge der Abruflogik und allfälliger Anreizverzerrungen bei den Betreibern der Anlagen möchten wir darauf hinweisen, dass eine solche Gewinnmöglichkeit beim Abruf kritisch zu beurteilen ist. Alternativ sollte eine strikte kostenbasierte Entschädigung des Abrufs erwogen werden.

Artikel 18

Antrag zu Absatz 1

Artikel 18 Absatz 1 sei durch eine Regelung zu ergänzen, wonach die ECom (wie im zu streichenden Art. 2 Abs. 3 Bst. h) z. H. der Netzgesellschaft Vorgaben zum Aufgeld für die beanspruchte Energie macht.

Ferner sei die Regelung in Artikel 5 Absatz 4 betreffend die Vereinbarung zwischen der Netzgesellschaft und den Bilanzgruppenverantwortlichen in Artikel 18 zu integrieren.

Begründung

Die Vorgaben zum Aufgeld für die beanspruchte Reserveenergie beziehen sich nicht nur auf die Wasserkraftreserve sondern generell auf die Stromreserve und sollten daher im 4. Abschnitt (Einsatz und Abruf der Reserve) geregelt werden. Dasselbe gilt für die Regelungen gemäss Absatz Artikel 5 Absatz 4 betreffend die Vereinbarung zwischen der Netzgesellschaft und den Bilanzgruppenverantwortlichen.

Artikel 19

Antrag

Artikel 19 Absatz 3 WResV sei wie folgt anzupassen:

[...] Er berechnet sich für das Geschäftsjahr 2023 nach den tatsächlichen Kosten, ~~dies auch bei den Kapitalkosten und, insbesondere bei der Verzinsung von Deckungsdifferenzen.~~ Ab dem Geschäftsjahr 2024 bestimmen sich die anrechenbaren Kosten der Winterreserve analog Artikel 15 StromVG.

Begründung

Voraussichtlich am 1. Januar 2023 treten neue Bestimmungen der StromVV zum Thema Deckungsdifferenzen in Kraft. Mit dem Inkrafttreten der neuen Bestimmungen fällt das von der ECom mit Swissgrid vereinbarte Spezialverzinsungsregime für das SDL-Untersegment Leistungsvorhaltung, auf welches in den Erläuterungen zur Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve bei Artikel 8 verwiesen wird, weg. Die Vorgaben der revidierten StromVV zu den Deckungsdifferenzen kommen erstmals für die Deckungsdifferenzen 2024 zur Anwendung (vgl. Art. 31m StromVV).

Die ECom ist der Auffassung, dass die Regelung der Deckungsdifferenzen in der revidierten StromVV grundsätzlich auch auf die Kosten der Winterreserve zur Anwendung kommen sollte. Gemäss Art. 18a StromVV werden Unterdeckungen im Bereich Netz nicht mehr mit dem WACC, sondern nur noch maximal mit dem Fremdkapitalkostensatz gemäss Anhang 1 StromVV verzinst. Gemäss dem mit der ECom vereinbarten Spezialverzinsungsregime dürfen zurzeit im SDL-Untersegment Leistungsvorhaltung die effektiven Zinskosten berücksichtigt werden. Dafür entfällt die Verzinsung der Deckungsdifferenz in diesem Untersegment. Nach Einschätzung der ECom liegen die effektiven Zinskosten und der Fremdkapitalkostensatz gemäss Anhang 1 StromVV nicht weit auseinander. Es rechtfertigt sich daher nicht, in Abweichung der revidierten StromVV über das Geschäftsjahr 2023 hinaus ein Spezialverzinsungsregime für die Winterreserve vorzusehen.

Der Vollzugsaufwand (d.h. anrechenbaren Kosten der Winterreserve inklusive Kapitalkosten) für das Geschäftsjahr 2023 soll, wie dies die Wasserkraftreserveverordnung für das Geschäftsjahr 2022 bereits vorsieht, gestützt auf die tatsächlichen Kosten berechnet werden. Dies gilt auch für die Kapitalkosten. Es werden keine kalkulatorischen Kosten berechnet und damit auch kein Nettoumlaufvermögen verzinst. Die für den Vollzug der Winterreserve notwendigen Vermögenswerte werden nicht verzinst. Es können jedoch die tatsächlich anfallenden Kosten im Zusammenhang mit der Kapitalbeschaffung und der Liquiditätsverwaltung geltend gemacht werden. Swissgrid kann also die tatsächlichen Zinsen für das aufgenommene Kapital, allfällige Negativzinsen für die Verwahrung bei der Bank (allfällige Zinserträge wären kostenmindernd einzurechnen), Kosten für benötigte Kreditlinien etc. geltend machen. Würde die Aufnahme von zusätzlichem Fremdkapital zu einer nachweislichen Verschlechterung der Bonität von Swissgrid führen, könnten auch diese Kosten abgerechnet werden.

Werden die Deckungsdifferenzen der Winterreserve ab dem Geschäftsjahr 2024 mit dem Fremdkapitalkostensatz gemäss Anhang 1 der StromVV verzinst, ist der Vollzugsaufwand ab dem Geschäftsjahr 2024 konsequenterweise analog Artikel 15 StromVG zu berechnen. Die Finanzierungskosten werden demnach ab 2024 rein kalkulatorisch berechnet, indem die für die Winterreserve notwendigen Vermögenswerte mit dem WACC verzinst werden. Verzinst werden somit z.B. die Anschaffungskosten von der für die Winterreserve benötigten Hard- und Software, sofern diese erst ab dem Jahr 2024 beschafft wird, sowie das Nettoumlaufvermögen.

Die Berechnung des Vollzugsaufwandes analog Artikel 15 StromVG ab dem Geschäftsjahr 2024 erleichtert die Überprüfbarkeit der geltend gemachten Kosten, da die Verzinsung der Vermögenswerte und der Deckungsdifferenzen in einem durch die Stromversorgungsgesetzgebung festgelegten Rahmen erfolgt und nicht über teilweise schwierig überprüfbare effektive Kosten. Dies ist auch im Sinne der Endverbraucher, welche die Kosten über das Netznutzungsentgelt tragen.

Wir weisen darauf hin, dass bei der Umsetzung der Weisung 2/2019 der ECom bzw. von Artikel 18a StromVV Deckungsdifferenzen über drei Jahre abzubauen sind. Eine im Geschäftsjahr 2024 entstehende Unterdeckung wird in den Jahren 2026, 2027 und 2028 eintarifiert. Die WResV gilt bis zum 31. Dezember 2026. Im Geschäftsjahr 2026 anfallende Deckungsdifferenzen müssen somit spätestens im Jahr 2030 abgebaut sein. Somit müsste Swissgrid bis ins Jahr 2030 eine Position Winterreserve in Rechnung stellen.

Antrag

Es sei entsprechend der vorstehenden Begründung eine Erläuterung zu Artikel 19 Absatz 3 aufzunehmen.

Artikel 20

Antrag zu Absatz 1

*Die Kosten, die dem Bund entstanden sind, damit Reservekraftwerke per Februar 2023 in Betrieb gehen können, sowie allfällige Mietkosten, die der Bund anstelle eines Betreibers übernimmt, werden dem Bund **von der Netzgesellschaft** ohne Verzinsung über drei Jahre aus Mitteln nach Artikel 19 Absatz 2 zurückerstattet.*

Begründung

Präzisierung durch Nennung der Adressatin der Bestimmung.

Bemerkung zu Absatz 4

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass mit der Bestimmung nur kantonale oder kommunale Rechtsgrundlagen angesprochen seien, die bei der Eröffnung der Vernehmlassung zu dieser Verordnung schon bestanden haben. Aus unserer Sicht müsste eine solche Regelung unmittelbar aus dem Verordnungstext und nicht nur aus dem erläuternden Bericht hervorgehen. Unklar ist aus unserer Sicht zudem, wie übermässige Entschädigungen vermieden werden können, falls die kantonale oder kommunale Rechtsgrundlage nicht selbst in irgendeiner Weise eine Einschränkung enthält (Angemessenheitskriterium). Ferner haben wir Zweifel, ob eine kategorischer Ausschluss solcher Abgaben in Kantonen oder Gemeinden, in denen heute keine entsprechende Rechtsgrundlage besteht, erforderlich ist.

Art. 15 Abs. 1 Bst. b StromVV

Antrag

~~den Bilanzgruppen die verursachten Kosten für die Ausgleichsenergie, inklusive der Anteile der Leistungsvorhaltung für die Sekundär- und Tertiärregelung, für das Fahrplanmanagement und für die Stromreserve gemäss WResV;~~

den Bilanzgruppen die verursachten Kosten für die Ausgleichsenergie (inklusive Anteile der Leistungsvorhaltung für die Sekundär- und Tertiärregelung) und das Fahrplanmanagement sowie Bezüge der Stromreserve gemäss Artikel 18 WResV;

Begründung

Die Abrufpreise gemäss Artikel 18 Absatz 1 WResV entsprechen nicht zwingend den verursachten Kosten.

Freundliche Grüsse

Eidgenössische Elektrizitätskommission



Werner Luginbühl
Präsident



Urs Meister
Geschäftsführer ECom

Bundesamt für Energie
Per Email
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 8. November 2022 sgv-Sc

Vernehmlassungsantwort
Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023

Sehr geehrte Damen und Herren

Als grösste Dachorganisation der Schweizer Wirtschaft vertritt der Schweizerische Gewerbeverband sgv über 230 Verbände und gegen 600 000 KMU, was einem Anteil von 99,8 Prozent aller Unternehmen in unserem Land entspricht. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Das erhöhte Risiko einer Strommangellage ist ein Staatsversagen. Die staatlich lancierte Energiestrategie 2050 beinhaltet Ausbauziele, welche nicht erreichbar sind. Die staatliche Umsetzung dieser Strategie hat den Ausbau zusätzlich verlangsamt und die bereitstehende Produktionskapazität reduziert. Die Vorschläge des sgv, den Zubau dieser Produktionskapazitäten zu erleichtern und zu beschleunigen, wurden vom Staat nicht umgesetzt. Das Risiko der Strommangellage ist also vom Staat selbst verschuldet.

Für den sgv gibt es drei Probleme mit der Winterstromreserve. Erstens setzt sie auf Technologien mit relativ zu den anderen in der Schweiz angewendeten Technologien tieferem Wirkungsgrad. Zweitens verletzt die Vorlage das Prinzip der Umweltintegrität, wenn sie die Gas- und andere Kraftwerke dem EHS unterstellt. Drittens ist die Vorlage finanziell nicht vertretbar.

Im Sinne der Notfallprävention könnte der sgv einem stofflich suboptimalen Einsatz von Primärenergieträgern zustimmen, wenn folgende Bedingungen kumulativ erfüllt sind:

- Die Reservekraftwerke müssen ihre Treibhausgasemissionen vollständig kompensieren. Dabei können sie selbst wählen, ob sie im In- oder Ausland ihre Kompensationsleistungen erbringen und ob und wie sie diese aufteilen. Diese Kompensationsleistungen müssen ausserhalb des Schweizer Reduktionsziels und NDC liegen und dürfen nicht zu Lasten anderer Sektoren gehen.
- Die Stromwirtschaft – verstanden als die über den VSE organisierten Unternehmen, und selbstverständlich nicht die Selbstversorger oder ihre Gemeinschaften –, insbesondere die Besitzer von Speicherkraftwerken, sollen zu einer Reservehaltung verpflichtet, wie dies auch bei den Ölversorgern der Fall ist. Sie dürfen nicht entschädigt werden noch ihre Kosten den Verbrauchern aufzubürden.

Bei Nicht-Erfüllung dieser Bedingungen lehnt der sgv die Vorlage ab.

Eventualiter hat der sgv verschiedene Änderungsanträge:

Art. 6 Abs. 3 – Änderung: Dass der gemäss dieser Verordnung produzierte Strom für den Markt bestimmt ist, ist zentral. Zudem soll klar gemacht werden, dass er nur für die Schweiz bestimmt ist. Also: «Die Reservekraftwerke und Notstromgruppen kommen nur für die Stromreserve im Inland zum Einsatz und produzieren keinen Strom für den Markt.»

Art. 9 Abs. 4 – Änderung: «Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist. Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.» Diese Änderung gilt sinngemäss auch für Art. 14 Abs. 2.

Art. 10 Abs. 1 – Änderung: Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein. Also: «1 Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.»

Art. 12 Abs. 1 – Änderung: In diesem Wortlaut hat das BFE die Möglichkeit, überall und alle Formen von Reservekraftwerken zu genehmigen. Das Verletzt in hohem Masse dem Prinzip der Umweltintegrität. Verschiedene Bedingungen für neue Reservekraftwerke sollen verankert werden. Also: «Art. 12 Ausschreibungen für ~~spätere neue Reservekraftwerke~~ zusätzliche Reservekapazität 1 Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für ~~neue Reservekraftwerke~~ zusätzliche Reservekapazität durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können. **Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlagenseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.**»

Art. 17 Abs. 2 und 3 – Änderung: Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies ist willkürlich. Jegliche Stromproduktion aus der Reserve soll zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der EICom mit unbekanntenen Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden. Also: «2 Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der EICom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen. Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet: a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie 1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte, 2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser. ~~b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.~~

CO2-Veordnung – Änderung: Art. 41 Abs. 1ter und Abs. 3 Neu: «~~1ter Ein Betreiber von mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Reservekraftwerken, der bei einem Abruf der Reserve nach der Winterreserververordnung vom 2023 Strom produziert und ins Netz einspeist, kann keine~~

Ausnahmen nach den Absätzen 1 und 1bis beantragen. 3 Der Ein Betreiber von mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Reservekraftwerken, der bei einem Abruf der Reserve nach der Winterreserveverordnung vom ... 2023 Strom produziert und ins Netz einspeist, ist verpflichtet, die Treibhausgasemissionen, die aufgrund der Reservehaltung entstehen, vollständig zu kompensieren. Die Kompensationsleistungen können nach Massgabe des Betreibers im In- oder Ausland, auch anteilig, erfolgen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Henrique Schneider
stellvertretender Direktor



Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Par courriel :
mohamed.venahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Berne, le 17 novembre 2022

Projet d'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver Consultation

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de prendre position sur le projet d'ordonnance concernant l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver. L'Union des villes suisses (UVS) représente les villes, les communes urbaines et les agglomérations de notre pays, soit bien trois quarts de la population suisse.

Les villes et les communes jouent un rôle central dans la politique énergétique : en tant que propriétaires d'entreprises d'approvisionnement en énergie (production et distribution), par le biais de prescriptions réglementaires en matière d'aménagement du territoire ou par la communication envers la population et l'économie. Les villes et les communes sont par ailleurs proches de la population et des autres consommateurs d'électricité, de gaz et de chaleur. Elles connaissent donc leurs besoins et leurs attentes.

L'UVS accueille favorablement les grandes lignes du projet d'ordonnance mis en consultation qui, outre la constitution annuelle d'une réserve hydroélectrique, prévoit également de recourir à des centrales de réserve ainsi qu'à des groupes électrogènes de secours afin de constituer une réserve d'électricité suffisante. Il convient en effet de faire tout le possible pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement à court terme afin d'éviter une éventuelle pénurie d'électricité en hiver. Une pénurie affecterait considérablement le fonctionnement de la société et de l'économie ainsi que des villes et des communes dans leur ensemble.

Cependant, l'UVS tient à souligner que le recours à des centrales à gaz ou à pétrole ainsi qu'à des groupes électrogènes de secours n'est acceptable qu'à courte voire moyenne échéance pour surmonter la crise actuelle. Il est en effet vital de maintenir l'objectif de la neutralité climatique d'ici à 2050 et donc de la réduction de la dépendance aux énergies fossiles importées. Dans ce contexte, la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables, qui est actuellement débattue aux Chambres fédérales, est cruciale.



Concernant la réserve d'électricité pour l'hiver, il est important de définir plus clairement l'interaction entre la réserve hydroélectrique, les centrales de réserve et les groupes électrogènes de secours. L'ordre de recours et les critères de recours aux différentes technologies doivent être précisés et l'art. 15 du projet d'ordonnance complété en conséquence. Il s'agit de mettre en balance la garantie de l'approvisionnement énergétique, la protection de l'air et de l'environnement ainsi que les coûts. Le montant des coûts ne doit pas avoir un poids plus important que les conséquences environnementales, ce qui serait à long terme contre-productif. Dans la pratique, la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) doit évidemment pouvoir disposer d'une certaine flexibilité afin de recourir aux réserves de manière à stabiliser au mieux le système dans son ensemble.

Afin de faciliter la mise sur pied d'une réserve d'électricité suffisante et de réduire son impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre, l'UVS recommande une démarche technologiquement neutre. A titre d'exemple, les installations de couplage force-chaleur (CCF) devraient également être prises en compte. Grâce à leur efficacité énergétique relativement élevée et à leur impact sur l'environnement relativement faible, ces installations constituent une alternative plus durable par rapport aux centrales de réserve.

Par ailleurs, la coordination de la réserve d'électricité avec les mesures relatives à la consommation doit également être clarifiées rapidement. Les mesures visant à limiter la consommation d'électricité, mais dont l'impact peut être considéré comme léger (p.ex. éclairage des vitrines et des panneaux publicitaires, escaliers roulants ou saunas privés) doivent être mises en œuvre avant de faire appel à la réserve d'électricité.

La mise en place de la réserve d'électricité, en particulier de la réserve hydroélectrique, étant extrêmement coûteuse, l'UVS suggère d'étudier la possibilité de procéder à un appel d'offres visant à réduire la demande d'électricité des gros consommateurs. Une telle démarche pourrait venir compléter la mise en place de la réserve d'électricité et, le cas échéant, réduire le coût global du renforcement de la sécurité de l'approvisionnement pour les quelques hivers à venir.

Les centrales de réserve à gaz et à pétrole ont un impact important sur le territoire, l'environnement et l'air ainsi qu'en terme de bruit. Par conséquent, les villes et les communes dans lesquelles sont implantées de telles centrales sont particulièrement touchées. En outre, les autorités communales concernées devront faire face à une importante charge de travail à court terme. Le rapport explicatif mentionne à ce sujet : « La Confédération est en discussion resp. va entamer des pourparlers avec des cantons et des communes ». Cette formulation étant non contraignante, l'UVS demande que les villes et/ou les communes concernées soient systématiquement impliquées dans les travaux de planification et de préparation de telles centrales.

Pour finir, l'UVS demande que l'ensemble des ordonnances en lien avec le renforcement de la sécurité de l'approvisionnement énergétique à court terme, c'est-à-dire celle relative à l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver ainsi que celles concernant les mesures de gestion réglementée dans les domaines du gaz et de l'électricité, soient publiées le plus rapidement possible. Ceci est nécessaire afin que les différents acteurs concernés, dont les villes et les communes, puissent se préparer au mieux à une éventuelle pénurie énergétique.



En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à nos remarques, nous vous adressons, Mesdames, Messieurs, nos cordiales salutations.

Union des villes suisses

Président

Anders Stokholm

Directeur

Martin Flügel

Copie Association des Communes Suisses

Département fédéral de l'environnement, des
transports, de l'énergie et de la communication
DETEC

Par courriel :
mohamed.venahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Berne, le 21 novembre 2022

Projet d'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver Prise de position de l'Association des Communes Suisses (ACS)

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Dans votre courrier du 19 octobre 2022, vous nous avez soumis l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'hiver (OIRH) pour consultation. Nous tenons à vous remercier de nous avoir donné l'occasion d'exprimer notre point de vue au nom des 1600 communes affiliées à l'Association des Communes Suisses (ACS).

L'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver (OIRH) règle l'utilisation de la réserve hydroélectrique ainsi que de centrales de réserve et de groupe électrogènes de secours afin de renforcer l'approvisionnement en électricité en Suisse et ainsi prévenir une pénurie d'électricité lors de l'hiver à venir.

Le projet actuel est constitué de l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve hydroélectrique adopté le 7 septembre 2022 par le Conseil fédéral à laquelle s'ajoute des centrales de réserve et des groupes électrogènes de secours. Le but est d'être en mesure de construire et d'exploiter des centrales électriques destinées à couvrir les charges de pointe. Le recours à des centrales de réserve intervenant en complément de la réserve hydroélectrique en tant que deuxième mécanisme fonctionnant à titre d'assurance. L'utilisation de groupes électrogènes de secours existant feraient également partie de la réserve. Cette extension de l'ordonnance se base sur la Loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LAP) qui permet au Conseil fédéral de réaliser des préparatifs pour rendre le système d'approvisionnement en électricité plus résistant dans la perspective de situations tendues et complète la réserve hydroélectrique.

L'ACS salue ce projet et appuie la prise de position de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) pour toutes les questions techniques. Toutefois, l'ACS souhaite que l'ensemble des ordonnances en lien avec le renforcement de la sécurité de l'approvisionnement énergétique pour faire face à la crise actuelle soit rapidement publié. C'est uniquement avec la connaissance de ces éléments que les communes pourront se préparer et faire face au mieux à cette situation de crise.

Les centrales de réserve à gaz et à pétrole ont un impact important sur le territoire, l'environnement et l'air ainsi qu'en terme de bruit. Par conséquent, les communes d'implantations sont particulièrement touchées. Les autorités communales concernées devront faire face à une importante charge de travail à court terme. Le rapport explicatif mentionne à ce sujet : « La Confédération est en discussion respectivement va entamer des pourparlers avec des cantons et des communes » (p.3). Cette formulation étant non contraignante, l'ACS demande que les villes et les communes concernées soient systématiquement impliquées dans les travaux de planification et de préparation de telles centrales.

En vous remerciant pour votre attention, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, à l'assurance de notre considération distinguée.

Association des Communes Suisses

Président

Directeur



Hannes Germann
Conseiller aux Etats

Christoph Niederberger

Annexe : prise de position du 14 novembre 2022 de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK)

Copies à : Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK), Union des villes suisses (UVS)

Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
3003 Bern

per Mail an:

- mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 16. November 2022

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter: Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Besten Dank für die Einladung zur oben erwähnten Vernehmlassung. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) kann der vorgeschlagenen neuen "Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter" im Grundsatz zustimmen. Folgende Punkte können wir allerdings nicht vorbehaltlos unterstützen und sehen entsprechend Anpassungsbedarf:

- Die **sehr lange Geltungsdauer** der Verordnung, welche sich bis Ende 2026 hinziehen und danach durch eine gesetzliche Regelung abgelöst werden soll, sehen wir kritisch. Letzteres ist natürlich rechtsstaatlich korrekt und angebracht, allerdings hoffen wir sehr, dass die "Winterreserve" – oder zumindest deren treibhausgasintensive Bestandteile – bis zu diesem Zeitpunkt aufgrund energiepolitischer Fortschritte nicht mehr nötig sein wird und deshalb auch nicht dauerhaft gesetzlich festgeschrieben werden muss.
- Die **Abwälzung der Kosten** sämtlicher Reserve-Elemente auf das Netznutzungsentgelt finden wir keineswegs angebracht. Gemäss Erläuterndem Bericht würde dies für die gesamte Laufzeit der Verordnung mindestens 1.4 Rp./kWh betragen (variable Kosten aus einem tatsächlich erfolgten Einsatz der Reservekraftwerke noch nicht miteingerechnet!), was mehr als 10% der Energietarife 2023 entspricht. Die Winterreserve ist ein ausserordentliches Massnahmenpaket für die Sicherung der Schweizer Stromversorgung in ausserordentlichen Zeiten und soll als solche über öffentliche Mittel finanziert werden. Die Ausgabenlast für Strom, Öl und Gas ist insbesondere für Haushalte mit tiefen und mittleren Einkommen bereits stark gestiegen und wird – etwa in Erwartung der verzögert abgerechneten Nebenkosten und der 2024 ohnehin weiter ansteigenden Strompreise – noch weiter zunehmen. Die preislichen Anreize zum Stromsparen sind damit für viele längst gegeben (und für andere mögen diese Anreize auch durch die 1.4 zusätzlichen Rp./kWh nicht entstehen).
- In der **Reihenfolge der Kriterien für die Abrufordnung** der verschiedenen Elemente der Winterreserve (Art. 15, Abs. 2) sind die "geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen" (Buchstabe d) ziemlich tief angesiedelt, was uns negativ erstaunt. Im

Erläuternden Bericht steht zwar, dass die Anlagen so betrieben werden sollen, "dass sie die CO2-Bilanz gesamthaft nicht belasten". Dies ist bei fossilen Energieträgern allerdings selbstredend nicht möglich, erst recht nicht durch den geplanten simplen Einbezug der Anlagen in das Emissionshandelssystem. Zentral muss deshalb unseres Erachtens der im Erläuternden Bericht für die Abrufordnung festgehaltene Grundsatz sein, wonach die Wasserkraftreserve unter der Voraussetzung, dass "fachlich nichts dagegen spricht", präferenziell abgerufen wird. Diesem Grundsatz widerspricht unseres Erachtens aber die ebenfalls dem Erläuternden Bericht entnommene Aussage, dass Reservekraftwerke ausnahmsweise auch vorbeugend eingesetzt werden können, "um einen künftigen Strommangel abzuwenden, indem der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zugeführt wird". Hierzu muss in der definitiven Verordnung zugunsten des Klimas Klarheit geschaffen werden.

Darüber hinaus möchten wir unterstreichen, dass wir das in Art. 17, Abs. 6 festgehaltene Prinzip der möglichen Begrenzung von im Rahmen der Abrufentschädigung erzielbarer "übermässiger Gewinne" als zentral erachten und uns diesbezüglich anstelle der "Kann"-eine "Muss"-Formulierung wünschen.

In diesem Sinne hoffen wir auf die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und danken Ihnen im Voraus herzlich.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Pierre-Yves Maillard
Präsident



Reto Wyss
Zentralsekretär

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

DETEC
Madame Simonetta Sommaruga
Cheffe du Département
Conseillère fédérale

Courriel :
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch /
martin.michel@bfe.admin.ch

Berne, le 17 novembre 2022

Sécurité de l’approvisionnement en électricité : ordonnance sur l’utilisation de centrales de réserve pour l’hiver 2022/2023. Consultation.

Madame la Conseillère fédérale,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous donner la possibilité d’exprimer notre avis sur ce projet et c’est bien volontiers que nous vous le faisons parvenir.

Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, est consciente de l’augmentation des risques de pénurie d’électricité. Or cette dernière est d’une importance capitale pour assurer des prestations de service public fondamentales mais aussi pour l’économie et les entreprises et, partant pour les emplois. C’est pourquoi, nous soutenons le renforcement de la sécurité de l’approvisionnement énergétique par différentes mesures.

Sur le principe, nous sommes donc d’accord avec l’extension de l’ordonnance sur l’instauration d’une réserve hydroélectrique en réserve hivernale, incluant des centrales de réserve et des groupes électrogènes. Nous sommes aussi d’accord que cette ordonnance soit limitée dans le temps afin qu’elle puisse, dès que possible, être remplacée par une réglementation dans la loi. Cette réglementation devra être probablement rapidement remaniée selon l’évolution de la situation énergétique dans le futur en Suisse et sur le plan européen et mondial. Nous soutenons aussi le fait que les propriétaires de centrales de réserve appropriées ou d’autres entreprises puissent être obligés de participer à la réserve.

Pour Travail.Suisse, les centrales de réserve doivent être vues comme un mécanisme complémentaire, limité dans le temps, car allant à fins contraires de l’objectif climatique de zéro net émissions de CO2 d’ici 2050. Le fait que les centrales de réserve devront participer au système d’échange de quotas d’émission (SEQUE), de manière à ne pas alourdir le bilan de CO2, ne tempère que dans une mesure limitée cet impact négatif. Nous soutenons aussi clairement le fait que les centrales de réserve ne produisent pas d’électricité pour le marché sous l’angle de la politique climatique. Il n’en demeure pas moins, pour que les installations soient disponibles en temps voulu,

qu'il faudra assouplir temporairement certaines prescriptions régissant la protection contre le bruit et la qualité de l'air. Cela montre bien la nécessité d'accélérer le développement d'une production d'électricité neutre sur le plan climatique et dont la disponibilité est aussi assurée l'hiver. La Suisse a pris trop de retard cette dernière décennie en cette matière. Cela fait maintenant des années que Travail.Suisse plaide pour une accélération du développement des énergies renouvelables et une meilleure efficacité énergétique, avec à la clé aussi la création de nombreux emplois. Dans ce contexte, il est aussi crucial de lancer une offensive de formation dans le domaine des cleantech car la pénurie de personnel qualifié devient l'un des principaux facteurs limitatifs pour le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, en plus des difficultés des chaînes d'approvisionnement.

Concernant le financement, nous acceptons du bout des lèvres qu'il s'effectue via la rémunération pour l'utilisation du transport d'électricité car cela signifie que tous les consommateurs, indépendamment de leur pouvoir d'achat, supportent ces coûts. Les bas et moyens revenus sont déjà frappés plus que de proportion par l'inflation et par la part des coûts de l'énergie dans leur budget. La limite du supportable est atteinte ou même déjà dépassée pour de nombreux ménages. En d'autres termes, toutes nouvelles mesures supplémentaires, allant au-delà de ce qui est proposé dans ce projet, pour lutter contre la pénurie de l'énergie, devront être financées de manière plus solidaire, mettant davantage à contribution les revenus aisés, une catégorie qui a d'ailleurs, en général, plus de marge de manœuvre en matière énergétique, que les bas et moyens revenus.

Il est prévu que les exploitants des centrales de réserve reçoivent une rémunération appropriée pour les coûts fixes et une indemnisation en cas de recours effectif à la réserve, les bénéfices excessifs pouvant être limités. Pour Travail.Suisse, il s'agit de préciser encore ce que l'on entend par bénéfices excessifs afin de ne pas laisser trop de marge d'interprétation et surtout il ne doit pas seulement être possible de les limiter mais cela doit aussi être une obligation. Il ne serait pas admissible que certaines entreprises tirent profit d'une situation de risque de pénurie pour faire d'importants bénéfices. La Commission fédérale de l'électricité a ici un important rôle de surveillance à jouer.

Nous renonçons à prendre position sur des aspects relativement techniques de ce projet, comme par exemple la capacité de 1000 mégawatts ou la manière dont la réserve sera mise en œuvre, n'étant pas une organisation spécialisée à ce sujet. Toutefois, la priorité doit d'abord aller à la réserve hydraulique et, ensuite, aux centrales de réserve et aux groupes électrogènes.

En vous remerciant par avance de réserver un bon accueil à notre réponse, nous vous adressons, Madame la Conseillère fédérale, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Travail.Suisse



Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse



Denis Torche, responsable du dossier politique énergétique

Bundesamt für Energie BFE
3003 Bern

Elektronisch:
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

18. November 2022

Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Teilnahme an der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve.

economisesuisse vertritt als Dachverband der Schweizer Wirtschaft rund 100'000 Unternehmen jeglicher Grösse mit insgesamt 2 Millionen Beschäftigten in der Schweiz. Unsere Mitglieder umfassen 100 Branchenverbände, 20 kantonale Handelskammern sowie mehrere Einzelunternehmen. Sämtliche dieser Unternehmen nutzen Energie für die Bereitstellung ihrer Dienste und Produkte und sind dabei auf eine zuverlässige und kompetitive Versorgung ohne Unterbruch angewiesen.

Entscheidend für die Schweizer Unternehmen ist, dass sie Strom zu wettbewerbsfähigen Preisen beziehen können. Ansonsten leidet die Wettbewerbsfähigkeit. Noch wichtiger ist für die Unternehmen, dass die Energie verlässlich zur Verfügung steht, respektive die Versorgung gesichert ist. Wir begrüssen daher, dass mit der Errichtung einer Winterreserve die Stromversorgungssicherheit adressiert wird.

Das Wichtigste in Kürze

- economisesuisse begrüsst die Bildung einer Wasserkraftreserve, denn diese kann zur Versorgungssicherheit beitragen
- Sowohl Wasserkraft- als auch ergänzende Reserve müssen technologieoffen ausgestaltet werden und dürfen das Potential von Demand-Side Management nicht vernachlässigen (Lastabwurf als Reserve)
- Für die Bildung der Reserven sind zwingend marktwirtschaftliche Instrumente zu verwenden, insbesondere Ausschreibungen und Auktionen
- Der Kosteneffizienz der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve ist hohe Bedeutung zuzumessen
- Die Verpflichtung zur Teilnahme stellt einen erheblichen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit dar und ist nur als Ultima Ratio verhältnismässig. Das Potential von Notstromaggregaten als Reserve ist zwingend zu prüfen

Einleitende Bemerkungen

economiesuisse begrüsst ausdrücklich die vom Bundesrat vorgenommenen Massnahmen in dieser Verordnung, da damit einer möglichen Mangellage im Winter entgegengewirkt werden kann. Mit der Winterreserververordnung schafft der Bundesrat eine Stromreserve zur Absicherung gegen ausserordentliche, vor allem im Winter bis Frühling auftretende Knappheitssituationen in der Stromversorgung. Eine drohende Strommangellage und daraus resultierende, erhebliche negative Auswirkungen auf Wirtschaft und Gesellschaft sollen möglichst abgewendet oder mindestens abgemildert werden. Die Stromreserve, resp. die Absicherung gegen eine schwere Mangellage, basiert auf der jährlichen Bildung einer Wasserkraftreserve, der Bereitstellung von ergänzenden Reservekraftwerken inklusive Notstromgruppen und dem Zusammenspiel der Reserven. Kann die Stromreserve nicht im notwendigen Umfang gebildet werden, können Inhaber geeigneter Wasserkraftwerke, Reservekraftwerke und Betreiber von Notstromaggregaten auch verpflichtet werden, an der Reserve teilzunehmen. Für die Beschaffung der Reserveenergie sind «in der Regel» Ausschreibungen und damit marktorientierte Allokationsverfahren vorgesehen. Die Finanzierung der Stromreserve erfolgt hauptsächlich über das Netznutzungsentgelt für das Übertragungsnetz und wird damit auf alle Stromverbraucherinnen und -Verbraucher überwältigt und somit solidarisiert.

Bemerkungen zur Wasserkraftreserve

Technologie- und Angebots-/Nachfrageneutralität:

Wie bereits in unserer Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve festgehalten, erachten wir es als wichtig, möglichst rasch eine langfristige gesetzliche Grundlage zu schaffen. Für die längerfristige Lösung möchten wir auf einen wichtigen Punkt hinweisen.

economiesuisse befürwortet klar eine technologieneutrale Ausschreibung der Speicherreserve. Eine Festlegung auf eine bestimmte Technologie ist im Interesse der Versorgungssicherheit zu vermeiden. Hierfür ist auch wichtig, dass eine Ausschreibung auch auf das Demand-Side-Management-Potential und Flexibilitäten zurückgreifen kann. Die Nachfrageseite, die über ein Lastreduktionspotential verfügt, wie auch weitere Speicherkraftwerke sollen so rasch wie möglich ebenfalls an den Ausschreibungen zu Reservekraftwerken teilnehmen können. Es ist deshalb zentral, dass möglichst rasch nach der vorliegenden, zeitlich begrenzten Lösung mit Speicherwasserkraft, in einem nächsten Schritt die Wasserkraftreserve zusätzlich auch auf andere Technologien und auch auf die Verbraucher ausgeweitet wird (Art. 3 Abs. 2), so dass sämtliche potenziellen Anbieter einer Reserve an den Ausschreibungen zugelassen sind. Das Zusammenspiel der einzelnen Reserveinstrumente sollte idealerweise vor der Ausschreibung festgelegt werden. Je früher dies geschieht, desto besser. Damit werden einerseits potenzielle Anbieter nicht diskriminiert und andererseits kann die Kosteneffizienz verbessert werden, da mit einer grösseren Anzahl an Angeboten in der Regel die Kosten sinken. Jegliche Minimierung der Zusatzkosten aufgrund der Reservebildung belastet dementsprechend die Endkunden weniger.

Bemerkungen zur ergänzenden Reserve

Technologieutralität:

An den Ausschreibungen für die ergänzende Reserve sollen Gaskraftwerke oder von anderen Energieträgern betriebene Kraftwerke und Notstromgruppen teilnehmen können (Art. 6 Abs. 2). Auch hier ist eine technologieneutrale Ausrichtung wichtig und wünschenswert. Alle Kraftwerke, welche die Anforderungen erfüllen, sollen zu den Ausschreibungen zugelassen werden. Auch hier gilt (wie bei der Wasserkraftreserve), dass damit keine potentiellen Anbieter diskriminiert werden sollen und gleichzeitig mit einer Erhöhung des Angebots die Kosteneffizienz gesteigert werden kann. Als Beispiel für weitere

Technologien sei hier die Wärme-Kraft-Kopplung genannt, sofern diese im Bedarfsfall im Winter stromgeführt betrieben werden kann. Somit sollen so rasch als möglich sämtliche potentiellen Anbieter zugelassen werden, welche die technischen Anforderungen erfüllen.

Abschaltbare Lasten auf Verbraucherseite:

Die Winterreserveverordnung betrachtet bisher nur die Produktionsseite. Sowohl im Bereich der Energievolumen (Verbrauchsreduktion statt Zusatzproduktion) wie auch bzgl. der Kosteneffizienz (im Vergleich zur Beschaffung von Stromreserven auf Produktionsseite) bieten sich auf Verbraucherseite bisher nicht berücksichtigte, attraktive Potenziale. Der Thematik «abschaltbare Lasten» muss auch in der Winterreserveverordnung Rechnung getragen werden. Die Regelungen über die Beschaffung und Vergütung von Reserveenergie müssen über die Reservekraftwerke und die Notstromgruppen hinaus auch die Allokation von Lastreduktionen zulassen. Bereits mit einer überschaubaren Zahl von Grossverbrauchern mit jeweils mehr als 100 GWh Jahresverbrauch könnte das System mit kontrollierten Lastabwürfen deutlich entlastet und die Versorgungssicherheit für das Gesamtsystem merklich erhöht werden. Bei sehr hohen Entschädigungen für die Energie-Vorhaltung oder für zusätzliche Reservekraftwerke, dürften bei wettbewerblichen Ausschreibungen auch kontrollierte Lastabwürfe von ausgewählten Grösstverbrauchern interessant sein.

Kosteneffizienz:

Bei der Allokation und beim Abruf von Reserveenergie muss die Kosteneffizienz dieser Reserveenergie sehr hoch gewichtet werden. Die beispiellose Kostensteigerung im Bereich Energiebeschaffung sowie steigende Kosten für die Netznutzung stellen die Industrie vor sehr grosse und die Grossverbraucher vor existenzielle Herausforderungen. Daher muss bei der Umsetzung der Winterreserve der Fokus unbedingt auch auf die Kosten gerichtet werden (Art. 7 Abs. 3). Wir benötigen eine Lösung zum besten Preis-Leistungs-Verhältnis resp. mit den geringsten volkswirtschaftlichen Kosten. Während sich die Kosten der Wasserkraftreserve an den Opportunitätserlösen entgangener Gewinn-Maximierungen orientiert, sind die Aufwendungen für Beschaffung und Abruf der ergänzenden Reserve kostenbasiert. Im Unterschied zur jährlich neu auszuschreibenden Wasserkraftreserve sind Reservekraftwerke zudem in der Lage, über mehrere Jahre zusätzliche Energie ins System einzuspeisen, was hohe Investitionskosten für den Bau dieser Zusatzkapazitäten relativiert. Solchen Aspekten ist bei der Dimensionierung und Beschaffung der Reserveenergie dringend Rechnung zu tragen.

Verpflichtung zur Teilnahme:

Eine Verpflichtung zur Teilnahme ist kritisch, steht im Widerspruch zur Wirtschaftsfreiheit und ist nur als Ultima Ratio verhältnismässig. Die Bedingungen zur Teilnahme an Ausschreibungen sollten so ausgestaltet werden, dass die Betreiber der in Frage kommenden Anlagen freiwillig an der Reserve teilnehmen. Sollten damit aber nicht genügend Angebote erwirkt werden können, dann kann eine Verpflichtung von Reserveenergie-Anbietern in Anbetracht einer möglichen Mangellage und den damit verbundenen Konsequenzen als Notfallmassnahme im Interesse der Landesversorgung verhältnismässig sein (Art. 8 und Art. 13 Abs. 3). Die Schäden, die eine Mangellage mit allfälligen Kontingentierungen und/oder Netzabschaltungen mit sich bringen würde, wären enorm und müssen, wenn immer möglich verhindert werden. Unterstützt wird aber, dass bei einer Verpflichtung von Notstromgruppen zur Teilnahme, Notstromgruppen, die zu militärischen oder anderen kritischen Infrastrukturen gehören, davon ausgenommen sind.

Ausschreibungen:

Grundsätzlich sollen für den Erwerb der Kapazitäten der ergänzenden Reserve wettbewerbliche Ausschreibungen durchgeführt werden. Abgesehen von den bereits bestehenden Kraftwerken des Bundes sollen jegliche weitere Kapazitäten für die ergänzende Reserve mittels wettbewerblicher Ausschreibun-

gen ermittelt werden. Damit kann aus allen eingegangenen Geboten das für das Gesamtsystem preisgünstigste Angebot den Zuschlag erhalten. Für den Erwerb weiterer Reservekraftwerke sollten zwingend Auktionen durchgeführt werden und nicht nur «in der Regel» (Art. 7 Abs. 2). Mittel- bis langfristig müssen sämtliche Reserveleistungen ausgeschrieben und die Zuschläge über wettbewerbliche Verfahren erteilt, und dafür gesorgt werden, dass ausreichend Angebote abgegeben werden.

Gemäss Art. 12 Abs. 1 der Vorlage kann das Bundesamt für Energie (BFE) Ausschreibungen für neue Reservekraftwerke durchführen. Es bleibt jedoch unklar, wann es diese durchführen würde. Weder dem Verordnungstext noch dem Erläuterungsbericht ist zu entnehmen, wie das BFE vorgehen würde. Im Erläuterungsbericht wird lediglich genannt, dass «auf mittlere Sicht Bedarf» entstehen kann. Es werden aber keine Kriterien formuliert, nach welchen diese Ausschreibungen dann gestartet würden. Hier wäre etwas mehr Verbindlichkeit wünschenswert.

Wird der Bau von neuen Reservekraftwerken ausgeschrieben, sollten diese anschliessend auch definitiv in die Reserve aufgenommen werden. Die bisherige Formulierung (Art. 12 Abs. 1) enthält für die Aufnahme in die Reserve den Vorbehalt «bei Bedarf».

Potential Notstromaggregate:

Nebst den Notstromaggregaten, die vom Bund für einen Reservepool präqualifiziert werden sollen, verbleibt ein weiteres erhebliches Potenzial von Notstromaggregaten, die den Präqualifikationsprozess aus unterschiedlichen Gründen nicht durchlaufen werden. Auch diese Notstromaggregate könnten jedoch einen wichtigen Beitrag zur Vermeidung oder für die Bewältigung einer schweren Mangellage leisten, indem sie koordiniert im netzparallelen Unterstützungs- oder Inselbetrieb betrieben werden und damit das Netz entlasten können. Der Aufbau eines solchen Pools von Notstromaggregaten für den Eigenbedarf, welcher das Potenzial der Reservekraftwerke erweitert, sollte daher als weitere zusätzliche Option geprüft werden.

Im Übrigen sei darauf hingewiesen, dass die Treibstoffversorgung für den systemdienlichen Betrieb in vielen Fällen sehr anspruchsvoll sein dürfte. Zumindest im Präqualifizierungsprozess sollte diesbezüglich eine Unterstützung der Unternehmen geprüft werden.

Notstromaggregate und Luftreinhalteverordnung:

Damit eine grössere Anzahl von Notstromgruppen in die ergänzende Reserve aufgenommen werden kann, beantragen wir eine temporäre Anpassung der Luftreinhalteverordnung (LRV). Laut Anhang 2, Ziff. 827 der LRV gilt für Verbrennungsmotoren von Notstromgruppen, die während höchstens 50 Stunden pro Jahr betrieben werden, dass die Behörde die vorsorglichen Emissionsbegrenzungen festlegt. Wenn Notstromgruppen länger als 50 Stunden betrieben werden, müssen diese gemäss Anhang 2 Ziff. 824 der LRV aufgerüstet werden, um die allgemeinen Grenzwerte für stationäre Verbrennungsmotoren einzuhalten. Wir beantragen eine Ergänzung der LRV dahingehend, dass die zeitliche Begrenzung der Betriebszeit von 50 Stunden für Notstromgruppen, welche Teil der ergänzenden Reserve für die Errichtung einer Stromreserve für den Winter sind, nicht gilt.

Darüber hinaus ist es aus unserer Sicht wichtig, auch in Bezug auf die CO₂-Gesetzgebung Rechtssicherheit zu schaffen. Es darf nicht vorkommen, dass Unternehmen, die Notstromaggregate bereitstellen, dadurch Sanktionen oder Nachteilen bei ihren Zielvereinbarungen oder im Rahmen des EHS ausgesetzt sind (bspw. wenn der Betrieb der Aggregate mit Brenn- anstatt Treibstoffen erfolgt).

Seite 5

Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung, WResV)

Vereinbarungen:

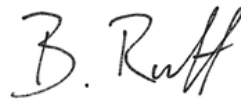
Die Vereinbarungen mit Betreibern von Reservekraftwerken müssen möglichst einheitlich sein, sodass keine Diskriminierung verschiedener Betreiber stattfindet (Art. 9 Abs. 1).

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Alexander Keberle
Mitglied der Geschäftsleitung



Beat Ruff
Stv. Leiter Bereich Infrastruktur,
Energie und Umwelt

Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK, 3003 Bern

Zürich, 18.11.2022

Per E-Mail:

- Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch

Stellungnahme zum Verordnungsentwurf über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, zum Entwurf der Winterreserververordnung (WResV) Stellung zu nehmen. Die Versorgung mit Energie ist die Kernaufgabe der Mineralölbranche. Dank unserer Unternehmen mit ihrer resilienten Logistik und dem System der Pflichtlager erweist sich Mineralöl als der zuverlässigste Energieträger in der aktuellen Energiekrise. In diesem Sinne beziehen sich die nachfolgenden Ausführungen auf die Aspekte der Verordnung, welche nicht die Wasserkraftreserve betreffen. Ebenso unterstützen wir die Stellungnahme der Carbura insbesondere in Bezug auf die Anmerkungen zu den einzelnen Artikeln der Verordnung.

Avenergy Suisse begrüsst die Bemühungen des Bundesrates, Massnahmen zur Stärkung der Stromversorgung voranzutreiben. Insbesondere begrüssen wir die Nutzung eines Teils des grossen Potentials, welches Notstromanlagen in Bezug auf Reserveleistungen bieten. Wir merken vorgängig an, dass man auf Basis der vorliegenden Verordnung noch nicht von einer «Winterreserve» sprechen kann. Zwar sieht die Verordnung den Aufbau von Reservekapazitäten in Bezug auf Kraftwerksleistung vor, jedoch nicht in Bezug auf die tatsächlich in der Schweiz eingelagerte Energiemenge in Form von Brennstoffen. Erst Kapazität und eingelagerte Energie gemeinsam ergeben eine «Stromreserve».

Unserer Ansicht nach fokussiert der vorliegende Entwurf inklusive der vorgesehenen Entschädigungsmodelle noch viel zu stark auf Gas als Brennstoff für Reservekapazitäten. Zum einen ist davon auszugehen, dass Strommangellagen unter anderem durch europaweite Gasmangellagen mitverursacht werden. Zum anderen zeigen aktuelle Studien, dass Europa bis mindestens ins Jahr 2027 unter Gasmangel im Winter leiden wird, da die notwendigen Flüssiggasinfrastrukturen noch nicht fertiggestellt sind.

Wir fordern deshalb, dass die WResV und insbesondere die Entschädigungsmodelle für Betreiber von Reservekapazitäten a priori Mineralöl als Brennstoff vorsehen. Nicht nur ist die Verfügbarkeit von Mineralöl deutlich höher, sondern können kurz- bis mittelfristig zusätzliche inländische Lagerkapazitäten aufgebaut werden. Die nötige Tanklagerinfrastruktur hierzu ist in der Schweiz bereits vorhanden.

Wenn man von Mineralöl als Hauptenergielieferant für die Reservekapazitäten ausgeht, muss ein Punkt in der Verordnung deutlich mehr Beachtung finden: die Betreiber der Reservekapazitäten können nicht erst im Falle eines Abrufs Brennstoff beschaffen. Die notwendigen Mengen an Mineralölprodukten müssen bereits vorgängig eingekauft, gelagert und die Logistik entsprechend vorbereitet sein. Diese Kosten müssen im Vergütungsmodell berücksichtigt werden.

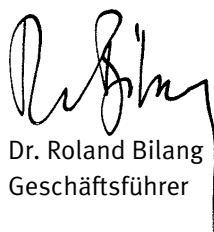
Des Weiteren erachten wir es als zwingend notwendig, die Beschränkung auf 50 Betriebsstunden im Jahr und die damit verbundene vorsorgliche Emissionsbegrenzung gemäss Art.4 der Luftreinhalteverordnung für alle Notstromanlagen in der LRV zu reformieren. Angesichts der aktuellen Versorgungslage und der unsicheren Zukunftsperspektiven brauchen die Betreiber von Notstromgruppen dringend mehr rechtliche Sicherheit für den Einsatz ihrer Anlagen.

Wir fordern, dass Einsätze von Notstromanlagen im Rahmen des Abrufs von Reservekapazitäten sowie auch beim Einsatz im Falle von lokalen Stromausfällen nicht an die beschränkten Betriebsstunden angerechnet werden. Nur so können Betreiber ihre Anlagen dem Reservepool zur Verfügung stellen, ohne befürchten zu müssen, die Aggregate auf Grund rechtlicher Einschränkungen im Ernstfall nicht für sich weiter betreiben zu können. Einsätze zum Zweck von Wartung und Tests können weiterhin unter die 50-Stunden-Beschränkung fallen. Ebenfalls muss gewährleistet sein, dass Kantone den Einsatz dieser Anlagen nicht durch von der LRV abweichende, strenge Vorschriften behindern können. Eventuell vorhandene kantonale Vorschriften sind durch die nationalen Verordnungen zu übersteuern.

Nur unter diesen Voraussetzungen glauben wir, dass genügend Anlagen für den Einsatz in der Winterreserve gefunden werden können.

Wir sind der Ansicht, dass – richtig umgesetzt – die Winterstromreserve insbesondere dank Notstromanlagen und Mineralöl einen wichtigen Beitrag zur Versorgungssicherheit in unserem Land leisten kann. In diesem Sinne stehen wir Ihnen gerne für die weiteren Arbeiten mit unserem Expertenwissen und Branchennetzwerk zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Avenergy Suisse



Dr. Roland Bilang
Geschäftsführer



Fabian Bilger
Stellvertretender Geschäftsführer

Bundesamt für Energie BFE
Pulverstrasse 13
CH-3063 Ittigen

Zürich, 18. November 2022

Vernehmlassung zur Verordnung über die Einrichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung (WResV))

Sehr geehrte Damen und Herren,

vielen Dank für die Möglichkeit an der Vernehmlassung zur Winterreserveverordnung teilzunehmen.

Mit unserer Stellungnahme zum Entwurf der Verordnung über die Einrichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) fokussieren wir auf Punkte, die für die Mitgliedsunternehmen des VSG besonders wichtig erscheinen. Uns ist bewusst, dass hier aufgrund der Dringlichkeit ein beschleunigtes Verfahren verfolgt wird, weshalb wir auch bewusst nicht auf die an vielen Stellen fehlenden Konkretisierungen zu den einzelnen Regelungen eingehen. Hier besteht Bedarf an Klärungen und entsprechender Transparenz gegenüber den verschiedenen Stakeholdern.

Höchste Priorität hat aus unserer Sicht die Anpassung folgende Punkte:

1. Beachtung und Hervorhebung der Potentiale der Wärme-Kraft-Kopplung
2. Gewährleistung eines weiterhin nicht-diskriminierenden und gleichzeitig preisgünstigen Gasnetz-Zugangs für alle Netzkunden
3. Vermeidung von Konflikten zwischen Massnahmen der Wirtschaftlichen Landesversorgung im Gasbereich und dem Abruf von Reservekraftwerken

Zusätzlich haben wir noch eine Verständnisfrage zu Art. 24, genauer der Änderung der CO₂-Verordnung vom 30. November 2012, Art. 41 Abs 1^{ter} und Abs. 3 (dazu unter 4.).

1. Beachtung und Hervorhebung der Potentiale der Wärme-Kraft-Kopplung

Der Nutzung der Wärme-Kraft-Kopplungstechnologie (WKK) kommt beim Aufbau einer klimaneutralen und effizienten Energieversorgung eine besonders hohe Bedeutung zu. Gleichzeitig schafft die WKK kosteneffizient Entlastungen im Stromversorgungssystem und zusätzliche Potentiale für hocheffiziente und klimafreundliche Reservekraftwerke. Im Verordnungsentwurf wird die WKK nicht adressiert, obwohl bei Diskussionen im Vorfeld verschiedentlich darauf hingewiesen wurde. Hier besteht die Sorge, dass z.B. über Mindestlosgrößen oder andere Gestaltungselemente von Ausschreibungen die ökologischen und wirtschaftlichen Chancen der WKK beschnitten werden könnten. Es darf nicht dazu kommen, dass z.B. über ein Vermarktungsverbot der RKW der Einsatz gesicherter WKK-Kapazitäten aus RKW-Ausschreibungen ausgeschlossen würde.

Wir beantragen deshalb in Art. 6 Abs. 2 WKK-Anlagen und Pools gesicherter Kapazitäten aus WKK-Anlagen explizit zu nennen. Art. 6 Abs. 2 a. sollte wie folgt ergänzt werden (Ergänzungsvorschläge in **Fettdruck**):

«mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Kraftwerken (Reservekraftwerke, z.B. ausgeführt als Gasturbine oder als Wärme-Kraft-Kopplungsanlage oder als ein Pool gesicherter Kapazitäten aus Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen);»

Zusätzlich beantragen wir die Anpassung des Art. 7 Abs. 2:

*«Das Bundesamt für Energie (BFE) kann weitere Betreiber in die ergänzende Reserve aufnehmen, um die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 zu erreichen. Es führt dafür in der Regel **technologieneutrale** Ausschreibungen durch.»*

2. Gewährleistung eines weiterhin nicht-diskriminierenden und gleichzeitig preisgünstigen Gasnetz-Zugangs mit transparenten Bedingungen für alle Netzkunden

Wir erachten Art. 11 als ungeeignet, die offenbar wahrgenommenen Probleme im Zusammenhang mit Netznutzungsentgelten zu lösen:

- Die Ermittlung von Netzentgelten wird wohl als nicht kostenbasiert angesehen.
- Die Netzentgelte werden wohl als unangemessen hoch angesehen.
- Tatsächlich fehlt es an konkreten Vorgaben des Gesetzgebers zu Netznutzungsentgelten im Gasbereich.

Sämtliche Entgelte, die durch Gasnetzbetreiber von Betreibern von Reservekraftwerken erhoben werden würden, werden bereits heute kostenbasiert ermittelt. Die Vorgehensweise, wie auch resultierende Entgelte sowie Bedingungen sind für alle Interessierten transparent («Entgelte für regionale und überregionale Zonen», abzurufen unter [Microsoft Word – Eruetz_2_7_neu.docx \(ksdl-erdgas.ch\)](#)) und werden diskriminierungsfrei für alle Grosskunden in der Schweiz auf Basis der Verbändevereinbarung angewendet. Diese Bedingungen sind vom

Preisüberwacher akzeptiert; ihre Einhaltung wird durch unabhängige Stellen überprüft und zertifiziert.

Es ist offensichtlich, dass in Art. 11 der unbegründete Vorwurf mitschwingt, die Nutzung von Rohrleitungen würde zu unangemessenen Entgelten angeboten. Wir sehen in diesem Artikel den unpassenden Versuch, die Versäumnisse des Bundes bei der Schaffung spezialgesetzlicher Regelungen für die Nutzungsbedingungen der Gasinfrastruktur zu umgehen. Art. 11 könnte sogar regelmässig verhindern, dass Einigungen *«auf ein angemessenes Entgelt»* stattfinden. Dies resultiert schon allein daraus, dass Betreibern von RKW die Chance auf möglicherweise geringere Entgelte/ Tarife durch Art. 11, also eine Festlegung durch das BFE, suggeriert wird. Käme es doch zu einer Einigung ohne Einschaltung des BFE, so müsste man als Betreiber eines Reservekraftwerks den Vorwurf befürchten, unnötig hohe Kosten zu erzeugen und entsprechende Kürzungen bei der Vergütung nach Art. 9 Abs. 4 und Art. 17 Abs. 6 zu erhalten. Offenbar ist also Art. 11 ungeeignet, dem Ziel der Verordnung – der Schaffung einer Stromreserve zur (schnellen) Absicherung gegen Versorgungsengpässe im Strombereich – zu dienen.

Der Verordnungsentwurf wie auch der zugehörige «Erläuternde Bericht» lassen die Fragen unbehandelt, wie ein *«kostenbasierter Tarif»* und die Einigung auf ein *«angemessenes Entgelt»* konkret auszulegen wären. Offensichtlich geht es hierbei um den jeweiligen *«Tarif für die Nutzung von Rohrleitungen»*, also das jeweilige Netznutzungsentgelt. Es fehlt also zumindest die Konkretisierung zu Grundsätzen der kostenbasierten Festlegung von Netznutzungsentgelten. Offenbar werden die branchenüblichen und in der Verbändevereinbarung fest verankerten Grundsätze (s.o.: «Entgelte für regionale und überregionale Zonen») vom Verordnungsgeber als nicht ausreichend oder ggf. sogar nicht angemessen angesehen, obwohl diese seit Jahren praktiziert, zertifiziert und vom Preisüberwacher akzeptiert werden.

Sollte es infolge der Anwendung von Art. 11 zur Anwendung gegenüber der Praxis der Verbändevereinbarung veränderter Entgelte/Tarife kommen, so müssten die hiervon betroffenen Netzbetreiber mit Diskriminierungsvorwürfen einer Vielzahl von Netzkunden rechnen. Derartigen Diskriminierungsvorwürfen würde die Wettbewerbskommission voraussichtlich folgen, solange nicht eindeutig geklärt ist, dass es sich bei Art. 11 um eine vorbehaltene Vorschrift handelt. Letzteres erscheint mit vorliegendem Entwurf nicht der Fall zu sein.

Jeder einzelne Eingriff in das bewährte Entgelt-/Tarifgefüge durch das BFE würde dazu führen, dass Entgelte/Tarife für vergleichbare Netzzugangssituationen verändert werden müssten. Da das Vorgehen nach Art. 11 nur dann relevant erscheint, wenn das BFE gegenüber der Praxis der Verbändevereinbarung niedrigere Entgelte/Tarife festlegen würde, hätte dies zur Folge, dass für alle anderen Kunden die Belastung mit Netzkosten erhöht würde.

Wir bitten die genannten Zusammenhänge zu berücksichtigen, stehen gerne für weitere Gespräche zur Verfügung und unterstützen gerne die Erstellung und Umsetzung einer spezial-

gesetzlichen Regelung wie dem GasVG. Wir erwarten, dass zu diesem Punkt kurzfristig Gespräche zwischen BFE und VSG geführt werden, die bereits durch unsere Beiträge im Vorfeld des Verordnungsentwurfs vorbereitet wurden und sich leider nicht im Verordnungsentwurf und dem Erläuternden Bericht wiederfinden.

3. Vermeidung von Konflikten zwischen Massnahmen der Wirtschaftlichen Landesversorgung im Gasbereich und dem Abruf von Reservekraftwerken

Laut Art. 10 Abs. 1 müssen die Reservekraftwerke *«möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein.»* Sollte es zu einer schweren Gasmangellage kommen und eine Verordnung zur Umschaltung von Zweistoffanlagen in Kraft treten, die eine verbindliche Umschaltung von Zweistoffanlagen vorsieht, so würde die Umschaltspflicht nach unserem Verständnis auch Reservekraftwerke betreffen. Diese dürften dann nicht mehr mit Gas betrieben werden, wie auch im Falle eines Einsatzes, der eine schwere Mangellage auslösen könnte. Gleichzeitig gehen wir davon aus, dass für den Betrieb von Reservekraftwerken nicht auf Heizöl-Pflichtlager des Bundes zugegriffen werden darf, die für die Umstellung anderer Gasverbraucher eingerichtet sind. Ist dieses Verständnis richtig? Zur Vermeidung von Fehlinterpretationen bitten wir um Klarstellung, z.B. innerhalb von Art. 10 Abs. 1.

4. Änderung der CO₂-Verordnung vom 30. November 2012, Art. 96b Abs. 2, Bst. g

Wir verstehen die hiermit erweiterte Regelung so, dass Reservekraftwerke (unabhängig von der technischen Ausgestaltung) nicht als fossil-thermische Kraftwerke gelten und damit eine Rückerstattung zwischen der bezahlten CO₂-Abgabe auf Brennstoffen und dem Mindestpreis nach Art. 17 CO₂-Gesetz nicht möglich ist. Ist unser Verständnis richtig, dass keine weiteren Wirkungen dieser Regelung vorliegen?

Angesichts der übergeordneten Interessen und an diversen Stellen fehlender spezialgesetzlicher Regelungen sind wir gerne bereit, weitere Lösungsansätze zu oben angesprochenen Kritikpunkten und weiteren zu detaillierenden Klärungspunkten zu diskutieren. Dabei verweisen wir auch auf Ihnen bereits von uns vorliegenden Stellungnahmen, deren Stossrichtung wir – voraussichtlich aufgrund des unbestritten bestehenden Zeitdrucks – nicht im Verordnungsentwurf oder dem Erläuternden Bericht wiedergefunden haben. Wir stehen ihnen gerne für Rückfragen, Diskussionen und weitere Erläuterungen zur Verfügung. Kommen sie hierfür gerne jederzeit direkt auf uns zu.

Wir bedanken uns herzlich für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in black ink, reading "Daniela Decurtins".

Daniela Decurtins
Direktorin VSG

Par email : info@gs-uvek.admin.ch
Secrétariat général DETEC

Palais fédéral Nord
3003 Berne

Granges-Paccot, le 15 novembre 2022

Consultation ordonnance sur une réserve d'hiver

Madame, Monsieur,

Nous faisons suite à l'ouverture de la consultation concernant l'ordonnance sur la réserve d'hiver et, dans le délai imparti, nous vous transmettons la prise de position de Groupe E.

Art. 6 al. 3

« Les centrales de réserve et les groupes électrogènes de secours sont utilisés exclusivement pour la réserve d'électricité; ils ne produisent pas d'électricité pour le marché. »

Pour les périodes où la réserve complémentaire n'est pas nécessaire, la Confédération devrait se garder la possibilité de permettre à l'exploitant de la centrale de réserve de sortir temporairement sur le marché ou d'offrir à Swissgrid si cela permet de réduire les coûts de cette réserve pour la Confédération et *in fine* pour tous les consommateurs.trices suisses.

Art. 7 al. 3

« Les critères suivants sont notamment pris en compte pour l'adjudication lors d'un appel d'offres:

- a. possibilité d'adapter et de mettre rapidement les installations en fonction ;
- b. montant de la rémunération pour la disponibilité ;
- c. autres critères tels que la qualité technique, la possibilité d'octroi d'une autorisation, l'impact sur l'environnement et le site retenu pour un projet. »

Nous sommes d'avis que la sécurité de l'approvisionnement en combustible doit également être un critère pris en compte lors de l'adjudication. Il s'agit notamment de la possibilité de fonctionner avec du combustible stocké sur place, la quantité de ce combustible stocké sur place et la possibilité de compléter le combustible stocké sur place lors de son utilisation.

Art. 10 al. 3

« Les générateurs peuvent être utilisés en dehors des périodes où les centrales doivent être fonctionnelles afin de maintenir la tension. »

Certaines notions devraient être précisées. Qu'entend-on par « générateur », s'agit-il des centrales de réserve et des groupes électrogènes ?

Secrétariat général

Laure Zbinden-Boulianne
Resp. Conseils Juridiques et
Affaires réglementaires
T +41 26 352 54 16
laure.zbinden@groupe-e.ch

Groupe E SA
Route de Morat 135
1763 Granges-Paccot

groupe-e.ch

Qu'entend-on par « maintenir la tension », s'agit-il uniquement des services système de Swissgrid ? Il est rappelé qu'un GRD actif par exemple contribue également au maintien de la tension aussi hors des prestations fournies à Swissgrid.

Art. 12 al. 2

« Les critères mentionnés à l'art. 7, al. 2, sont pris en compte pour l'octroi de l'adjudication. »

Il s'agit de l'alinéa 3 et non de l'alinéa 2.

Art. 15 al. 2

« Elle tient compte pour cela, dans l'ordre ci-dessous, des priorités suivantes:

...

d. limiter les émissions de polluants et les effets sur le climat ;

e. prendre en considération les autres conditions suivantes:

1. ...

...

6 les émissions de polluants et émissions sonores des différents types d'installations. »

Il conviendrait de préciser la différence entre le point d et le point e chiffre 6. S'agit-il par exemple dans le 1^{er} cas du dioxyde carbone et dans le 2^{ème} cas des oxydes d'azote ?

Art. 16 al. 1

« Il est possible de recourir à la réserve d'électricité lorsque la quantité d'électricité demandée dépasse l'offre à la bourse de l'électricité pour le jour suivant (absence d'équilibre du marché). »

Les délais indiqués semblent très courts, ce d'autant que certaines opérations liées à la centrale de Birr nécessitent 2 jours de préavis ou plus.

Art. 17 al. 3

« Pour les centrales de réserve, cette indemnisation couvre :

a. les coûts d'exploitation occasionnés par le recours à la réserve, tels que

1. les coûts liés à l'utilisation du réseau, aux agents énergétiques et aux droits d'émission,...

... »

Il faudrait parler de l'utilisation des réseaux et non pas seulement « du » réseau. Il est en effet possible que le réseau de gaz facture une partie variable, donc liée à l'énergie consommée.

Art. 17 al. 4

« La société nationale du réseau de transport détermine le montant de l'indemnisation visée à l'al. 3 sur la base de paramètres uniformes prédéfinis par l'EiCom, notamment des indices de prix pour les coûts liés aux carburants et aux droits d'émission. »

Pour les coûts liés aux carburants, il conviendrait aussi de prévoir la possibilité de tenir compte du prix d'achat (et de revente en fin de période de réserve). Cela est important si un gros stock de combustible liquide doit être effectué en début de période d'essai.

Art. 18 al. 1

« Les groupes-bilan qui ont occasionné le recours à la réserve payent à la société nationale du réseau de transport le prix du marché pour la période de recours à la réserve et un supplément analogue à celui dû dans le cas du recours à l'énergie d'ajustement. Le supplément vise à empêcher que les groupes-bilan se procurent de l'énergie dans la réserve plutôt que sur le marché. »

Il conviendrait de préciser comment le prix du marché est défini, ce d'autant que l'art. 16 prévoit que la centrale est utilisée lorsqu'il y a une absence d'équilibre du marché.

Art. 19 al. 1

« Les coûts de la réserve d'électricité se composent des éléments suivants:

- a. la rémunération pour la conservation, versée aux exploitants de la réserve hydroélectrique;
- b. la rémunération pour la disponibilité, versée aux exploitants des centrales de réserve ou des groupes électrogènes de secours;
- c. l'indemnisation pour l'énergie prélevée, versée aux exploitants concernés. »

Le point b doit aussi (pouvoir) tenir compte du risque lié au combustible, par exemple le delta marché entre l'achat d'un stock de combustible liquide en 2023 et sa revente en 2026. Il est à notre que ce différentiel de prix peut également être en faveur de la Confédération et donc de tous.tes les consommateurs.trices suisses.

Art. 24

A notre sens, cette ordonnance impacte également l'OPair, qui devrait être adaptée notamment sur les éléments suivants :

- la suppression ou la suspension de la limite de 50 heures pour les groupes de secours actuels qui pourraient participer à la réserve complémentaire ;
- la suppression ou la suspension des limites d'émissions à l'huile extra-légère qui sont trop restrictives, même pour des turbines à gaz neuves.

Nous vous remercions par avance de prendre bonne note des éléments susmentionnés et nous restons bien entendu à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous présentons, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées,

Groupe E

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
3003 Bern

per E-Mail an:

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

martin.michel@bfe.admin.ch

Philipp Mäder
Leiter Public Affairs & Kommunikation

Swisspower AG
Schweizerhof-Passage 7
3011 Bern

Telefon +41 79 656 80 94
philipp.maeder@swisspower.ch
www.swisspower.ch

17. November 2022

Stellungnahme der Swisspower AG zur Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie die Swisspower AG eingeladen, zu der genannten Verordnung Stellung zu nehmen. Wir bedanken uns für diese Möglichkeit und äussern uns gerne wie folgt.

1. Allgemeine Bemerkungen

Swisspower AG ist die strategische Allianz von 22 Schweizer Stadtwerken und regionalen Unternehmen der Versorgungswirtschaft. Insgesamt beliefern ihre Mitglieder über eine Million Energiekunden. Die Versorgungssicherheit mit Energie ist für die Stadtwerke der Swisspower-Allianz zentral. Die Swisspower-Mitglieder unternehmen alle in ihrem Bereich möglichen Anstrengungen, um die Versorgung ihrer Kundinnen und Kunden mit Energie sicherzustellen.

Die Swisspower-Allianz begrüsst in den Grundzügen die Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserververordnung, WResV) und erachtet es als wichtig, alle Massnahmen zu ergreifen, um potenzielle Energiemangellagen zu vermeiden. Unter anderem mit dem Bau der Reservekraftwerke in Birr hat der Bund bereits wichtige Schritte gemacht. Diese Winterreserververordnung, welche zeitnah umgesetzt werden soll und auf die besonders herausfordernden Winter der kommenden Jahre fokussiert ist, erscheint deshalb als sinnvoll.

Berücksichtigung von WKK-Anlagen: Für Swisspower fehlt im vorliegenden Entwurf jedoch die Technologieoffenheit bei der Umsetzung der Winterreserve. Swisspower ist der Auffassung, dass auch Anlagen zur Wärme-Kraft-Kopplung (WKK) sowohl als Energiereserve als auch als Reservekraftwerk geeignet sind und deshalb in der Verordnung berücksichtigt werden müssen. Dank der hohen Energieeffizienz und der niedrigen

Umweltbelastung stellen WKK-Anlagen eine nachhaltige Alternative zu anderen Reservekraftwerken und zum Stromimport im Winter dar. Überdies weisen WKK-Anlagen eine hohe Flexibilität in Bezug auf die verwendeten Brennstoffe (flüssig und gasförmig) auf, was bei einer drohenden Gas-Knappheit unerlässlich ist. Die dezentralen Standorte auf bereits bestehenden Energieversorgungsarealen haben zudem einen positiven Einfluss auf Netzstabilität und Bewilligungsfähigkeit.

Dauer und Zeitraum der Einsatzbereitschaft der Reservekraftwerke: Für die Betreiber von Reservekraftwerken ist es von grösster Wichtigkeit, über lang laufende Verträge zu verfügen, damit die Planungs- und Investitionssicherheit gewährt ist. Insbesondere bei neugebauten Anlagen ist dies wichtig, da die Rentabilität einer WKK-Anlage mit einer begrenzten Betriebsdauer erst dann gegeben ist. Eine klare Kommunikation der Dauer wie auch des Zeitraums der Einsatzbereitschaft ist für die Betreiber essenziell. Wünschenswert wären in diesem Fall klare Definitionen des Vorhaltezeitraums (bspw. Februar – April) und Verträge mit einer Gültigkeitsdauer von mindestens zehn Jahren. Es wäre zu begrüssen, dass der entsprechende Art. 9 Abs. 2 lit. b entsprechend präzisiert würde.

Steuerung der Nachfrageseite: Sämtliche in der vorliegenden Verordnung erwähnten Anpassungen betreffen die Angebotsseite der Energieversorgung. Zu einer effektiven Bewältigungsstrategie bei Energieknappheit sind sowohl Massnahmen auf der Angebotsseite wie auch auf der Nachfrageseite angebracht. Letztere wären in diesem Fall beispielsweise Auktionen zur Nachfragereduktion und Verbrauchsbeschränkungen im privaten und öffentlichen Bereich. Als Teil der nationalen Energiestrategie 2050 bleiben zudem die Bemühungen im Bereich der Energieeffizienz unerlässlich. Swisspower ist in diesem Gebiet zusammen mit starken Partnern über die Energieeffizienzplattform «[Energy Savers](#)» tätig und hat sich auch als Gründungsmitglied an der [Energiespar-Alliance](#) des Bundes beteiligt. In diesem Sinne plädiert Swisspower für die Prüfung von nachfrageseitigen Massnahmen zur Bewältigung von Energieknappheiten.

2. Anpassung der Verordnung

Im Folgenden werden die Anpassungsvorschläge zu den einzelnen Artikel erläutert:

Art. 6 Reservekraftwerke und Notstromgruppen

1. Die Reservekraftwerke und Notstromgruppen kommen *während der Dauer und dem Zeitraum der Verfügbarkeit gemäss Art. 9 Abs. 2 lit. b* nur für die Stromreserve zum Einsatz und produzieren *dann* keinen Strom für den Markt.

Begründung: Um die Wirtschaftlichkeit sowohl der bestehenden wie auch der zu bauenden Reservekraftwerke zu garantieren, ist es für die Betreiber der Anlagen wichtig,

dass diese in der Zeit, in welcher sie keine Einsatzbereitschaft leisten, für den Markt produzieren können. Die obenstehenden Formulierungsanpassungen schaffen diesbezüglich Klarheit.

Art. 7 Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterung

1. *Das UVEK bildet die ergänzende Reserve in einem ersten Schritt mit den Betreibern von Reservekraftwerken, mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme und eine Inbetriebnahme im Februar 2023 geeinigt hat.*
2. *Das Bundesamt für Energie (BFE) kann weitere Betreiber **oder Pooling-Verantwortliche** in die ergänzende Reserve aufnehmen, um die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 zu erreichen. Es führt dafür in der Regel Ausschreibungen durch.*
3. *Für den Zuschlag bei einer Ausschreibung werden insbesondere die folgenden Kriterien berücksichtigt:*
 - a. *die rasche Umrüstbarkeit **und möglichst langjährige** Einsatzbereitschaft von Anlagen;*
 - b. *die Höhe des Verfügbarkeitsentgelts;*
 - c. *weitere Kriterien wie die technische Qualität, **die Energieeffizienz**, die Bewilligungsfähigkeit, die Auswirkungen auf die Umwelt und den Standort eines Projekts.*

Begründung: Im Art. 2 Abs. 3 lit. e wird in Bezug auf die Wasserkraftreserve das allfällige Pooling von Angeboten als Möglichkeit erwähnt. Swisspower begrüsst die Flexibilität des Bundes in diesem Zusammenhang, würde überdies jedoch nahelegen, dass das Pooling von Angeboten sinnvollerweise auch für die Ausschreibungen der ergänzenden Winterreserve möglich gemacht wird. Dies verringert den Koordinationsaufwand seitens Bundesamts für Energie und ermöglicht eine flexiblere Angebotsgestaltung seitens der Betreiber.

Swisspower befürwortet die bestehenden Kriterien für die Zuschläge bei einer Ausschreibung, empfiehlt allerdings die oben beschriebenen Ergänzungen. Die langjährige Einsatzbereitschaft und die Energieeffizienz der Anlagen sind im Kontext einer nachhaltigen Winterreserve sinnvoll.

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

1. *Das BFE schliesst mit jedem Betreiber **oder Pooling-Verantwortlichen**, der aufgrund einer Einigung, eines Zuschlags oder einer Verpflichtung an der Reserve teilnimmt, eine Vereinbarung über den Einsatz für die Reserve ab. Die Vereinbarungen unterscheiden sich je nachdem, ob der Betreiber der Eigentümer der Anlage ist oder ob er eine andere Berechtigung daran hat.*

Begründung: Gemäss den Anpassungen bei Art. 7 werden im Art. 9 Abs. 1 die Pooling-Verantwortlichen ergänzt.

Art. 10 Betriebsanforderungen

1. *Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen **oder mit einer lagerfähigen Brennstoff-Reserve** betreibbar sein.*

Begründung: Swisspower erachtet die Anforderung der Zweistofffähigkeit für die potenziellen Reservekraftwerke als sinnvoll und befürwortet diese insbesondere im Kontext der möglichen Gasknappheit in den kommenden Wintern. Zur Präzisierung empfiehlt Swisspower die Ergänzung von Art. 10 um den Begriff der «lagerfähigen Brennstoff-Reserve». Spezifisch wäre flüssiges Biogas, Liquefied Natural Gas (LNG) denkbar – auch in synthetischer Form (Synthetic Natural Gas; SNG).

Wir bedanken uns abschliessend nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme und stehen Ihnen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Swisspower AG

Philipp Mäder
Leiter Public Affairs & Kommunikation

Orlando Gehrig
Leiter Kooperationen & Innovation

BKW Energie AG
Viktoriaplatz 2
3013 Bern

www.bkw.ch

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Ihre Kontaktperson
Othmar Schuler
Othmar.Schuler@bkw.ch

Elektronisch an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 17. November 2022

Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, uns im Rahmen der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserververordnung, WResV) äussern zu dürfen.

Die BKW unterstützt die rasche Einrichtung einer ergänzenden Reserve als Beitrag zur Sicherstellung der kurz- bis mittelfristigen Versorgungssicherheit und befürwortet deren vorgezogene Einführung auf dem Verordnungsweg. Zur Stärkung der Rechtssicherheit ist eine gesetzliche Grundlage dennoch wichtig – der «Mantelerlass» sollte entsprechend zügig behandelt werden. Die BKW hat sich bereits in der Stellungnahme vom 21.1.2019 zur Revision des StromVG und in der Stellungnahme vom 8.5.2020 zur Vernehmlassung des EnG im Grundsatz für das Konzept einer Speicher- bzw. Energiereserve ausgesprochen.

Mit Blick auf die unterbreitete Vorlage zur Winterreserve bitten wir Sie, folgende Aspekte zu berücksichtigen:

Verpflichtung ist kritisch: Im Rahmen der Verabschiedung der Wasserkraftreserververordnung vom 7.9.2022 wurde entgegen der Vernehmlassungsvorlage eine mögliche Verpflichtung zur Teilnahme aufgenommen (Art. 4), welche in der Winterreserververordnung weitergeführt werden soll. Eine wie im Erläuterungsbericht dargestellte Entschädigung zu mindestens den Gestehungskosten und einer Möglichkeit, bei «exorbitant hohen Marktpreisen nicht die vollen entgangenen Gewinne [zu] kompensieren», stellt einen Eingriff in die Eigentums-garantie und Wirtschaftsfreiheit gemäss Bundesverfassung insbesondere der Wasserkraftwerksbetreiber dar. Dies schädigt die Investitionssicherheit und demnach auch den Ausbau der erneuerbaren Energien in der Schweiz. Ebenso ist die Verpflichtung zur Teilnahme bei Reservekraftwerken und Notstromgruppen kritisch. Wir plädieren deshalb dafür, Art. 4 zu streichen.

Ausschreibungen sind kosteneffizient: Aufgrund der zeitlichen Verhältnisse werden bestehende Reservekraftwerke und Notstromgruppen für diesen Winter 2022/2023 momentan mittels Vereinbarungen kontrahiert. Allerdings sollten grundsätzlich bei genügend verfügbarer Teilnehmer so schnell wie möglich Ausschreibungen für die Aufnahme weiterer Kapazitäten durchgeführt werden, um die Beschaffung kosteneffizient zu gestalten und die erforderlichen Kapazitäten rechtzeitig betriebsbereit zu haben. Parallel zur Winterreserveverordnung sollen gemäss der Medienmitteilung vom 19.10.2022 auch Lockerungen insbesondere betreffend Erschliessung der Anlagen erfolgen. Es ist jedoch weiterhin wichtig, dass die Netzanschlussbedingungen der jeweiligen Verteilnetzbetreiber eingehalten werden, um so die Netzstabilität nicht zu gefährden. Demnach muss eine Aufnahme von Notstromaggregaten mit den Verteilnetzbetreibern abgesprochen sein, da das bestehende Netz allenfalls nicht auf eine grössere Einspeisung von Notstromaggregaten ausgelegt ist.

Bisheriges bestehendes Marktpotential von Notstromgruppen nicht einschränken: Bisherige bestehende Notstromgruppen bieten ihre Kapazitäten an wichtigen Systemdienstleistungsmärkten an. Mit der vorgeschlagenen Verordnung dürften die bestehenden Notstromgruppen bei einer Reserveteilnahme diese Dienstleistung nicht mehr anbieten, was brachliegenden Kapazitäten entsprechen würde. Demnach sollen bestehende Notstromgruppen ausserhalb der Betriebsbereitschaft ihre Kapazitäten weiterhin auf Märkten wie z. B. für die Versorgungssicherheit wichtigen Systemdienstleistungen anbieten dürfen. Dies würde neben der Funktion von Notstromaggregaten für die Versorgungssicherheit auch deren Gebotspreis im Rahmen von Ausschreibungen für die ergänzende Reserve reduzieren. Weiter soll gemäss Verordnungsentwurf im Falle einer unmittelbaren Gefährdung insbesondere des stabilen Netzbetriebes die Winterreserve auch ohne fehlende Markträumung oder ohne Bedarfsanmeldung durch eine Bilanzgruppe abgerufen werden. Vor einem solchen Abruf sollten jedoch die durch die Swissgrid beschafften Marktprodukte vollständig eingesetzt werden, um keine Marktverzerrungen zu generieren.

Für die detaillierten Anträge und deren Begründungen verweisen wir auf die Stellungnahme des VSE, an der wir mitgearbeitet haben und die wir teilen. Für die Berücksichtigung unserer Anliegen bedanken wir uns im Voraus und stehen Ihnen für weitere Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

BKW Energie AG



Dr. Othmar Schuler
Leiter Intraday & Energy Logistics



Dr. Michael Beer
Leiter Markets & Regulation

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Elektronisch an:

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

martin.michel@bfe.admin.ch

18. November 2022

Kristin Brockhaus, kristin.brockhaus@strom.ch +41 62 825 25 20

Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen (VSE) dankt Ihnen für die Möglichkeit, im Rahmen der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve Stellung nehmen zu können. Der VSE nimmt diese Gelegenheit gern wahr.

1. Allgemeine Bemerkungen

Der VSE unterstützt die rasche Einrichtung einer Winterreserve als Beitrag zur Sicherstellung der kurz- bis mittelfristigen Versorgungssicherheit und befürwortet deren vorgezogene Einführung auf dem Verordnungsweg. Die aktuelle Krisensituation unterstreicht die Notwendigkeit, kurzfristige Versorgungsengpässe oder Importrestriktionen aus eigener Kraft mittels gesicherter Reserveenergie überbrücken zu können. Solche Situationen dürften auch in Zukunft regelmässig auftreten, insbesondere ab 2025 aufgrund der Umsetzung der 70%-Regel in der EU (Reduktion der Importkapazitäten), sowie im Kontext des europaweiten Umbaus des Energiesystems hin zu mehr witterungsabhängiger Produktion (Auftreten von kalten Dunkelflauten).

Mit der Vorlage zur Winterreserve wird die bestehende Wasserkraftreserve auf weitere Anwendungen ausgeweitet, was der VSE begrüsst. Dennoch soll die im Mantelerlass angestrebte Ausweitung der aussermarktlichen Reserve auch auf weitere Anbieter wie Endverbraucher weiterverfolgt werden. Zudem soll im Sinne der Rechtssicherheit im Rahmen des Mantelerlasses so rasch wie möglich eine gesetzliche Grundlage für die vorliegende Verordnung geschaffen werden.

Wie bereits in früheren Stellungnahmen weist der VSE nach wie vor darauf hin, dass der Aufbau aussermarktlicher Reserven den starken Zubau an (erneuerbarer) Produktion im Inland nicht obsolet macht. Dazu sind weitere Massnahmen umzusetzen, die durch den Bundesrat teilweise bereits vorgeschlagen wurden oder sich in Diskussion befinden. Der VSE hat Ende 2021 in einer [Roadmap Versorgungssicherheit](#) eine Gesamtübersicht über die für die Stromversorgungssicherheit der Schweiz notwendigen, kurz-, mittel- und langfristig wirksamen Massnahmen entlang der gesamten Wertschöpfungskette erstellt und im September 2022 ergänzend einen detaillierten Massnahmenbeschrieb publiziert.

Kern des vorliegenden Vorschlags für eine Winterreserve sind einerseits die bereits eingeführte Wasserkraftreserve und andererseits eine ergänzende Reserve bestehend aus Reservekraftwerken und Notstromgruppen, die in ausserordentlichen Knappheitssituationen zusätzliche Energie ins Stromsystem bringen soll. Der VSE beschränkt sich nachfolgend auf die Beurteilung der Inhalte bezüglich der ergänzenden Reserve und des Zusammenspiels von Wasserkraftreserve und ergänzender Reserve, sowie neuer Inhalte bezüglich der Wasserkraftreserve. Zu letzterer hat sich der VSE bereits mit Stellungnahme vom 17. Juni 2022 geäussert.

Die ergänzende Reserve soll wie die Wasserkraftreserve nur ausserhalb des Marktes und nur in Koordination mit der Wasserkraftreserve eingesetzt werden. Der VSE unterstützt dieses Konzept, sieht jedoch in verschiedener Hinsicht noch Optimierungs- und Präzisierungsbedarf in der Verordnung. Die bereits erfolgte Kontrahierung von Kapazitäten für den Winter 2022/2023 ist aufgrund der knappen zeitlichen Verhältnisse nachvollziehbar und akzeptabel. Die weiteren Kapazitäten sind jedoch mittels eines wettbewerblichen Mechanismus' zu beschaffen. Dabei soll die Ausschreibung der ergänzenden Reserve grundsätzlich technologieutral sein. In der Ausschreibung sind lediglich technische Mindestanforderungen an die sicher abrufbaren Anlagen zu formulieren, wobei die äquivalente Behandlung der verschiedenen Anlagen insbesondere bezüglich Emissionskompensation sichergestellt werden muss. Die Ausgestaltung der ergänzenden Reserve muss dabei berücksichtigen, dass die Kostenrisiken für die Anlagenbetreiber begrenzt werden. Als aussermarktliche Reserve können insbesondere Bewilligungsrisiken realistischerweise nicht auf die Betreiber abgewälzt werden.

Die Rollen der verschiedenen Akteure, insbesondere diejenigen von EICom, Swissgrid und Bund sind klar zu definieren und zu trennen. Erstere hat die materiellen Fragen zur Ausgestaltung, Dimensionierung, Abruflogik und -kriterien zu beantworten und Aufsichtsfunktionen wahrzunehmen, die Swissgrid ist ausschliesslich für die operative Durchführung zuständig. Im Verordnungsentwurf bleibt unklar, welche Aufgaben auf Seiten Bund das UVEK innehat und welche das BFE – dies sollte präzisiert werden. Datenlieferungen, insbesondere solche von sensiblen Geschäftsdaten, sind auf ein vernünftiges Mass und in erster Linie auf konkrete Auskunftfragen der EICom zu begrenzen. Auf die Weitergabe von Daten ist zu verzichten.

Schliesslich fällt auf, dass die Gesamtkonzeption der Winterreserve noch nicht ausgereift ist. So ist beispielsweise die Verwendung der verschiedenen «Reserve»-Begriffe (Reserve, Stromreserve, Wasserkraftreserve, ergänzende Reserve...) noch nicht überall konsistent. Ferner ist die Abruflogik der unterschiedlichen Reserven in der Verordnung in ihren Grundsätzen klarer herauszuarbeiten. Insbesondere ist zentral, dass unterschieden wird einerseits zwischen der Abrufordnung von Wasserkraftreserve und ergänzender Reserve und andererseits der Abrufordnung innerhalb der ergänzenden Reserve. Die bereits festgelegte Abrufordnung innerhalb der Wasserkraftreserve ist aufrecht zu erhalten.

Für den VSE ist nachvollziehbar, dass die Verordnung vorerst bis Ende 2026 befristet ist. Dennoch erachten wir es als notwendig, diese im kommenden Jahr basierend auf den über das Winterhalbjahr anfallenden Erfahrungswerten zu überprüfen und gegebenenfalls unter frühzeitigem Einbezug der Branche zu überarbeiten.

2. Spezifische Bemerkungen zur vorgeschlagenen Regelung

Der vorliegende Verordnungsentwurf weist noch einige Lücken auf, die es zu schliessen gilt, sowie Unklarheiten, die zu klären sind. Der VSE legt nachfolgend seine grundsätzlichen Vorstellungen zum Konzept der Winterreserve dar:

- Wettbewerbliche Beschaffung ergänzende Reserve:** Gemäss Art. 6 des Verordnungsentwurfs sollen in den kommenden Jahren bis zu 1000 MW an Reservekraftwerksleistung beschafft werden. Aufgrund der zeitlichen Dringlichkeit hat der Bund ohne Durchführung einer wettbewerblichen Ausschreibung mobile Reservekraftwerke mit einer Leistung von 250 MW kontrahiert (Medienmitteilung vom 2.9.2022). Sie sollen zwischen Februar 2023 und Ende April 2026 einsatzbereit stehen. Zusätzlich ist der Bund daran, Notstromgruppen mit einer Leistung von 280 MW für die ergänzende Reserve zu kontrahieren (Medienmitteilung vom 9. November 2022). Auch diese sollen bereits ab Februar 2023 einsatzbereit sein. Aufgrund der knappen zeitlichen Verhältnisse ist nachvollziehbar und akzeptabel, dass keine wettbewerbliche Ausschreibung stattfand. Wichtig ist aber, dass der Einsatz dieser Anlagen zeitlich klar befristet ist. Mittel- bis langfristig sollen die Reservekraftwerkskapazitäten über einen wettbewerblichen Mechanismus, d.h. Ausschreibungen, beschafft werden.
- Technologieneutrale Ausschreibung:** Die ergänzende Reserve soll – abgesehen von der Voraussetzung einer sicher abrufbaren Produktion – grundsätzlich technologieneutral beschafft werden. In der Ausschreibung sollen lediglich wichtige technische Anforderungen vorgegeben werden, wie Anfahrzeit, Mindestdauer des Einsatzes ohne Unterbruch, Mindestdauer zwischen zwei Starts, Kompensation der CO₂-Emissionen. Zudem ist darauf zu achten, dass die teilnehmenden Anlagen äquivalent behandelt werden (insbesondere Hinterlegung Emissionszertifikate). Mittel- bis langfristig ist ein Betrieb der Reservekraftwerke mit erneuerbaren Brennstoffen (z.B. Biogas, Wasserstoff) wünschenswert. Die Ausschreibung sollte Anreize setzen, die Anlagen entsprechend auszurüsten.
- Klare Rahmenbedingungen und Betriebsanforderungen:** Der Verordnungsentwurf lässt wichtige Aspekte, die für eine Ausschreibung nötig sind, ungeklärt, bspw. die Kontrahierungsdauer der Kraftwerke und was nach deren Ablauf mit den Kraftwerken passiert. Für einen fairen Wettbewerb und vergleichbare Gebote braucht es zudem einen klaren und transparenten Anforderungskatalog für den Kraftwerksbetrieb. Dabei sind insbesondere auch die Bedingungen für Fälle höherer Gewalt zu definieren (z.B. Nichtverfügbarkeit ohne eigenes Verschulden bei unplanbaren Kraftwerksausfällen oder marktbedingten Verfügbarkeitsproblemen von Brennstoffen). Beim Gasnetz fehlen bisher transparente, einheitliche Regelungen betr. Netznutzungsentgelte (u.a. fehlendes GasVG). Der Bund sollte die Kosten den Projektanten rückvergüten oder alternativ national einheitliche Entgelte für die (regionale) Gasnetznutzung aushandeln. Dadurch können allfällige Wettbewerbsverzerrungen vermieden werden.
- Sicherstellung von ausreichend bewilligungsfähigen Projekten:** Die Erfahrungen mit Infrastrukturprojekten in der Schweiz zeigen, dass Bewilligungen schwer zu erhalten sind. Um eine zeitnahe Umsetzung der Reservekraftwerke im gewünschten Ausmass sicherzustellen, wäre es eine Möglichkeit, ein Vielfaches der benötigten Reserveleistung zu bezuschlagen und bis zur Bewilligung zu entwickeln. Anschliessend werden nur die Projekte weiterentwickelt, die bis zur Ausschöpfung der benötigten Reserveleistung eine Bewilligung erhalten haben. Die übrigen Projekte sowie Projekte, die in einer späteren Umsetzungsphase aufgrund von Einsparungen abgebrochen werden müssen, erhalten ihre bis dahin entstandenen Entwicklungskosten vom Bund zurückerstattet. Ebenso sollten Mehrkosten aufgrund von Verzögerungen durch Gerichtsverfahren vom Bund getragen werden.

Grundsätzlich sollen die Risiken der Bewilligung neuer Reservekraftwerke beim Bund liegen und jene für den Bau & Betrieb bei den Anlagenbetreibern.

- **Klärung Abrufordnung zwischen den Reserven und innerhalb der ergänzenden Reserve:** Die in der Verordnung definierte Abrufordnung der beiden Reserven sollte eindeutig und einfach sein und sich auf Grundsätze beschränken. Details zur Abrufordnung sind in den Eckwerten zur Winterreserve durch die EICom festzulegen und diese sind im Vorfeld klar und transparent zu definieren sowie vorgängig zu veröffentlichen. Wichtig ist, dass deutlich unterschieden wird zwischen der Abrufordnung zwischen beiden Reserven einerseits und der Abrufordnung innerhalb der ergänzenden Reserve andererseits. Die Abrufordnung innerhalb der Wasserkraftreserve ist bereits in Art. 16 Abs. 3 geregelt. An dieser ist festzuhalten. Für Reservekraftwerke und Notstromgruppen fehlt eine entsprechende Bestimmung. Entsprechend ist nicht geklärt, wie der Abruf von zwei oder mehreren Kraftwerken, welche gemäss Abrufordnung gleichgestellt sind, zu erfolgen hat.
- **Konsistente und präzise Begriffsverwendung:** Die Verwendung der verschiedenen «Reserve»-Begriffe (Reserve, Stromreserve, Wasserkraftreserve, ergänzende Reserve...) ist noch nicht überall konsistent. Beispiele bzw. Korrekturvorschläge: In den Art. 3 bis 5 ist konsequent der Begriff «Wasserkraftreserve» und nicht «Reserve» zu verwenden. In den Art. 9 bis 15 wird wiederholt der Begriff Reserve verwendet, gemeint ist aber die «ergänzende Reserve». Art. 15 und 16 verwenden die Begriffe «Reserve» und «Stromreserve», wobei nach unserem Verständnis das gleiche (d.h. alle Reserveteile) gemeint ist. Zudem sind die Begrifflichkeiten bei den Notstromgruppen zu präzisieren – der Verweis auf «Betreiber» bildet die Praxis hier nur unzureichend ab. Sogenannte «Pooler» werden voraussichtlich die Koordination des Abrufs übernehmen, während andere Pflichten wie das Sicherstellen der Betriebsbereitschaft und die Verfügbarkeit von ausreichend Brennstoff bei den Eigentümern der Notstromaggregate verbleiben dürften.
- **Klare Definition und Trennung von Rollen und Aufgaben:** Die Rollen der verschiedenen beteiligten Akteure sollen jeweils klar definiert und voneinander abgegrenzt werden. Während die Aufgaben der EICom materielle Aspekte zur Ausgestaltung, Dimensionierung, Abruflogik und -kriterien sowie Aufsichtsfunktionen beinhalten, ist die Swissgrid für die operative Durchführung zuständig. Die Rollen- und Aufgabenabgrenzung zwischen dem UVEK und dem BFE ist noch zu präzisieren.
- **Möglichst geringer Eingriff in Markt bei Aufstockung Wasserkraftreserve:** Die Wasserkraftreserve wird aufgestockt, indem bereits vor Eintreten einer Knappheitssituation (Nichtschliessen des Marktes) Wasserkraftwerke die Energie, welche zur Produktion für den Markt vorgesehen ist, zurückhalten und der Wasserkraftreserve zuführen. Die gleiche Energiemenge wird stattdessen aus der ergänzenden Reserve abgerufen und verkauft (sogenannter Energietausch). Der Mechanismus einer separaten Ausschreibung für einen solchen vorzeitigen Abruf der ergänzenden Reserve zur Aufstockung der Wasserkraftreserve ist noch zu definieren (in den Eckwerten der EICom festzulegen). Er soll berücksichtigen, dass dem Wasserkraftbetreiber durch den Energietausch nicht die Flexibilität bezüglich des Einsatzes der Energie entzogen wird. (Zur Erläuterung: Während Wasserkraftwerke ihre Energie sehr flexibel produzieren und vermarkten können, bestünde bei einem Energietausch, bei dem die Energie durch weniger flexibel einsetzbare Kraftwerke der ergänzenden Reserve bereitgestellt wird, die Gefahr des Verlusts an Flexibilität.)
- **Klare zeitliche Eingrenzung Marktausschluss Notstromaggregate:** Aus der Verordnung geht nicht klar hervor, für welchen Zeitraum Notstromgruppen, die an der ergänzenden Reserve teilnehmen, vom Markt (SDL, Redispatch) ausgeschlossen werden. Aus Sicht VSE sollte sich dieser Ausschluss auf eine möglichst kurze Zeitdauer beschränken, da die Teilnahme der Notstromgruppen an der Winterreserve in Konkurrenz zur Teilnahme an Systemdienstleistungen steht. Der Ausschluss

sollte nicht über den Zeitraum der konkreten Kontrahierung (z.B. Oktober bis April) hinaus gelten, sondern, sofern umsetzbar, allenfalls nur für die Dauer der Betriebsbereitschaft.

- **Lockerung der LRV für Bestandsanlagen:** Gemäss aktueller Luftreinhalteverordnung LRV müssen Notstromgruppen, welche nicht länger als 50 Stunden pro Jahr betrieben werden, die Grenzwerte für NO_x- und CO-Emissionen nicht erfüllen. Notstromaggregate und Reservekraftwerke übersteigen bei einem Abruf der Reserve voraussichtlich diese 50-Stunden-Grenze. Die LRV sollte dahingehend angepasst werden, dass ein Reserveabruf von bestehenden Notstromgruppen sowie Reservekraftwerke nicht unter die Bestimmung der maximalen 50 Stunden fällt, sondern von einer zeitlichen Begrenzung ausgenommen ist. Eine Nachrüstung beziehungsweise Ausstattung von Anlagen mit Katalysatoren ist kostspielig, vermindert die Energieeffizienz und ist unter Umständen aus Platzgründen bei Bestandsanlagen gar nicht machbar. Bei neu zu errichtenden Anlagen der ergänzenden Reserve ist der Einbau von Katalysatoren von Beginn an möglich, dies ermöglicht die Erfüllung der Bedingungen aus der Luftreinhalteverordnung. Die damit verbundenen Zusatzkosten müssen anrechenbar sein.
- **Berücksichtigung Netzstabilität:** Parallel zur Winterreserve sollen gemäss der Medienmitteilung zur Vernehmlassungseröffnung (Medienmitteilung vom 19. Oktober 2022) auch Lockerungen insbesondere betreffend Erschliessung der Anlagen erfolgen. Es ist jedoch weiterhin wichtig, dass die Netzanschlussbedingungen der jeweiligen Verteilnetzbetreiber eingehalten werden, um so die Netzstabilität nicht zu gefährden. Demnach muss eine Aufnahme von Notstromaggregaten mit den Verteilnetzbetreibern abgesprochen sein, da das bestehende Netz allenfalls nicht auf eine grössere Einspeisung von Notstromaggregaten ausgelegt ist.
- **Datenlieferungen und Auskunftspflichten:** Auskunftspflichten sind grundsätzlich auf ein Minimum zu beschränken. Zur Begrenzung der Datenmenge soll sich die Auskunftspflicht weitgehend auf konkrete Auskunftsfragen der EICom beziehen. Nicht alle Marktteilnehmer sollen pauschal alle Daten liefern müssen.

3. Anträge zur Vorlage

Art. 4 Verpflichtung zur Teilnahme

Da dieser Artikel bei der Vernehmlassung zur Wasserkraftreserveverordnung noch nicht existiert hat, erlauben wir uns, in diesem Rahmen dazu Stellung zu nehmen: Eine solche Verpflichtung zur Teilnahme sehen wir insbesondere für die Wasserkraftreserve, aber auch für die ergänzende Reserve kritisch. Sie stellt einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit und die Eigentumsgarantie dar. Sollte eine Verpflichtung zur Teilnahme dennoch notwendig sein, so ist sicherzustellen, dass den entsprechenden Kraftwerksbetreibern keine ungedeckten Kosten oder finanziellen Risiken entstehen und eine angemessene Marge zugestanden wird (siehe Antrag zu den Art. 8 und 13).

Antrag

Art. 4 Verpflichtung zur Teilnahme

Streichen

Art. 5 Vereinbarung mit Betreibern von Wasserkraftwerken

Zu Abs. 2 Bst. f: Hier besteht eine Diskrepanz zwischen den ECom-Eckwerten zur Wasserkraftreserve und dem Verordnungstext: In den ECom-Eckwerten ist zumindest für dieses Jahr eine Begrenzung der Revisionsarbeiten während des Vorhaltezeitraums auf fünf Tage festgelegt.

Antrag

Art. 5 Vereinbarung mit Betreibern von Wasserkraftwerken

2 In der Vereinbarung sind auf der Grundlage der Ausschreibung insbesondere festzulegen:

- f. eine zeitliche Einschränkung der ~~der Verzicht auf~~ Revisionsarbeiten während der Vorhaltedauer;

Art. 7 Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterung

Zu Abs. 1 und 2: Von den bis zu 1000 MW an Leistung der ergänzenden Reserve plant der Bund aufgrund der zeitlichen Dringlichkeit Reservekraftwerke mit einer Leistung von 250 MW und Notstromgruppen im Umfang von 280 MW bereits ab Mitte Februar 2023 (bis Ende April 2026) ohne Durchführung einer wettbewerblichen Ausschreibung zu kontrahieren. Aufgrund der knappen zeitlichen Verhältnisse ist dies nachvollziehbar und akzeptabel. Die als Ablösung dieser temporären Leistung mittel- bis langfristig zu installierenden Reservekraftwerke sollen jedoch in erster Linie über einen wettbewerblichen Mechanismus, d.h. Ausschreibungen, kontrahiert werden.

Zu Abs. 3: Mittel- bis langfristig ist ein Betrieb der Reservekraftwerke mit erneuerbaren Brennstoffen (z.B. Biogas, Wasserstoff) wünschenswert. Die Ausschreibung sollte Anreize setzen, die Anlagen entsprechend auszurüsten. Zum Beispiel wäre der geplante Einbau einer wasserstofftauglichen Turbine bei der Auswahl der Gebote insoweit positiv zu werten, damit die höheren Kosten keinen Nachteil darstellen.

Antrag

Art. 7 Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterung

- 1 Das UVEK bildet die ergänzende Reserve in einem ersten Schritt mit den Betreibern von Reservekraftwerken, mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme und eine Inbetriebnahme im Februar 2023 geeinigt hat. Diese Anlagen können bis maximal 15.5.2026 an der ergänzenden Reserve teilnehmen.
- 2 Das Bundesamt für Energie (BFE) kann weitere Betreiber in die ergänzende Reserve aufnehmen, um die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 zu erreichen. Es führt dafür in erster Linie ~~der Regel~~ Ausschreibungen durch.
- 3 Für den Zuschlag bei einer Ausschreibung werden insbesondere die folgenden Kriterien berücksichtigt:
 - c. weitere Kriterien wie die technische Qualität, die Bewilligungsfähigkeit, die Auswirkungen auf die Umwelt, ~~und~~ den Standort eines Projekts inkl. die dortige Netzkapazität und die Fähigkeit eines Betriebs mit erneuerbaren Brennstoffen.

Art. 8 Verpflichtung zur Teilnahme

Eine solche Verpflichtung zur Teilnahme sehen wir insbesondere für die Wasserkraftreserve, aber auch für die ergänzende Reserve kritisch. Sie stellt einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit und die Eigentumsgarantie dar. Sollte eine Verpflichtung zur Teilnahme dennoch notwendig sein, so ist sicherzustellen, dass den entsprechenden Kraftwerksbetreibern keine ungedeckten Kosten oder finanziellen Risiken entstehen und eine angemessene Marge zugestanden wird (siehe Antrag zu Art. 4 und Art. 13).

Antrag

Art. 8 Verpflichtung zur Teilnahme
Streichen

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

Zu Abs. 1: Spätestens bei der Ausschreibung neuer Kraftwerke für die ergänzende Reserve sollen die Vereinbarungen mit allen teilnehmenden Kraftwerken gleichwertig und fair, d.h. einheitlich und nicht-diskriminierend sein. Dies ist für die Wasserkraftreserve mit Art. 5 Abs. 1 und für Notstromgruppen mit Art. 14 Abs. 1 bereits so geregelt.

Zu Abs. 2 Bst. d: Es könnten auch mehrere Testbetriebe und Revisionen pro Jahr nötig sein.

Zu Abs. 2 Bst. f: In der Vereinbarung ebenfalls aufzunehmen ist, für mindestens wie viele Stunden Betrieb pro Jahr der Kraftwerksbetreiber Brennstoffe vorhalten muss. Die Kosten dieser Vorhaltung trägt der Projektant. Wird in einem bestimmten Jahr die Vorhaltungsmenge erhöht oder müssen kurzfristig zusätzliche Brennstoffe beschafft werden, sollte der Bund bei der Beschaffung unterstützen und allfällige Zusatzkosten dem Projektanten kostenbasiert rückvergüten.

Zu Abs. 2 Bst. g: Die Zeitdauer bis zur Betriebsbereitschaft soll Teil der Vereinbarung mit dem Kraftwerksbetreiber sein und nicht Teil der Abrufordnung (siehe Art. 15 Abs. 3).

Zu Abs. 3: Die Ergänzung erfolgt in Analogie zu unserer Forderung bei Art. 8.

Zu Abs. 4: Die Abgrenzung zwischen einsatzunabhängigen Kosten nach Art. 9 Abs. 4 und Art. 14 Abs. 2 gegenüber den einsatzabhängigen Kosten nach Art. 17 Abs. 3 und 5 ist noch nicht vollständig stringent. An beiden Stellen werden die Kosten für (Beschaffung und Lagerung von) Brennstoffe genannt. Diese Abgrenzung ist klarer vorzunehmen.

Die Häufigkeit der Rückvergütung ist nicht in der Verordnung zu regeln (zu detailliert). Zudem sollte die Entschädigung bedarfsgerechter rückvergütet werden, d.h. möglichst zeitnah zu den entstehenden Kosten.

Das für die Reservekraftwerke eingesetzte Personal dürfte im Regelfall hochspezialisiert sein. Einerseits ist es sinnvoll, dass dieses Personal nicht ständig zur Verfügung stehen muss, andererseits lässt sich dieses nur begrenzt anderweitig beschäftigen. Die Kosten für das Personal sind daher nur beschränkt reduzierbar.

Zudem fehlen in der Auflistung die Transportkosten, die einsatzunabhängig für die vorzuhaltende Mindestmenge an Brennstoffen anfallen.

Antrag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

- 1 Das BFE schliesst mit jedem Betreiber, der aufgrund einer Einigung, eines Zuschlags oder einer Verpflichtung an der Reserve teilnimmt, eine Vereinbarung über den Einsatz für die Reserve ab. Die Vereinbarungen sind gleichwertig und nicht-diskriminierend und unterscheiden sich je nachdem, ob der Betreiber der Eigentümer der Anlage ist oder ob er eine andere Berechtigung daran hat.
- 2 In der Vereinbarung insbesondere festzulegen sind:
 - d. ~~ein~~ jährlicher Testbestriebe und ~~ein~~ Zeitfenster für die Revision und den Unterhalt
 - f. *(neu)* für mindestens wie viele Stunden Betrieb pro Jahr Brennstoffe vorgehalten werden müssen.
 - g. *(neu)* die Zeitdauer, innerhalb derer ein Reservekraftwerk oder eine Notstromgruppe betriebsbereit sein muss.
- 3 Kann das BFE mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der ergänzenden Reserve verpflichtet hat, keine Vereinbarung erzielen, so legt das BFE deren Inhalte fest. Die Entschädigung wird dabei so festgelegt, dass dem Betreiber keine ungedeckten Kosten oder finanziellen Risiken entstehen. Sie beinhaltet zudem eine angemessene Marge.
- 4 Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Personalkosten, die Beschaffung, Transport und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten.

Art. 10 Betriebsanforderungen

Zu Abs. 1: Der Absatz ist klarer zu formulieren: Grundsätzlich ist es wichtig, dass die Reservekraftwerke zweistofffähig sind. Ausnahmen sind in begründeten Fällen denkbar. Dabei muss sichergestellt sein, dass genügend Brennstoff vorhanden ist, um die Mindestbetriebsdauer des Kraftwerks sicherzustellen.

Zu Abs. 2^{bis}: Um zielgerichtet vergleichbare und wettbewerbsfähige Gebote abgeben zu können, soll das BFE im Vorfeld der Ausschreibung einen konkreten Anforderungskatalog veröffentlichen.

Antrag

Art. 10 Betriebsanforderungen

- 1 Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Das BFE kann Ausnahmen gewähren, sofern die in Art. 9 Abs 2f vorgegebene Mindestbetriebsdauer des Kraftwerks sichergestellt ist.
- 2^{bis} *(neu)* Das BFE legt die Betriebsanforderungen in der Vereinbarung nach Art. 9 fest. Sie werden im Falle einer Ausschreibung im Vorfeld bekanntgegeben.

Art. 11 Tarif für die Nutzung von Rohrleitungen

Die Betreiber von Reservekraftwerken haben keine Kompetenz zur Verhandlung von Tarifen für die Nutzung der Rohrleitungen, sondern sind Tarifnehmer. Die Anforderungen an die Reservation von Rohrleitungskapazitäten sollten klar definiert werden (z.B. Reservation ganzes Jahr oder einzelne Monate) und die entstehenden Kosten dem Betreiber rückvergütet werden. Alternativ könnte der Bund national einheitliche Entgelte für die (regionale) Gasnetznutzung aushandeln.

Antrag

Art. 11 Tarif für die Nutzung von Rohrleitungen

Das BFE kann einen kostenbasierten Tarif für die Nutzung der Rohrleitungen für die Brennstoffzufuhr festlegen, ~~wenn sich die Betreiber der Reservekraftwerke und diejenigen der Rohrleitungen nicht auf ein angemessenes Entgelt einigen können.~~ Die für die Nutzung der Rohrleitungen entstandenen Kosten werden den Betreibern der Reservekraftwerke rückvergütet.

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

Zu Abs.1: Aufgrund der knappen zeitlichen Verhältnisse ist nachvollziehbar und akzeptabel, dass für die in den Wintern 2022-2026 bereitstehenden Anlagen der ergänzenden Reserve keine wettbewerbliche Ausschreibung stattfand. Wichtig ist aber, dass der Einsatz dieser Anlagen zeitlich klar befristet ist. Mittel- bis langfristig sollen die Reservekraftwerkskapazitäten über einen wettbewerblichen Mechanismus, d.h. Ausschreibungen, beschafft werden. Sofern im Rahmen dieser Ausschreibungen neue Reservekraftwerke gebaut werden, sollten diese künftig jeweils automatisch zur ergänzenden Reserve gehören, da sie allein für diesen Zweck gebaut wurden. Sie bilden zukünftig den Kern der ergänzenden Reserve und wären durch andere, bestehende Kapazitäten (z.B. Notstromaggregate) zu ergänzen (und nicht umgekehrt). Man kann deshalb nicht von einer Erweiterung der ergänzenden Reserve sprechen.

Antrag

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

1 Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für neue Reservekraftwerke durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Teilnahme an Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt ~~und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können.~~

Art. 13 Teilnahme von Notstromgruppen

Zu Abs 2: Ähnlich wie bei der Wasserkraftreserve sollten Notstromgruppen jeweils nur für ein Jahr für die ergänzende Reserve kontrahiert werden, daher sollten für deren Teilnahme jährliche Ausschreibungen durchgeführt werden.

Zu Abs. 3: Eine solche Verpflichtung zur Teilnahme sehen wir insbesondere für die Wasserkraftreserve, aber auch für die ergänzende Reserve kritisch. Sie stellt einen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit und die Eigentumsgarantie dar. Sollte eine Verpflichtung zur Teilnahme dennoch notwendig sein, so ist sicherzustellen, dass den entsprechenden Kraftwerksbetreibern keine ungedeckten Kosten oder finanziellen Risiken entstehen und eine angemessene Marge zugestanden wird (siehe Antrag zu den Art. 4 und 8).

Antrag

Art. 13 Teilnahme von Notstromgruppen

2 Das BFE kann weitere Betreiber von Notstromgruppen in die ergänzende Reserve aufnehmen, um die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 zu erreichen. Es führt dafür in erster Linie der Regel Ausschreibungen durch. Für Notstromgruppen werden jährliche Ausschreibungen durchgeführt.

3 *Streichen*

Art. 15 Abrufordnung

Die in der Verordnung definierte Abruflogik der beiden Reserven sollte eindeutig und einfach sein und sich auf Grundsätze beschränken. Details zur Abrufordnung sind in den Eckwerten zur Winterreserve durch die EICom festzulegen und diese sind im Vorfeld klar und transparent zu definieren und zu veröffentlichen.

Zu Abs. 2: Die Bedingungen und Reihenfolge sind unklar. Sie müssen komplett überarbeitet werden. Es sollte deutlich unterschieden werden zwischen der Abrufordnung zwischen beiden Reserven einerseits und der Abrufordnung innerhalb der ergänzenden Reserve andererseits. Zudem ist die Abrufordnung innerhalb der Wasserkraftreserve bereits in Art. 16 Abs. 3 geregelt.

Die Abrufordnung soll den jeweiligen Eigenschaften der unterschiedlichen Reserven (v.a. Energie, Leistung) gerecht werden: Die Wasserkraftreserve kann keine zusätzliche Energie ins System bringen, sondern nur aufsparen. Jedoch haben die Wasserkraftwerke mehr Leistung als die ergänzende Reserve, solange noch in allen Seen Wasser ist. Ein Betrieb der ergänzenden Reserve erst nach Leerung der Wasserkraftreserve erscheint also nicht zielführend, da die Leistung der ergänzenden Reserve als alleinige verbliebene Reserveleistung voraussichtlich zu gering wäre. Folglich sollte die ergänzende Reserve insbesondere in Knappheitssituationen früh im Winter eingesetzt werden, damit sie Energie ins System bringen kann und das Reservewasser aufgespart wird. Später im Winter kann dann prioritär auf die Wasserkraftreserve gesetzt werden, solange noch genügend Wasser vorhanden ist. Bei einer extremen Knappheitssituation ist auch ein kombinierter Einsatz beider Reserven vor allem Ende Winter denkbar.

Zu Abs. 3: Die Vorlaufzeit sollte Teil der Vereinbarung mit dem Betreiber sein, da sie mit der Abrufordnung nichts zu tun hat (siehe Antrag zu Art. 9 Abs. 2 Bst. g)

Zu Abs. 4: Die Erstellung der detaillierten Abrufordnung liegt in der Verantwortung der EICom. Sie kann diese jährlich an die aktuellen Gegebenheiten anpassen. Wichtig hierbei ist, dass die Abrufordnung den Teilnehmern an der Winterreserve und insbesondere den Bietern für die Wasserkraftreserve jeweils im Vorfeld der Ausschreibung der Wasserkraftreserve bekanntgemacht wird.

Antrag

Art. 15 Abrufordnung

1 Die EICom legt das Zusammenspiel der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve für den Fall eines Abrufs in einer Abrufordnung fest und veröffentlicht diese. Darin wird festgelegt, in welcher Versorgungslage, in welcher Reihenfolge und in welchem Umfang Energie aus den beiden Reserven abgerufen wird.

3 ~~Streichen~~

4 Die EICom ~~kann~~ veröffentlicht die Abrufordnung jeweils vor Ausschreibung der Wasserkraftreserve für den laufenden und den nächsten Winter anpassen.

Art. 16 Abruf

Zu Abs. 1: Die Reserven (Wasserkraftreserve, ergänzende Reserve) sollten nur bei Nicht-Räumung im Day-Ahead-Markt zum Einsatz kommen. Dabei sollen sich die beiden Reserven ergänzen.

Zu Abs. 5: Wenn sich eine Knappheit abzeichnet, welche sich mit dem bereits kontrahierten Umfang der Winterreserve voraussichtlich nicht vermeiden lässt, könnte auch ein vorzeitiger Einsatz der ergänzenden Reserve zur Aufstockung der Wasserkraftreserve zielführend sein. Ein solcher Abruf muss sehr strikt gehandhabt werden und sollte nur dann erfolgen, wenn ansonsten die Versorgung zu einem späteren Zeitpunkt mit grosser Wahrscheinlichkeit nicht mehr sichergestellt werden kann. Damit die Auswirkungen eines solchen Eingriffs auf den Markt gering bleiben, muss die mit der ergänzenden Reserve zusätzlich ins System gebrachte Energie ausserhalb des Marktes verbleiben. Die Wasserkraftreserve wird aufgestockt, indem bereits vor Eintreten einer Knappheitssituation (Nichtschliessen des Marktes) Wasserkraftwerke die Energie, welche zur Produktion für den Markt vorgesehen ist, zurückhalten und der Wasserkraftreserve zuführen. Die gleiche Energiemenge wird stattdessen aus der ergänzenden Reserve abgerufen und verkauft (sogenannter Energietausch).

Zudem sollte hier festgehalten werden, dass ein Abruf zur Aufstockung der Wasserkraftreserve mithilfe einer separaten Ausschreibung erfolgen soll, also wie in Art. 3 Abs. 4 vorgesehen. Zur Energiezuführung der Wasserkraftreserve sollten nicht nur Reservekraftwerke, sondern auch Notstromgruppen zugelassen werden.

Zu Abs. 6: Es sollte definiert werden, unter welchen Bedingungen die ergänzende Reserve (d.h. Reservekraftwerke und Notstromgruppen) für den Zweck der Energiezuführung der Wasserkraftreserve abgerufen werden kann.

Antrag

Art. 16 Abruf

1 Die Stromreserve steht zum Abruf frei, wenn an der Strombörse (Day-Ahead-Markt) für den Folgetag die nachgefragte Menge Elektrizität das Angebot übersteigt (fehlende Markträumung).

5 Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf der ergänzenden Reserve bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzung dafür ist, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve und

die ergänzende Reserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters sowie zu Beginn des Frühlings nicht ausreichen werden wird. Die Zuführung zusätzlicher Energie in die Wasserkraftreserve erfolgt gemäss Art. 3 Abs. 4.

6 Der Entscheid zur Aufstockung der Wasserkraftreserve erfolgt anhand von klaren, transparenten und im Vorfeld zu veröffentlichenden Kriterien.

Art. 17 Abrufentschädigung

Zu Abs. 4: Eine einfachere Umsetzung als derzeit vorgesehen wäre, wenn die Betreiber der Kraftwerke der ergänzenden Reserve ihre Kosten mithilfe eines Templates angeben können. Basierend darauf sollte das BFE – und nicht die Netzbetreiberin, in deren Kompetenz diese Tätigkeit nicht liegt – die Entschädigung auf Antrag der Betreiber hin berechnen. Die Betreiber dürfen eine Prüfung durch die ECom verlangen.

Antrag

Art. 17 Abrufentschädigung

4 Das BFE Die Netzgesellschaft berechnet auf Antrag der Betreiber die Entschädigung nach Absatz 3, aufgrund von durch d Die ECom stellt die notwendigen Formulare für die Berechnung zur Verfügung und legt im Voraus festgelegte einheitlichen Parametern, insbesondere den die Preisindizes für die Kosten für die Brennstoffe und die Emissionsrechte, fest. Die Betreiber können eine Prüfung durch die ECom verlangen.

Art. 18 Aufgeld bei einem Abruf und Weiterverkauf der Energie

Zu Abs. 1: Die Kosten für den Abruf der Winterreserve (Abrufkosten für die Bilanzgruppen) sollten immer über den Day-Ahead-Limiten liegen und unterhalb der Ausgleichsenergiepreise, um Fehlanreize zu vermeiden. Dabei sollten die Abrufkosten bei der ergänzenden Reserve identisch sein wie bei der Wasserkraftreserve.

Zu Abs. 2: Um eine Vernichtung von Energie aus einem Reserveabruf zu vermeiden, soll ein allfälliger Überschuss weiterverkauft werden können. Infrage käme zum Beispiel eine Nutzung für relevante Funktionen wie Systemdienstleistungen und Redispatch. Das Gewinnverbot bleibt in solchen Fällen anwendbar. Daher sind allfällig erzielte Gewinne zurückzuerstatten. Die vorgeschlagene Änderung erfolgt in Analogie unserer Position zur Wasserkraftreserve.

Antrag

Art. 18 Aufgeld bei einem Abruf und Weiterverkauf der Energie

1 Die Bilanzgruppen, die einen Abruf veranlasst haben, zahlen der Netzgesellschaft den Marktpreis für den Abrufzeitraum und ein Aufgeld analog zur Ausgleichsenergie. Das Aufgeld soll verhindern, dass die

Bilanzgruppen Energie aus der Reserve statt am Markt beschaffen. Marktpreis und Aufgeld müssen in Summe tiefer sein als der Ausgleichsenergiepreis.

2 Die Bilanzgruppen und ihre Händler und bei nachgelagerten Geschäften auch andere Händler oder sonstige Marktakteure erstatten allfällige Gewinne aus ~~dürfen bei einem Weiterverkauf der Energie aus der Reserve zurück an die Netzgesellschaft keinen Gewinn erzielen und diese Energie nicht ins Ausland verkaufen.~~

Art. 21 Auskünfte, Daten, Zugang und Offenlegung

Zu Abs. 2: Datenlieferungen, insbesondere solche von sensiblen Geschäftsdaten, sind auf ein vernünftiges Mass und in erster Linie auf konkrete Auskunftfragen der ECom zu begrenzen. Auf die Weitergabe von Daten ist zu verzichten. Die vorgeschlagene Ergänzung erfolgt in Analogie unserer Position zur Wasserkraftreserve.

Antrag

Art. 21 Auskünfte, Daten, Zugang und Offenlegung

2 Die ECom kann im Fall eines Abrufs von den beteiligten Bilanzgruppen die Offenlegung der Handelsgeschäfte mit Bezug zum Abruf verlangen. Die Offenlegung von nachgelagerten Geschäften kann sie auch von anderen Händlern oder sonstigen Marktakteuren verlangen, wenn ein begründeter Verdacht auf Missachtung von Art. 18 Abs. 2 oder anderer gesetzlicher Vorgaben vorliegt.

Art. 23 Strafbestimmungen

Zu Abs. 1 Bst. a: Ergänzend zur in Art. 18 Abs. 2 beantragten Änderung ist vorliegend nicht der Weiterverkauf, sondern die Einbehaltung von aus einem allfälligen Weiterverkauf erzielten Gewinnen zu sanktionieren.

Antrag

Art. 23 Strafbestimmungen

1 Mit Busse bis 100 000 Franken wird bestraft, wer vorsätzlich:

a. Gewinne aus einem Weiterverkauf von Energie, die aus einem Reserveabruf stammt, nicht zurückerstattet mit Gewinn weiterverkauft oder ins Ausland verkauft, sei es direkt oder im Rahmen nachgelagerter Geschäfte-(Art. 18 Abs. 2);

Art. 24 Änderung anderer Erlasse: CO₂-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41 Ausnahme von der Pflicht zur Teilnahme

Im Sinne der Klimaneutralität und Gleichbehandlung aller Anlagen der ergänzenden Reserve sollen auch Notstromgruppen ihre CO₂-Emissionen kompensieren müssen. Um den Umsetzungsaufwand für die tendenziell kleinen Notstromgruppen möglichst in Grenzen zu halten, können auch andere Akteure die entsprechenden Zertifikate für die Notstromgruppen beschaffen. Die dabei anfallenden Kosten sollen aus Gründen der Gleichbehandlung bei der Abrufordnung berücksichtigt werden.

Antrag

Art. 41 Ausnahme von der Pflicht zur Teilnahme

1^{ter} Ein Betreiber von mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Reservekraftwerken sowie von Notstromgruppen, der bei einem Abruf der Reserve nach der Winterreserveverordnung vom ... 2023 Strom produziert und ins Netz einspeist, kann keine Ausnahmen nach den Absätzen 1 und 1^{bis} beantragen. Die anfallenden CO₂-Emissionen werden mit entsprechenden Zertifikaten kompensiert.

3 Steigen die Treibhausgasemissionen der Anlagen während eines Jahres auf mehr als 25 000 Tonnen CO₂eq, so muss der Betreiber ab Beginn des Folgejahres am EHS teilnehmen. ~~Emissionen von Notstromgruppen, die bei einem Reserveabruf nach der Winterreserveverordnung Strom produzieren und ins Netz einspeisen werden dabei nicht berücksichtigt.~~

Art. 96b Rückerstattung für Betreiber von fossil-thermischen Kraftwerken

Zu Abs. 2 Bst. g: Diese Ausnahme soll sowohl für die Reservekraftwerke als auch die teilnehmenden Notstromgruppen gelten.

Antrag

Art. 96b Rückerstattung für Betreiber von fossil-thermischen Kraftwerken

2 Als fossil-thermische Kraftwerke gelten Anlagen, die aus fossilen Energieträgern entweder nur Strom oder gleichzeitig auch Wärme produzieren und:

- g. deren Hauptzweck nicht die Produktion und Einspeisung von Strom aus mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen ergänzenden Reserve Reservekraftwerken nach der Winterreserveverordnung ist.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen für allfällige Rückfragen gern zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Michael Frank
Direktor



Nadine Brauchli
Bereichsleiterin Energie



Axpo Services AG | Parkstrasse 23 | 5401 Baden | Switzerland

Per E-mail

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Ihr Kontakt Thomas Porchet, Leiter Energiepolitik Schweiz
E-Mail thomas.porchet@axpo.com
Direktwahl T +41 56 200 31 45
Datum 18. November 2022

Stromversorgungssicherheit: Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter: Stellungnahme Axpo Group

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Axpo ist die grösste Schweizer Produzentin von erneuerbarer Energie und internationale Vorreiterin im Energiehandel sowie in der Vermarktung von Solar- und Windkraft. Rund 5000 Mitarbeitende verbinden Erfahrung und Expertise und entwickeln für Kunden in über 30 Ländern in Europa, Nordamerika und Asien innovative Energielösungen auf Basis modernster Technologie. Axpo ist zu 100% im Eigentum der Nordostschweizer Kantone und Kantonswerke.

Zu den vorgeschlagenen Bestimmungen

1. Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

Art. 2 Eckwerte

Kommentar zu Abs. 3 Bst. d:

Wir sind nach wie vor der Überzeugung, dass sich die Entschädigung für den Abruf der Reserve – anders als in den geltenden Bestimmungen vorgesehen – am Marktpreis zum Zeitpunkt des Abrufs orientieren sollten. So werden die jährlichen Vorhaltekosten, die durch die Netznutzer finanziert werden, minimiert. Das ist umso mehr geboten, als die Vorhaltekosten auch in Jahren ohne Reserveabruf anfallen.

Art. 3 Ausschreibung

Kommentar:

Findet die Ausschreibung früh im Jahr statt, verbessert sich die Planbarkeit für die Betreiber. Je später die Ausschreibung stattfindet, desto eher ist die Energie bereits für andere Zwecke verkauft worden. Auch entfallen Faktoren, welche zu Preisausschlägen im Winterhalbjahr führen können (z.B. Prognosen für einen kalten Winter, geringe Verfügbarkeit oder tiefe Füllstände der Gasspeicher) viel stärker Wirkung, je näher der Erfüllungszeitpunkt liegt. Dadurch können bei einem späten Ausschreibungstermin die Kosten für die Vorhaltung sehr teuer ausfallen. Eine möglichst frühe Ausschreibung ist daher zu bevorzugen.

Art. 4 Verpflichtung zur Teilnahme

Antrag: Streichen.

Begründung:

Der vorgesehene Kontrahierungszwang stellt einen erheblichen Eingriff in durch die Verfassung garantierte Rechte, insbesondere in die Eigentumsgarantie und in die Wirtschaftsfreiheit, dar. Mit Blick auf die zahlreichen Unsicherheiten, die mit der Bemessung des Umfangs der Reserve und der Wahrscheinlichkeit ihres Abrufs verbunden sind, sowie der Möglichkeit eine Teilnahme an der Reserve durch die entsprechende Formulierung der Teilnahmebedingungen ausreichend attraktiv zu gestalten, scheint ein solcher Eingriff nur schwer zu rechtfertigen.

Eventualantrag:

²Das UVEK legt auf Empfehlung der EICom das Vorhalteentgelt für den betreffenden Betreiber fest. Dieses wird so festgelegt, dass die Betreiber für die durch die Verpflichtung zur Teilnahme entstehenden Kosten, insbesondere für Vorhaltung der Reserve, Ersatzbeschaffungen und die Einschränkungen des Kraftwerksbetriebs, entschädigt werden.

Begründung:

Sollte dennoch an einer Verpflichtung von Kraftwerksbetreibern zur Teilnahme an der Reserve festgehalten werden, müssen die Einbussen, die den Kraftwerksbetreibern durch den Entzug der freien Verfügung über das Wasser in den Stauseen und die Einschränkungen des Kraftwerksbetriebs entstehen, voll entschädigt werden. Dabei darf nicht übersehen werden, dass Kraftwerksbetreiber Energie möglicherweise auch zu Marktpreisen zurückkaufen müssen, um sie der Reserve zuführen zu können. (Vgl. dazu auch unseren Kommentar zur Art. 3)

Art. 7 Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterung

Antrag:

¹Das UVEK bildet die ergänzende Reserve in einem ersten Schritt mit den Betreibern von Reservekraftwerken, mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme und eine Inbetriebnahme im Februar 2023 geeinigt hat. Die Teilnahme dieser Anlagen an der ergänzenden Reserve ist bis spätestens 15.5.2026 befristet.

Begründung:

Die bilaterale Kontrahierung für den Winter 2022/2023 ist mit Blick auf die Kurzfristigkeit und die sich darauf ergebende Dringlichkeit nachvollziehbar. Mittel- bis langfristig ist die Reserve aber über wettbewerbliche Verfahren zu bilden. Dies soll insbesondere auch für bestehende Anlagen, welche die Reserve in einem ersten Schritt bilden, gelten. Die zeitliche Befristung dieser Anlagen sollte explizit in der Verordnung verankert werden.

Art. 8 Verpflichtung zur Teilnahme

Antrag: Streichen.

Begründung:

Der vorgesehene Kontrahierungszwang stellt einen erheblichen Eingriff in durch die Verfassung garantierte Rechte, insbesondere in die Eigentumsgarantie und in die Wirtschaftsfreiheit, dar. Mit Blick auf die zahlreichen Unsicherheiten, die mit der Bemessung des Umfangs der Reserve und der Wahrscheinlichkeit ihres Abrufs verbunden sind, sowie der Möglichkeit eine Teilnahme an der Reserve durch die entsprechende Formulierung der Teilnahmebedingungen ausreichend attraktiv zu gestalten, scheint ein solcher Eingriff nur schwer zu rechtfertigen.

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

Eventualantrag:

³Kann das BFE mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der ergänzenden Reserve verpflichtet hat, keine Vereinbarung erzielen, so legt das BFE deren Inhalte fest. Das Entgelt wird dabei so festgelegt, dass dem Betreiber keine ungedeckten Kosten oder finanzielle Risiken entstehen. Sie beinhaltet zudem einen angemessenen Gewinn.

Begründung:

Sollte an Art. 8 und am Kontrahierungszwang festgehalten werden, so muss sichergestellt werden, dass sämtliche Kosten des Betreibers gedeckt werden und er eine angemessene Marge erhält.

Antrag:

⁴Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung, Transport und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Begründung:

Die Zahlungsbedingungen sind nicht in der Verordnung, sondern den Vereinbarungen zu regeln. Die Verordnung sollte keine starre quartalsbasierte Auszahlung vorgeben, sondern mehr Flexibilität erlauben.

Durch das Verfügbarkeitsentgelt sollte auch der Transport abgedeckt werden. Die Reservation der Transportkapazitäten im Gasnetz kann substantiell ausfallen und muss kostenbasiert entschädigt werden.

In der Umsetzung der Verordnung wäre auch noch der Begriff der «Beschaffung» von Brennstoffen zu präzisieren. Unserem Verständnis nach sollte bezüglich Verfügbarkeitsentgelt nur die erstmalige Befüllung eines allfälligen Speichers durch das Verfügbarkeitsentgelt abgedeckt sein, während die Beschaffung ansonsten durch den Abruf entschädigt wird.

Art. 10 Betriebsanforderungen

Antrag:

¹Die Reservekraftwerke müssen ~~möglichst~~ als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Das BFE kann Ausnahmen gewähren, sofern die gemäss Art. 9 Abs. 2f vorgegebene Mindestbetriebsdauer des Kraftwerks sichergestellt ist.

Begründung:

Der Begriff «möglichst» führt zu Unsicherheiten. Die Anforderungen an die Anlagen sollten klar und diskriminierungsfrei sein. Grundsätzlich sollte für alle Anlagen der Zweistoffbetrieb vorgesehen werden und bei einer Ausschreibung zum Neubau als Voraussetzung gelten. Falls einzelne bestehende Anlagen, wie z.B. Notstromaggregate, die Anforderung nicht erfüllen können, deren Einsatz aber trotzdem zielführend ist und die auch ohne Zweistoffbetrieb eine gewisse Mindestbetriebsdauer sicherstellen können, sollte der Bund Ausnahmen gewähren können.

Antrag:

^{2bis}(neu) Das BFE legt die Betriebsanforderungen in der Vereinbarung nach Art. 9 fest. Sie werden im Falle einer Ausschreibung im Vorfeld bekanntgegeben.

Begründung:

Mit der aktuellen Formulierung bleibt unklar, wo die Betriebsbedingungen definiert und verbindlich festgelegt werden. Die Betriebsbedingungen sollten im Vorfeld einer Ausschreibung verbindlich definiert werden und für alle Anlagen im gleichen Masse gelten. Bei einer bilateralen Kontrahierung wären sie im Zuge der Vereinbarung zu definieren.

Art. 11 Tarif für die Nutzung von Rohrleitungen

Antrag:

Das BFE kann einen kostenbasierten Tarif für die Nutzung der Rohrleitungen für die Brennstoffzufuhr festlegen, ~~wenn sich die Betreiber der Reservekraftwerke und diejenigen der Rohrleitungen nicht auf ein angemessenes Entgelt einigen können.~~ Die für die Nutzung der Rohrleitungen entstandenen Kosten werden den Betreibern der Reservekraftwerke kostenbasiert rückvergütet.

Begründung:

Die Betreiber von Reservekraftwerken haben keine Position zur Verhandlung von Tarifen für die Nutzung der Rohrleitungen, sondern sind Tarifnehmer. Die Anforderungen an die Reservation von Rohrleitungskapazitäten sollten klar definiert werden (z.B. Reservation ganzes Jahr oder einzelne Monate) und dem Betreiber kostenbasiert vergütet werden. Um Spezialtarife zu verhandeln, und damit die Kosten der Reserve zu senken, müsste der Bund aktiv werden.

Art. 12 Ausschreibung für spätere neue Reservekraftwerke

Antrag:

¹Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für neue Reservekraftwerke durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung Teilnahme an der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt ~~und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen~~ werden können.

Begründung:

Die mittel- bis langfristige ergänzende Reserve soll über ein wettbewerbliches Verfahren gebildet werden. Da die erstmalige Bildung der Reserve dieser Anforderung nicht genügt, sollte sie zeitlich befristet werden. Die neuen Kraftwerke sind diesbezüglich nicht als «Erweiterung» zu sehen, sondern substituieren temporäre Lösungen. Entsprechend ist die Formulierung zu präzisieren.

Die durch eine Ausschreibung neu gebauten Reservekraftwerke sollten automatisch Teil der ergänzenden Reserve sein – sie werden ausschliesslich für den entsprechenden Zweck gebaut.

Art. 13 & 14 Notstromgruppen

Kommentar:

In der Verordnung wird nur das Verhältnis zwischen BFE und dem «Betreiber» beschrieben. In der Praxis wird es aber oft zu einem Dreiparteien-Verhältnis zwischen BFE, «Pooler» und Eigentümer des Notstromaggregats kommen. Der Pooler stellt dabei den koordinierten, zentralen Abruf der ihm zugeteilten Notstromaggregate sicher. Hingegen sind verschiedene andere Pflichten explizit dem Eigentümer des Notstromaggregates zuzuweisen, insbesondere wenn der Pooler als reiner Dienstleister mit vorgegebener Entschädigung fungiert. Beispielsweise muss der Eigentümer selber dafür

sorgen, dass das Notstromaggregat einsatzbereit ist und entsprechende Treibstoffe vorhanden sind; der Pooler sollte und kann dafür nicht verantwortlich gemacht werden. Es gilt die Bestimmungen grundlegend anzupassen, um die Vereinbarungen und Pflichten eines Dreiparteien-Verhältnisses korrekt abzubilden.

Art. 15 Abrufordnung

Kommentar zu den Abs. 2 und 4:

In der Verordnung sollten nur die Grundsätze und Kriterien für die Abruflogik festgelegt werden, jedoch keine explizite Reihenfolge. Die vorgeschlagene Reihenfolge ist logisch auch nicht vollständig nachvollziehbar bzw. scheinen sich frühere und spätere Kriterien teilweise zu überschneiden und zu wiederholen. Die Abruflogik sollte von der EICom festgelegt werden und zusammen mit entsprechenden Eckwerten transparent und im Vorfeld der Ausschreibung zur Wasserkraftreserve publiziert werden. Hierzu sollte in der Verordnung eine Bestimmung ergänzt werden. Hingegen ist unklar, was mit Absatz 4 «Die EICom kann die Abrufordnung für den laufenden und den nächsten Winter anpassen» gemeint ist.

Antrag:

Abs. 3 streichen.

Begründung:

Die Vorlaufzeit muss bereits Teil der Ausschreibebedingungen oder der Vereinbarung mit dem Betreiber sein.

Art. 16 Abruf

Antrag:

⁵Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzung dafür ist, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird. Die Zuführung zusätzlicher Energie in die Wasserkraftreserve erfolgt gemäss Art. 3 Abs. 4.

Begründung:

Der Mechanismus und die Entschädigung bei einer Aufstockung der Wasserkraftreserve ist klar zu definieren. Es sollte auf die Ausschreibung gemäss Art. 3 Abs. 4 verwiesen werden

Art. 17 Abrufentschädigung

Kommentar zu Abs. 2:

Die Entschädigung soll zum Marktpreis zum Zeitpunkt des Abrufs erfolgen (vgl. dazu auch unseren Kommentar zu Art. 2 Abs. 3 Bst. d).

Antrag:

⁴Die Netzgesellschaft berechnet auf Antrag der Betreiber die Entschädigung nach Absatz 3, ~~aufgrund von~~ ~~durch~~ ~~d~~ Die EICom stellt dafür die notwendigen Formulare für die Berechnung zur Verfügung und legt im Voraus festgelegte einheitlichen Parametern, insbesondere ~~den~~ Preisindizes für die Kosten für die Brennstoffe und die Emissionsrechte, fest. Die Betreiber können eine Prüfung durch die EICom verlangen.

Begründung:

Die Festlegung der Abrufentschädigung ist im Sinne des allgemeinen Rollenverständnisses Sache der EICom und nicht der Nationalen Netzgesellschaft. Entsprechend muss dem Betreiber der Weg einer Prüfung durch die EICom offenstehen. Mit dem Antrag soll zudem das bewährte Vorgehen der Kostendecklaration in vorgegebenen Formularen angewandt werden.

Antrag: Abs. 6 streichen.

Begründung:

Die EICom hat die Parameter so festzulegen, dass sie die effektiven Kosten eines Abrufs abbilden. Der Verweis auf übermässige Gewinne ist keine geeignete Zielsetzung für die Definition der Parameter und nicht notwendig.

Art. 18 Aufgeld bei einem Abruf und Weiterverkauf der Energie

Antrag:

²Die Bilanzgruppen und ihre Händler und bei nachgelagerten Geschäften auch andere Händler oder sonstige Marktakteure erstatten allfällige Gewinne aus ~~dürfen bei~~ einem Weiterverkauf der Energie aus der Reserve zurück ~~keinen Gewinn erzielen und diese Energie nicht ins Ausland verkaufen.~~

Abs. 3 streichen.

Begründung:

Der Weiterverkauf der Energie zugunsten der Versorgungssicherheit in der Schweiz oder zur Verhinderung ihrer Vernichtung sollte grundsätzlich möglich sein. Um falsche Anreize zu vermeiden, ist eine Rückerstattung der Gewinne zielführend und ausreichend. Der entsprechende Verweis kann in Abs. 2 integriert werden.

2. CO2-Verordnung

Art. 41

Antrag:

³Steigen die Treibhausgasemissionen der Anlagen während eines Jahres auf mehr als 25 000 Tonnen CO₂eq, so muss der Betreiber ab Beginn des Folgejahres am EHS teilnehmen. ~~Emissionen von Notstromgruppen, die bei einem Reserveabruf nach der Winterreserveverordnung Strom produzieren und ins Netz einspeisen, werden dabei nicht berücksichtigt.~~

Begründung:

Die gesamte ergänzende Reserve sollte am EHS teilnehmen. Auch für Notstromaggregate sollte keine Ausnahme gelten. Die entsprechende Beschaffung der EHS-Zertifikate kann durch den Pooler oder eine Drittpartei vorgenommen werden. Ausnahmen laufen den Klimazielen entgegen (der Verweis auf nachträgliche Kompensation durch den Bund ist hierbei nicht ausreichend) und bergen das Potential von Diskriminierung zwischen einzelnen Reservekapazitäten.

Kommentar:

Gemäss aktueller Luftreinhalteverordnung dürfen Anlagen, welche die Grenzwerte übersteigen, maximal 50 Stunden pro Jahr betrieben werden. Im Hinblick auf einen potenziell längeren Betrieb der Reservekraftwerke sollte die Luftreinhalteverordnung entsprechend angepasst werden. Zu empfehlen wäre, dass Teilnehmer an der ergänzenden Reserve für den Reserve- und Testbetrieb von dieser Grenze ausgenommen sind, während die Grenze von 50 Stunden bei einem anderweitigen Einsatz allerdings weiterhin gilt. Die Bestimmungen müssen diskriminierungsfrei sowohl für Notstromgruppen als auch Reservekraftwerke gelten. Die Anforderungen bezüglich Treibhausmissionen müssen auch im Vorfeld der Ausschreibung klar sein, eine allfällige Ausstattung von Kraftwerken mit Katalysatoren ist kostspielig.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Christoph Brand
CEO



Lukas Schürch
Head Corporate Public Affairs

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Per E-Mail an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch, Martin.Michel@bfe.admin.ch

Swissgrid AG
Bleichemattstrasse 31
Postfach
5001 Aarau
Schweiz

T +41 58 580 21 11
info@swissgrid.ch
www.swissgrid.ch

Ihr Kontakt
Michael Rudolf
T direkt +41 58 580 35 15
michael.rudolf@swissgrid.ch

18. November 2022

Swissgrid Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

Sehr geehrter Herr Benahmed, Sehr geehrter Herr Michel
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung der «Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (WResV)».

Aus Sicht Swissgrid stellt vorliegender Verordnungsentwurf insgesamt eine gute Grundlage dar für eine Ausweitung der bisherigen Wasserkraftreserve auf weitere Instrumente (Reservekraftwerke und Notstromgruppen). Anpassungsbedarf sehen wir insbesondere zu folgenden Punkten:

- Eine Ausweitung der bisherigen Wasserkraftreserve auf weitere Reserven ist anspruchsvoll und mit erheblichen Umsetzungsaufwänden innerhalb sehr kurzer Zeit verbunden. Swissgrid setzt diese Arbeiten prioritär um. Einzelne Faktoren können jedoch ausserhalb des Einflussbereiches von Swissgrid liegen (bspw. Lieferfristen von Komponenten oder Ressourcenengpässe bei Lieferanten und Dienstleistern). Im Interesse einer raschen Umsetzung ist es auch notwendig, dass die von der EICom festgelegte Abrufordnung für den Winter 2022/23 eindeutig und möglichst einfach ist (siehe Ausführungen zu Art. 15).
- Die Berechnung der Abrufentschädigung von Reservekraftwerken und Notstromgruppen hat durch den Bund (Vorschlag BFE) und nicht durch Swissgrid zu erfolgen (siehe Ausführungen zu Art. 17). Die genannten Abrufentschädigungen basieren auf Vereinbarungen zwischen dem Bund (BFE) und den Betreibern. Swissgrid ist keine Vertragspartei dieser Vereinbarungen und kann nicht zuständig sein für eine «Kraftwerksbetriebsaufsicht».

Weiter sind einzelne Bestimmungen zur Wasserkraftreserve analog bei den Reservekraftwerken und Notstromgruppen nachzuziehen (siehe insb. Art. 9 und Art. 14).

Im Rahmen der Konsultation zur Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve hatte sich Swissgrid u.a. zu den rechtlichen und finanziellen Aspekten einer Reserve auf Verordnungsebene geäussert (Swissgrid Stellungnahme vom 15. Juni 2022). Gerne möchten wir vorliegend noch einmal auf zentrale Anliegen eingehen.

Rechtliche Aspekte

Ergänzend zu der bereits implementierten Wasserkraftreserve sieht die erweiterte Verordnung vor, dass Swissgrid auch den Abruf von Reservekraftwerken und Notstromgruppen (Art. 16 WResV) vornimmt. Die Erläuterungen schreiben diesbezüglich u.a.:

«In diesen Situationen [Knappheitssituationen] dient die Reserve inklusive ihres zweiten, neuen Teils letztlich auch der Netzstabilität. Deshalb ist die Kostentragung über das Netznutzungsentgelt angezeigt» Erläuterungen S. 10.

Wir weisen darauf hin, dass Swissgrid nach geltendem Recht keine Versorgungsverantwortung trägt. Swissgrid bedarf der Stromreserve für die Erfüllung ihres gesetzlichen Auftrags nicht (Details siehe unsere Stellungnahme vom 15. Juni 2022). Zudem geben wir zu bedenken, dass die Kostentragung einer Stromreserve für den Winter auf Verordnungsebene womöglich nicht über eine ausreichende Rechtsgrundlage verfügt. Im Sinne einer klaren Abgrenzung zum bisherigen gesetzlichen Auftrag von Swissgrid gemäss Art. 20 StromVG, im Hinblick auf eine genügende Legitimation zur Erfüllung neuer Aufgaben und zur Gewährleistung der Anrechenbarkeit von Kosten beantragt Swissgrid, dass auf Gesetzesstufe so rasch als möglich die notwendigen Grundlagen für die Stromreserve geschaffen werden.

Die Verantwortung für die jederzeitige Belieferung von Elektrizität an die Endverbraucher tragen die Bilanzgruppen bzw. die jeweiligen Verteilnetzbetreiber. Diese Verantwortung darf in keiner Weise durch das Vorhandensein einer Stromreserve für Knappheitssituationen vermindert werden.

Die Begründung, dass eine Kostentragung über das Netznutzungsentgelt [des Übertragungsnetzes] angezeigt ist, weil die Stromreserve letztlich auch der Netzstabilität dient, ist nicht zutreffend. Zutreffend ist, dass eine Reserve die Stärkung der Versorgungssicherheit der Schweiz als Ganzes bezweckt (vgl. Erläuterungen, S. 1) und deshalb auf Grundlage von Art. 9 StromVG eine Kostenwälzung über die Tarife des Übertragungsnetzes erfolgt. Für Swissgrid ist folglich auch entscheidend, dass sie die Kosten der Stromreserve nach Art. 19 Abs. 2 WResV als separate Position (eigener Tarif) ausweisen kann. Dies entspricht dem Transparenzgedanken gemäss Art. 12 StromVG (insb. auch Art. 12 Abs. 3 StromVG Version Mantelerlass). Ebenso entspricht dies – ganz besonders im Hinblick auf allfällige neue Reservekraftwerke (Art. 12 WResV) – dem Prinzip der Entflechtung von Netz und Produktion gemäss Art. 10 und Art. 18 Abs. 6 StromVG.

Aus Sicht Swissgrid ist im Rahmen des Mantelerlasses (Bundesgesetz über eine sichere Stromversorgung mit erneuerbaren Energien) ein Netzzuschlag für die Stromreserve für den Winter und die voraussichtliche Strategische Reserve (Gaskraftwerke) zu schaffen. Für die Zeitperiode 2024 – 2026 geht der Bundesrat davon aus, dass sich das Netznutzungsentgelt aufgrund ergriffener Massnahmen um durchschnittlich 1.4 Rp. pro kWh endverbraucher Energie erhöht (Medienmitteilung des Bundes vom 19. Oktober 2022). Die Kosten entsprechen damit in etwa der Hälfte der Kosten des Netzzuschlagsfonds nach Art. 37 Energiegesetz (Förderung Erneuerbare Energien).

Finanzielle Aspekte

Swissgrid hat die mit der Abwicklung der Wasserkraft- bzw. neu Stromreserve für den Winter verbundenen finanziellen Risiken bereits zu früheren Zeitpunkten aufgezeigt. Wir bedanken uns an dieser Stelle für den Einbezug und die Berücksichtigung einer Reihe unserer Anliegen. Nach wie vor sind wir jedoch der Auffassung, dass unsere finanziellen Risiken für einen zusätzlichen Auftrag, der nicht unserem derzeitigen gesetzlichen Auftrag entspricht, nicht hinreichend berücksichtigt sind.

In den ersten Jahren stehen den Kosten der Stromreserve noch keine Tarifeinnahmen entgegen. Somit besteht eine Verzögerung, welche durch Swissgrid finanziell überbrückt werden muss. Aufgrund der Höhe der Kosten der Stromreserve ist absehbar, dass es zu einer Verschlechterung der Finanzkennzahlen und damit der Finanzierungsbedingungen auch für alle weiteren Geschäftsfelder des gesetzlichen Auftrags der Swissgrid kommt. Dies kann einerseits höhere Finanzierungskosten für Swissgrid verursachen und andererseits die allgemeine Finanzierungsfähigkeit von Swissgrid beeinträchtigen. Zudem ist fraglich, ob die für die Aufgaben notwendige Liquidität in der geforderten Zeit durch Swissgrid rechtzeitig beschafft werden kann.

Swissgrid erwartet, für sämtliche kurzfristig übertragenen neuen Aufgaben schadlos gehalten zu werden. Dies bedeutet, dass der gesamte Vollzugsaufwand und somit sämtliche Betriebs- und Kapitalkosten inklusive der Kosten für die Bereitstellung der notwendigen finanziellen Mittel für Swissgrid sowie sämtliche indirekte Folgekosten und allfällige Debitorenverluste anrechenbar sein müssen. Gleichzeitig bedeutet dies, dass auch die Liquidität von Swissgrid jederzeit gewährleistet sein muss. Quantitative Bilanzkennzahlen¹ zeigen an, dass weitere Fremdkapitalaufnahmen für die neuen Aufgaben aufgrund der Bilanzkennzahlenentwicklung zu deutlich höheren Risikoaufschlägen führen oder sogar gefährdet sind, sofern keine weiteren Massnahmen ergriffen werden. Zudem können die für die neuen Aufgaben notwendigen Vorfinanzierungen einen Liquiditätsbedarf erreichen, der durch Swissgrid nicht mehr alleine beschafft werden kann, trotz angenommener impliziter «Staatsgarantie». Die Kompensation der Stromreserven auf Basis «cost» gegenüber den gesetzlichen Aufgaben nach StromVG auf Basis «cost-plus» (Art. 15 Abs. 1 StromVG) führt gemäss ersten Rückmeldungen seitens Analysten und Fremdkapitalinvestoren dazu, dass diese Swissgrid künftig risikobehafteter beurteilen. Dies und das sich abzeichnende hohe Finanzierungsvolumen der Stromreserven erzeugen zusehends eine Erwartungshaltung seitens Fremdkapitalinvestoren einer verbindlichen, staatlichen Zusage (wie zum Beispiel

¹ wie Verschuldungsfaktor und Verschuldungskapazität

besicherte Swissgrid Anleihen mittels einer auf die Laufzeit neuer Anleihen befristete Solidarbürgschaft der Eidgenossenschaft). Dies würde Swissgrid die Beschaffung des notwendigen Fremdkapitals zur Erfüllung der operativen finanziellen Abwicklung der Stromreserven sichern. Gleichzeitig könnte eine Solidarbürgschaft ermöglichen, günstigeres Fremdkapital aufzunehmen und damit jährliche Zinskosten einzusparen, was zu einer Entlastung der Endverbraucher führt.

Weiter benötigt Swissgrid frühzeitig Gewissheit über die in Zusammenhang mit den Reservekraftwerken und Notstromgruppen über das Übertragungsnetz zu finanzierenden und wälzenden Kosten. Für eine allfällige Berücksichtigung in den Tarifen 2024 müssen Swissgrid diese Kosten bis Dezember 2022 bekannt sein (vgl. Ausführungen zu Art. 19).

Zu den Bestimmungen im Einzelnen

Art. 2 Eckwerte

Antrag: Die Verwendung der verschiedenen «Reserve»-Begriffe (Reserve, Stromreserve, Wasserkraftreserve, ergänzende Reserve...) ist noch nicht überall konsistent. Art. 2 Abs. 3 Bst. a Ziff. 2 regelt «Dauer und Zeitraum der Reservevorhaltung». Der Begriff «Reservevorhaltung» kann somit in Bezug auf sämtliche Reserven (Wasserkraftreserve, Reservekraftwerke und Notstromgruppen) verstanden werden. Andererseits befasst sich Art. 2 mit den Eckwerten zu der Wasserkraftreserve. **Wir bitten um eine entsprechende Prüfung und Überarbeitung der Verordnung.** In den Art. 3 bis 5 ist unserer Ansicht nach konsequent der Begriff «Wasserkraftreserve» und nicht «Reserve» zu verwenden. Art. 15 und 16 verwenden die Begriffe «Reserve» und «Stromreserve» synonym, wobei nach unserem Verständnis explizit Zweiteres (d.h. alle Reserveteile) gemeint ist.

Art. 5 Vereinbarung mit Betreibern von Wasserkraftwerken

Antrag:

2 In der Vereinbarung sind auf der Grundlage der Ausschreibung insbesondere festzulegen:

e. die Einzelheiten der folgenden Pflichten eines Betreibers gegenüber der Netzgesellschaft:

2. die Meldung der verfügbaren Leistung (**Art. 16 Abs. 2 Bst a**);

3 Kann die Netzgesellschaft mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der **Wasserkraftreserve** verpflichtet, keine Vereinbarung erzielen, so legt die ECom deren Inhalte fest.

Begründung:

Abs. 2 Bst. e Ziff. 2: Korrektur falscher Verweis.

Abs. 3: Präzisierung (vgl. Ausführungen zu Art. 2).

Art. 6 Reservekraftwerke und Notstromgruppen

Antrag:

3 An der Bildung der ergänzenden Reserve teilnehmen können Reservekraftwerke und Notstromgruppen, die in die Schweizer Regelzone einspeisen.

4 Die Reservekraftwerke und Notstromgruppen kommen nur für die Stromreserve zum Einsatz und produzieren keinen Strom für den Markt.

Begründung:

Abs. 3: Regelung analog der Wasserkraftreserve gemäss Art. 3 Abs. 2. Dessen ungeachtet weisen wir daraufhin, dass die Beschränkung auf schweizerische Produzenten von der Europäischen Union (EU) als EU-rechtswidrig betrachtet werden könnte. Bei künftigen Bemühungen um ein Stromabkommen kann dies eine Hürde darstellen².

Abs. 4: Die Auslegung von Abs. 4 ist für Swissgrid nicht eindeutig, insb. ob mit «Markt» auch eine Teilnahme an den Systemdienstleistungen von Swissgrid (u.a. Regelenergiemarkt und der Markt für Redispatch) gemeint ist.

Ferner ist nicht eindeutig, ob der «Marktausschluss» 1) absolut d.h. ganzjährig, 2) während der vereinbarten Reservevorhaltung, 3) während der Betriebsbereitschaft oder 4) nur im tatsächlichen Abruffall gilt. Im Hinblick auf klimapolitische Zielsetzungen (vgl. Erläuterungen S. 4) ist im Falle der Reservekraftwerke eine restriktive Auslegung im Sinne von Variante 1 (ganzjährig) aus Sicht Swissgrid nachvollziehbar.

Betreiber von Notstromgruppen nehmen bereits heute am Markt für (Tertiär-)Regelleistung teil. Soweit diese Betreiber für derartige Einsätze die gesetzlichen Anforderungen (u.a. bzgl. Luftreinhaltung) einhalten und die Anforderungen von Swissgrid erfüllen, ist nicht ersichtlich, weshalb ihnen künftig eine Teilnahme am Markt für Systemdienstleistungen per se untersagt werden soll. Zu regeln wäre die Priorisierung im Falle eines Abrufs der Stromreserve, wobei die Verordnung dazu bereits eine Bestimmung enthält (siehe Art. 14 Abs. 3). Zudem wäre die Verfügbarkeit des Brennstoffs zu berücksichtigen. Dieser Aspekt ist aber nicht grundsätzlich neu, da Notstromgruppen neben einem allfälligen Einsatz für Regelleistung, auch für den Eigenbedarf eingesetzt werden können. Ein «Marktausschluss» würde das Risiko eines

² s. Artikel 26 VERORDNUNG (EU) 2019/943 DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS UND DES RATES vom 5. Juni 2019 über den Elektrizitätsbinnenmarkt

Nutzungskonflikts schaffen zwischen Einsatz zugunsten der Versorgungssicherheit (Stromreserve) und dem sicheren Netzbetrieb (via Systemdienstleistungen).

Für (möglicherweise längere) Einsätze zugunsten der Stromreserve ist aus Sicht Swissgrid zu prüfen, ob Anforderungen bzgl. Luftreinhaltung oder Nutzung von Wärme eingehalten werden können.

Art. 7 Erstmalige Bildung der ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und spätere Erweiterung

Antrag:

3 Für den Zuschlag bei einer Ausschreibung werden insbesondere die folgenden Kriterien berücksichtigt:

c. weitere Kriterien wie die technische Qualität, **die Netzkapazität**, die Bewilligungsfähigkeit, die Auswirkungen auf die Umwelt und den Standort eines Projekts.

Begründung: Neben den genannten Kriterien ist auch die Netzkapazität an den relevanten Netzanschlüssen zu berücksichtigen. Ein Reservekraftwerk würde seinen Zweck verfehlen, wenn es in einen strukturellen Netzengpass einspeisen und/oder erheblichen Netzausbau verursachen würde.

Art. 8 Verpflichtung zur Teilnahme

Kann die ergänzende Reserve nicht im erforderlichen Umfang und zu angemessenen Entgelten gebildet werden, so kann das UVEK in Absprache mit dem WBF die Inhaber von geeigneten Reservekraftwerken oder Unternehmen, die über ein solches Kraftwerk verfügen können und die zum entsprechenden Betrieb fähig sind, verpflichtet, mit einer bestimmten Kraftwerksleistung an der Reserve teilzunehmen.

Kommentar: Eigentümer und Betreiber eines Kraftwerks sind nicht zwingend die gleiche Person. **Im Sinne der Konsistenz und Rechtssicherheit beantragen wir eine Prüfung, ob vorliegend nicht ebenfalls der Begriff Betreiber zu verwenden ist.** Dies ist auch im Hinblick auf die Änderungsanträge in Art. 9 Abs. 6 und 14 Abs. 6 (EiCom Festlegung von Vereinbarungen, wenn Swissgrid keine Einigung mit einem Betreiber erzielen konnte) zu berücksichtigen.

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

Antrag:

1 Das BFE schliesst mit jedem Betreiber, der aufgrund einer Einigung, eines Zuschlags oder einer Verpflichtung an der **ergänzenden** Reserve teilnimmt, eine Vereinbarung über den Einsatz für die **ergänzende** Reserve ab. Die Vereinbarungen unterscheiden sich je nachdem, ob der Betreiber der Eigentümer der Anlage ist oder ob er eine andere Berechtigung daran hat.

2 In der Vereinbarung insbesondere festzulegen sind:

- a. die für die **ergänzende** Reserve einsetzbare Leistung;
- b. die Dauer und der Zeitraum der Verfügbarkeit;
- c. das Verfügbarkeitsentgelt **und die Abrufentschädigung** für den Betreiber;
- d. **Anzahl der jährlichen reservekraftwerkspezifischen Testbestriebe** und ein Zeitfenster für die Revision und den Unterhalt;
- e. die Inhalte nach Artikel 5 Absatz 2 Buchstaben d, e und g.

3 Kann das BFE mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der ergänzenden Reserve verpflichtet hat, keine Vereinbarung erzielen, so legt das BFE deren Inhalte fest.

4 Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

5 Die nationale Netzgesellschaft schliesst mit jedem Betreiber, der aufgrund einer Einigung, eines Zuschlags oder einer Verpflichtung an der ergänzenden Reserve teilnimmt, eine Vereinbarung über den Einsatz ab. Die Vereinbarungen sollen soweit möglich einheitlich sein.

6 Kann die Netzgesellschaft mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der Reserve verpflichtet, keine Vereinbarung erzielen, so legt die EICom deren Inhalte fest.

Begründung:

Abs. 1: Präzisierungen.

Abs. 1 und 5 NEU: Swissgrid ist mit dem Vorgehen, dass das BFE Vereinbarungen mit den Betreibern von Reservekraftwerken (Art. 9) und Notstromgruppen (Art. 14) trifft, einverstanden. Für

eine operative Umsetzung eines Abrufs ist jedoch auch eine Vereinbarung zwischen Swissgrid und dem Betreiber erforderlich. Swissgrid beantragt eine analoge Regelung zu Art. 5 Abs. 1. Im Rahmen der Vereinbarung wird u.a. die für den Abruf und die Abrechnung erforderliche Präqualifikation des Kraftwerks geregelt.

Bei Reservekraftwerken soll die Möglichkeit bestehen, von der Einheitlichkeit von Vereinbarungen (vgl. Art. 5 Abs. 1) abzuweichen. Dies weil Reservekraftwerke sehr unterschiedliche Eigenschaften aufweisen können und gemäss Art. 6 Abs. 3 nicht «für den Markt» produzieren dürfen. Dadurch können sich z.B. deutlich unterschiedliche Vorlaufzeiten für den Abruf ergeben.

In diesem Zusammenhang ist für Swissgrid noch nicht abschliessend geklärt, welche vertragliche Rolle mit «Betreiber» gemeint ist. Für die Etablierung der Wasserkraftreserve hat Swissgrid Verträge mit den Anbietern in der Rolle als «Wasserkraftreserveverantwortliche» abgeschlossen. Bei Reservekraftwerken wäre dieses Vorgehen analog anzuwenden und eine neue vertragliche Rolle einzuführen. Im Falle von Notstromgruppen wäre die Vertragsrolle durch einen Aggregator (Pooler) wahrzunehmen und ebenfalls eine neue vertragliche Rolle einzuführen. **Eine direkte «Verbindung» zwischen Swissgrid und einzelnen Notstromgruppen wäre aufgrund ihrer Vielzahl und ihrem Standort in untergelagerten Netzebenen weder vertraglich noch technisch umsetzbar.**

Abschliessend weisen wir daraufhin, dass der Abruf von Notstromgruppen in untergelagerten Netzebenen mit operativen Risiken verbunden ist. Besteht zum Zeitpunkt eines Abrufs, bzw. entsteht durch den Abruf, ein Netzengpass im Verteilnetz, so haben Massnahmen seitens Verteilnetzbetreiber zur Gewährleistung des sicheren Netzbetriebs Vorrang. Die Prozesse für eine Koordination zwischen Übertragungs- und Verteilnetzbetreiber sind im aktuellen regulatorischen Rahmen noch nicht abgebildet. Swissgrid erarbeitet und erprobt Ansätze dazu im Zuge von Pilotprojekten (z.B. TSO-DSO Koordination via Equigy) mit ausgewählten Verteilnetzbetreibern.

Abs. 2 Bst. a: Präzisierung analog Abs. 1.

Abs. 2 Bst. c: Siehe Artikel 17.

Abs. 2 Bst. d: Die Reservekraftwerke benötigen womöglich mehr als einen Testbetrieb pro Jahr.

Abs. 4: Die Abgrenzung zwischen einsatzunabhängigen Kosten nach Art. 9 Abs. 4 und Art. 14 Abs. 2 gegenüber den einsatzabhängigen Kosten nach Art. 17 Abs. 3 und 5 ist für Swissgrid noch nicht stringent. An beiden Stellen werden die Kosten für (Beschaffung und Lagerung von) Brennstoffen genannt. **Wir beantragen eine Klarstellung in der Verordnung oder zumindest in den Erläuterungen.**

Unklar ist zudem, ob mit «Netzanschlusskosten» nur der Strom- oder auch der Gasanschluss gemeint ist.

Abs. 6 NEU: Sollen gemäss Art. 8 und Art. 13 Abs. 3 auch Reservekraftwerke und Notstromgruppe zu einer Teilnahme an der Stromreserve verpflichtet werden können, so ist eine Bestimmung analog zu Art. 5 Abs. 3 aufzunehmen.

Art. 10 Betriebsanforderungen

3 Die Generatoren dürfen ausserhalb der Bereitschaftszeiten für die Spannungshaltung eingesetzt werden.

Kommentar: Bei einer Umsetzung der Bestimmung stellen sich aus Sicht Swissgrid Fragen:

- Steht ausserhalb der Bereitschaftszeiten auch Betriebspersonal zur Verfügung?
- Es ist vorab zu klären, wer in diesem Fall die Kosten trägt, zumal Spannungshaltung ebenfalls in einem Markt stattfindet. Ebenso ist vorab zu beschreiben, wem daraus entstehende Erträge zustehen.
- Was ist die rechtliche Situation hinsichtlich Vorgaben zu Lärmschutz, Luftqualität usw.?

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

Antrag:

1 Das BFE schliesst mit den Betreibern von Notstromgruppen eine Vereinbarung über den Einsatz für die **ergänzende** Reserve ab. Eine Vereinbarung kann mehrere Betreiber umfassen. Die Vereinbarungen müssen einheitlich sein. Ihr Inhalt richtet sich sinngemäss nach Artikel 9.

2 Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Notstromgruppe und die dafür nötigen anlageseitigen Investitionen einschliesslich allfälliger Sanierungskosten. **Die ElCom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.**

3 Die Betreiber können die Notstromgruppen weiterhin für ihre eigenen betrieblichen Zwecke nutzen. Der Einsatz für die Stromreserve hat im Fall eines Abrufs Vorrang.

4 Das BFE kann technische Betriebsanforderungen festlegen.

5 Die nationale Netzgesellschaft schliesst mit geeigneten Aggregatoren, die aufgrund einer Einigung, eines Zuschlags oder einer Verpflichtung an der ergänzenden Reserve teilnehmen, eine Vereinbarung über den Einsatz ab. Die Vereinbarungen müssen einheitlich sein.

6 Kann die Netzgesellschaft mit einem Betreiber, den das UVEK zur Teilnahme an der ergänzenden Reserve verpflichtet, keine Vereinbarung erzielen, so legt die El-Com deren Inhalte fest.

Begründung:

Abs. 1: Präzisierung.

Abs. 2: Neben einer allfälligen Teilnahme an der Stromreserve dienen Notstromgruppen dem Eigenbedarf. Folglich haben diese Anlagen einsatzunabhängige Kosten, welche nicht zwingend mit der Teilnahme an der Stromreserve zusammenhängen. Beispielsweise entstehen durch den Eigenbedarf Wartungskosten. Durch eine Teilnahme an der Stromreserve können diese ggf. höher ausfallen. Dem Betreiber sind folglich nur die einsatzunabhängigen Kosten im Zusammenhang mit der Teilnahme an der Stromreserve zu vergüten. **Swissgrid beantragt eine entsprechende Klarstellung in den Erläuterungen und Berücksichtigung in den Vereinbarungen zwischen BFE und (Aggregatoren) von Notstromgruppen.** Zudem ist analog Art. 9 Abs. 4 aufzunehmen, dass die EICom auf Anfrage fallweise die Angemessenheit des Verfügbarkeitsentgelt beurteilt.

Abs. 2 erwähnt zudem «*Investitionen einschliesslich allfälliger Sanierungskosten*». Aus Sicht Swissgrid besteht damit ein Risiko von Mitnahmeeffekten. Ein Betreiber einer Notstromgruppe könnte an der Stromreserve teilnehmen und sich damit auch ansonsten fällig gewordene Sanierungskosten seiner Anlage finanzieren lassen. Folglich wäre auch hier eine Angemessenheitsbeurteilung der Kosten im Sinne von Art. 9 Abs. 4 angezeigt.

Abs. 3: Die Streichung ergibt sich aus dem Änderungsantrag zu Art. 6 Abs. 4.

Abs. 5 und 6 NEU: Analoge Regelungen zu Art. 5 Abs. 1 resp. Art. 9 Abs. 5 und 6.

Art. 15 Abrufordnung**Antrag:**

1 Die EICom legt das Zusammenspiel der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve für den Fall eines Abrufs in einer Abrufordnung fest **und veröffentlicht diese**. Darin wird festgelegt, in welcher Versorgungslage, in welcher Reihenfolge und in welchem Umfang Energie aus **der Stromreserve** ~~beiden Reserveteilen~~ abgerufen wird.

2 Sie beachtet dafür in der folgenden Reihenfolge:

- a. eine rechtzeitig verfügbare und ausreichend grosse Leistung;
- b. die Schonung von beschränkt verfügbaren Teilen der Reserven;
- c. tiefe Kosten;
- d. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen; und
- e. die folgenden weiteren Bedingungen:

1. die Verfügbarkeit der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve sowie die Einsatzgeschwindigkeit der verschiedenen Anlagentypen bei einem Abruf,
2. den Abrufzeitpunkt im Winter oder im Frühling,
3. die voraussichtliche Dauer und Häufigkeit eines Abrufs,
4. die Verfügbarkeit des Brennstoffs,
5. die technischen Besonderheiten der verschiedenen Anlagentypen,
6. die unterschiedlichen Schadstoff- und Lärmemissionen der verschiedenen Anlagentypen.

4 Die EICom kann die Abrufordnung für den laufenden und den nächsten Winter anpassen.

Begründung:

Abs.1: Analog den Eckwerten für die Wasserkraftreserve hat die EICom im Sinne der Transparenz und Rechtssicherheit auch die Abrufordnung zu veröffentlichen. Zudem ist in Abs. 1 der Begriff («Stromreserve») zu verwenden. Die Abrufordnung hat das Verhältnis sowohl zwischen als auch innerhalb aller Reserveteile (Wasserkraftreserve, Reservekraftwerke und Notstromgruppen) zu regeln.

Abs. 2: Die Abrufordnung gemäss Abs. 2 stellt ein zentrales Element der vorliegenden ausweiteten Verordnung dar. Aus Sicht Swissgrid bedarf die Auflistung jedoch weiterer Überarbeitung. Dazu folgende Hinweise:

- Bst. e Ziffer 4 «Verfügbarkeit des Brennstoffs» ist aus Sicht Swissgrid ein zentrales Kriterium, erscheint in der Reihenfolge jedoch erst gegen Ende. Das Kriterium ist dabei gesamthafter zu sehen – gemeinsam mit der Verfügbarkeit der Wasserkraftreserve (Ziffer 1) sowie Verfügbarkeit der Kraftwerke allgemein und der Importkapazitäten. Zudem stellt sich die Frage, ob in Ziffer 4 die Verfügbarkeit zur unmittelbaren Nutzung durch das Kraftwerk oder gesamthaft (Stichwort «Supply Chain») gemeint ist.
- Die Auflistung enthält Wiederholungen / Überlappungen bspw. Bst. d und Bst. e Ziffer 6 hinsichtlich Schadstoffe.
- Bst. c «tiefe Kosten» setzt voraus, dass die Abrufentschädigung im Voraus vereinbart und bekannt ist.

Die Bestimmungen (Bst. b, Bst. e Ziff. 1 bis 4) implizieren zudem Monitoring-Aufgaben und Adequacy-Analysen. Vergleiche dazu die Erläuterungen:

«Absatz 2 listet die Hauptanliegen und die Kriterien auf, die für die Abrufordnung zu beachten sind. Dabei spielt die Art der möglichen Knappheitssituation und die

Verfügbarkeit der verschiedenen Energiereserven eine grosse Rolle. Ist beispielweise das Wasser in den Speicherseen knapp, sind die Brennstoffe für die Reservekraftwerke aber ausreichend verfügbar, sollen die Reservekraftwerke bevorzugt eingesetzt werden.» S. 8.

Aus Sicht Swissgrid liegt die Verantwortung für allfällige Monitoring-Aufgaben und Adequacy-Analysen beim Bund. Soweit es die gesetzlichen und vertraglichen Rahmenbedingungen vorsehen bzw. erlauben, unterstützt Swissgrid diese Arbeiten gerne. Bis anhin besteht im StromVG (im Gegensatz zu bspw. dem Landesversorgungsgesetz – Art. 60) jedoch keine Rechtsgrundlage, womit auch die Anrechenbarkeit von Kosten nicht gewährleistet ist.

Im Hinblick auf den Winter 2022/23 weist Swissgrid darauf hin, dass eine Ausweitung der bisherigen Wasserkraftreserve auf weitere Reserven mit erheblichen Umsetzungsaufwänden innerhalb sehr kurzer Zeit verbunden ist. Eine Abrufordnung unter Berücksichtigung von bspw. Schadstoffemissionen gemäss Abs. 2 Bst. d setzt voraus, dass Swissgrid über diese Informationen zu jedem einzelnen Reservekraftwerk und jeder einzelnen Notstromgruppe verfügt. Soll auch die Verfügbarkeit der gesamten zur Verfügung stehenden Energie innerhalb eines Wasserkraftwerkskomplexes aus der Wasserkraftreserve sowie die Verfügbarkeit der Brennstoffe (Abs. 2 Bst. e Ziff. 1 und 4) berücksichtigt werden, müsste Swissgrid zusätzlich über weitere Daten verfügen (u.a. könnten hierzu Daten zu den Seeständen sowie zu sämtlichen durch die Vertragspartnerinnen bereits abgeschlossenen und zu zukünftigen Handelsgeschäften erforderlich sein). Keines davon ist Stand heute in den Verträgen zwischen Swissgrid und den Betreibern geregelt und auch in den Systemen von Swissgrid nicht implementiert und würde einen enormen zusätzlichen Arbeitsaufwand darstellen. Ohne entsprechende Rechtsgrundlage könnten solche Daten vom Vertragspartner auch nicht eingefordert werden. Ebenso wäre offen, wer für die Gewährleistung der Datenqualität zuständig wäre und die dabei entstehenden Kosten zu tragen hätte.

Im Interesse einer raschen Umsetzung, ist es notwendig, dass die von der EICom festgelegte Abrufordnung für den Winter 2022/23 eindeutig und möglichst einfach ist. **Swissgrid beantragt die Aufnahme einer Ergänzung oder Übergangsbestimmung, wonach die EICom für den Winter 2022/23 (in Abweichung von Art. 15 Abs. 2) eine vereinfachte Abrufordnung festlegen und nach Art. 15 Abs. 4 für künftige Winter weiterentwickeln kann.**

Abs. 4: Die Formulierung «für den laufenden und den nächsten Winter» ist für Swissgrid unklar. Aus Sicht Swissgrid ist ausreichend zu regeln, dass die EICom die Abrufordnung anpassen kann. Entsprechende Anpassungen haben mit genügend zeitlichem Vorlauf zu erfolgen, so dass sowohl die Betreiber als auch Swissgrid diese Anpassungen berücksichtigen bzw. implementieren können.

Art. 16 Abruf

Antrag:

3 Die Netzgesellschaft nimmt den Abruf nach der Abrufordnung und **innerhalb dieser** diskriminierungsfrei vor. Der Abruf der Wasserkraftreserve erfolgt grundsätzlich über alle Betreiber, die an dieser Reserve teilnehmen, proportional zur vereinbarten Energiemenge.

4 Bei einer anderweitigen unmittelbaren Gefährdung, insbesondere einer Gefährdung des stabilen Netzbetriebs, kann die Netzgesellschaft in Abweichung von Absatz 1 Elektrizität von Anlagen aus beiden **Reserveteilen** auch ohne fehlende Markträumung oder ohne Bedarfsmeldung einer Bilanzgruppe abrufen. Ein Abruf ist in Ausnahmefällen auch im Rahmen allfälliger internationaler Solidaritätsvereinbarungen möglich. Die Netzgesellschaft meldet alle Abrufe nach diesem Absatz der EICom.

5 Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzung dafür ist, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.

Begründung:

Abs. 3: Swissgrid gibt zu bedenken, dass zwischen den Vorgaben der Abrufordnung nach Art. 15 und der Diskriminierungsfreiheit Zielkonflikte bestehen. Das Verständnis von Swissgrid bzgl. Art. 16 Abs. 3 ist, dass die Abrufordnung nach Art. 15 im Sinne einer «lex specialis» der Diskriminierungsfreiheit vorgeht. Diskriminierungsfreiheit ist somit nur «innerhalb der Abrufordnung» zu gewährleisten (bspw. zwischen zwei basierend auf den Vorgaben der Abrufordnung gleichgestellten Reservekraftwerken). Wir beantragen eine entsprechende Präzisierung.

Abs. 3 regelt zudem, dass der Abruf der Wasserkraftreserve proportional zur vereinbarten Energiemenge erfolgt. Für Reservekraftwerke und Notstromgruppen fehlt eine entsprechende Bestimmung. Folglich ist nicht geklärt, wie der Abruf von zwei oder mehreren Kraftwerken (oder Aggregatoren), welche gemäss Abrufordnung gleichgestellt sind, zu erfolgen hat. **Swissgrid beantragt eine entsprechende Klarstellung in der Verordnung und oder der Abrufordnung der EICom gemäss Art. 15.**

Abs. 4: Präzisierung (Formulierung analog Art. 1 Abs. 2 Bst. c).

Swissgrid gibt zudem zu bedenken, dass im Falle einer Gefährdung des stabilen Netzbetriebs Swissgrid alle notwendigen Massnahmen anzuordnen hat (Art. 20 Abs. 2 Bst. c StromVG). In einem solchen Fall können sowohl Umsetzungszeit als auch Ort des Abrufs (Netzknoten) kritisch sein. Bei einer unmittelbaren Gefährdung des sicheren Netzbetriebs darf Swissgrid deshalb nicht zwingend an die Vorgaben gemäss Abs. 3 inkl. Art. 15 Abs. 2 (Abrufordnung) gebunden sein, was normenhierarchisch (Gesetz vor Verordnung) auch nicht der Fall ist.

Auch möchte Swissgrid klarstellen, dass Swissgrid ihre Rolle für «andere unmittelbare Gefährdungen» als diejenige des stabilen Netzbetriebs trotz des Wortlauts («kann») nicht als Pflicht des Abrufs versteht und einen solchen Abruf nur nach Rücksprache mit der ECom/Bund vornehmen würde.

Swissgrid hatte bereits im Rahmen der Konsultation der Verordnung zur Wasserkraftreserve darauf hingewiesen, dass die Auslegung der Bestimmung hinsichtlich «Internationalen Solidaritätsvereinbarungen» Fragen aufwirft. Beispielsweise wäre zu klären, ob die Reserve im Rahmen von MEAS (Mutual Emergency Assistance Services) eingesetzt werden kann. Swissgrid geht davon aus, dass der Bund mit der Bestimmung ausschliesslich auf neue Solidaritätsvereinbarungen (Staatsverträge) abzielt. Basierend auf dieser Prämisse würde Swissgrid einen Abruf im Rahmen von internationalen Solidaritätsvereinbarungen nur in Rücksprache mit der ECom/Bund vornehmen.

Abs. 5: Für Swissgrid ist die Auslegung von Abs. 5 noch nicht eindeutig. Abs. 5 spricht von einem Abruf «um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen». Hierunter kann ggf. auch das verlustbehaftete «Hochpumpen» von Wasser (Pumpbetrieb) verstanden werden. Die Erläuterung (S. 9) schreiben hingegen «Dabei wird der Strom, der in einem Speicherkraftwerk produziert worden wäre, durch Strom aus den Reservekraftwerken ersetzt». **Swissgrid beantragt eine Klarstellung. Aus Verordnung und Erläuterungen hat eindeutig hervorzugehen, ob ein «Hochpumpen» vom Verordnungsgeber vorgesehen oder nicht vorgesehen ist.**

Art. 17 Abrufentschädigung

Antrag:

2 Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ECom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d).

3 Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie

1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,
2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;

b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.

~~4 Die Netzgesellschaft berechnet die Entschädigung nach Absatz 3 aufgrund von durch die ECom im Voraus festgelegten einheitlichen Parametern, insbesondere den Preisindizes für die Kosten für die Brennstoffe und die Emissionsrechte.~~

4 Das BFE berechnet die Entschädigung nach Absatz 3 aufgrund von im Voraus festgelegten einheitlichen Parametern, insbesondere den Preisindizes für die Kosten für die Brennstoffe und die Emissionsrechte. Die ECom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

5 Bei den Notstromgruppen werden mit der Abrufentschädigung die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs vergütet, wie die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger, die Emissionsrechte oder die CO₂-Abgabe sowie für weitere Betriebsmittel. **Für die Berechnung gilt sinngemäss Absatz 4.**

~~6 Die ECom kann für die Entschädigungen nach den Absätzen 3-5 Parameter festlegen, um allfällige übermässige Gewinne zu begrenzen.~~

Begründung:

Abs. 3 und 5: Für Swissgrid ist unklar, worauf sich «Netznutzung» gemäss Bst. a Ziffer 1 bezieht. Für die Nutzung des Stromnetzes fallen keine Netznutzungsentgelte an. Es gilt das «Auspeiseprinzip» gemäss Art. 14 Abs. 2 StromVG. Ginge es vorliegend um die allfällige Nutzung des Gasnetzes, wäre dies in den Bestimmungen zu präzisieren.

Abs. 3 bis 6: Swissgrid lehnt den vorgeschlagenen Mechanismus für die Abrufentschädigung von Reservekraftwerken und Notstromgruppen ab. Die genannten Abrufentschädigungen basieren auf Vereinbarungen zwischen dem BFE und Betreibern gemäss Art. 9 und 14. Swissgrid ist keine Vertragspartei dieser Vereinbarungen. Swissgrid ist zudem nicht zuständig für eine Aufsicht des Betriebs von Kraftwerken und es kann nicht ihre Aufgabe sein, die Richtigkeit und Angemessenheit von Angaben zu z.B. Brennstoff- und Personaleinsatz zu überprüfen. Dazu fehlen Swissgrid auch die rechtlichen und vertraglichen Grundlagen (vgl. Ausführungen zu Art. 15 Abs. 2).

Wir schlagen folgende Optionen vor, wie die Abrufentschädigung abgewickelt werden kann:

- Das BFE regelt die Abrufentschädigung im Rahmen ihrer Vereinbarung mit dem Betreiber eines Reservekraftwerks / Notstromgruppe und berechnet die Entschädigung bei einem Abruf – siehe Änderungsanträge oben.
- Die Vergütung von Reservekraftwerken und Notstromgruppen erfolgt analog dem Vorgehen bei der Wasserkraftreserve. D.h. es erfolgt eine Vergütung abgerufener Energie pro MWh gestützt auf Regelungen in Eckwerten der ECom.

Abschliessend weisen wir daraufhin, dass die Abs. 4 und 5 Verordnungsentwurf nicht konsistent sind. Gemäss Abs. 4 Verordnungsentwurf legt die ECom einheitliche Parameter für die Entschädigung von Reservekraftwerken gemäss Abs. 3 fest. Im Abs. 5 Verordnungsentwurf d.h. bezüglich den Notstromgruppen fehlt diese Bestimmung. Da es u.a. um Parameter hinsichtlich Kosten für Brennstoffe geht, ist nicht ersichtlich, weshalb die Parameter nur für die Reservekraftwerke und nicht auch die Notstromgruppen festgelegt werden.

Art. 18 Aufgeld bei einem Abruf und Weiterverkauf der Energie

2 Die Bilanzgruppen und ihre Händler und bei nachgelagerten Geschäften auch andere Händler oder sonstige Marktakteure dürfen bei einem Weiterverkauf der Energie aus der Reserve keinen Gewinn erzielen und diese Energie nicht ins Ausland verkaufen.

Kommentar: Swissgrid bezweifelt, dass das in Art. 18 Abs. 2 verankerte und mit Art. 23 Abs. 1 Bst. a sanktionierte Verkaufsverbot ins Ausland kompatibel ist mit den völkerrechtlichen Verpflichtungen der Schweiz (Verbot von Exportrestriktionen). In der aktuellen Situation der zunehmenden Isolation des Schweizer Strommarktes erachtet Swissgrid die Bestimmung als negatives Signal im Verhältnis der Schweiz mit der EU. Sie widerspricht auch dem am 1. Dezember 2021 unterzeichneten MoU des Pentilateralen Energieforums zur Stromkrisenvorsorge, mit dem die Unterzeichnerstaaten sich gegenseitige Unterstützung zusagen (u.a. «assess possible measures such as cross-border usage of reserve capacities and flexible loads»). Des Weiteren ist die Schweiz auf absehbare Zeit auf Winterstromimporte angewiesen. Der guten Ordnung halber sei erwähnt, dass Swissgrid über keine gesetzliche Grundlage verfügt, Exportrestriktionen aus anderen Gründen als solchen der gefährdeten Netzsicherheit (Art. 20 StromVG) durchzusetzen.

Art. 19 Kosten und Finanzierung

Antrag:

1 Die Kosten für die Stromreserve setzen sich zusammen aus:

- a. dem Vorhalteentgelt an die Betreiber in der Wasserkraftreserve;
- b. dem Verfügbarkeitsentgelt an die Betreiber von Reservekraftwerken und von Notstromgruppen;
- c. der Abrufentschädigungen für die Betreiber.

2 Die Finanzierung erfolgt:

- a. als Teil des Netznutzungsentgelts für das Übertragungsnetz analog zu den Systemdienstleistungen (Art. 15 Abs. 2 Bst. a StromVG), wobei dieser Teil des Netznutzungsentgelts als eigenständige Position in Rechnung zu stellen ist;
- b. durch die Einnahmen aus:
 1. den Zahlungen der Bilanzgruppen nach Artikel 18 Absatz 1,
 2. den Konventionalstrafen nach Artikel 5 Absatz 2 Buchstabe g, Artikel 9 Absatz 2 Buchstabe e oder Artikel 14 Absatz 1.

3 Der Vollzugsaufwand, insbesondere derjenige der Netzgesellschaft, wird einschliesslich der Vorbereitungsarbeiten ebenfalls aus den Einnahmen nach Absatz 2 **Buchstabe a** finanziert. Er berechnet sich nach den tatsächlichen Kosten, dies auch bei den Kapitalkosten. **Bei der Verzinsung der Kapitalkosten und der Deckungsdifferenzen werden die tatsächlichen Kosten der Finanzierung in Form eines kalkulatorischen Zinssatzes berücksichtigt.** insbesondere bei der Verzinsung von Deckungsdifferenzen.

Begründung:

Abs. 1 Bst. b: Für Swissgrid kommt aus der Verordnung nicht eindeutig hervor, durch wen (BFE / Swissgrid) das Verfügbarkeitsentgelt und die Abrufentschädigung an Reservekraftwerke und Notstromgruppen zu leisten ist. Die Erläuterungen (S. 8) können ggf. so interpretiert werden, dass die Zahlung durch Swissgrid erfolgt. Andererseits steht in Art. 9 Abs. 4 letzter Satz: *«Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.»* Dies – wie auch die Erläuterungen zu Art. 9 Abs. 4 - kann so interpretiert werden, dass die Zahlungen zuhanden Betreiber vom BFE wahrgenommen werden. **Sollen Entschädigungen ab Inkrafttreten der Verordnung (gemäss Verordnungsentwurf ab 15. Februar 2023) durch Swissgrid erfolgen, benötigt Swissgrid bis Dezember 2022 vonseiten BFE die Beträge des Verfügbarkeitsentgelts und die voraussichtliche Höhe der Abrufentschädigung. Ohne diese Informationen kann die Finanzierung von Entschädigungen womöglich nicht gewährleistet werden und eine Berücksichtigung in den Tarifen 2024 ist nicht möglich.**

Abs. 2 Bst. b Ziff. 2: Swissgrid ist der Ansicht, dass die Anordnung von Konventionalstrafen Aufgabe der EICom ist im Zuge ihrer Überwachungsaufgabe und Anordnungen nach Art. 22 Abs. 3.

Abs. 3:

Abs. 3 erster Satz stellt eine Neuerung zum Wortlaut gemäss Verordnung Wasserkraftreserve dar: *«Der Vollzugsaufwand, insbesondere derjenige der Netzgesellschaft, wird einschliesslich der Vorbereitungsarbeiten ebenfalls aus den Einnahmen nach Absatz 2 finanziert.»* Für Swissgrid ist nicht eindeutig, worauf sich das Wort «insbesondere» bezieht. Die Erläuterungen enthalten hierzu keine Ausführungen. Nach unserem Verständnis sind hierunter insbesondere die Kosten nach Art. 20 *Rückzahlungen an den Bund* zu verstehen. Swissgrid weist daraufhin, dass bzgl. dieser und allfälliger weiterer «Fremdkosten» Swissgrid nicht für die Prüfung von deren Angemessenheit zuständig sein kann und die Anrechenbarkeit der Kosten gewährleistet sein muss.

Wir schlagen eine Präzisierung vor, wonach der Vollzugsaufwand aus den Einnahmen nach Absatz 2 **Buchstabe a** finanziert wird.

Die Bereitstellung finanzieller Mittel bei Swissgrid erfolgt über eine allgemeine Cash-Flow-Finanzierung. Auch für die Kosten der Stromreserve erfolgt daher keine spezifische Finanzierung bzw. Zwischenfinanzierung. Dementsprechend können dieser Sparte keine spezifischen Zinskosten zugewiesen werden. Die Berücksichtigung von (tatsächlichen) Zinskosten ist approximativ über einen kalkulatorischen Zinssatz unter Berücksichtigung der Eigenschaften der

Finanzierung in der Sparte Stromreserve (z.B. Zwischenfinanzierung über 3 bis 5 Jahre bei Deckungsdifferenzen) möglich.

Entscheidend für Swissgrid ist auch, dass Swissgrid schadlos gehalten wird. Vergleiche dazu die Erläuterungen zur Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve:

«Swissgrid wird somit betreffend Abwicklungskosten der Wasserkraftreserve schadlos gehalten. Dies betrifft auch den Fall, dass eine Bilanzgruppe zahlungsunfähig wird und die Abrufkosten nicht begleichen kann.» S. 10

Art. 20 Rückzahlungen an den Bund

Antrag:

1 Die Kosten, die dem Bund entstanden sind, damit Reservekraftwerke per Februar 2023 in Betrieb gehen können, sowie allfällige Mietkosten, die der Bund anstelle eines Betreibers übernimmt, werden dem Bund ohne Verzinsung über drei Jahre aus Mitteln nach Artikel 19 Absatz 2 zurückerstattet. **Die Rückerstattung erfolgt spätestens zum Zeitpunkt, an dem die Vergütungen nach Artikel 19 Absatz 1 über die Tarife vereinnahmt wurden.** Dazu wird das Netznutzungsentgelt des Übertragungsnetzes ab 2024 über drei Jahre entsprechend erhöht.

Begründung: Swissgrid begrüsst das gemäss Art. 20 vorgesehene Vorgehen, wonach die Rückzahlungen an den Bund erst ab dem Jahr 2024 beginnen (Erläuterungen S. 10). Damit erfolgen Rückzahlungen erst ab dem Zeitpunkt, ab dem Swissgrid die Kosten über die Tarife auch einholt. Swissgrid beantragt, dass bzgl. Rückerstattung an den Bund nicht eine feste Frist in der Verordnung festgelegt wird. Damit bestünde mehr Flexibilität bei der Rückerstattung bzw. auch der Verwendung der Tarifeinnahmen. So könnte Swissgrid die Tarifeinnahmen prioritär für die Vergütung der Abwicklung der Stromreserve einsetzen. Die Rückzahlung an den Bund würde dann erfolgen, wenn die Tarifeinnahmen nach Art. 19 Abs. 2 höher sind als die Vergütung von Vorhaltung, Verfügbarkeitsentgelt und Abruf gemäss Art. 19 Abs. 1. Dies könnte dazu beitragen, die Liquiditätssituation bei Swissgrid (vgl. Abschnitt finanzielle Aspekte) zu entspannen.

Die Details der Rückerstattung zuhanden Bund sind noch zu klären – bspw. ob ab 2024 eine Rückerstattung auf Monatsbasis in Verbindung mit den tatsächlichen Tarifeinnahmen erfolgt.

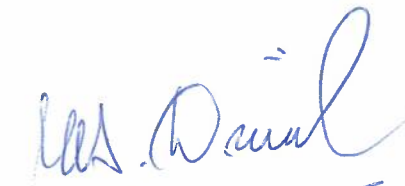
Für eine Berücksichtigung von Kosten in den Tarifen 2024 würde Swissgrid bis Dezember 2022 den definitiven Betrag dieser Kosten benötigen (vgl. Ausführungen zu Art. 19). Gleiches gilt für allfällige kantonale Abgeltungen gemäss Abs. 4.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Swissgrid AG



Yves Zumwald
CEO



Maurice Dierck
Head of Market



Fédération des
Entreprises
Romandes

FER Genève - FPE Bulle - UPCF Fribourg
FER Arcju - FER Neuchâtel - FER Valais

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch

Martin.michel@bfe.admin.ch

Office fédéral de l'énergie (OFEN)
3003 Berne

A l'att. de Madame Simonetta Sommaruga,
Conseillère fédérale

Genève, le 16 novembre 2022
EY – 3199 / FER N°51-2022

Ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'hiver (OIRH)

Madame la Conseillère fédérale,

Nous avons pris connaissance avec intérêt de l'objet mis en consultation et vous faisons parvenir ci-dessous notre prise de position.

La présente ordonnance crée une réserve d'approvisionnement électrique fonctionnant à titre d'assurance, pour parer aux situations exceptionnelles de pénurie survenant surtout en hiver et jusqu'au printemps. Outre la constitution annuelle d'une réserve hydroélectrique, l'ordonnance règle la mise à disposition de centrales de réserve et l'interaction des deux réserves. Les centrales participant à la réserve peuvent fonctionner au gaz ou avec d'autres agents énergétiques (combustibles pétroliers, hydrogène, etc.). Ces centrales de réserve ne seront utilisées que pour la réserve et ne produiront pas d'électricité pour le marché. Enfin, l'ordonnance porte également sur les groupes électrogènes de secours qui appartiennent eux aussi à la partie complémentaire de la réserve.

La Fédération des Entreprises Romandes (FER) salue d'une manière générale les mesures prises dans le cadre de cette ordonnance, qui ont pour objectif d'assurer l'approvisionnement en électricité des entreprises et des ménages en cas de pénurie durant l'hiver. En effet, une telle pénurie (si elle devait avoir lieu) pourrait avoir des répercussions considérables sur l'économie et la population, lesquelles impliquent des coûts élevés. En revanche, notre Fédération est toujours en attente des ordonnances sur l'électricité en cas de pénurie, comme cela a été le cas pour le gaz.

Concernant les appels d'offres, il est important de souligner que la FER est favorable à une approche technologiquement neutre, que ce soit pour la réserve hydroélectrique ou pour la réserve complémentaire (art.3 al.2 et art 6 al 2.). En d'autres termes, toutes les centrales qui répondent aux exigences doivent être autorisées à participer aux appels d'offres. Il s'agit de ne pas discriminer les fournisseurs potentiels et une technologie par rapport à une autre. Par ailleurs, cela permet d'améliorer l'efficacité des coûts, car ces derniers diminuent généralement avec un plus grand nombre d'offres.

La FER est également sensible à la question des coûts d'investissement qui sont relativement élevés à la lecture du rapport (réserve hydroélectrique : coûts estimés à 2,2 milliards de francs entre 2022/23 et 2025/26 ; 700 à 900 millions de francs pour les centrales à gaz), coûts qui vont se répercuter directement sur tous les consommateurs d'électricité : entreprises et ménages. Alors qu'une grande partie des consommateurs vont déjà subir une augmentation des tarifs de l'électricité, ils devront aussi supporter les coûts des structures de réserve en cas de pénurie d'énergie. Si la FER reconnaît qu'il est indispensable d'instaurer des solutions énergétiques pour l'hiver, elle est d'avis qu'il faut également accorder une grande importance à la maîtrise des frais afin que ceux-ci n'atteignent pas des sommets. Dans le cas contraire, il pourrait être nécessaire de trouver des solutions de financement entre la Confédération et les consommateurs d'électricité afin que les coûts ne reposent pas uniquement sur ces derniers.

Dans les cas où une réserve complémentaire ne peut pas être constituée dans la mesure nécessaire, les propriétaires de centrales de réserve appropriées ou d'autres entreprises pourront être obligés de participer à la réserve. La FER tient à souligner que cette obligation de participation est critiquable et contraire au principe de liberté économique. Les conditions de participation aux appels d'offres devraient être élaborées de manière à ce que les exploitants des installations en question participent volontairement à la réserve. Cette obligation ne devrait intervenir qu'en dernier recours, si l'urgence est avérée.

Quant aux groupes électrogènes de secours, il est impératif d'élargir leur utilisation et d'examiner leur potentiel en tant que réserve. Si un certain nombre de ces groupes ne passeront pas le processus de préqualification de la Confédération, ils pourraient en revanche être particulièrement utiles en cas de pénurie grave, en mode d'appoint, pour décharger le réseau. La création d'un tel pool supplémentaire pour les besoins propres devrait être examinée comme une option supplémentaire.

Afin que ces groupes électrogènes puissent faire partie de la réserve complémentaire, la FER demande une adaptation temporaire de l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair). Il serait souhaitable que l'OPair soit complétée de manière à ce que la limite temporelle de 50 heures par an ne s'applique pas aux groupes électrogènes de secours faisant partie de la réserve d'électricité pour l'hiver. En effet, la limitation des émissions, ne devrait pas peser comme mesure contraignante sur l'utilisation des groupes électrogènes, surtout si la pénurie est avérée. Même si la FER est consciente que la question des émissions de CO² est centrale, elle est d'avis qu'une exception temporaire devrait être concédée si la pénurie est avérée et que l'urgence énergétique est déclarée.

En conclusion, la FER soutient l'instauration d'une réserve d'hiver mais rend attentives les autorités à une approche technologiquement neutre des appels d'offre, à une maîtrise des coûts des projets, au fait qu'une obligation de participer à la réserve ne doit être que l'ultima ratio et qu'il est nécessaire d'examiner au sens large le potentiel des groupes électrogènes de secours pour la réserve complémentaire.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Yannic Forney
Délégué

La Fédération des Entreprises Romandes en bref

Fondée le 30 juillet 1947 à Morat, son siège est à Genève. Elle réunit six associations patronales interprofessionnelles cantonales (GE, FR, NE, JU, VS), représentant la quasi-totalité des cantons romands. La FER comprend plus de 45'000 membres.

Bundesamt für Energie BFE
3003 Bern

per E-Mail an:

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch

Martin.Michel@bfe.admin.ch

Ihre Ansprechperson:

Roger Ambort
+41 (0)79 780 82 82
r.ambort@stromkunden.ch

Dokument:

Revision_Winterstromreserve_WResV_Stellungnahme.docx

Naters, 17. November 2022

**Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)
Stellungnahme**

Sehr geehrte Damen und Herren

Per E-Mail vom 19. Oktober 2022 haben Sie uns über die Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens zur Revision der WResV informiert. Sie geben den Vernehmlassungsadressaten die Möglichkeit, bis am 18. November 2022 schriftlich Stellung zu nehmen, was wir hiermit gerne tun.

Die GGS hat sich im Rahmen der Vernehmlassungsvorlage von 2022 zur Errichtung einer Wasserkraftreserve bereits dezidiert ablehnend gegenüber einer solchen Speicherreserve geäussert. Dies u.a. mit folgenden Begründungen:

- Eine Pflichtreserve in Form von zurückgehaltenem Wasser entzieht dem Markt Kapazität. Diese steht für die normale Versorgung nicht mehr zur Verfügung.
- Wegen der reservierten Kapazität werden auch die Preise am Spotmarkt und für Regelenergie teurer.
- Die Stromproduzenten gehören im Wesentlichen den Kantonen und Gemeinden. Die Eigentümer haben ein ureigenes Interesse und die Pflicht, für Bevölkerung und Wirtschaft eine sichere Versorgung zu gewährleisten.

Es scheint mittlerweile ein breiter Konsens zu bestehen, dass die Wasserkraftreserve zur Vermeidung einer allfälligen Strommangellage im Winter als nicht zielführend angesehen wird.

Die GGS begrüsst daher die Weiterentwicklung der Verordnung von einer reinen Wasserkraftreserve hin zu einer Winterreserve. Dennoch vermisst die GGS weiterhin einige wichtige Elemente im vorliegendem Verordnungsentwurf – im Speziellen die Berücksichtigung von technologieoffenen Speichermöglichkeiten sowie die Einbindung der Verbraucherseite.

Das ausserordentliche Jahr 2022 hat bisher bewiesen, dass eine rein marktgetriebene Reservehaltung bei den Speicherkraftwerken ohne jegliche Subvention seitens der Endverbraucher in der Schweiz funktioniert. Die GGS vertritt weiterhin den Standpunkt, dass eine Reservehaltung für Endverbraucher in der Schweiz nicht separat abgegolten werden muss, sondern schlicht vom Bundesrat verfügt werden sollte. Es reicht, wenn die Vorhalteenergie im Eintretensfall zu den dann zu erwartenden sehr hohen Spotmarktpreisen ggf. mit Aufschlag vergütet wird. Finanziell dürfte das, in Anbetracht der sehr hohen Preise, die die Stromproduzenten und die öffentliche Hand als deren Eigentümer seit bald einem Jahr am Strommarkt erzielen, ohne weiteres verkraftbar sein.

Sollte der Bund dennoch an einer Auktionierung der Reservehaltung im Rahmen einer Wasserkraftreserve festhalten, so möchte die GGS festhalten, dass diese zwingend mit anderen Speichertechnologien in Wettbewerb gestellt werden muss. Eine technologieoffene Auktionierung der Speichertechnologien würde einerseits den Wettbewerb fördern und andererseits die verfügbare Liquidität der gesamten Absicherungsmassnahme erhöhen.

Als weiteres wichtiges Element vermisst die GGS beim aktuellen Entwurf das fehlende Demand-Side-Management. Eine Laststeuerung auf der Verbraucherseite kann die Nachfrage gezielt steuern und ist ein probates Mittel zur Vermeidung von Mangellagen. Die GGS weist mit Nachdruck darauf hin, dieses Absicherungsinstrument als festen Bestandteil in die Verordnung aufzunehmen.

Auf der späteren Gesetzesstufe erwartet die GGS eine wirtschaftsfreundliche Ausgestaltung, die gemäss unserer Stellungnahme einen technologieoffenen ganzheitlichen Systemansatz für die Absicherung einer Strommangellage beinhalten wird.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anträge.

Freundliche Grüsse



Serge Gaudin
Präsident



Roger Ambort
Geschäftsführer

Beilage: Anträge der GGS

Zu den einzelnen Artikeln stellen wir folgende **Anträge**:

Art. 1 Zweck und Gegenstand

...

² Die Verordnung regelt dazu:

- a. die jährliche Bildung einer Wasserkraftreserve und anderen Speichertechnologien
- b. die jährliche Bildung eines Demand-Site-Management (DSM)
- c. die Bereitstellung einer ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und Notstromgruppen
- d. das Zusammenspiel dieser zwei Reserveteile im Falle eines Abrufs von Elektrizität.

Begründung:

GGs hält die Einrichtung einer Wasserkraftreserve mittel- und langfristig für obsolet. Wie bereits die erste Auktionierung diesen Herbst bewiesen hat, sind die Kosten im Vergleich zum Nutzen massiv überhöht und im Endeffekt eine ungerechtfertigte Stützung der Grosswasserkraft. Die Wasserkraftreserve soll zwingend in den Wettbewerb mit anderen Speichertechnologien sowie eines Demand-Site-Management auf der Verbraucherseite gestellt werden. Dabei ist die Regelung des DSM in einem eigenen Kapitel abzuhandeln.

Art. 2 Eckwerte

¹ Die Elektrizitätskommission (ElCom) legt jährlich die Eckwerte und weitere Aspekte der Wasserkraftreserve und anderen Speichertechnologien fest und veröffentlicht sie.

Begründung:

Siehe Begründung zu Art. 1

Art. 10 Betriebsanforderungen

¹ Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen oder/und Zweistoffbrenner betreibbar sein.

Begründung:

Nebst der Flexibilität zur Erzeugung von Gebäudewärme oder Prozessenergie braucht es auch die Flexibilität der Primärressource wie Gas, Erdöl, Wasserstoff u.a.m..

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

⁵ Das BFE entbindet die Betreiber von Notstromgruppen von sämtlichen Vorgaben der Lärm- und Luftreinhalteverordnung für deren Einsatz im Rahmen der Stromreserve.

Begründung:

Damit Betreiber von Notstromaggregaten sorglos teilnehmen können, braucht es diesbezüglich Rechtssicherheit. In den Erläuterungen ist auf Seite 3 unten lediglich erwähnt, dass «gewisse temporäre Lockerungen» nötig seien. Es ist wünschenswert, dass bereits in der Verordnung geregelt ist, wie mit bestehenden einschränkenden Regelungen umgegangen wird.

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Per E-Mail an:

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch

Martin.Michel@bfe.admin.ch

Wirtschaftspolitik

Philipp Bregy
Ressortleiter Energie

Pfingstweidstrasse 102
Postfach
CH-8037 Zürich
Tel. +41 44 384 48 04

p.bregy@swissmem.ch
www.swissmem.ch

Zürich, 18. November 2022

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (WResV) – Stellungnahme

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme im Rahmen der Vernehmlassung.

Swissmem ist der führende Verband für KMU und Grossunternehmen der schweizerischen Maschinen-, Elektro- und Metall-Industrie (MEM-Industrie) und verwandter technologieorientierter Branchen. Swissmem fördert die nationale und die internationale Wettbewerbsfähigkeit ihrer 1'250 Mitgliedsfirmen durch eine wirkungsvolle Interessenvertretung, bedarfsgerechte Dienstleistungen, eine gezielte Vernetzung sowie eine arbeitsmarktgerechte Aus- und Weiterbildung der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der MEM-Industrie.

Die Schweizer MEM-Industrie ist eine facettenreiche und innovative Hightech-Branche, die in sämtlichen Lebens- und Wirtschaftsbereichen leistungsstarke Lösungen anbietet. Sie erwirtschaftet ca. 7% des Bruttoinlandproduktes (2021) und nimmt damit in der schweizerischen Volkswirtschaft eine Schlüsselstellung ein. Die Branche ist mit rund 320'000 Beschäftigten die grösste industrielle Arbeitgeberin der Schweiz und leistet mit Ausfuhren im Wert von CHF 68.5 Milliarden rund 27% der gesamten Güterexporte. 57% der ausgeführten Güter der MEM-Industrie werden in die EU exportiert.

Allgemeine Bemerkungen

Swissmem begrüsst grundsätzlich die mit der vorliegenden Winterreserveverordnung umgesetzten Massnahmen und dankt dem Bundesrat für deren rasche Realisierung.

Mit der Winterreserveverordnung schafft der Bundesrat eine Stromreserve zur Absicherung gegen ausserordentliche, vor allem im Winter bis Frühling auftretende Knappheitssituationen in der Stromversorgung. Eine drohende Strommangellage und daraus resultierende, erhebliche negative Auswirkungen auf Wirtschaft und Gesellschaft muss unbedingt vermieden werden. Die Stromreserve resp. die Absicherung gegen eine schwere Mangellage basiert auf der jährlichen Bildung einer Wasserkraftreserve, der Bereitstellung von ergänzenden Reservekraftwerken inklusive Notstromgruppen und dem Zusammenspiel der Reserven. Kann die Stromreserve nicht im notwendigen Umfang gebildet werden, können Inhaber geeigneter Reservekraftwerke auch verpflichtet werden, an der Reserve teilzunehmen. Für die Beschaffung der Reserveenergie sind grundsätzlich Ausschreibungen und damit marktorientierte Allokationsverfahren vorgesehen. Unabhängig

davon, ob die Anbieter von Reserveenergie aufgrund einer Auktion oder einer Verpflichtung teilnehmen, erhalten sie eine angemessene Vergütung für die fixen Kosten und eine Entschädigung bei einem tatsächlichen Abruf. Die Finanzierung der Stromreserve erfolgt hauptsächlich über das Netznutzungsentgelt für das Übertragungsnetz und wird damit auf alle Stromverbraucherinnen und –Verbraucher überwältigt und solidarisiert.

In Anbetracht der möglichen negativen Konsequenzen einer schweren Mangellage erachten wir selbst eine mögliche Verpflichtung von Reserveenergie-Anbietern zur Teilnahme an der Stromreserve als opportun. Entsprechende Regelungen finden jetzt transparent Eingang in die Winterreserveverordnung. Wenn darauf verzichtet würde, müssten demgegenüber in der Konsequenz vergleichbare aber wohl kurzfristig und überraschend angekündigte, unter Anwendung von Notrecht legitimierte, einschneidende Regelungen erlassen werden. Letztere schätzen wir klar als schlechtere Lösung ein.

Nachfolgenden Aspekten muss aus Sicht Swissmem stärker Rechnung getragen werden:

1. Technologienaturalität sicherstellen – auch bei der ergänzenden Reserve

Hierzu verweisen wir auch auf unsere kürzlich eingereichte Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve. Kurz: Alle Erzeugungstechnologien, welche die technischen Anforderungen zur Erbringung von Reserveenergie erfüllen, müssen diskriminierungsfrei zu den Reserveenergieauktionen zugelassen werden. Dies schliesst Potenziale auf Verbraucherseite (Demand-Side-Management) ebenfalls mit ein (siehe Punkt 2 unten).

- **Potenziale im Bereich WKK:**

Gerade bei der Beschaffung von Reserveenergie ist zur Stärkung der Resilienz im Falle einer schweren Strommangellage auf ein möglichst diversifiziertes Produktionsportfolio abzustellen. Alle Erzeugungstechnologien, welche die Anforderungen erfüllen, müssen zu entsprechenden Ausschreibungen für Reserveenergie zugelassen werden. Konkret muss auch das Potenzial im Bereich der Wärme-Kraft-Kopplung (WKK) zur Sicherung der Versorgungssicherheit ausgeschöpft werden.

- **Potenziale im Bereich Notstromaggregate:**

Nebst den Notstromgruppen, die vom Bund als Reservepool präqualifiziert werden sollen, verbleibt ein weiteres erhebliches Potenzial von Notstromaggregaten, die den Präqualifizierungsprozess aus unterschiedlichen Gründen nicht durchlaufen werden. Auch diese Anlagen könnten jedoch einen wichtigen Beitrag zur Vermeidung oder für die Bewältigung einer schweren Mangellage leisten, indem sie koordiniert im netzparallelen Unterstützungs- oder Inselbetrieb betrieben werden und damit das Netz entlasten. Der Aufbau eines solchen Pools von Notstromgruppen für den Eigenbedarf und zur koordinierten Verhinderung einer Strommangellage, welcher das Potenzial der Reservekraftwerke erweitert, muss daher als weitere zusätzliche Option geprüft werden. Um die dazu notwendigen Voraussetzungen zu schaffen, beantragen wir eine temporäre Anpassung der Luftreinhalteverordnung (LRV). Laut Anhang 2, Ziff. 827 der LRV gilt für Notstromgruppen, die während höchstens 50h pro Jahr betrieben werden, dass die Behörde dafür vorsorgliche Emissionsbegrenzungen festlegt. Werden Notstromgruppen länger als 50h betrieben, müssen diese gemäss Anhang 2 Ziff. 824 der LRV aufgerüstet werden, um die allgemeinen Grenzwerte für stationäre Verbrennungsmotoren einzuhalten. **Die LRV muss dahingehend ergänzt werden, dass Notstromgruppen, welche Teil der ergänzenden Reserve sind, von der Begrenzung der Betriebszeit auf 50h ausgenommen sind.**

2. Abschaltbare Lasten der stromintensivsten Unternehmen berücksichtigen

Die Winterreserveverordnung betrachtet sehr einseitig nur die Produktionsseite. Insbesondere auf der Verbraucherseite bieten sich bisher nicht berücksichtigte, attraktive Potenziale an. Dies gilt für Energiemengen, die befristet reduziert werden könnten wie auch bzgl. der Kosteneffizienz (im

Vergleich zur Beschaffung von Stromreserven auf Produktionsseite). Die Thematik «abschaltbare Lasten» muss wegen ihres grossen Hebels zur Verhinderung einer Mangellage auch in der Winterreserveverordnung aufgenommen werden. Entsprechend müssen die Regelungen über die Beschaffung und Vergütung von Reserveenergie über die Reservekraftwerke und die Notstromgruppen hinaus auch die Allokation von freiwilligen Lastreduktionen zulassen. Bereits mit einer überschaubaren Zahl von Grossverbrauchern in der Grössenordnung von mindestens 10 bis 30 GWh Jahresverbrauch könnte das System mit kontrollierten Lastabwürfen deutlich entlastet und die Versorgungssicherheit für das Gesamtsystem merklich erhöht werden.

3. Kosteneffizienz der Stromreserve steigern

Reservekraftwerke verursachen brennstoffabhängig im Testbetrieb und beim tatsächlichen Abruf negative Umweltauswirkungen. Darunter fallen u.a. erhöhte Emissionen im Bereich von CO₂, Luftschadstoffe und Lärm. Trotz dieser befristet negativen Aspekte muss bei der Allokation und beim Abruf von Reserveenergie die Kosteneffizienz der «Reservetechnologie» hoch gewichtet werden. Während sich die extrem hohen Kosten der Wasserkraftreserve mit entgangenen Opportunitätserlösen (Maximal-Gewinne) begründen, sind die Aufwendungen für Beschaffung und Abruf der ergänzenden Reserve in der Regel kostenbasiert (z.B. Kosten für Heizöl). Darüber hinaus sind es nur die Reservekraftwerke, welche im Gegensatz zur Wasserkraftreserve, tatsächlich zusätzliche Energie ins System bringen. Solche Aspekte sind bei der künftigen Dimensionierung und Beschaffung der Reserveenergie dringend zu berücksichtigen.

4. Wettbewerbliche Ausschreibungen

Grundsätzlich sollen für die Beschaffung der «ergänzenden Reserve» wettbewerbliche Ausschreibungen durchgeführt werden. Weitere Kapazitäten in Ergänzung zu den bereits kontrahierten Anlagen (Reservekraftwerk Birr) müssen generell und nicht nur «in der Regel» (Art. 7 Abs. 2) mittels Auktionen kontrahiert werden. Wird der Bau von neuen Reservekraftwerken ausgeschrieben, müssen diese anschliessend auch definitiv in die Reserve aufgenommen werden. Die aktuelle Formulierung (Art. 12 Abs. 1) enthält für die Aufnahme in die Reserve hingegen den Vorbehalt «bei Bedarf».

Detailbemerkungen

Zu Art. 6, Reservekraftwerke und Notstromgruppen

Antrag zur Ergänzung des Titels: Reservekraftwerke, Notstromgruppen und abschaltbare Lasten

Begründung:

In Ergänzung zu zusätzlicher Produktion sind auch grosse abschaltbare Lasten in die Krisenbewältigung einzubeziehen. Bei sehr hohen Entschädigungen für die Energie-Vorhaltung oder für zusätzliche Reservekraftwerke, wie sie im Winter 2022/23 z.B. an die Kraftwerksbetreiber für die Wasserkraftreserve bezahlt wurden, sind auch kontrollierte Lastabwürfe von ausgewählten Grösstverbrauchern interessant .

Zu Art. 6, Abs. 2:

An der Bildung der ergänzenden Reserve teilnehmen können Betreiber von:

- a. mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Kraftwerken (Reservekraftwerke);*
- b. Notstromgruppen*
- c. Grossverbraucher, wenn ihr Stromverbrauch eine Mindestmenge übersteigt.*

Begründung:

Bereits wenige kontrollierte Lastabwürfe unter den grössten Schweizer Stromverbrauchern tragen wesentlich zur Entlastung des Stromsystems in einer allfälligen Mangellage bei.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und die Prüfung unserer Anliegen und Vorschläge. Für Fragen steht Ihnen Philipp Bregy gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Dr. Stefan Brupbacher
Direktor



Philipp Bregy
Ressortleiter Energie

Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
Bundeshaus Nord
3003 Bern

Einreichung per Email an:
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 18. November 2022

Stellungnahme zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 (WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen Bezug auf die am 19. Oktober 2022 eröffnete Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 (WResV) und übermitteln Ihnen fristgerecht die Einschätzung des Schweizerischen Verbandes der Telekommunikation (asut).

Einleitende Bemerkungen

Telekommunikationsnetze und Rechenzentren sind kritische Infrastrukturen, die für die Kommunikation und den Datenaustausch von Bevölkerung, Behörden und Wirtschaft unerlässlich sind. Einschränkungen bei der Stromversorgung dieser kritischen Infrastrukturen hätten daher unmittelbar gravierende Auswirkungen auf die ganze Schweiz. Dies gilt nicht nur für einen Black-out oder eine zyklische Stromabschaltung, sondern betrifft bereits die Kontingentierung des Stromverbrauchs. Je nach Ausmass der Kontingentierung müssten bei den Telekomaniern und in den Rechenzentren Systeme abgeschaltet werden und damit würden wichtige Kommunikationsdienste ausfallen und wären Anwendungen sowie Daten in Rechenzentren für Behörden, Unternehmen sowie für Nutzerinnen und Nutzer nicht mehr verfügbar. Daher sollen die Telekomnetze und Rechenzentren von einer Kontingentierung und Netzabschaltung so lange als möglich ausgenommen werden.

Angesichts der gravierenden Auswirkungen einer Strommangellage begrüssen wir die Schaffung von Reservekapazitäten, wie dies vom Bundesrat vorgeschlagen wird. Die Betreiber von Telekomnetzen und von Rechenzentren verfügen über eine grosse Anzahl an leistungsfähigen Notstromgruppen. Eine Umfrage bei Mitgliedern unseres Verbandes hat gezeigt, dass mehrere hundert Megawatt Leistung zur Verfügung gestellt werden könnten und die Telekommunikations- und Rechenzenterunternehmen damit einen Beitrag zu einer sicheren Stromversorgung der Schweiz leisten können.

Einschätzung zur Verordnung

In der folgenden Einschätzung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 konzentrieren wir uns auf die vorgeschlagenen Regelungen für Notstromgruppen.

Zu Art. 13 Teilnahme von Notstromgruppen

Wie eingangs erläutert, begrüssen wir den Einsatz von Notstromgruppen zur ergänzenden Reserve. Dabei sieht Art. 13 richtigerweise eine Ausnahme für kritische Infrastrukturen bei der Verpflichtung zur Teilnahme vor. Im Verordnungsentwurf und im erläuternden Bericht wird jedoch nicht geklärt, welche Sektoren und Teil-Sektoren zu den kritischen Infrastrukturen zählen. Im Sinne der Rechtssicherheit wäre dies aber erforderlich. Aufgrund der Kritikalität der Telekomnetze und Rechenzentren für Bevölkerung, Behörden und Wirtschaft zählen diese zwingend zu den kritischen Infrastrukturen. Die Ausnahmeregelung in Art. 13 ist daher zweckmässig, damit Betreiber von Telekomnetzen und Rechenzentren den Betrieb ihrer Anlagen und Systeme gewährleisten können.

Zu Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

Unter Art. 14, Ziff. 3 wird festgehalten, dass die Betreiber ihre «Notstromgruppen weiterhin für ihre eigenen betrieblichen Zwecke nutzen» dürfen, wobei der «Einsatz für die Stromreserve [...] im Fall eines Abrufs Vorrang» hat. Wie der Begriff Notstromgruppen schon aussagt, dienen diese Anlagen der Versorgung in Notfällen (Stromausfall), damit der Betrieb unterbrochsfrei fortgesetzt werden kann. Offen bleibt beim jetzigen Art. 14, was im Falle eines Stromausfalls – z.B. Leitungsschaden oder Defekt in einem Transformator – gilt, der zufälligerweise mit dem Abruf der Reserve zusammenfällt. In solchen Situationen muss der Einsatz einer Notstromgruppe zur Aufrechterhaltung des Betriebs für kritische Infrastrukturen wie Telekomnetze und Rechenzentren erste Priorität haben bzw. es muss auch möglich sein, den Abruf zu stoppen und umgehend die Eigenversorgung sicherzustellen.

Sollten Telekomnetze oder Rechenzentren nicht von der Kontingentierung ausgenommen werden, dann müssten diese Unternehmen einen Teil des Strombedarfs mit den Notstromgruppen selbst produzieren, um ihre Dienste weiterhin anbieten zu können. Auch in diesen Fällen würde ein Abruf dazu führen, dass der Betrieb der kritischen Infrastrukturen beeinträchtigt wird. Daher soll auch hier der Sicherstellung des Betriebs der Telekomnetze und Rechenzentren erste Priorität zugestanden werden.

Notstromgruppen mit hoher Leistung weisen einen grossen Dieserverbrauch auf. Daher haben die Betreiber dieser Anlagen entsprechende Reservetanks, damit der Notbetrieb während mehreren Tagen möglich ist. Ein Einsatz im Rahmen der Stromreserve kann dazu führen, dass diese Diesereserven erschöpft werden und damit der eigentliche Notbetrieb nicht mehr sichergestellt ist. Der Bund muss daher den laufenden Nachschub an Diesel sicherstellen (inkl. Logistik), damit die Betreiber von Telekomnetzen und Rechenzentren nicht Gefahr laufen, dass bei mangelnder Stromversorgung der Betrieb nicht mehr aufrechterhalten werden kann.

Zu CO₂-Verordnung, Art. 41 Abs. 3

Der Betrieb von Notstromgruppen führt zu Emissionen und Umweltauswirkungen. Daher unterliegen diese Anlagen auch entsprechenden Auflagen (z.B. Luftreinhalteverordnung). Der Einsatz von Notstromgruppen im Rahmen der Stromreserve darf daher nicht dazu führen, dass die beteiligten Unternehmen mit Auflagen oder Kosten «bestraft» werden. Dies würde nicht nur die Bereitschaft der Unternehmen zur Teilnahme an der Stromreserve schmälern, sondern auch den Wettbewerb verzerren, da Unternehmen, die ihre Anlagen zum Wohle einer stabilen Stromversorgung zur Verfügung stellen, mit zusätzlichen Kosten konfrontiert wären. Betreffend EHS regelt der vorgeschlagene Art. 41 Abs. 3 diese Ausnahme für Notstromgruppen. Es braucht aber noch weitere Ausnahmen, beispielsweise bei der Luftreinhaltung oder beim Lärmschutz. Dies soll entsprechend auf dem Verordnungsweg temporär geregelt werden.

Weitere Potentiale zur Vermeidung einer Strommangellage

Im Zentrum der ergänzenden Reserve steht die Bereitstellung von zusätzlichen Produktionskapazitäten durch Reservekraftwerke und Notstromgruppen. Neben der Stromproduktion bei fehlender Markträumung können Notstromgruppen aber auch zur Eigenversorgung (Inselbetrieb) eingesetzt werden und damit auf der Nachfrageseite den Strombezug aus dem Netz senken. Dieser Ansatz wird in der vorliegenden Verordnung nicht angesprochen. Angesichts der grossen Menge an Notstromgruppen in der Schweiz empfehlen wir die rasche Prüfung, wie diese Potentiale koordiniert und genutzt werden können.

Wir danken Ihnen für den Entwurf der Verordnung, den wir im vorstehenden Sinne begrüßen. Für die Berücksichtigung unserer Anmerkungen danken wir Ihnen im Voraus.

Freundliche Grüsse

asut – Schweizerischer Verband der Telekommunikation



Peter Grütter, Präsident

Infrastruktur SBB Hilfigerstrasse 3 3000 Bern 65

Bundesamt für Energie
3003 Bern

Per E-Mail an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 4. November 2022

Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zur obenerwähnten Vernehmlassung Stellung nehmen zu können.

Die Errichtung einer Wasserkraftreserve und einer ergänzenden Reserve für den Winter erachten wir als sinnvoll. Die SBB wird jedes Jahr prüfen, ob eine Teilnahme der SBB-Wasserkraftwerke an der Reserve möglich ist. Dabei ist zu beachten, dass die Wasserkraftwerke der SBB den Auftrag haben, im Rahmen der Systemführerschaft «Bahnstrom 16.7 Hz» des BAV genügend Energie für das Bahnstromnetz bereit zu stellen. Dieser Auftrag hat und muss auch in Zukunft klare Priorität haben.

Falls die SBB wegen der Erfüllung dieses Auftrages nicht an der Wasserkraftreserve teilnehmen kann, soll die SBB nicht zur Teilnahme an der Reserve verpflichtet werden können. Andernfalls würde dies unweigerlich zu Schwierigkeiten in der Stromversorgung für den öffentlichen Verkehr und den Güterverkehr führen, was sich negativ auf den Service public und die Landesversorgung auswirken würde.

Bei den Notstromgruppen (Art. 13 E-WresV) ist deshalb sinnvollerweise bereits im Entwurf festgehalten, dass eine Verpflichtung zur Teilnahme an der Reserve nicht möglich ist bei Notstromgruppen, die zu "militärischen oder anderen kritischen Infrastrukturen" gehören. Bei den Wasserkraftwerken (Art. 4 E-WresV) fehlt eine solche Präzisierung. Wir schlagen deshalb vor, den entsprechenden Artikel in der Verordnung wie folgt zu ergänzen.

Ergänzungsantrag: Art. 4, Abs. 1 E-WresV wie folgt ergänzen (kursiv unterstrichen):

¹ Ist zu erwarten, dass es (...) nicht gelingt, die Reserve (...) zu bilden, so kann das UVEK (...) die Betreiber geeigneter Kraftwerke verpflichten, mit einer bestimmten Energiemenge an der Reserve teilzunehmen. *Die Betreiber von Wasserkraftwerken für das Bahnstromnetz der Eisenbahnen sind von dieser Verpflichtung ausgenommen.*

Alternativ wäre es auch möglich, diese Präzisierung in die Erläuterungen zur Verordnung aufzunehmen. Dort könnte beispielsweise präzisiert werden, dass Wasserkraftwerke für das Bahnstromnetz keine «geeigneten Kraftwerke» für die Reserve sind.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unseres Anliegens. Für Fragen oder weiterführende Informationen steht Ihnen Fabian Liechti (fabian.liechti@sbb.ch) gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Peter Kummer
Mitglied der Konzernleitung
Leiter Infrastruktur

Luca Arnold
Leiter Regulation und Internationales

Kopie an:

Gery Balmer, BAV, Abteilungschef Politik, gery.balmer@bav.admin.ch

Guido Vasella, Generalsekretariat UVEK, Leiter Direktionsstab Bundesnahe Betriebe,
guido.vasella@gs-uvek.admin.ch

Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Kochergasse 6
3003 Bern

Eingabe per E-Mail: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

Wohlen, 10. November 2022

**Stellungnahme zur Vernehmlassung über die Revision der Verordnung über
die Errichtung einer Winterreserve (WResV)**

Eingabe von:

VFAS – Verband freier Autohandel Schweiz
Bremgarterstrasse 75
5610 Wohlen
Telefon 056 619 71 32
info@vfas.ch

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 lädt das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK ein, sich zur Revision der Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) zu äussern. Der VFAS dankt für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Seit 1956 vertritt der VFAS die Interessen des unabhängigen und freien Autohandels in der Schweiz. Dabei setzt er sich kompromisslos für dessen Förderung sowie Standards für eine hohe Qualität ein.

Der Verband setzt sich nebst 800 Unternehmungen auch für die Konsumentinnen und Konsumenten ein, in dem er sich gegen sämtliche Einschränkungen und Behinderungen im freien Autohandel wehrt und faire Rahmenbedingungen fordert. Der VFAS vertritt KMUs im Schweizer Autohandel, die sowohl mit Occasions- als auch mit Neufahrzeugen handeln. Dabei vertreten sind freie Händler, Markenvertreter, Parallelimporteure und auch Generalimporteure.

Wir vertreten liberale Werte und setzen uns unter anderem für pragmatische, wirtschafts- und konsumentenfreundliche Lösungen ein.

Entscheidend für die Schweizer Unternehmen, Konsumentinnen und Konsumenten ist, dass sie Strom zu wettbewerbsfähigen Preisen beziehen können. Noch wichtiger ist, dass die Energie verlässlich zur Verfügung steht, respektive die Versorgung gesichert ist. Wir spüren am Markt eine Verunsicherung der Konsumenten, die Stromsparkampagne des Bundes verunsichert potentielle Elektroautokäufer. Wir begrüssen daher, dass mit der Errichtung einer Winterreserve die Stromversorgungssicherheit adressiert wird.

Der VFAS begrüsst ausdrücklich die vom Bundesrat vorgenommenen Massnahmen in dieser Verordnung, da damit einer möglichen Mangellage im Winter entgegengewirkt werden kann. Mit der Winterreserveverordnung schafft der Bundesrat eine Stromreserve zur Absicherung gegen ausserordentliche, vor allem im Winter bis Frühling auftretende, Knappheitssituationen in der Stromversorgung. Eine drohende Strommangellage und daraus resultierende, erhebliche negative Auswirkungen auf Wirtschaft und Gesellschaft sollen möglichst abgewendet oder mindestens abgemildert werden.

Das Wichtigste in Kürze

- Der VFAS begrüsst die Bildung einer Wasserkraftreserve, denn diese kann zur Versorgungssicherheit beitragen
- Sowohl Wasserkraft- als auch ergänzende Reserve müssen technologieoffen ausgestaltet werden und dürfen das Potential von Demand-Side Management nicht vernachlässigen (Lastabwurf als Reserve)
- Für die Bildung der Reserve sind zwingend marktwirtschaftliche Instrumente zu verwenden, insbesondere Ausschreibungen und Auktionen
- Der Kosteneffizienz der ergänzenden Reserve ist hohe Bedeutung zuzumessen
- Die Verpflichtung zur Teilnahme stellt einen erheblichen Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit dar und ist nur als Ultima Ratio verhältnismässig. Das Potential von Notstromaggregaten als Reserve ist zwingend zu prüfen

Für die Detailanträge verweisen wir auf die Stellungnahme von economiesuisse, welche wir vollumfänglich unterstützen.

Wir danken für die Möglichkeit einer Stellungnahme und stehen für Rückfragen oder Ergänzungen gerne zur Verfügung!

Freundliche Grüsse

VFAS – Verband freier Autohandel Schweiz



Stephan Jäggi
Geschäftsleiter

Par e-mail

Office fédéral de l'énergie
Monsieur Mohamed Benahmed
Monsieur Martin Michel
3003 Berne

Lausanne, le 18 novembre 2022

Consultation concernant l'ordonnance sur l'utilisation de centrales de réserve pour l'hiver 2022/2023

Madame, Monsieur,

La Fédération romande des consommateurs (FRC) vous remercie de l'avoir associée à la consultation sur la révision de l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver (OIRH) et vous prie de trouver sa position ci-après.

La sécurité de l'approvisionnement en électricité est un enjeu central pour le fonctionnement de l'économie et de tous les services dont les consommateurs font usage au quotidien. La FRC salue donc les mesures mises en place pour pallier les éventuelles situations de pénuries qui pourraient se présenter l'hiver prochain et les suivants. Elle s'inquiète toutefois des coûts qu'auront à assumer les consommateurs finaux, sachant que l'explosion des prix sur le marché de gros fera en grande partie augmenter de 27% en moyenne les prix pour les consommateurs captifs dès 2023. Combinée à une situation caractérisée par une inflation d'environ 3% et des primes maladies toujours en hausse, le budget des ménages est lourdement affecté. Ainsi, si la FRC est parfaitement consciente que la réserve d'hiver a pour objectif de limiter les risques de pénurie, laquelle aurait des effets bien plus conséquents encore sur l'ensemble de la société et de l'économie si elle survenait que la mise en place de cette mesure, elle se doit d'insister sur les points suivants :

1. **Evaluation coûts/bénéfices** : le financement de la réserve hivernale va renchérir d'environ 1,4ct le prix du kWh à partir de 2023 : ce montant s'additionne à la hausse conséquente du prix de l'énergie qui vont tous deux rendre les factures d'électricité difficiles à assumer pour une partie des consommateurs finaux. Raison pour laquelle la FRC estime indispensable que l'évaluation coûts/bénéfices de la mesure soit effectuée au terme de l'hiver 2022/2023, les résultats publiés et les décisions prises en conséquence pour les hivers suivants.

2. **Aucune exemption possible** : la sécurité de l'approvisionnement bénéficie à l'ensemble de la société et de l'économie, raison pour laquelle il est nécessaire et justifié que les mesures permettant d'améliorer la situation en hiver soient financées par tous les consommateurs finaux. La FRC salue donc que les mesures soient en grande partie financées par « la rémunération pour l'utilisation du réseau de transport, de manière analogue aux services-système (art. 15, al. 2, let. a, LApEI) » (cf. art. 19, al. 2, lettre a, P-OIRH). Elle se réjouit surtout que l'article 19, al. 2, lettre a P-OIRH ne prévoise aucune exemption quant au financement des mesures et insiste pour que cela ne change pas à l'avenir.

3. **Pas de bénéfice possible sur les mesures visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement** : l'art. 19, al. 2 et 3 pose toutefois question, puisqu'il pourrait permettre le prélèvement d'un bénéfice sur la réserve hivernale. Au vu du prix élevé de ce qui est considéré comme une « assurance », il paraît parfaitement inapproprié de gonfler encore davantage la facture des consommateurs finaux. C'est pourquoi la FRC demande l'introduction d'un article qui interdit de prélever un bénéfice sur les mesures visant l'instauration de la réserve hivernale.

En vous remerciant de prendre en compte notre position, nous vous prions de recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations les meilleures.

Fédération romande
des consommateurs

Sophie Michaud Gigon
Secrétaire générale

Laurianne Altwegg
Responsable Energie

Abs.: Greenpeace Schweiz, Badenerstr. 171, PF, 8036 Zürich

Bundesamt für Energie BFE
3003 Bern

via E-Mail an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch und martin.michel@bfe.admin.ch

Zürich, 4. November 2022

Stellungnahme Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zur obengenannten Vorlage Stellung nehmen zu können.

Während wir kurzfristige Massnahmen zur Sicherung der Stromversorgung im Winter begrüssen, ist es aus unserer Sicht sehr wichtig, dass nicht unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert und dass diese Infrastruktur nur im äussersten Notfall abgerufen wird. Die Stromversorgung soll nicht auf Kosten des Klimas sichergestellt werden. Investitionen in die erneuerbare Stromproduktion können die Versorgung mittel- und langfristig mit weniger Klimaauswirkungen sicherstellen und sollten darum generell priorisiert werden.

Zusätzlich vermissen wir in der Vorlage Massnahmen zur Flexibilisierung der Nachfrage wie beispielsweise von der Motion Schaffner (22.3260) gefordert. Jede Stromeinheit, die nicht nachgefragt oder deren Nachfrage auf einen unkritischen Zeitpunkt verschoben wird, kann einem Abruf der Stromreserve entgegenwirken und so die Versorgung stabilisieren und die Kosten senken. Wir fordern deshalb wenigstens für den nächsten Winter die Einführung eines Mechanismus, der Anreize für die Nachfragereduktion setzt.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Anliegen und deren Berücksichtigung im weiteren Prozess der Vorlage.

GREENPEACE

Mit freundlichen Grüßen



Remco Giovanoli

Verantwortlicher Politik Greenpeace Schweiz

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherwasserkraft um den Zuschlag konkurrieren können. Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 6 Abs. 3

Dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen, ist aus unserer Sicht zentral. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten. Denn die Schweiz verfolgt ja auch das Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050. Die mittel- und langfristige Versorgungssicherheit muss demnach zwingend durch den Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion sichergestellt werden. Es dürfen keine zusätzlichen Anreize für den Bau neuer fossiler Infrastruktur eingeführt werden.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll

das Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

⁴ Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.** Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1

Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Betriebsanforderungen

¹ Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein **eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.**

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene

Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, welche eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), sind angesichts dieser nicht in dieser Form miteinander berechneten Entwicklungen Makulatur.

Daher ist es aus unserer Sicht unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren.

Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegierung dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Änderungsvorschlag

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

Streichen

Oder

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke **zusätzliche Reservekapazität**

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für neue Reservekraftwerke **zusätzliche Reservekapazität** durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve

aufgenommen werden können. **Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.**

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

² Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.**

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubreuchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag

Art. 15 Abrufordnung

² ...

c. tiefe Kosten **geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;**

d. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen **tiefe Kosten;** und

Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁶ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die EICom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der

dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁵ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ist **sind**, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.

- 1. der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;**
- 2. eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;**
- 3. die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.**

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der EICom mit unbekanntem Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abrufentschädigung

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der EICom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). **Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.**

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie

1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,

2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;

b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken.

Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüssen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die ElCom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die ElCom

⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die ElCom deren vorzeitige Auflösung an. **Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.**

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO₂-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO₂-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionshandelssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO₂-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO₂-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.



Per E-Mail an:

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch

Martin.michel@bfe.admin.ch

PUSCH
Praktischer Umweltschutz
Hottingerstrasse 4
Postfach
8024 Zürich

Telefon +41 44 267 44 11
Direkt +41 44 267 44 77
susanne.rutz@pusch.ch
www.pusch.ch

Zürich, 9. November 2022

VERNEHMLASSUNGSSTELLUNGNAHME

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV

Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, an der oben genannten Vernehmlassung teilnehmen zu dürfen und nehmen diese Gelegenheit gerne wahr.

Während wir kurzfristige Massnahmen zur Sicherung der Stromversorgung im Winter begrüssen, ist es aus unserer Sicht sehr wichtig, dass nicht unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert und dass diese Infrastruktur nur im äussersten Notfall abgerufen wird. Die Stromversorgung soll nicht auf Kosten des Klimas sichergestellt werden. Investitionen in die erneuerbare Stromproduktion können die Versorgung mittel- und langfristig mit weniger Klimaauswirkungen sicherstellen und sollten darum generell priorisiert werden.

Zusätzlich vermissen wir in der Vorlage Massnahmen zur Flexibilisierung der Nachfrage wie beispielsweise von der Motion Schaffner (22.3260) gefordert. Jede Stromeinheit, die nicht nachgefragt oder deren Nachfrage auf einen unkritischen Zeitpunkt verschoben wird, kann einem Abruf der Stromreserve entgegenwirken und so die Versorgung stabilisieren und die Kosten senken. Wir fordern deshalb wenigstens für den nächsten Winter die Einführung eines Mechanismus, der Anreize für die Nachfragereduktion setzt.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse

Susanne Rutz

Projektleiterin Energie und Klima



Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherwasserkraft um den Zuschlag konkurrieren können. Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 6 Abs. 3

Dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen, ist aus unserer Sicht zentral. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten. Denn die Schweiz verfolgt ja auch das Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050. Die mittel- und langfristige Versorgungssicherheit muss demnach zwingend durch den Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion sichergestellt werden. Es dürfen keine zusätzlichen Anreize für den Bau neuer fossiler Infrastruktur eingeführt werden.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll das Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

⁴ Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist. Die ElCom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1



Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Betriebsanforderungen

¹ Die Reservekraftwerke müssen ~~möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein~~ eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, welche eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), sind angesichts dieser nicht in dieser Form miteinberechneten Entwicklungen Makulatur.

Daher ist es aus unserer Sicht unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren.

Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegierung dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Änderungsvorschlag

*Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke
Streichen*



Oder

Art. 12 Ausschreibungen für ~~spätere neue Reservekraftwerke~~ zusätzliche Reservekapazität

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für ~~neue Reservekraftwerke~~ zusätzliche Reservekapazität durchführen, ~~um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können.~~ Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

² Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubrauchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag

Art. 15 Abrufordnung

² ...

c. ~~tiefe Kosten~~ geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;

d. ~~geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ tiefe Kosten; und



Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁶ Die ECom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die ECom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁵ Die ECom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ist sind, dass ~~eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.~~

- 1. der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;*
- 2. eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;*
- 3. die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.*

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich



vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der ECom mit unbekanntenen Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abrufentschädigung

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ECom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

- ~~a.~~ die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie
 1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,
 2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;
- ~~b.~~ eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken. Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüßen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die ECom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die ECom



⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die ElCom deren vorzeitige Auflösung an. Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO2-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO2-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionshandelssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO2-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO2-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.



WWF Schweiz
Patrick Hofstetter
Hohlstrasse 110
Postfach
8010 Zürich

Tel.: 044 297 22 77
Patrick.Hofstetter@wwf.ch
wwf.ch
Spenden: PC 80-470-3

BFE
3003 Bern

Per E-Mail an:
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

Zürich, 11. November 2022

Vernehmlassungsantwort zur Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV

Sehr geehrte Herren Benahmed und Michel

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, an der oben genannten Vernehmlassung teilnehmen zu dürfen und nehmen diese Gelegenheit gerne wahr.

Wir haben grundsätzlich Verständnis, dass aufgrund der verpassten Chancen die Energieeffizienz zu steigern und neue erneuerbare Energien zuzubauen nun Notfallmassnahmen geplant werden. Zu diesen Notfallmassnahmen müssen jedoch nun zwingend auch Massnahmen im Bereich Effizienz, Sparen und Ausbau erneuerbare Energie kommen. Diese Vorlage erfüllt dies nicht.

Im Weiteren scheint uns die Vorlage unnötig teuer und darauf ausgerichtet, prioritär fossilen Notfallstrom zu erzeugen. Deshalb sollen die Besitzer von Speicherkraftwerken zu einer Reservehaltung verpflichtet werden, wie dies auch bei den Ölversorgern der Fall ist. Auf eine Entschädigung soll weitgehend verzichtet werden.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.
Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse

Dr. Patrick Hofstetter
Fachgruppenleiter Klima und Energie

Dr. Elgin Brunner
Leiterin Transformational Programmes



Änderungsanträge und Stellungnahmen zur Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen sehr hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG).

Analog zur Ölwirtschaft soll auch die Stromwirtschaft hier Verantwortung übernehmen. Eine Entschädigungsfreie Vorhaltung soll aufgrund der Notlage verfügt und gleichzeitig im Mantelerlass gesetzlich konkretisiert werden. Entsprechen beantragen wir, diesen Abschnitt komplett zu überarbeiten.

Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung in die Auktion aufgenommen werden. Konkret denken wir hier an die Nachfrageflexibilisierung.

Für den Fall, dass der Bundesrat diesen Schritt nicht macht, haben wir als Rückfalloption anschliessend Änderungsanträge formuliert.

Art. 6 Abs. 3

Dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen, ist aus unserer Sicht zentral. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten. Denn die Schweiz verfolgt ja auch das Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050. Die mittel- und langfristige Versorgungssicherheit muss demnach zwingend durch den Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion sichergestellt werden. Es dürfen keine zusätzlichen Anreize für den Bau neuer fossiler Infrastruktur eingeführt werden.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll das



Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

⁴ Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.** Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1

Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Betriebsanforderungen

¹ Die Reservekraftwerke müssen ~~möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein~~ **eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.**

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, welche eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), sind angesichts dieser nicht in dieser Form miteinberechneten Entwicklungen Makulatur.

Daher ist es aus unserer Sicht unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren



Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren. Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegierung dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Änderungsvorschlag

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

Streichen

Oder

Art. 12 Ausschreibungen für ~~spätere neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität**

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für ~~neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität** durchführen, ~~um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können.~~ **Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.**

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

² Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.**

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und



Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubauchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag

Art. 15 Abrufordnung

² ...

- c. ~~tiefe Kosten~~ **geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;**
- d. ~~geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ **tiefe Kosten;** und

Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁶ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die EICom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁵ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ist



~~sind, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.~~

1. **der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;**
2. **eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;**
3. **die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.**

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der ECom mit unbekanntenen Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abrufentschädigung

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ECom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). **Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.**

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

- a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie
 1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,
 2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;
- ~~b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.~~

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken.

Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.



Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüssen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die EICom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die EICom

⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die EICom deren vorzeitige Auflösung an. **Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.**

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO₂-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO₂-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionshandelssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO₂-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO₂-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.

Mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

Basel, 17. November 2022
Telefon direkt + 41 61 317 92 29
michael.casanova@pronatura.ch

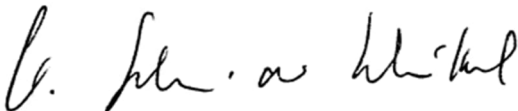
Stellungnahme zur Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zur oben genannten Vernehmlassung eine Stellungnahme einreichen zu können und nehmen Gelegenheit gerne wahr. Während wir zielführende, kurzfristige Massnahmen zur Sicherung der Stromversorgung im Winter begrüssen, ist es aus unserer Sicht sehr wichtig, dass nicht unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert und dass diese Infrastruktur auch nur im äussersten Notfall abgerufen wird. Die Stromversorgung soll nicht auf Kosten des Klimas sichergestellt werden. Der Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion kann die Versorgung mittel- und langfristig mit weniger Klimaauswirkungen sicherstellen und soll darum generell priorisiert werden. Zusätzlich vermissen wir in der Vorlage Massnahmen zur Flexibilisierung der Nachfrage wie beispielsweise von der Motion Schaffner (22.3260) gefordert. Jede Stromeinheit, die nicht nachgefragt oder deren Nachfrage auf einen unkritischen Zeitpunkt verschoben wird, kann einem Abruf der Stromreserve entgegenwirken und so die Versorgung stabilisieren und die Kosten senken. Wir fordern deshalb wenigstens für den nächsten Winter die Einführung eines Mechanismus, der Anreize für die Nachfragereduktion setzt.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse



Ursula Schneider Schüttel
Präsidentin



Urs Leugger-Eggimann
Zentralsekretär



Anträge

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherkraft um den Zuschlag konkurrieren können. Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll das Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Abs. 4

Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist. Die EICom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1

Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung



weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Abs.1

Die Reservekraftwerke müssen möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, welche eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), haben diese Entwicklungen nicht so miteinberechnet und werden damit zur Makulatur.

Aus unserer Sicht ist es darum unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren.

Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegierung dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

Antrag: Streichen

Eventualiter: Ändern

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke zusätzliche Reservekapazität

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für neue Reservekraftwerke zusätzliche Reservekapazität durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können. Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen



mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Abs. 2

Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubreuchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag

Art. 15 Abs. 2

² ...

c. ~~tiefe Kosten~~ geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;

d. ~~geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ tiefe Kosten; und

Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag, Ergänzung

Art. 16 Abs 6 (neu)



Die ECom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die ECom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abs. 5

Die ECom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ist sind, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.

1. der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;
2. eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;
3. die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der ECom mit unbekanntem Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserkraftreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abs. 2

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ECom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle



Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken. Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüßen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vorstattgehen soll. Wir sind der Ansicht, dass dies am einfachsten bewerkstelligt wird, indem die ECom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reserveverhaltensverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Abs. 4

Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die ECom deren vorzeitige Auflösung an. Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO2-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO2-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO2-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO2-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.





Bundesamt für Energie
Abteilung Energieeffizienz und erneuerbare
Energien
Dienst Führungsunterstützung
3003 Bern

Bern, den 02. November 2022

Vernehmlassungsantwort Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Vorbemerkung:

Im Grundsatz begrüsst die SSES die Bemühungen des Bundesrates zur Absicherung der Stromversorgung im Winter.

Die Winterreserveverordnung WResV beinhaltet zwei Komponenten: im 2. Abschnitt geht es um die "Wasserkraftreserve", welche eine "Aufsparung der potentiellen Produktion" für Zeitpunkte mit Minderproduktion ist - die Wasserkraftreserve produziert demnach keine zusätzliche kWh, sondern verschiebt diese lediglich vom Herbst in das Frühjahr. Anders sieht es bei der im 3. Abschnitt behandelten "ergänzenden Reserve" aus, welche zusätzliche Produktion vorsieht.

Zum Abschnitt 2, der "Wasserkraftreserve"

Die SSES hält die Einrichtung einer Wasserkraftreserve vor allem mittel- und langfristig für überflüssig. Sie hält zudem die Kosten im Vergleich zum Nutzen für massiv überhöht und sieht darin eine ungerechtfertigte Stützung der Grosswasserkraft. Besonders hervorheben wollen wir hier unsere Forderung nach einer technologieoffenen Ausgestaltung der Reserve, denn die jetzige Ausgestaltung sieht nur Speicherwasserkraftwerke vor. Dies wirkt, gerade im sich entwickelnden Markt alternativer Speicherformen, innovationshemmend. Für das System spielt es keine Rolle, wer die Energie vorhalten resp. seinen Verbrauch mindern soll.

Zum Abschnitt 3, der "ergänzenden Reserve"

Bezüglich der in Abschnitt 3 geregelten ergänzenden Reserve ist es aus unserer Sicht sinnvoll, Reserve(produktions)kapazitäten vorzuhalten. Dies vor allem, wenn die ergänzende Reserve schwarzstartfähig ist, um im Falle eines Blackouts das Schweizer Netz wieder hochfahren zu können. Bezeichnend und enttäuschend für die SSES ist, dass diese Reservekraftwerke fossil betrieben werden sollen. Hätte man früher auf Effizienz und erneuerbare Energien gesetzt, wäre dies nicht notwendig. Wir hoffen sehr, dass der Bund daraus lernt und jetzt schnellstmöglich die erforderlichen Kraftwerke mit erneuerbaren Energien aufbaut.

Fehlendes Demand Side Management, fehlende Effizienz- und Suffizienzkriterien

Uns ist es nicht verständlich, warum auf die Möglichkeiten des Demand Side Managements (DSM) und des Energiesparens komplett verzichtet wird. Hier gibt es grosses, schnell umsetzbares Potential. Denn gemäss verschiedener Studien werden rund 20-30% der Energie in der Schweiz unnötig verschleudert, d.h. wären ohne Komfort- oder Produktivitätsverluste einsparbar.

Umfassendere Betrachtung notwendig

Als letztes wollen wir noch beliebt machen, die Energielage umfassender zu betrachten. Strom macht nur 26% unseres Gesamtendenergieverbrauchs aus. Man könnte durch Einsparungen an anderer Stelle (z.B. beim Verkehr) den fossilen Energieverbrauch der Reservekraftwerke kompensieren, sodass insgesamt diesen Winter nicht mehr fossile Brenn- und Treibstoffe verbrannt werden würden als bisher.



----- Detailrückmeldungen zu Abschnitt 2, der "Wasserkraftreserve" -----

Ziel der Wasserkraftreserve: Ausgleich von Bilanzgruppen

Das Ziel des Abschnitts 2 ist: Sicherstellung der Versorgung im Falle einer Strommangellage. Eine Strommangellage ist kein "Blackout", eine Strommangellage ist eine rein bilanzielle Geschichte. Sie ist dann gegeben, wenn einzelne Bilanzgruppen für den Folgetag nicht mehr ausgeglichen werden können ("fehlende Markträumung"), wenn also der gemäss Bilanzgruppenfahrplan zu erwartende Verbrauch höher ist als die auf dem Markt für den Folgetag ("day ahead") befindliche Produktion. Die betroffenen Bilanzgruppen sollen dann auf die Wasserkraftreserve zurückgreifen können.

Bilanzgruppen können im Prinzip ausgeglichen werden, entweder indem sie mehr einkaufen oder aber den Verbrauch mindern. Letzteres, das sogenannten Demand Side Management DSM, findet sich mit keinem Wort in der Verordnung. Dabei gilt: Verringerung von Verbrauch ist immer günstiger als die Produktion von Energie, Negawatt vor Megawatt.

Reservebildung: Technologieoffene Ausschreibung anstelle "nur Wasser" erforderlich

Art. 3, Satz 2 regelt die zulässigen Technologien. Zulässig sind nur "Speicherwasserkraftwerke". Dies ist für uns nicht nachvollziehbar, denn der Bundesrat verspielt sich hiermit die Chance, den Umbau der Energieversorgung auch gerade durch solche Verordnungen zu beschleunigen. Stichworte wären grosse Batterien auf Netzebene 7 und 5, Demand Side Management DSM in der Industrie und in privaten Haushalten (z.B. intelligentes Ansteuern von Ladestationen und Wärmepumpen), der Möglichkeit des Einsatzes bidirektionaler Traktionsbatterien (die Verordnung ist bis 2026 gedacht, unserer Einschätzung nach wird das bidirektionale Laden sowie die damit einhergehenden, "virtuellen Kraftwerke" in Form von Zusammenschluss von stationären und mobilen Batterien (z.B. "Sonnenkraftwerk" in DE) in den nächsten zwei Jahren massiv an Bedeutung gewinnen). Diese - notwendige - Transformation könnte massiv durch entsprechende Vorgaben und Anreize beschleunigt werden.

Wir plädieren deshalb dafür, Satz 2 technologieoffen zu formulieren.

ab 2023: Zubau statt Produktionsverschiebung, Solar statt Wasserkraftreserve

Es wäre wohl sinnvoller, das gleiche Geld in den Produktionsausbau statt in die Vorhaltung zu stecken. Dazu ein Rechenbeispiel: mit einer Investition von 296 Millionen Franken in Solaranlagen könnten ca. 300 MWp Solar gebaut werden, Zubauzeit: bei jetzigem Tempo weniger als 4 Monate. Man könnte jetzt z.B. die einfach erreichbaren Industriedachflächen mit Photovoltaik belegen, das ginge relativ zügig. 300 MW erzeugen ca. 0.25 TWh Strom, davon bei einer Sommer-Winter-Verteilung von 60:40 rund 100 GWh im Winter. Diese zusätzliche Produktion würde einen Viertel der vorgesehenen Reserve ausmachen. Würde man dies über die Laufzeit der Verordnung von 4 Jahren durchziehen, so hätte man die Winterreserve bei gleichen Kosten durch zusätzliche Winterproduktion (und nicht nur eine Produktionsverschiebung) ersetzt. Diese würde dann noch die nächsten 26 Jahre (eine Solaranlage hat eine Lebensdauer von ca. 30 Jahren) gratis Strom produzieren. Für diesen Winter ist ein Zubau von 300 MW nicht mehr realistisch. Der Bund verfügt aber über genügend eigene grosse Dachflächen, um bis zum Winter 2023/2024 600 MWp zuzubauen und damit bereits die Hälfte der Wasserkraftreserve mit eigener Produktion wettzumachen.

Wasserkraftreserve nur 1.25% des Winterstromverbrauchs

Die Wasserkraftreserve von 400 GWh entspricht 1.25% des Winterstromverbrauchs - eine Einsparung in dieser Höhe sollte unserer Ansicht nach sofort realisiert werden können, zumal man grosszügige Anreize setzen könnte: Der kWh-Bereithaltungspreis, wie er sich aus der kürzlich abgeschlossenen Auktion ergab, liegt bei 0.74 CHF / kWh, Effizienzmassnahmen wären gemäss einer Abschätzung des BFE ab 0.2 Rp/kWh zu haben. Für den Betrag von 74 Rp/kWh liessen sich also umfangreiche Effizienzmassnahmen umsetzen. Konkret könnten im privaten die Anreize so laufen, dass die Haushalte eine Prämie in Form eines Bonus auf ihre Rechnung bekommen, wenn sie ihren Stromverbrauch gegenüber der vorherigen Abrechnungsperiode deutlich senken. Dies wurde z.B. in Form eines "Stromsparbonus" von den ewb bis 2012 erfolgreich praktiziert. Längerfristig könnte man über die



Abschaffung der Grundgebühren (und deren Umlage auf die kWh) sowie progressive Stromtarife nachdenken, eine Forderung, welche seit Jahrzehnten immer wieder erhoben wird - dadurch würde Sparen belohnt und Verschwendung bestraft. Gleiches wäre für die Industrie, das Gewerbe und die Dienstleistungsbetriebe denkbar.

Ist die Vorhaltung überhaupt vergütungspflichtig?

Bezüglich des Vorhalteentgelts stellt sich grundsätzlich die Frage, ob die Vorhaltung einer Wasserkraftreserve überhaupt vergütungspflichtig ist - schliesslich ist es ein Grundauftrag der Versorger, für eine sichere Energieversorgung zu sorgen. Zudem gehören die meisten Kraftwerke und Verteilnetzbetreiber der öffentlichen Hand. Hier gäbe es – wie auch schon der Bundesrat in der Verordnung schreibt – auch andere Wege im Sinne von Vorgaben anstelle einer überhöhten Vorhaltungsvergütung. Da die Wasserkraftreserve in erster Linie der Grundversorgung und damit den gebundenen Verbrauchern dient, kann es aus unserer Sicht nicht sein, dass hier ein Vorhalteentgelt von CHF 0.74/kWh gezahlt wird. Bei diesen vom Bund und den Konsumentinnen und Konsumenten mitfinanzierten und getragenen Anlagen müsste eher das Prinzip der Gestehungskosten greifen, und nicht das Prinzip der Marktkosten. Denn die gebundenen Verbraucher haben in Zeiten schlechter Marktpreise über das Prinzip, dass die Netzbetreiber den gebundenen Kunden die Gestehungskosten der eigenen Kraftwerke überwälzen können, diese zu Zeiten schlechter Marktpreise gestützt. Warum soll überhaupt ein Markt aufgebaut werden, wenn bei den ersten Herausforderungen, die der Markt mit sich bringt, darüber diskutiert wird, grossen Kunden die Rückkehr in die Grundversorgung zu ermöglichen?

Gesamtenergieschau notwendig

Am Schluss wollen wir beliebt machen, dass eine Gesamtschau der Energie stattfinden muss: Strom macht nur 26% unseres gesamten Endenergieverbrauchs aus. Mangellagen im gesamten Energiebereich gab es aber bereits früher. Hier wurden unter anderem die autofreien Sonntage eingeführt, mit damals durchschlagendem Erfolg. Also: mehr Mut bei allen, und die notwendigen 1.25% Strom-Energie, die weniger als 0.3% der bei uns im Winter verbrauchten Endenergie ausmacht, wären rasch eingespart.

Wir danken Ihnen herzlich für die Berücksichtigung unserer Vorschläge und Ergänzungen.

Mit sonnigen Grüssen

Walter Sachs,
Präsident SSES

Für Rückfragen und weitere Auskünfte stehen Ihnen gerne zur Verfügung:

Carole Klopstein, Geschäftsführerin SSES, Tel. 031 370 80 00, E-Mail: carole.klopstein@sses.ch
Walter Sachs, Präsident SSES, Tel. 076 528 09 36, E-Mail: walter.sachs@sses.ch

swisscleantech | Reitergasse 11, CH-8004 Zurich

Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
UVEK,
Bundesamt für Umwelt, BAFU
3003 Bern

Per E-Mail an: martin.michel@BFE.admin.ch

Zürich, 20. November 2022

Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga

Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Möglichkeit, an der Vernehmlassung der WResV teilzunehmen. Wir beschränken uns im Folgenden darauf, zum Einsatz von Notstromgruppen zur Marktverlängerung im Detail Stellung zu nehmen. Dieser Aspekt ist für uns besonders wichtig und auch eine Möglichkeit, bei der unsere Mitgliedsfirmen zur Vermeidung einer Strommangellage beitragen können.

Grundsätzliche Positionierung swisscleantech

- Selbstredend weisen wir darauf hin, dass die beste Möglichkeit, eine knappe Versorgung insbesondere im Winter 2023/2024 zu vermeiden, die engagierte Umsetzung von weit fortgeschrittenen Projekten zur Produktion von erneuerbarem Strom ist.
- Grundsätzlich vermischen wir in der Verordnung die Grundlagen zur Schaffung eines zusätzlichen Demand-Side Marktes. Wir weisen darauf hin, dass sich eine an einer Notlage orientierter solcher Markt deutlich von den heute sich bereits eingeführten Märkten im Regel Energiebereich unterscheiden würde. Im Fall von Kontingentierungen oder zyklischen Ausgestaltungen kann es für eine Unternehmung interessant sein, den Betrieb zugunsten einer Freigabe der Kontingente einzustellen, wenn der Preis für die Kontingente genügend hoch ist. Dies wiederum kann andere Unternehmungen, bei denen eine Kontingentierung kritisch wäre, davor bewahren, ihre Produktion gegen den eigenen Willen auszuschalten. Wir bitten Sie die notwendigen Grundlagen dazu in Ergänzung für den Winter 2023/2024 vorzubereiten.
- Wir bitten Sie, die Zulassungskriterien für Reserve Kraftwerke dahingehend zu verändern, dass in zukünftigen Ausschreibungen Wärme-Kraft Kopplungsanlagen ebenfalls berücksichtigt werden können. Insbesondere in Bezug auf die kommenden Herausforderungen Anfang der 2030er Jahre, während denen wegen der Abschaltung der Kernkraftwerke über mehrere Jahre grössere Stromimporte notwendig sein werden, könnte der Betrieb von solchen Anlagen von grosser Bedeutung sein. Sie bereits heute in den Reservepool einzubeziehen, würde die Reserven erhöhen und die Rentabilität dieser Anlagen deutlich verbessern.

- Wir danken den Behörden dafür, dass sie Notstromgruppen als eine mögliche Verlängerung des Marktes in Betracht ziehen. Wir sind jedoch der Meinung, dass die aktuelle Stossrichtung noch nicht das volle Potenzial der Notstromgruppen freisetzen kann. Insbesondere sind wir davon überzeugt, dass Notstromgruppen zusätzlich zur Einspeisung ins Stromnetz auch dazu verwendet werden können, die benötigte Leistung im Netz zu reduzieren. Wir sehen dieses Potenzial als subsidiäre Möglichkeit zu den aktuell vorgesehenen Verwendungszwecken, aber bevor eine Kontingentierung eingeführt wird und die Nutzung der Notstromgruppen generell freigegeben werden soll (gem. Konzept des Bundes). Können die Notstromaggregate bereits vorher bei einer sich abzeichnenden Verknappung und vor allem koordiniert und entsprechend den vorhandenen Massnahmen zur Reduktion der Luftverschmutzung eingesetzt werden, wird insgesamt der Beitrag zur Netzstabilisierung vergrössert und auch der Schadstoffeintrag in die Umwelt reduziert.
- Wir sind überzeugt davon, dass sich der Einsatz zur Netzentlastung besser gestalten und koordinieren lässt, wenn rechtzeitig die notwendigen Grundlagen dazu geschaffen werden.

Im Folgenden unterbreiten wir Ihnen Vorschläge, wie der Verordnungsvorschlag angepasst werden könnte, damit in der Verordnung für diese weitere Möglichkeit der Verwendung der Notstromaggregate bereits die notwendigen Grundlagen gelegt werden. Gleichzeitig schlagen wir auch einige Veränderungen allgemeiner Natur vor.

Eingaben zu den Artikeln

Im Detail empfehlen wir Ihnen die folgenden Veränderungen (neue Formulierungen in gelber Farbe hinterlegt, wegzulassen der Formulierungen gestrichen):

Art. 13 Teilnahme von Notstromgruppen

Änderungsvorschlag Art. 13, Absatz 1:

1 Das UVEK bildet die ergänzende Reserve auch mit den Betreibern von Notstromgruppen. Das UVEK nimmt so lange Notstromgruppen unter Vertrag, bis die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 mit ausreichender Reserve sichergestellt ist. ~~mit denen es sich im Hinblick auf eine Reserveteilnahme im Februar 2023 geeinigt hat.~~

Begründung: Wir empfehlen eine allgemeine Formulierung zu wählen, die sich nicht an einen spezifischen Zeitpunkt ausrichtet. Mit dem Bezug auf Art. 6 Abs. 1 wird die Grösse definiert. Der Prozess bleibt jedoch offen.

Änderungsvorschlag Art. 13, Absatz 2 (neu):

2 Das UVEK erstellt und führt zu diesem Zweck eine Liste aller Notstromgruppen mit einer Leistung grösser als 1 MW und hält deren Eigenschaften fest. Diese umfasst unter anderem Leistung, Ort, Betriebsmittel, Grösse des Betriebsmitteltank, Stand der Massnahmen zur Luftreinhaltung, Möglichkeit zur Synchronisation mit dem Netz und Möglichkeit, die Notstromgruppe von aussen anzusteuern. Das Führen dieser Liste kann an geeignete Organisationen vergeben werden.

Begründung: Es muss das Ziel sein, Notstromgruppen in einer für das Stromsystem optimierten Art und Weise einzusetzen. Damit dies gelingt, ist es notwendig eine möglichst vollständige Sicht über die in der Schweiz aufgestellten Notstromgruppen zu haben. Dabei ist es sinnvoll, sich auf die grösseren Notstromgruppen zu konzentrieren.

Bisher existiert keine Übersicht über die Notstromgruppen in der Schweiz. Dies hat die Entwicklung von geeigneten Produkten unter Verwendung von Notstromgruppen stark behindert. Wir empfehlen dem BFE daher, eine Liste aller Notstromaggregate grösser als 1 MW Leistung (die Grenze könnte

gegebenfalls auch höher gewählt werden) zu führen. Da die Aufgabe des Poolens voraussichtlich nicht durch das BFE, sondern durch einen oder mehrere ausgewählte Pooler vorgenommen wird, wäre es zielführend, diese Aufgabe an diese Pooler zu vergeben.

Wir empfehlen Ihnen bereits heute, bei der Definition der Notstromgruppen, welche zur Marktverlängerung zum Einsatz kommen sollen, sämtliche Notstromgruppen, die Ihnen zur Kenntnis gebracht werden, festzuhalten. Die zur Verfügung stehenden Leistungen können durch diese Massnahme auf kostengünstige und unbürokratische Weise weiter ausgedehnt werden, sollte sich die Mangellage wieder verschärfen.

Änderungsvorschlag Art. 13, Absatz 3 (bisher Absatz 2)

2 3 Das BFE kann weitere Betreiber von Notstromgruppen in die ergänzende Reserve aufnehmen, um die Leistung nach Artikel 6 Absatz 1 zu erreichen. Zur Aufnahme von zusätzlichen Notstromgruppen führt das UVEK dafür in der Regel Ausschreibungen durch.

Begründung: der erste Satz ist bereits in Art. 1 enthalten.

Änderungsvorschlag Art. 13, Absatz 4 (bisher Absatz 4)

4 Die Teilnahme an der ergänzenden Reserve kann mit einer ganzen Notstromgruppe oder Teilen von einer Solchen erfolgen.

Begründung: Dieser Artikel bezieht sich auf die Art. 1-3 und ist eine Spezifizierung des Vergabekriteriums. Der bisherige Art 3 bezieht sich auf Massnahmen, die ergriffen werden können, falls es nicht gelingt, eine genügende Menge von Notstromgruppen auf ordentlichem Weg fest zu legen. Daher soll der bisherige Abs. 3 nach hinten verschoben werden.

Änderungsvorschlag Art. 13, Absatz 5 (bisher Absatz 3)

3 5 Ist zu erwarten, dass es mit einer weiteren Ausschreibung nicht gelingt, die ergänzende Reserve im erforderlichen Umfang und zu angemessenen Entgelten zu bilden, so kann das UVEK analog zu Artikel 4 die Betreiber von Notstromgruppen zur Teilnahme an der Reserve verpflichten. Eine solche Verpflichtung ist nicht möglich bei Notstromgruppen, die zu militärischen oder anderen kritischen Infrastrukturen gehören.

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

Änderungsvorschlag Art. 14, Absatz 2

2 Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet, wie die Verfügbarkeit der Notstromgruppe und die dafür nötigen anlageseitigen Investitionen einschliesslich allfälliger Sanierungskosten. **Das Entgelt richtet sich nach der Art der Verfügbarkeit.**

Begründung: Die Verfügbarkeit von Notstromgruppen, die Strom ins Netz einspeisen können, soll höher vergütet werden als die Verfügbarkeit der Notstromgruppen, die mit dem Ziel zum Einsatz kommen, die Netzbelastung durch Eigenproduktion zu senken.

Art. 16 Abruf

Änderungsvorschlag Art. 16, Absatz 2

Im Fall einer fehlenden Markträumung melden der Netzgesellschaft:

- a. die Betreiber, die an der Reserve teilnehmen: die in ihrem Teil der Reserve verfügbare Leistung;

b. die Verbraucher, die an der Reserve teilnehmen: die in ihrem Teil der Reserve verfügbare Leistungsreduktion durch Einsatz ihrer Notstromgruppen für Eigenbedarf;

c. die Bilanzgruppen mit einem Reservebedarf: ihren Bedarf an Elektrizität für den Folgetag.

Begründung: Im Fall der fehlenden Markträumung soll es auch möglich sein, dass Notstromgruppen einen Reservebeitrag leisten, indem sie für den Eigenbedarf eingesetzt werden, so dass der Stromverbrauch des Verbrauchers voraussagbar, koordiniert und mit den geringsten möglichen Auswirkungen auf Umwelt und Klima gesenkt wird. Dies erfolgt idealerweise ebenfalls koordiniert über einen Pooler und bevor der Bund zur Kontingentierung greifen muss.

Besten Dank, dass sie unsere Überlegungen in Betracht ziehen.

Freundliche Grüsse

Christian Zeyer
CEO swisscleantech

Zürich, 18. November 2022

Per E-Mail an:
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

VERNEHMLASSUNGSSTELLUNGNAHME

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV



Schweizerische
Energie-Stiftung
Fondation Suisse
de l'Énergie

Sihlquai 67
8005 Zürich
Tel. 044 275 21 21

info@energiestiftung.ch
PC-Konto 80-3230-3

Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, an der oben genannten Vernehmlassung teilnehmen zu dürfen und nehmen diese Gelegenheit gerne wahr.

Während wir kurzfristige Massnahmen zur Sicherung der Stromversorgung im Winter begrüssen, ist es aus unserer Sicht sehr wichtig, dass nicht unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert und dass diese Infrastruktur nur im äussersten Notfall abgerufen wird. Die Stromversorgung soll nicht auf Kosten des Klimas sichergestellt werden. Investitionen in die erneuerbare Stromproduktion können die Versorgung mittel- und langfristig mit weniger Klimaauswirkungen sicherstellen und sollten darum generell priorisiert werden.

Zusätzlich vermischen wir in der Vorlage Massnahmen zur Flexibilisierung der Nachfrage wie beispielsweise von der Motion Schaffner (22.3260) gefordert. Jede Stromeinheit, die nicht nachgefragt oder deren Nachfrage auf einen unkritischen Zeitpunkt verschoben wird, kann einem Abruf der Stromreserve entgegenwirken und so die Versorgung stabilisieren und die Kosten senken. Wir fordern deshalb wenigstens für den nächsten Winter die Einführung eines Mechanismus, der Anreize für die Nachfragereduktion setzt.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Léonore Hälg'.

Léonore Hälg
Co-Leiterin Fachbereich
Klima und erneuerbare Energien

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Simon Banholzer'.

Simon Banholzer
Leiter Politik

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherwasserkraft um den Zuschlag konkurrieren können. Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 6 Abs. 3

Dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen, ist aus unserer Sicht zentral. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten. Denn die Schweiz verfolgt ja auch das Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050. Die mittel- und langfristige Versorgungssicherheit muss demnach zwingend durch den Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion sichergestellt werden. Es dürfen keine zusätzlichen Anreize für den Bau neuer fossiler Infrastruktur eingeführt werden.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll das Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

⁴ Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.** Die ElCom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1

Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Betriebsanforderungen

¹ Die Reservekraftwerke müssen ~~möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein~~ **eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.**

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, die eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), sind angesichts dieser nicht in dieser Form miteinberechneten Entwicklungen Makulatur.

Daher ist es aus unserer Sicht unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, die ein gewichtiger Faktor

für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, das für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren.

Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegierung dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Änderungsvorschlag

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke
Streichen

Oder

Art. 12 Ausschreibungen für ~~spätere neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität**

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für ~~neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität** durchführen, um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können. **Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.**

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

² Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.**

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass

fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubrauchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag

Art. 15 Abrufordnung

² ...

~~c. tiefe Kosten~~ **geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;**

~~d. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ **tiefe Kosten;** und

Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁶ **Die ElCom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.**

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die ElCom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden

muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag

Art. 16 Abruf

⁵ Die ElCom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ~~ist sind~~, dass ~~eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.~~

- 1. der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;**
- 2. eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;**
- 3. die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.**

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Entschädigung wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der ElCom mit unbekanntem Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abrufentschädigung

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ElCom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). **Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.**

- ³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:
- ~~a.~~ die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie
 1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,
 2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;
 - ~~b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.~~

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken.

Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüßen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die ElCom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die ElCom

⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die ElCom deren vorzeitige Auflösung an. **Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.**

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO₂-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO₂-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionshandelssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO₂-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO₂-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.



NWA Schweiz
Murbacherstrasse 34
4056 Basel
Schweiz
+41 61 322 49 20
nwa.schweiz@gmail.com

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK

Per E-Mail an:

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch

Martin.michel@bfe.admin.ch

Basel, 18.11.2022

STELLUNGNAHME: Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV

Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, an der oben genannten Vernehmlassung teilnehmen zu dürfen und nehmen diese Gelegenheit gerne wahr.

Während wir kurzfristige Massnahmen zur Sicherung der Stromversorgung im Winter begrüssen, ist es aus unserer Sicht sehr wichtig, dass der Atomstrom in der Verordnung Platz findet mit dem Vermerk eines konkreten Abschalt datums der Atomkraftwerke in der Schweiz. Nur so kann ein sinnvoller Plan für die Winterstromversorgung erstellt werden und dabei auch konsequent auf erneuerbare Energie gesetzt werden. Wie beim Atomstrom gilt auch bei fossil betriebenen Anlagen: es soll nicht unnötig in neue fossilbetriebene Infrastruktur investiert und diese Infrastruktur nur im äussersten Notfall abgerufen werden. Die Stromversorgung soll nicht auf Kosten des Klimas sichergestellt werden. Investitionen in die erneuerbare Stromproduktion können die Versorgung mittel- und langfristig mit weniger Klimaauswirkungen sicherstellen und sollten darum generell priorisiert werden.

Zusätzlich vermissen wir in der Vorlage Massnahmen zur Flexibilisierung der Nachfrage wie beispielsweise von der Motion Schaffner (22.3260) gefordert. Jede Stromeinheit, die nicht nachgefragt oder deren Nachfrage auf einen unkritischen Zeitpunkt verschoben wird, kann einem Abruf der Stromreserve entgegenwirken und so die Versorgung stabilisieren und die Kosten senken. Wir fordern deshalb wenigstens für den nächsten Winter die Einführung eines Mechanismus, der Anreize für die Nachfragereduktion setzt.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse

Andreas Fischer
Präsident NWA Nie wieder Atomkraftwerke Schweiz

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherwasserkraft um den Zuschlag konkurrieren können. Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 6 Abs. 3

Dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen Strom nicht für den Verkauf auf dem Strommarkt produzieren dürfen, ist aus unserer Sicht zentral. Die Strommangellage soll nicht dafür missbraucht werden, kommerziell betriebene fossile Stromproduktionsanlagen zu errichten. Denn die Schweiz verfolgt ja auch das Ziel von netto null Treibhausgasemissionen bis 2050. Die mittel- und langfristige Versorgungssicherheit muss demnach zwingend durch den Ausbau der erneuerbaren Stromproduktion sichergestellt werden. Es dürfen keine zusätzlichen Anreize für den Bau neuer fossiler Infrastruktur eingeführt werden.

Art. 9 Abs. 4

Das Verfügbarkeitsentgelt soll laut Vorschlag quartalsweise ausbezahlt werden. Grundsätzlich ist unklar, was dies genau bedeutet. Werden die gesamten Kosten, die jährlich für die Verfügbarkeit anfallen, in vier Tranchen rückvergütet? Die Vorhaltung ist ja für maximal 5.5 Monate vorgesehen. Unklar ist auch, wieso dies so gehandhabt wird. Aus unserer Sicht sollen mit dem Verfügbarkeitsentgelt einmalig technische Anpassungen für die Gewährleistung der Verfügbarkeit vergütet werden. Zusätzlich dazu braucht es ein Entgelt für die tatsächliche Bereithaltung während des Zeitraums, während dessen die Verfügbarkeit benötigt wird. Aus diesem Grund soll das Verfügbarkeitsentgelt auch auf diesen Zeitraum limitiert und nicht pauschal quartalsweise ausbezahlt werden.

Änderungsvorschlag

Art. 9 Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken und Verfügbarkeitsentgelt

⁴ Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden quartalsweise einmalig die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist. Die ElCom gibt dem BFE auf Anfrage fallweise an, wie sie die Angemessenheit beurteilt.

Art. 10 Abs. 1

Laut Vorschlag sollen die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein. Die Diversifizierung der Brennstoffe erhöht die Verfügbarkeit dieser Kraftwerke. Jedoch gibt es neben der Möglichkeit zur Verfeuerung von Öl und Gas auch weitere Möglichkeiten zur Erhöhung der Verfügbarkeit der Reservekraftwerke. Dazu gehört beispielsweise die Verfeuerung weiterer Brennstoffe (z.B. biogene Brennstoffe, Abfälle), aber auch der Einsatz von Strom- oder Wärmespeichern. Aus diesem Grund soll diese Bestimmung in der Verordnung aus unserer Sicht offener formuliert sein.

Änderungsvorschlag

Art. 10 Betriebsanforderungen

*¹ Die Reservekraftwerke müssen ~~möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein~~ **eine hohe Verfügbarkeit garantieren beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher.***

Art. 12

Mit diesem Artikel soll dem BFE die Möglichkeit gegeben werden, den Bau neuer, auch fossilbetriebener Reservekraftwerke zu ermöglichen, um die mittelfristige Versorgung mit Strom sicherzustellen. Wie im Begleitbericht angetönt, entbehrt dieser Artikel einer gesetzlichen Grundlage. Ob diese im zurzeit revidierten Stromversorgungsgesetz zu einem späteren Zeitpunkt in dieser Form gegeben wird, ist höchst unklar – hat der Ständerat in der Herbstsession den entsprechenden Artikel 9ter zur Förderung von neuen, teilweise fossilbetriebenen WKK-Anlagen doch ersatzlos gestrichen. Auch in Art. 9bis hat der Ständerat keine Ausschreibungen für fossilbetriebene Kraftwerke vorgesehen. Zusätzlich stellen verschiedene Entwicklungen in der jüngsten Vergangenheit die Notwendigkeit zusätzlicher neuer fossilbetriebener Reservekraftwerke in Frage. Alleine in diesem Jahr wurden nämlich Photovoltaikanlagen auf Infrastrukturen mit einer Gesamtkapazität von rund einem Gigawatt zugebaut. In den nächsten Jahren ist mit einer weiteren Zunahme solcher Anlagen zu rechnen – neben allfälligen alpinen Freiflächenanlagen, welche durch das Bundesparlament in der Herbstsession 2022 ermöglicht wurden. Die Studien, welche eine Winterstromlücke ab 2026 berechnet haben (Frontier, Pöyry, Swissgrid und Elcom), sind angesichts dieser nicht in dieser Form miteinberechneten Entwicklungen Makulatur.

Daher ist es aus unserer Sicht unverständlich und gefährlich, in zusätzliche neue, fossilbetriebene Kraftwerke zu investieren. Jede fossile Infrastruktur wirkt der Erreichung der Klimaziele entgegen und zementiert die Abhängigkeit von ausländischen Energieträgern, welche ein gewichtiger Faktor für die unsichere Versorgungslage ist. Neue Kraftwerke haben eine lange Lebensdauer und deren Bereithaltung wird unnötig Geld binden, welches für die Sicherung der Stromversorgung mit klimafreundlichen, inländischen Anlagen fehlt. Kommt der Bundesrat jedoch zum Schluss, dass ein Ausbau der Reservekapazitäten zwingend ermöglicht werden muss, soll er aus unserer Sicht auf bereits bestehende Infrastruktur wie WKK-Anlagen in Wärmeverbänden, wo mittels Wärmespeicher die Wärme- und Stromproduktion entkoppelt und Reservekapazitäten ermöglicht werden, fokussieren.

Wir fordern aus obengenannten Gründen entweder die Streichung des Artikels 12 und somit die Delegation dieses Sachverhalts an die dafür zuständige gesetzgebende Instanz oder die Änderung des Artikels wie nachfolgend vorgeschlagen.

Änderungsvorschlag

Art. 12 Ausschreibungen für spätere neue Reservekraftwerke

Streichen

Oder

Art. 12 Ausschreibungen für ~~spätere neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität**

¹ Das BFE kann zusätzlich zu Artikel 7 Absatz 2 weitere Ausschreibungen für ~~neue Reservekraftwerke~~ **zusätzliche Reservekapazität** durchführen, ~~um sicherzustellen, dass diese im Hinblick auf eine spätere Erweiterung der ergänzenden Reserve rechtzeitig erstellt und die Betreiber bei Bedarf in die ergänzende Reserve aufgenommen werden können.~~ **Diese zusätzliche Reservekapazität wird möglichst durch bereits existierende Anlagen, in welchen mittels anlageseitiger Investitionen die Stromproduktion flexibilisiert werden kann, zur Verfügung gestellt.**

Art. 14 Abs. 2

Siehe Kommentar zu Art. 9 Abs. 4.

Änderungsvorschlag

Art. 14 Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt

² Mit dem Verfügbarkeitsentgelt werden ~~quartalsweise~~ **einmalig** die fixen, einsatzunabhängigen Kosten des Betriebs vergütet wie die Verfügbarkeit der Anlage, die Beschaffung und Lagerung der Brennstoffe und die Netzanschlusskosten. Die Entgelthöhe muss angemessen sein. **Das Entgelt für die Bereithaltung wird für den Zeitraum entrichtet, während dessen die Verfügbarkeit gewährleistet ist.**

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank Buchstabe d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubreuchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf. Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Artikel 9, Absatz 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen Buchstaben c und d getauscht werden.

Änderungsvorschlag
Art. 15 Abrufordnung
2 ...

~~c. tiefe Kosten~~ **geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen;**
~~d. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ **tiefe Kosten;** und

Art. 16 Abs. 1

Dieser Absatz regelt, wann die Stromreserve freigegeben wird – nämlich bei fehlender Markträumung an der Strombörse. Somit fehlt eine Regelung für den Fall, dass nicht genug Importkapazitäten zur Verfügung stehen. Auch können mit der vorgeschlagenen Regelung keine Stromreserven für den Fall freigegeben werden, dass physikalisch zu wenig Strom verfügbar ist, beispielsweise wenn in einem der Nachbarländer ein massiver Strommangel herrscht, welcher durch den Regelenergiemarkt nicht abgedeckt werden kann. Aus unserer Sicht soll mit der Stromreserve flexibel auf solche Fälle reagiert werden können. Aus diesem Grund schlagen wir einen zusätzlichen Absatz für Artikel 16 vor.

Änderungsvorschlag
Art. 16 Abruf

⁶ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, sollte wegen zu geringer Importkapazitäten oder wegen unvorhergesehen hohem Bedarf an abrufbarer Energie kurzfristig eine Strommangellage drohen.

Art. 16 Abs. 5

Dieser Absatz regelt, dass die EICom die Aufstockung der Wasserreserve mittels Reservekraftwerken anordnen kann. Dies macht Sinn für den Fall, dass die Stromversorgung mit einer hohen Leistung sichergestellt werden muss. Bevor jedoch inländische Reservekraftwerke und Notstromaggregate für die Aufstockung der Wasserreserve benutzt werden, soll sofern möglich Strom an der Strombörse zugekauft und importiert werden. Ausländische Gaskraftwerke sind wesentlich effizienter, produzieren mit weniger Umweltbelastung und sind im Emissionshandelssystem eingebunden. Ausserdem soll die Wasserreserve nur aufgestockt werden, wenn sich abzeichnet, dass deren Leistung später auch tatsächlich gebraucht wird. Ende Winter, wenn die Stromproduktion aus Photovoltaik und die Laufkraftwerke bereits wieder stark zunimmt, braucht es nämlich möglicherweise nicht mehr die gleiche Reserveleistung zur Sicherstellung der Stromversorgung. Eine Aufstockung der Wasserreserve auf Vorrat soll wegen der dazugehörigen Verluste verhindert werden.

Änderungsvorschlag
Art. 16 Abruf

⁵ Die EICom kann in Abweichung von Absatz 1 ausnahmsweise den Abruf bei einem Reservekraftwerk anordnen, um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen. Voraussetzungen dafür ist ~~sind~~, dass ~~eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird.~~

1. der Wasserkraftreserve nicht durch Importe mehr Energie zugeführt werden kann;
2. eine grosse Wahrscheinlichkeit besteht, dass die Wasserkraftreserve ohne diese Massnahme im späteren Verlauf des Winters nicht ausreichen wird;

3. die Leistung der Reservekraftwerke und Notstromaggregate die sichere Versorgung im späteren Verlauf des Winters nicht alleine sicherstellen kann.

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der EICOM mit unbekanntem Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet. Auch ist aus unserer Sicht die Betriebsbereitschaft für Reservekraftwerke bereits in Artikel 9 geregelt und sollte nicht zusätzlich vergütet werden.

Änderungsvorschlag

Art. 17 Abrufentschädigung

*² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der EICOM (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). **Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.***

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie

- 1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,*
- 2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser;*

~~b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.~~

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heisst wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken.

Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüssen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss

jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die EICom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die EICom

*⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die EICom deren vorzeitige Auflösung an. **Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.***

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO2-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Uns scheinen die Erläuterungen und der Gesetzestext bezüglich der CO2-Bilanz nicht ganz kohärent. Es wird und wurde auch medial betont, dass die Reservekraftwerke und Notstromaggregate die Schweizer CO2-Bilanz nicht belasten, da die Emissionen im Emissionshandelssystem (EHS) erfolgen. Absatz 3 besagt aber klar, dass Notstromgruppen nicht, bzw. nur bei sehr hohen Emissionen ins EHS müssen. Also gilt nur für die Reservekraftwerke, dass sie in der CO2-Bilanz nicht ausgewiesen werden müssen. Zu berücksichtigen ist zusätzlich, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO2-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen. Schliesslich fordern wir die Kompensation der Emissionen der Notstromaggregate im Inland.

Von: fonddani@gmail.com <fonddani@gmail.com>

Gesendet: Montag, 7. November 2022 23:14

An: Zünd Marianne Inge BFE <marianne.zuend@bfe.admin.ch>

Betreff: Vernehmlassung Winterreserveverordnung

Daniel Fondado
Aumattweg 9
5000 Aarau

Sehr geehrte Frau Zünd

Gerne würde ich an der Vernehmlassung über die Winterreserveverordnung teilnehmen. Ich denke das sollte auch als Privatperson möglich sein. Leider konnte ich kein entsprechendes Formular für den Download finden. Daher sende ich Ihnen meine Bemerkungen per Mail. Darf ich sie bitten dies an die zuständige Stelle weiterzuleiten? Vielen Dank.

Grundsätzliches:

Deutschland kennt seit 2012 eine «Verordnung zur Regelung der Beschaffung und Vorhaltung von Anlagen in der Netzreserve (Netzreserveverordnung - NetzResV)». In dieser ist grundsätzlich genau das geregelt was wir, ab 2023, nun mit unserer Winterreserveverordnung regeln möchten. Ich empfehle den zuständigen Stellen dringendst die Netzreserveverordnung -NetzResV zu studieren. Hier sende ich ihnen den link dazu:

[§ 1 NetzResV - Einzelnorm \(gesetze-im-internet.de\)](https://www.gesetze-im-internet.de/gesetz_1_netzresv)

Zu Art 1)

Analog zur NetzResV würde ich diesen Artikel offener umschreiben. Die Festlegung auf Wasserkraft und fossile Reservekraftwerke ignoriert den technischen Fortschritt. Virtuelle Kraftwerke, gekoppelt mit einem Energiespeicher können durch aus die technischen Kriterien eines Reservekraftwerkes erfüllen.

Zu Art 2)

Es gibt keinen Grund die Wasserkraft von anderen Energieerzeugungsanlagen gesondert zu behandeln. Wie bereits zu Art 1) erwähnt wird der technische Fortschritt zu wenig berücksichtigt. Absatz 1 ist zu ergänzen im Sinne der NetzResV : «...Die Elcom prüft bis spätestens zum 30. April eines jeden Jahres den Bedarf an Erzeugungskapazität für die Netzreserve. Ein eventuell bestehender Bedarf wird von ihr bestätigt. Die Bestätigung ist nicht selbstständig durch Dritte anfechtbar. Die Ergebnisse der Prüfung, die Analysen des Übertragungsnetzbetreibers, die dieser zu Grunde liegenden Annahmen, Parameter, Szenarien, Methoden sowie die zum 30. April des jeweiligen Jahres für die jeweils folgenden fünf Jahre prognostizierten Einzelwerte der Jahreshöchstlast im Gebiet der Schweiz einschließlich der Netzverluste und gegebenenfalls die Bestätigung werden in einem Bericht veröffentlicht.

(2) Grundlage der Prüfung ist eine von der Übertragungsnetzbetreiberin jährlich erstellte Analyse 1.

der verfügbaren gesicherten Erzeugungskapazitäten auch im Hinblick auf deren technische Eignung für die Abwehr von Gefahren für die Sicherheit oder Zuverlässigkeit des

Elektrizitätsversorgungssysteme einschließlich ihrer Anfahrzeiten und ihrer Laständerungsgeschwindigkeiten,

2.

der wahrscheinlichen Entwicklung der verfügbaren gesicherten Erzeugungskapazitäten im Hinblick auf das jeweils folgende Winterhalbjahr sowie mindestens eines der weiteren darauf folgenden vier Betrachtungsjahre (Systemanalyse) und

3.

des eventuellen Bedarfs an Netzreserve....»

Zu Art 3)

1)

Anstelle von Netzgesellschaft ist generell der Begriff «Übertragungsnetzbetreiber» zu verwenden. Auch hier gibt es keinen Grund die Wasserkraft gesondert zu behandeln.

2)

Ist abzuändern wie folgt «... können die Betreiber von Energieerzeugungsanlagen, die Elektrizität in die Schweizer Regelzone einspeisen und die technischen Anforderungen an Reservekraftwerke erfüllen....»

Zu Art 4)

Diesen Artikel soll ersatzlos gestrichen werden. Im liberalisierten Strommarkt ist es unsinnig Kraftwerke zu verpflichten für eine grössere Energievorhaltung. Dies würde sich negativ auf die Wirtschaftlichkeit dieser Kraftwerke auswirken. Bis anhin was die Bereitstellung von Reserveenergie ein lukratives Geschäft. An dem wird sich auch zukünftig nichts ändern.

Zu Art 5)

Es gibt keinen Grund die Wasserkraft gesondert zu behandeln. Somit ist der Titel anzupassen in «Vereinbarung mit Betreibern von Reservekraftwerken.

3 Abschnitt: Ergänzende Reserve

Zu Artikel 6 bis 14 :

Abschnitt 3 und somit die Artikel 6 bis 14 sind ersatzlos zu streichen. Hier werden ausschliesslich Erzeugungsanlagen mit fossilen Energieträger erwähnt. Diese Strategie verkennt den technischen Fortschritt. Virtuelle Kraftwerke können bereits heute Bandenergie liefern und erfüllen auch die Anforderungen an Reservekraftwerke. Wie bereits erwähnt sollen die Artikel 1 bis 5 «technologieoffen» verfasst werden. Somit werden alle Erzeugungsanlagen diskriminierungsfrei bewertet einziges Kriterium ist die Erfüllung der Anforderungen an die Bereitstellung von Reserveenergie.

4 Abschnitt: Einsatz und Abruf der Reserve

Zu Art 15:

Dieser Artikel ist diskriminierungsfrei umzuschreiben es gibt keinen Grund die Wasserkraft bereits in der Verordnung zu priorisieren. Die Punkte a bis e sind ausreichend für eine Priorisierung.

Zu Art 16:

1 bis 4 sehr gut!

5)

Ersatzlos streichen! Nie und nimmer sollen Reservekraftwerke eingeschaltet werden um Stauseen zu füllen!!!

5 Abschnitt: Kosten, Finanzierung und Rückzahlungen an den Bund sowie Auskünfte und Überwachung

Zu Art 17 bis 22:

Keine Rückmeldungen soweit ok

6. Abschnitt : Straf- und Schlussbestimmungen:

Zu Art 23 :

Keine Rückmeldung soweit ok

Zu Art 24:

Anpassungen an der CO2 Verordnung vom 30. November 2012 dürfen nicht grössere Emissionen zur Folge haben.

Das wären meine Rückmeldungen zur Vernehmlassung gewesen.

Freundliche Grüsse

Daniel Fondado
Aumattweg 9
5000 Aarau

Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK
Bundeshaus Nord
CH-3003 Bern

Per Email an
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch,
Martin.Michel@bfe.admin.ch

Zürich-Flughafen, 16. November 2022

Vernehmlassung zur Stromversorgungssicherheit: Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 – Stellungnahme Flughafen Zürich AG

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Herren Benahmed und Michel

Mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 haben Sie interessierte Kreise zur Teilnahme an der im Titel erwähnten Konsultation eingeladen. Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, unsere Anliegen zu den Verordnungsentwürfen im Bereich der Winterreserveverordnung zu äussern. Die Flughafen Zürich AG ist Eigentümerin und Betreiberin des grössten Landesflughafens mit über 30 Millionen Passagieren im Jahr (vor der Pandemie, für das Jahr 2022 erwarten wir 22 Millionen Passagiere).

Als Betreiberin einer kritischen Infrastruktur des Bundes sind wir verpflichtet, Energiereserven für die Aufrechterhaltung des Betriebs zu führen. Aus diesem Grund ist der Flughafen per se mit Redundanzen ausgestattet, damit der Flughafenbetrieb auch bei einer Mangellage möglichst lange aufrechterhalten werden kann – allenfalls mit möglichen Komforteinbussen oder je nach Situation in reduziertem Umfang. Unter anderem verfügen wir über eine Anlage zur Wärme-Kraft-Kopplung (WKK), die wir mit Bio- und Erdgas betreiben und die gleichzeitig als Zweistoffanlage nutzbar ist.

Der Landesflughafen Zürich zählt gemäss der nationalen Strategie zum Spektrum der kritischen Infrastrukturen (2018-2022) zur kritischen Infrastruktur der Schweiz. Die Bedeutung eines offenen Flughafens und der Anbindung der Schweiz über den Luftweg wurde gerade erst während der Covid-Pandemie deutlich. Unter anderem konnten damit die für den Infektionsschutz notwendigen medizinischen Masken und Impfstoffe schnell und in grosser Menge in die Schweiz transportiert werden. Dieser Faktor muss auch für künftige (und hoffentlich nicht eintretenden) Krisen berücksichtigt und

gewürdigt werden. Deshalb sollen Betreiber:innen von kritischen Infrastrukturen im Grundsatz ebenfalls von der Kontingentierung ausgenommen werden. Dazu kommt, dass die Flughafen Zürich AG unter anderem die Notrufzentrale für Sanität und Feuerwehr im ganzen Kantonsgebiet, das grösste Ambulatorium der Schweiz (Universitätsspital Zürich), die Rega, Meteo Schweiz sowie die SBB-Betriebszentrale Ost (verantwortlich für einen Drittel des Schweizer Bahnverkehrs) am Flughafen Zürich mit Fernwärme und Prozessenergie beliefern.

Wir begrüssen ausdrücklich, dass Art. 13 Abs.3 keine verpflichtende Teilnahme von kritischen Infrastrukturen – zu denen die Landesflughäfen zählen – an den Notstromgruppen vorsieht.

Für die Flughafen Zürich AG hat die Erfüllung des Bundesauftrages und die Sicherstellung des eigenen Flugplatzes mit Notstrom oberste Priorität. Wir sind aber offen zu prüfen, inwiefern unsere Notstromgruppen als Reservekraftwerk zur Verfügung gestellt werden können, sofern die Versorgung des Flughafens gewährleistet ist. Diese zusätzliche Energie würde mittels Notstromdiesel gewonnen. Es gilt daher den Interessenskonflikt zwischen der Energieversorgung und der Umweltverantwortung abzuwägen und allfällige zusätzliche Negativemissionen nicht zur Energiebilanz des Flughafens zu zählen.

Weitere Anträge

Im Weiteren und im Grundsatz ist eine sichere Landesversorgung mit Strom, Gas und Erdölprodukten für uns essentiell. Eine drohende Mangellage kann Stand heute für den nächsten Winter noch nicht komplett ausgeschlossen werden. Wir begrüssen es deshalb, dass der Bund auch Reservemassnahmen zur sicheren Stromversorgung für den kommenden Winter trifft. Allerdings gehen wir davon aus, dass es auch in den kommenden Jahren nicht genügend in der Schweiz produzierten Winterstrom geben wird. In diesem Sinne sind unsere Anliegen nicht nur für den kommenden Winter ausgelegt, sondern behalten auch darüber hinaus ihre Gültigkeit. Wichtig dünkt uns, dass für Investoren eine längerfristige Planungssicherheit und Anreize geschaffen werden, um folgende Investitionsziele zu erreichen:

- Stromsparmassnahmen, welche insbesondere im Winter wirksam sind
- neue Stromproduktionsanlagen, welche Winterstrom erzeugen
- Anlagen, welche Energie saisonal speichern können
- die Landesversorgung soll auch zukünftig auf einem diversifizierten Energieträgermix basieren.

Anerkennung der Abwärme aus Wärme-Kraft-Kopplung

Wir sehen einen grossen Vorteil in der Förderung von dezentralen Anlagen wie eine Wärme-Kraft-Kopplung. Im Vergleich zu einer herkömmlichen Heizung kann neben Wärme gleichzeitig Strom für den Eigenbedarf erzeugt werden – am Flughafen Zürich kann damit annähernd 50% des benötigten Winterstroms produziert werden. Mit diesem dualen System kann ein Beitrag an die Versorgungssicherheit der Schweiz, sowohl in Bezug auf Strom als auch Wärme, geleistet werden. In

diesem Sinne begrüßen wir es, wenn die Wärme aus WKK-Anlagen künftig ebenfalls als zulässige Lösung für Gebäude und Wärmeverbunde und auch als Abwärme anerkannt wird.

Emissionsgrenzwerte, die für den Betrieb mit Erdgas und Erdöl erfüllbar sind

Nötig wären dafür dauerhafte Emissionsgrenzwerte, die mit den auf dem Markt erhältlichen und wirtschaftlich vertretbaren Technologien erfüllbar sind. Mit der Verschärfung der Luftreinhalteverordnung (LRV) vom 14. Oktober 2015 sind die Grenzwerte für WKK-Anlagen, die sowohl mit Erdgas wie mit Heizöl betrieben werden können, ohne sekundäre Massnahmen technisch nicht mehr erreichbar. Mit Blick auf die Versorgungssicherheit im kommenden Winter aber auch in den darauffolgenden Jahren ist die LRV soweit zu lockern, dass ein legaler und wirtschaftlicher Betrieb – insbesondere der Zweistoffanlagen gewährleistet werden kann und gleichzeitig eine Rechts- und Investitionssicherheit gegeben ist.

Unseres Wissens werden beispielsweise die Schweizer NOx Grenzwerte für Zweistoff-Gasturbinen von keinem Hersteller garantiert. Längerfristig brauchbare, saubere Anlagen, möglichst mit Abwärmenutzung, welche ökologisch besser abschneiden als Importstrom, sind interessanter als Notanlagen, die nach zwei Jahren nicht mehr betrieben werden dürfen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen für Rückfragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Lydia Naef
Chief Real Estate Officer



Thomas Calame
Leiter Betriebsanlagen

Bundesamt für Energie
Eidgenössisches Departement für Umwelt, Ver-
kehr, Energie und Kommunikation UVEK
Mühlestrasse 4
3063 Ittigen

16. November 2022

per Email an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch

Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV) und danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Der Dachverband metal.suisse fördert die Stahl-, Metall- und Fassadenbauweise in der Schweiz und setzt sich für den Materialkreislauf der metallischen Werkstoffe ein. Wir sind überzeugt mit unserer Bauweise und unseren Materialien, einen zentralen Beitrag zur Erreichung der Klimaziele der Schweiz beitragen zu können. Recyclingmaterialien sind in unserer Bauweise heute Standard. Unsere Bauweise ist wie keine zweite geeignet, die Konzepte der Weiter- und Wiederverwendung von Gebäuden und Bauteilen umzusetzen und zu fördern.

metal.suisse spricht sich für die Schaffung einer Stromreserve aus. Wir sehen ähnlich wie der Bundesrat die Notwendigkeit, Haushalte und Unternehmen vor den Folgen einer ausserordentlich auftretenden Knappheitssituation in der Stromversorgung zu schützen. In einigen Bereichen sieht metal.suisse noch Handlungsbedarf.

Allgemeine Bemerkungen

Der Bundesrat hat bereits diverse Massnahmen beschlossen, um eine Strommangellage im kommenden Winter vorzubeugen. Diese umfasst die Wasserkraftreserve, den Bau eines Reservekraftwerks in Birr, die Erhöhung der Kapazitäten im Übertragungsnetz, die Energiesparkampagne, den Rettungsschirm für systemkritische Stromunternehmen, die Erhöhung der Kapazitäten im Übertragungsnetz und die temporäre Reduktion der Restwasserabgabe. metal.suisse trägt das Massnahmepaket in weiten Teilen.

Marktwirtschaftliche Ausgestaltung

metal.suisse unterstützt die Bereitstellung einer Leistung von insgesamt bis zu 1000 MW durch die Reservekraftwerke. Hier ist es insbesondere begrüssenswert, dass die Kraftwerke den Strom nicht für den Markt, sondern ausschliesslich für die Reserve produzieren. Vorgesehene

Teilnehmerinnen sind Kraftwerke, die mit Gas oder anderen Energieträgern betrieben werden. metal.suisse beantragt, dass die Reservekraftwerke und Notstromgruppen nur für die Stromreserve im Inland zum Einsatz kommen und keinen Strom für den Markt produzieren (Art 6 Abs 3.).

Technologieneutrale ergänzende Reserve

Für die ergänzende Reserve sollen von Gaskraftwerken und weiteren Energieträgern betriebene Notstromgruppen und Kraftwerke in Ausschreibungen partizipieren können (Art. 6 Abs. 2). metal.suisse erachtet es als wichtig, dass die Ausrichtung technologieneutral erfolgt. Dies verhindert die Diskriminierung von Anbietern und ermöglicht eine kosteneffizientere Ausgestaltung.

Teilnahmeverpflichtung

Der Bundesrat möchte Inhaber geeigneter Reservekraftwerke und weitere Unternehmer zur Teilnahme bei der Bildung der Winterreserve verpflichten, falls die Reserve nicht im notwendigen Umfang gebildet werden kann. Die Verpflichtung zur Teilnahme stellt eine erhebliche Intervention in die Wirtschaftsfreiheit dar und ist nur als letztes Mittel verhältnismässig. Stattdessen wäre es sinnvoller, den Dialog mit Betreibern zu suchen, und Anreizsysteme, anstatt Zwänge zu schaffen. Diese Anreize sollten so ausgestaltet werden, dass auch Unternehmer ausserhalb der Energieversorgung ein Interesse haben, an den Ausbau der Reserven, wie auch der Erneuerbaren einen substanziellen Beitrag zu leisten

Luftreinhalteverordnung und Notstromaggregate

Der vorliegende Entwurf geht nicht auf dezentrale, firmeneigene Notstromaggregate ein. Diese sind jedoch unerlässlich, um in einer verschärften Mangellage genügend Leistung bereitzustellen. Für eine optimale Versorgungssicherheit wird ein Bekenntnis zur integralen Versorgungssicherheit benötigt: (a) Aussetzung der LRV-Betriebslimitierung von 50 Stunden pro Jahr während einer verschärften Strommangellage; (b) Anrechnung der Eigenproduktion mit Notstromaggregaten an die Kontingentierung zur Stromverbrauchsreduktion; (c) Aussetzung der anfallenden Umweltabgaben für den Betrieb mit fossilen Energieträgern während einer qualifizierten Mangellage.

CO2-Verordnung

metal.suisse beantragt, dass ein Betreiber von mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Reservekraftwerken, der bei einem Abruf der Reserve nach der Winterreserveverordnung **vom 2023 Strom produziert und ins Netz einspeist, ist verpflichtet, die Treibhausgasemissionen**, die aufgrund der Reservehaltung entstehen, vollständig zu kompensieren. Die Kompensationsleistungen können nach Massgabe des Betreibers im In- oder Ausland, auch anteilig, erfolgen.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme. Für die Berücksichtigung unserer Bedenken danken wir Ihnen und stehen für Rückfragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

metal.suisse

Diana Gutjahr
Präsidentin
Nationalrätin SVP

Andreas Steffes
Geschäftsführer



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössische Kommission für nukleare Sicherheit
Commission fédérale de sécurité nucléaire
Commissione federale per la sicurezza nucleare
Swiss Federal Nuclear Safety Commission

KNS, Gaswerkstrasse 5, 5200 Brugg / Schweiz

Bundesamt für Energie
3003 Bern

p. A.
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Referenz/Aktenzeichen: KNS-012.3-10
Brugg, 14. November 2022

Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Sehr geehrter Herr Benahmed
Sehr geehrter Herr Michel

Die Eidgenössische Kommission für nukleare Sicherheit KNS dankt für die Einladung, im Rahmen der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve Stellung zu nehmen.

Der Inhalt des Verordnungsentwurfs liegt nicht im eigentlichen Arbeits- und Aufgabengebiet der KNS. Die Kommission hat aber eine Sichtung der Vernehmlassungsunterlagen vorgenommen und kommt in der Folge zum Schluss, dass hinsichtlich Belangen der nuklearen Sicherheit kein Anpassungsbedarf im vorliegenden Entwurf der Verordnung besteht.

Mit freundlichen Grüssen

Eidgenössische Kommission
für nukleare Sicherheit

Dr. B. Müller
Präsident

Eidgenössische Kommission für nukleare Sicherheit
Gaswerkstrasse 5
5200 Brugg
Schweiz / Switzerland
Tel. +41 58 481 86 86
contact@kns.admin.ch
www.kns.admin.ch



CH-3003 Bern, WEKO

Per E-Mail an
Bundesamt für Energie
Sektion Netze
Herr Mohamed Benahmed
Herr Martin Michel

Per E-Mail an: mohamed.benahmed@bfe.amdin.ch, martin.michel@bfe.admin.ch
Unser Zeichen: 041.1-00047/spi/sic/zuc
Direktwahl: 058 465 37 49
Bern, 16.11.2022

041.1-00047: Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve – Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Benahmed
Sehr geehrter Herr Michel

Wir danken Ihnen für die Einladung zur Stellungnahme im Rahmen der oben genannten Vernehmlassung und führen dazu gerne Folgendes aus:

Einleitende Bemerkungen

1. Die Wettbewerbskommission (WEKO) nimmt in Vernehmlassungen Stellung zu Entwürfen von rechtsetzenden Erlassen des Bundes, die den Wettbewerb beschränken oder auf andere Weise beeinflussen (Art. 46 Abs. 2 KG¹). Ihren gesetzmässigen Auftrag wahrnehmend, beschränkt sich die WEKO vorliegend auf eine Stellungnahme zu den aus wettbewerblicher Sicht relevanten Punkten. Daraus kann nicht abgeleitet werden, dass nicht kommentierte Verordnungsbestimmungen aus anderen Überlegungen zu unterstützen oder abzulehnen wären.
2. Die WEKO orientiert sich bei der Beurteilung von geplanten Gesetzesänderungen am Grundsatz, dass Regulierungen generell wettbewerbsneutral auszugestalten sind. Dies bedeutet, dass Staatseingriffe nicht ohne zwingendes Erfordernis Marktteilnehmer bevorzugen oder benachteiligen sollten. Dabei ist insbesondere auf die Technologieutralität bzw. Technologieoffenheit von Erlassen und Massnahmen zu achten. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Verbreitung neuer erwünschter Technologien verunmöglicht wird.

¹ Bundesgesetz über Kartelle und andere Wettbewerbsbeschränkungen vom 6.10.1995 (Kartellgesetz, KG; SR 251).

Ad Wasserkraftreserve

Technologieneutrale Ausgestaltung ab dem Winter 2023/24

Antrag:

Die Bestimmungen zur «Wasserkraftreserve» in der Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung) seien bis Ende September 2023 zu befristen.

In den Erläuterungen zur Winterreserveverordnung sei festzuhalten, dass diese Reserve mittels einer weiteren Ordnungsrevision *ab dem Winter 2023/24 technologieneutral* ausgestaltet werde und auch die Nachfrageseite, die über ein Potenzial für die Lastreduktion verfügt, und weitere Speicherkraftwerksbetreiber nebst der Wasserkraft ab diesem Zeitpunkt an den Ausschreibungen für die Vergabe der betreffenden Reservekapazitäten mitbieten dürfen. Für diesen Zweck werde die Verordnung möglichst zeitnah überarbeitet.

Begründung:

3. Art. 9 StromVG² kommt zur Anwendung, wenn die sichere und erschwingliche Versorgung trotz der Vorkehrungen der Unternehmen gefährdet ist. Es handelt sich somit um eine subsidiäre Möglichkeit, eine *ultima ratio*. Die ElCom hielt in einem Bericht an den Bundesrat vom November 2021 fest, dass eine allfällige Umsetzung von Massnahmen nach Art. 9 StromVG mit der gebotenen Zurückhaltung zu erfolgen hat. Das heisst, die Massnahmen sollten wettbewerbsorientiert umgesetzt werden und die Funktionsweise des Marktes nicht stören.³

4. Der Bundesrat hat Anfang September die WResV⁴ verabschiedet und diese per 1. Oktober 2022 in Kraft gesetzt. Diese Verordnung wurde – mit Ausnahme der Verpflichtung für Betreiber von Speicherwasserkraftwerken zur Teilnahme an der Reserve⁵ – bis zum 30. Juni 2025 befristet. Auf eine vorgängige öffentliche Vernehmlassung wurde verzichtet. In der vor dem massgeblichen Bundesratsbeschluss durchgeführten Ämterkonsultation wurde das Sekretariat der Wettbewerbskommission (Sekretariat) nicht zur Stellungnahme eingeladen. Insofern hatten die Wettbewerbsbehörden keine Möglichkeit, sich vor der Beschlussfassung des Bundesrats zu dieser Verordnung zu äussern. In den mit der Beschlussfassung publizierten Erläuterungen zur WResV wird festgehalten, dass diese zu einem späteren Zeitpunkt von der vom Bundesrat beantragten Regelung im StromVG zur «Energiereserve» abgelöst werden solle und damit *vorübergehenden* Charakter habe. Im betreffenden Gesetzesentwurf, welcher dem Parlament im Juni 2020 überwiesen wurde, ist die Energiereserve technologieneutral ausgestaltet und berücksichtigt zudem auch die Nachfrageseite.⁶ Die betreffende Gesetzesbestimmung wurde am 29. September 2022 vom Ständerat als Erstrat unverändert übernommen.

5. Gemäss Art. 3 Abs. 2 der Winterreserveverordnung sollen lediglich die Betreiber von Speicherwasserkraftwerken, die Elektrizität in die Schweizer Regelzone einspeisen, an der «Wasserkraftreserve» teilnehmen dürfen. Aus wettbewerblicher Sicht sollten **sämtliche geeigneten Anbieter von Speicherkapazitäten sowie Grossverbraucher** zu den Auktionen für diese Reserve zugelassen werden, wie dies in der Revision des StromVG angedacht ist. Es kann über die Ausschreibungskriterien sichergestellt werden, dass sich aus technischer Sicht geeignete Akteure an den Ausschreibungen beteiligen können. Einschränkungen des Teilnehmerkreises über das Ordnungsrecht, welche alternative Technologien zur Wasserkraft per

² Bundesgesetz über die Stromversorgung vom 23.3.2007 (Stromversorgungsgesetz, StromVG; SR 734.7).

³ ElCom, Konzept Spitzenlast-Gaskraftwerk zur Sicherstellung der Netzsicherheit in ausserordentlichen Notsituationen Bericht zuhanden Bundesrat vom 30.11.2021, S. 3., www.elcom.admin.ch > Dokumentation > Berichte und Studien (15.11.2022).

⁴ Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve vom 7.9.2022 (WResV; SR 734.722).

⁵ Die betreffende Verpflichtung in Art. 4 WResV wurde bis 15.5.2023 befristet.

⁶ Vgl. Art. 8a E-StromVG, in: BBl 2021 1667 ff.

se ausschliessen, sind somit nicht erforderlich. Mit einer technologieneutralen Ausgestaltung dieser Reserve würde sichergestellt, dass andere geeignete Anbieter gegenüber den Betreibern von Speicherwasserkraftwerken nicht diskriminiert werden, indem diesen der Zugang zum betreffenden Markt ebenfalls ermöglicht wird. Durch die Öffnung des Teilnehmerkreises an den Ausschreibungen könnte aufgrund der Erhöhung des Potenzials auf der Angebotsseite zudem die Kosteneffizienz verbessert werden. Endkundinnen und Endkunden würden dadurch geringfügiger mit Zusatzkosten aufgrund der Reservebildung belastet, wodurch sich die Netzkosten für diese entsprechend weniger stark erhöhen würden.

6. Der Grundsatz der **Technologieneutralität** betreffend die Energiereserve sollte aus wettbewerblicher Sicht **so zeitnah wie möglich** eingeführt werden. Die neuerdings angedachte Winterreserveverordnung mit den *nicht* technologieneutral ausgestalteten Bestimmungen zur Wasserkraftreserve soll bis *Ende 2026* befristet werden. Weder aus dem Vernehmlassungsentwurf noch aus den diesbezüglichen Erläuterungen lässt sich ableiten, dass bis zum Inkrafttreten der sich aktuell in den eidgenössischen Räten befindenden Revision des StromVG eine technologieneutrale Ausgestaltung dieser Reserve mittels einer **Revision auf Verordnungsstufe** angedacht wäre. Mit dem Inkrafttreten des revidierten StromVG, welches voraussichtlich Bestimmungen zur Energiereserve enthalten wird, ist nicht vor dem Jahr 2025 zu rechnen. Mit Annahme des Konzepts der Wasserkraftreserve auf Verordnungsstufe könnten somit *mindestens für die nächsten drei Winter* lediglich die Betreiber von Speicherwasserkraftwerken an den Auktionen der Swissgrid AG teilnehmen. Aus Wettbewerbsperspektive wäre dies äusserst unbefriedigend.

7. Aus Sicht der Wettbewerbsbehörden lässt sich die Technologieneutralität **ab dem Winter 2023/24** umsetzen. Es ist kein Grund ersichtlich, weshalb es für das UVEK/BFE nicht fristgerecht möglich sein sollte, zumindest für den *übernächsten* Winter den Kreis der Teilnahmeberechtigten für diese Reserveausschreibungen zu erhöhen. Für die Begründung wird im Übrigen auf die Ausführungen in den Stellungnahmen des Sekretariats vom 26. Januar 2022 und 7. Juni 2022 sowie die früheren Eingaben der Wettbewerbsbehörden zur Revision des StromVG verwiesen.⁷

Ad ergänzende Reserve

Teilnahmeberechtigte Technologien

Antrag:

Nicht nur Öl und Gaskraftwerke sowie Notstromaggregate, sondern auch weitere Technologien, welche die notwendigen technischen Voraussetzungen erfüllen – beispielsweise die Sektorkopplung – sollen berechtigt sein, sich an der ergänzenden Reserve beteiligen zu dürfen. Art. 6 Abs. 2 der Winterreserveverordnung sowie der erläuternde Bericht⁸ seien entsprechend anzupassen resp. zu präzisieren.

Als Reservekraftwerke berücksichtigt werden sollen primär Anlagen, die eine hohe Verfügbarkeit garantieren können; beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel oder mittels Speicher. Art. 10 Abs.1 der Winterreserveverordnung sowie die diesbezüglichen Erläuterungen seien in diesem Sinne abzuändern.

⁷ Vgl. Stellungnahme Sekretariat in den Ämterkonsultationen vom 26.1.2022 (S. 3 ff.) betreffend Konzept Spitzenlast-Gaskraftwerk, kurzfristige Einrichtung einer Wasserkraftreserve und Potenzial durch Effizienzsteigerungen sowie vom 7.6.2022 (S. 2 f.) betreffend Informationsnotiz an den Bundesrat zur Verordnung Reservekraftwerke sowie Bestandsaufnahme Wasserkraftreserve und Reservekraftwerke; Stellungnahme der WEKO vom 29.1.2019 in der Vernehmlassung zur Revision des StromVG (S. 9 f.) zur Einführung einer fixen Speicherreserve.

⁸ Erläuternder Bericht zur Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) vom Oktober 2022 (nachfolgend: erläuternder Bericht).

Begründung:

8. Gemäss Art. 6 Abs. 2 der Winterreserveverordnung sollen an der Bildung der ergänzenden Reserve die Betreiber von Gaskraftwerken oder von mit andere Energieträgern betriebenen Kraftwerken sowie Notstromgruppen teilnehmen dürfen. In den Erläuterungen wird hierzu ausgeführt, dass die *mit Gas oder anderen Energieträgern (kurzfristig sei dabei an Brennstoffe wie Erdöl zu denken)* betriebenen Reservekraftwerke zusammen mit den Notstromaggregaten (nebst der Wasserkraftreserve) den zweiten Teil der Winterstromreserve («ergänzende Reserve») bilden würden.⁹

9. Die Wettbewerbsbehörden vertreten den Standpunkt, dass Kapazitäten zur Verhinderung von Stromlücken im Winter in wettbewerblichen Zuteilungsverfahren bestimmt und möglichst **technologieneutral** ausgeschrieben werden sollen. Alle Kraftwerke, welche die auf Verordnungsstufe zu definierenden technischen Anforderungen erfüllen, sollen an den wettbewerblichen Ausschreibungen teilnehmen dürfen. Dadurch wäre aus wettbewerblicher Sicht gewährleistet, dass keine bestimmte Technologie zum Nachteil von anderen gleichermassen für diese Aufgabe geeigneten Technologien privilegiert wird. Mit der Vergrösserung der Angebotsseite würde zudem zu Gunsten der Endkundinnen und Endkunden dem Grundsatz der Kosteneffizienz entsprochen.

10. Im Vernehmlassungsbericht zur Winterreserveverordnung wird nicht näher begründet, weshalb während der Geltung der Winterreserveverordnung nebst den Öl- und Gaskraftwerken lediglich Notstromaggregate als Bestandteil der ergänzenden Reserve in Frage kommen sollen. Auch weitere Technologien wie etwa die Sektorkopplung (Wärme-Kraft-Kopplung, Power-to-X etc.) können zur Überbrückung kritischer Situationen im Winter einen wichtigen Beitrag für die Versorgungssicherheit leisten und aufgrund ihrer verhältnismässig tiefen Investitionskosten zeitnah als mögliche Technologien in der ergänzenden Reserve in Frage kommen. Auch solche Technologien sollten diskriminierungsfrei die Möglichkeit erhalten, Reservekapazitäten anzubieten, falls sie die notwendigen technischen Voraussetzungen für eine Teilnahme an der ergänzenden Reserve erfüllen.

11. In Art. 10 Abs. 1 der Winterreserveverordnung ist angedacht, dass die Reservekraftwerke möglichst als Zweistoffanlagen betreibbar sein müssen. Aufgrund des Grundsatzes der Technologieneutralität sollten nicht primär Zweistoffanlagen berücksichtigt werden, sondern sämtliche Anlagen, die eine *hohe Verfügbarkeit garantieren* können; beispielsweise durch Umschaltung auf alternative Betriebsmittel *oder* mittels Speicher. Sollte – wie bislang vorgesehen – einzig auf die Eigenschaft eines Kraftwerks als Zweistoffanlage abgestellt werden, würden Akteure benachteiligt, die zwar über keine Zweistoffanlage verfügen, aber auf andere Weise die für ein Reservekraftwerk erforderlichen technischen Voraussetzungen erfüllen können.

Ausgestaltung des Verfahrens zur Bestimmung der ergänzenden Reserve

Antrag:

Bereits bestehende Kraftwerke und Notstromaggregate, welche in einem *ersten* Schritt zur Gewährleistung der Versorgungssicherheit im Winter 2022/23 ohne Ausschreibung ermittelt wurden, sollen lediglich für den betreffenden Winter als Reservekraftwerke betrieben werden und für ihre Vorhaltungen ein Entgelt erhalten.

⁹ Erläuternder Bericht, S. 4.

Für die Zuteilung der Kapazitäten der ergänzenden Reserve nach diesem Zeitpunkt seien wettbewerbliche Ausschreibungen durchzuführen. Lediglich kurzfristig zu bauende temporäre Reservekraftwerke mit einer Betriebsbewilligung des Bundes sollen über den Winter 2022/23 hinaus ohne Zuschlag in einer wettbewerblichen Ausschreibung an der ergänzenden Reserve teilnehmen dürfen. Art. 7 Abs. 1 der Winterreserveverordnung sei in diesem Sinne umzuformulieren.

Art. 7 Abs. 2 der Winterreserveverordnung sei dahingehend abzuändern, dass weitere Kraftwerke, die erforderlichenfalls in einem *zweiten* Schritt ab Mitte Februar 2023 in die ergänzende Reserve aufgenommen werden sollen, *zwingend* mittels wettbewerblichen Ausschreibungen ermittelt werden müssen. Falls weniger Angebote eingehen als zur Erfüllung der Vorgabe in der Winterreserveverordnung von *maximal* 1000 MW erforderlich wäre, soll das UVEK in Absprache mit der ECom anhand einer Kosten-Nutzen-Betrachtung über die Höhe der erforderlichen ergänzenden Reserve bestimmen. Der erläuternde Bericht sei entsprechend zu ergänzen.

Art. 7 Abs. 3 der Winterreserveverordnung sei dahingehend zu präzisieren, dass bei gleicher technischer Eignung mehrerer angebotener Anlagen das *preisgünstigste* Angebot den Zuschlag erhalten soll.

Begründung:

12. Aus wettbewerblicher Sicht sollten die Anlagen, welche künftig ausserhalb des Strommarktes als Reservekraftwerke zur Gewährleistung der Versorgungssicherheit im Winter tätig sein werden, in **wettbewerblichen Zuteilungsverfahren** ermittelt werden. Diejenigen Kraftwerke, welche die hierfür notwendigen technischen Anforderungen am besten erfüllen sowie zu den *preisgünstigsten* Konditionen bereit sind, Elektrizität vorzuhalten, sollten den Zuschlag erhalten.

13. Am 2. September 2022 schloss die Schweizerische Eidgenossenschaft mit der General Electric Global Services GmbH (GE) einen Vertrag über die Bereitstellung eines Reservekraftwerks auf dem Betriebsgelände ihres Standorts in der Gemeinde Birr, Kanton Aargau. Gemäss dem betreffenden Vertrag hat GE acht mobile Gasturbinengeneratoreinheiten (Typ TM250) mit einer Mindestleistung von je 30 Megawatt für das Ende des Winters 2022/2023 bereitzustellen. Dies ist nahezu ein Viertel der erforderlichen ergänzenden Reserve für die Winterversorgung (vgl. Art. 6 Abs. 1 Winterreserveverordnung). GE hat das Reservekraftwerk in Birr bis Ende des Jahres 2026 vollständig zurückzubauen. Das betreffende Reservekraftwerk soll bis im Frühling 2026 als Absicherung für den Notfall zur Verfügung stehen.¹⁰ Die Gesamtkosten für die ganze Laufzeit betragen rund 470 Millionen Franken. Eine öffentliche Ausschreibung der betreffenden Reservekapazitäten fand vorgängig nicht statt. Die Wettbewerbsbehörden waren in diese Transaktion nicht involviert und hatten vor der öffentlichen Bekanntgabe von dieser keine Kenntnis. Es ist unklar, aufgrund welcher Kriterien der betreffende Anbieter sowie der Standort in Birr ausgewählt wurden und welche Alternativen zur Verfügung standen. Hierzu wurden von den involvierten Akteuren keine Informationen publiziert.¹¹

14. Der Bundesrat erliess am 23. September 2022 die Verordnung über die Bereitstellung eines temporären Reservekraftwerks in Birr¹² (nachfolgend: Birr-Verordnung).¹³ Die betreffende Verordnung wurde bis zum 31. Mai 2023 befristet. Mit dieser Verordnung sollte die umgehende

¹⁰ Verfügung des UVEK vom 24.9.2022 betreffend Bereitstellung des temporären Reservekraftwerks Birr (BBI 2022 2221).

¹¹ Vgl. Medienmitteilung des Bundesrats vom 2.9.2022: Energie: Bund unterzeichnet Vertrag für mobiles Reservekraftwerk; <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-90210.html> (15.11.2022).

¹² Verordnung über die Bereitstellung eines temporären Reservekraftwerks in Birr vom 23.9.2022 (SR 531.64).

¹³ Die betreffende Verordnung gilt bis 31.5.2023.

Bereitstellung des temporären Reservekraftwerks am betreffenden Standort sichergestellt werden (vgl. Art. 1 der Birr-Verordnung). Auch diese Verordnung wurde ohne vorgängige öffentliche Vernehmlassung verabschiedet. Das Sekretariat wurde vor dem massgeblichen Bundesratsbeschluss nicht zur Ämterkonsultation eingeladen. Die Wettbewerbsbehörden konnten somit vor der Beschlussfassung über diese Verordnung sowie dem Vertragsschluss zwischen dem Bund und GE keine Stellungnahme einreichen und somit auch keine Vorschläge zur Optimierung des Verfahrens aus Wettbewerbsperspektive unterbreiten.

15. Am 24. September 2022 erliess das UVEK eine Verfügung, worin GE dazu verpflichtet wurde, das Reservekraftwerk in Birr gemäss dem mit dem Bund abgeschlossenen Vertrag inklusive dessen Anhängen vom 2. September 2022 bereitzustellen. Diversen Medienberichten ist zu entnehmen, dass gegen diese Verfügung Einsprache erhoben wurde. In Bezug auf das neu zu bauende temporäre Öl- und Gaskraftwerk in Birr kann dessen Bestimmung als Reservekraftwerk bis Ende des Winters 2025/26 gestützt auf den Vertrag zwischen dem Bund und GE nach Rechtskraft der Verfügung des UVEK vom 24. September 2022 wohl rechtlich nicht mehr hinterfragt werden.

16. Anlässlich der Beschlussfassung über die Birr-Verordnung hätten wettbewerbsfreundliche Bestimmungen auf Verordnungsstufe über das Verfahren zur Eruiierung weiterer Kapazitäten der ergänzenden Reserve verankert werden können. Aus wettbewerblicher Sicht wäre dies geboten gewesen, um sicherzustellen, dass die technisch geeignetsten und preislich günstigsten Anbieter von Reservekapazitäten den Zuschlag erhalten. Da vorgängig keine solchen Bestimmungen erlassen wurden, muss zur Gewährleistung der Versorgungssicherheit aufgrund der nun bestehenden zeitlichen Dringlichkeit akzeptiert werden, dass die Reservekraftwerke für den Winter 2022/23 wohl grösstenteils ohne öffentliche Ausschreibung bestimmt werden («erster Schritt der Reservebildung gemäss Art. 7 Abs. 1 Winterreserveverordnung»). Da die betreffenden Reservekapazitäten nicht in einem wettbewerblichen Zuteilungsverfahren ermittelt wurden, sollen sich diese für die Zeitdauer *nach dem Winter 2022/23* erneut um die Berücksichtigung als Reservekraftwerk in einer *Auktion* unter Wettbewerbsbedingungen bewerben müssen. Zu den Ausschreibungen für den Winter 2023/24 sind alle Anbieter zuzulassen, welche die notwendigen technischen Anforderungen erfüllen (vgl. den vorstehenden Antrag betreffend teilnahmeberechtigte Technologien). So kann sichergestellt werden, dass die am besten geeignetsten Anlagen berücksichtigt werden, die zu den preisgünstigsten Konditionen Elektrizität vorhalten können. In die künftigen wettbewerblichen Ausschreibungen können die im Winter 2022/23 gemachten Erfahrungen einfließen, für welchen *erstmal*s eine ergänzende Reserve gebildet werden soll.

17. Lediglich *neu zu errichtende* temporäre Reservekraftwerke mit einer *Betriebsbewilligung* des UVEK – wie dasjenige auf dem Areal von GE am Standort in Birr –, die mit einer Vorlaufzeit sehr zeitnah *neu gebaut* werden müssen, um im Februar 2023 für den Winter 2022/23 einsatzfähig zu sein, sollen auch darüber hinaus *ohne weitere Ausschreibung* als ergänzende Reserve entschädigungspflichtig Elektrizität vorhalten dürfen.

18. Sollte es sich erweisen, dass die aufgrund von Verhandlungen ermittelten Kapazitäten der ergänzenden Reserve für den Winter 2022/23 nicht ausreichen, sollten zur Bestimmung von weiteren Reservekraftwerken *zwingend* (statt lediglich *in der Regel*) Auktionen durchgeführt werden. Falls weniger Angebote eingehen als zur Erfüllung der Vorgabe in der Winterreserveverordnung von *maximal* 1000 MW erforderlich wäre, soll anhand einer *Kosten-Nutzen-Betrachtung* über die Höhe der erforderlichen ergänzenden Reserve bestimmt werden, wie dies die ECom kürzlich bei der Bestimmung der Kapazitäten für die Wasserkraftreserve im Winter 2022/23 praktiziert hat.¹⁴ Insofern sei der erläuternde Bericht zu Art. 6 Abs. 1 der Winterreserveverordnung dahingehend zu präzisieren, dass der Richtwert von 1000 MW nicht nur nach

¹⁴ Medienmitteilung der ECom vom 25.10.2022 betreffend Ergebnisse der Ausschreibung Wasserkraftreserve, <https://www.elcom.admin.ch/elcom/de/home/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-90876.html> (15.11.2022).

oben angepasst, sondern unter Umständen auch reduziert werden kann, falls dies unter dem Blickwinkel der Versorgungssicherheit sachgerecht ist.

Die WEKO bedankt sich für die Kenntnisnahme und Berücksichtigung dieser Anliegen.

Mit freundlichen Grüßen

Wettbewerbskommission



Prof. Dr. Andreas Heinemann
Präsident



Prof. Dr. Patrik Ducrey
Direktor

Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation UVEK, 3003 Bern

Per E-Mail:

- Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
- martin.michel@bfe.admin.ch

Ihr Zeichen
Ihr Schreiben 19. Oktober 2022

Zürich 17. November 2022
Bearbeiter/in Martin Rahn
Direktwahl 044 217 41 69
E-Mail martin.rahn@carbura.ch

Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/2023 (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Für die Möglichkeit, an der Vernehmlassung der im Betreff zitierten Verordnung teilnehmen zu dürfen, danken wir Ihnen bestens. CARBURA ist die Pflichtlagerorganisation für flüssige Treib- und Brennstoffe. Unsere Hauptaufgabe ist die Versorgungssicherheit der Bevölkerung mit diesen wichtigen Energieträgern, die noch immer knapp die Hälfte des aktuellen Energiemixes in der Schweiz ausmachen. Die Versorgungssicherheit der Bevölkerung ist ein Auftrag aus der Verfassung und dem Bundesgesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung (Landesversorgungsgesetz, LVG).

1. Allgemeine Anmerkungen zur Energieversorgung

Der BFE-Studie zur kurzfristigen Strom-Adequacy Schweiz vom 2. November 2022 kann entnommen werden, dass eine Strommangellage in der Schweiz für den kommenden Winter eher wenig wahrscheinlich ist. Zudem kann dieser Studie entnommen werden, dass das Restrisiko bei der Gasversorgung liegt. Im Falle einer Gasmangellage in Europa, und damit auch in der Schweiz, fehlt es möglicherweise an aus Erdgas erzeugtem Strom in Europa. Als Folge droht dann auch in der Schweiz eine Strommangellage.

Deshalb erachten wir die Bemühungen des BFE zur Sicherung von Reservekraftwerken und von Notstromgruppen als zielführend. Allerdings sollte dabei als primäre Energieversorgung, nicht zuletzt als Folgerung der oben zitierten Studie, konsequent auf flüssige Treib- und Brennstoffe als Hauptenergie gesetzt werden. Falls Zweistoffanlagen gefunden werden, also Aggregate, die sowohl mit flüssigen als auch mit gasförmigen Treib- und Brennstoffen betrieben werden können, ist das für die längere Sicht natürlich kein Nachteil.

Beim vorliegenden Verordnungsentwurf fällt nun aber auf, dass diese für Notstromgruppen gedanklich auf Gas als Grundenergie basiert. Dies wird insbesondere bei den gewählten Entschädigungen ersichtlich. Schon mehrfach haben wir klar darauf hingewiesen, dass beim Gas der Treibstoff als Verbrauchsmittel während des Betriebes anfällt und beim Heizöl/Dieselöl der Brennstoff im Voraus unter Kostenfolge gesichert werden muss. Dies ist mit dem Entschädigungssätzen für «Bereitschaft» und «Betrieb» nicht abgebildet, weshalb es schwierig sein dürfte, unter diesen Rahmenbedingungen Notstromgruppen vertraglich sichern zu können.

Wir werden im Folgenden zu einzelnen Paragraphen gezielte Hinweise mit entsprechenden Anträgen geben:

2. Hinweise und Anträge zu einzelnen Paragraphen

Art. 1, Abs. 1

Wir erlauben uns die Frage, ob der Begriff «Stromreserve» in diesem Zusammenhang physikalisch korrekt ist? Im Prinzip ist es eine Reserve an Produktionsanlagen und nicht eine Reserve an Strom als Energieform.

Art. 1, Abs. 2, Lit. b

Da die Reservekraftwerke und die Notstromgruppen in der Reserve-Hierarchie einen anderen Stellenwert haben, würden wir es begrüßen, wenn diese einzeln aufgeführt würden. Entsprechend würde dann «c» zu «d» und es müsste die Rede von «drei Reserveteilen» sein.

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Zum 2. Teil äussern wir uns nicht.

Art. 6, Abs.2, Lit. a

Bei der vorhandenen Ausgangslage, dass eine allfällige Stromknappheit am ehesten in Verbindung mit einer Gasknappheit erwartet wird, ist für uns absolut unverständlich, dass hier Gas an erster Stelle steht. Es zeugt von einer gewissen Ignoranz der hinlänglich bekannten Tatsachen.

Litera a sollte wie folgt geändert werden: «mit flüssigem Treib- oder Brennstoff und zusätzlich mit Erdgas oder mit einem anderen Energieträger betriebenen Kraftwerken (Reservekraftwerk);»

Art. 7. Abs. 3

Bei einer Ausschreibung sollte der zeitliche Aspekt der Realisierung nicht mehr dieselbe Priorität geniessen, wie beim ersten Schritt (Abs. 1). Die Kriterien von Litera c wären unserer Meinung nach voranzustellen.

Art. 9, Abs. 4

Im Verfügbarkeitsentgelt ist auch die Beschaffung und die Lagerung des Brennstoffes eingerechnet. Während wir uns das Integrieren der Lagerungskosten bei flüssigen Treib- und Brennstoffen gut vorstellen können, ist dies bei den Beschaffungskosten schwieriger. Diese fallen - je nach Beschaffungsmodell - frühzeitig an und müssten gesondert entschädigt werden. Zudem ist zu prüfen, ob Kosten für die Bereitstellung der Transportlogistik anfallen. Diese wären in die Entschädigung einzurechnen.

Art. 10, Abs. 1

Gemäss Verordnungstext sollen Reservekraftwerke «möglichst» als Zweistoffanlagen betreibbar sein. In Verbindung mit Art. 6 Abs. 2 Lit. a weisen wir darauf hin, dass dies bei gasbetriebenen Kraftwerken eine zwingende Bedingung sein sollte, bei mit flüssigen Treib- oder Brennstoffen betriebenen Kraftwerken ist es wünschbar, aber keine Bedingung.

Art. 13, Abs. 1

Hier sollte wahrscheinlich eher «**ab** Februar 2023» anstelle von «im Februar 2023» stehen.

Art. 13, Abs. 3

Wir gehen davon aus, dass mit «kritischen Infrastrukturen» das KI-Inventar des Bundesamtes für Bevölkerungsschutz (BABS) gemeint ist?

Art. 14, Abs. 2

Auch hier fehlt insbesondere die finanzielle Abgeltung der rechtzeitigen Beschaffung des (flüssigen) Treib- oder Brennstoffes. Nur mit einer rechtzeitigen Beschaffung und mit der Sicherung der Transportlogistik (Camions für den Transport) kann die Verfügbarkeit im Falle eines Abrufs auch funktionieren.

Art. 16, Abs. 5

Anstelle von «... um der Wasserkraftreserve zusätzliche Energie zuzuführen.» würden wir «... um die Wasserkraftreserve zu schonen oder zu äufnen.» vorziehen.

Art. 17, Abs. 3, Lit a1 und Abs. 5

Diese Formulierung basiert auf dem Betrieb mit Gas. Wie weiter oben bereits ausgeführt fallen die Kosten für das Heizöl/Dieselöl bereits früher an. Die Wahrscheinlichkeit, dass die Reservekraftwerke und die Notstromgruppen mit Heizöl/Dieselöl betrieben werden, ist grösser als dass sie mit Gas betrieben werden. Somit soll das Entschädigungssystem diesen wahrscheinlicheren Fall auch abdecken.

Art. 19, Abs. 1

Auch hier fehlen die Beschaffungskosten für das Heizöl/Dieselöl sowie die Sicherung der Transportlogistik.

Art. 24, 3. Luftreinhalteverordnung LRV (neu)

Damit Reservekraftwerke und insbesondere Notstromgruppen zwecks Stromproduktion eingesetzt werden können, sind die einschlägigen Bestimmungen der LRV zu streichen bzw. zu lockern. Insbesondere betrifft dies die Emissionen sowie die Grenze von maximal 50 Stunden Laufzeit pro Jahr. In diesem Zusammenhang gilt es zudem zu beachten, dass es kantonale Gesetze und Verordnungen gibt, die die LRV verschärft haben. Diese müssen in diesem Falle übersteuert werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Eingabe und stehen jederzeit für Rückfragen zu unserer Eingabe zur Verfügung. Ebenso sind wir, wie bis anhin, jederzeit bereit, mit Ihren Experten spezifische Fragestellungen rund um die Versorgung von Reservekraftwerken und Notstromgruppen mit Heizöl/Dieselöl zu besprechen.

Freundliche Grüsse



Martin B. Rahn-Hirni



Marcello Fisler

Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK
Bundeshaus Nord
CH-3003 Bern

Per E-Mail an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.Michel@bfe.admin.ch

Stellungnahme zur Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung)

Aarberg, 17.11.2022

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme zur Änderung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung)

Allgemeine Bemerkungen

Das Holzkraftwerks Aarberg stellt in technischer wie ökologischer Hinsicht ein Leuchtturmprojekt in der Schweiz dar. In der Schweiz werden jährlich rund 300 000 Tonnen Altholz exportiert – teilweise über weite Strecken. 80'000 Tonnen dieses Altholzes – sämtlicher Kategorien von A1 bis A4 – könnten dank des Holzkraftwerks Aarberg zur Erzeugung von erneuerbaren Energien in der Schweiz verwertet werden. Der Rest in weiteren Schweizer HKWs.

Die erzeugte Energie wird in Form von Prozessdampf, Heisswasser und Elektrizität insbesondere dazu verwendet, in der benachbarten Zuckerfabrik Aarberg Zuckerrüben zu verarbeiten. Die Schweizer Zucker AG spart dadurch jedes Jahr mehr als 16'000 Tonnen CO₂-Emissionen ein und produziert so europaweit den nachhaltigsten Zucker. Weiter kann das Holzkraftwerks Aarberg auch verlässlich Winterstrom produzieren und so mithelfen, einer Strommangellage vorzubeugen.

In diesem Kontext hat der Bundesrat bereits verschiedene Massnahmen beschlossen. Dazu gehören die Wasserkraftreserve, der Bau eines Reservekraftwerks in Birr (AG), die Erhöhung der Kapazitäten im Übertragungsnetz, der Rettungsschirm für systemkritische Stromunternehmen, die temporäre Reduktion der Restwasserabgabe sowie die Energiespar-Kampagne.

Am 7. September 2022 hat der Bundesrat die Verordnung zur Einrichtung einer Wasserkraftreserve verabschiedet und per 1. Oktober 2022 in Kraft gesetzt. Diese Verordnung soll nun zur Winterreserveverordnung erweitert werden, die neben der Wasserkraftreserve neu auch Reservekraftwerke und Notstromgruppen umfasst.

Zu den einzelnen Punkten

Mit der Verordnung soll mittels einer Stromreserve eine Absicherung gegen ausserordentliche, vor allem im Winter bis Frühling auftretende Knappheitssituationen in der Stromversorgung geschaffen werden. Neben der jährlichen Bildung einer Wasserkraftreserve wird neu auch die Bereitstellung von Reservekraftwerken und das Zusammenspiel der beiden Reserven geregelt. Der neue ergänzende Reserveteil mit einer Leistung von insgesamt bis zu 1000 MW soll zusätzliche Energie ins Stromsystem bringen und so die Wasserkraftreserve ergänzen, die lediglich Energie vorhält. Als Reservekraftwerke teilnehmen können gemäss aktueller Vorlage mit Gas oder anderen Energieträgern betriebene Kraftwerke, wobei aufgrund der unsicheren Gasversorgungslage als Folge des Ukraine-Kriegs Zweistoffanlagen im Vordergrund stehen, die auch auf Basis von Öl-Brennstoffen und möglichst auch mit Wasserstoff Strom produzieren können.

Änderungsantrag

Art. 6 Reservekraftwerke und Notstromgruppen

¹ Zur Wasserkraftreserve kommt eine ergänzende Reserve mit einer Leistung von insgesamt bis zu 1000 MW hinzu. Das UVEK kann diesen Wert in Absprache mit der ECom und unter Beachtung von Artikel 2 Absatz 2 erhöhen, wenn sich ein höherer Bedarf abzeichnet.

² An der Bildung der ergänzenden Reserve teilnehmen können Betreiber von:

- a. mit Gas oder anderen Energieträgern betriebenen Kraftwerken (Reservekraftwerke);
- b. Notstromgruppen.

³ Die **Fossil betriebene** Reservekraftwerke und Notstromgruppen kommen nur für die Stromreserve zum Einsatz und produzieren keinen Strom für den Markt

Das Holzkraftwerk Aarberg erachtet die grundsätzliche Beschränkung auf Kraftwerke und Notstromgruppen die keinen Strom für den Markt produzieren, als nicht zielführend und diskriminierend. Das Holzkraftwerk Aarberg teilt zwar die Haltung, dass bei fossil betriebenen Kraftwerken eine weitergehende Produktion für den Markt – auch unter Einbindung ins EHS – nicht gewollt und deshalb untersagt ist. Aus Sicht des Holzkraftwerks Aarberg muss jedoch zwingend zwischen fossil betriebenen Kraftwerken sowie Produktionsanlagen die Elektrizität aus erneuerbaren Energien produzieren, differenziert werden. Analog zur Wasserkraftreserve sollten zwingend auch die Reservekraftwerke und Notstromgruppen, die Elektrizität aus erneuerbaren Energien produzieren, eine bestimmte Leistung über einen definierten Zeitraum garantieren – unabhängig davon, ob sie auch Strom für den Markt produzieren oder nicht.

Änderungsantrag

Art. 15 Abrufordnung

¹ Die ECom legt das Zusammenspiel der Wasserkraftreserve und der ergänzenden Reserve für den Fall eines Abrufs in einer Abrufordnung fest. Darin wird festgelegt, in welcher Versorgungslage, in welcher Reihenfolge und in welchem Umfang Energie aus den beiden Reserven abgerufen wird.

² Sie beachtet dafür in der folgenden Reihenfolge:

- a. eine rechtzeitig verfügbare und ausreichend grosse Leistung;
- b. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen; ~~und~~
- c. die Schonung von beschränkt verfügbaren Teilen der Reserven;
- d. tiefe Kosten; ~~und~~
- e. die folgenden weiteren Bedingungen:

Bei der Bildung der ergänzenden Reserve sollte aus Sicht des Holzkraftwerks Aarberg unbedingt prioritär das Potenzial von Produktionsanlagen die Elektrizität aus erneuerbaren Energien produzieren, ausgeschöpft werden. Viel mehr fokussiert die Vorlage jedoch unnötigerweise auf Gas- respektive auf Reservekraftwerke auf Zweistoffbasis.

Änderungsantrag

Art. 17 Abrufentschädigung

¹ Bei einem Abruf erhalten die Betreiber von der Netzgesellschaft eine Entschädigung für die abgerufene Energie.

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der EICom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d).

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie

1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger und die Emissionsrechte,

2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den Betrieb benötigte Wasser **oder Holz**;

b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.

⁴ Die Netzgesellschaft berechnet die Entschädigung nach Absatz 3 aufgrund von durch die EICom im Voraus festgelegten einheitlichen Parametern, insbesondere den Preisindizes für die Kosten für die Brennstoffe und die Emissionsrechte.

⁵ **Es wird sichergestellt, dass an der ergänzenden Reserve teilnehmende Produktionsanlagen die Elektrizität aus erneuerbaren Energien produzieren, bis zum Abruf der Reserve wirtschaftlich betrieben werden können.**

⁶ Bei den Notstromgruppen werden mit der Abrufentschädigung die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs vergütet, wie die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger, die Emissionsrechte oder die CO₂-Abgabe sowie für weitere Betriebsmittel.

⁷ Die EICom kann für die Entschädigungen nach den Absätzen 3-5 Parameter festlegen, um allfällige übermäßige Gewinne zu begrenzen

Aus Sicht des Umwelt- und Klimaschutzes ist es zwingend, dass die ergänzende Reserve, wenn immer möglich, mittels Produktionsanlagen die Elektrizität aus erneuerbaren Energien produzieren gewährleistet wird. Mit einer Leistung von rund 11.3 MW kann das Holzkraftwerk Aarberg einen wichtigen Beitrag zur Sicherstellung der Winterstromversorgung mit erneuerbaren Energien leisten.

Aufgrund der stark gestiegenen Preise für Holz, insbesondere im Winterhalbjahr, ist der Weiterbetrieb des Holzkraftwerkes Aarberg aus wirtschaftlichen Gründen stark gefährdet. Sobald die Zuckerrübenkampagne abgeschlossen ist (auf Ende des Jahres 2022), lohnt sich ein Weiterbetrieb für das HKW Aarberg aufgrund der hohen Preise für die Input-Materialien bis Melasseproduktion der Zuckerfabrik (Ab Mai) nicht mehr. Das HKW Aarberg würde während dieser Zeit ausser Betrieb genommen. Das würde bedeuten, dass just während der im Zusammenhang mit der Stromproduktion heiklen Wintermonate Januar bis April noch weniger Strom produziert würde. Andere, ähnliche Kraftwerke sind allenfalls von denselben Problemen betroffen.

Eine Aufnahme des HKW Aarberg, sowie allfällige weitere HKWs als Reservekraftwerke, und die damit ermöglichte Unterstützung über die Abrufentschädigung nach Art. 17 der Winterreserveverordnung würde den Holzkraftwerken kurzfristig einen Weiterbetrieb ermöglichen, im Fall des HKW Aarberg wäre dies konkret für die Monate Januar bis April der Fall. **Um die Strommangellage nicht**


noch zu verschärfen, möchten wir Sie dringend bitten, unser Anliegen zu prüfen und eine Unterstützung für den Weiterbetrieb unseres Kraftwerks, sowie von allfälligen anderen Holzkraftwerken zu ermöglichen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen in dieser Stellungnahme und stehen für Rückfragen jederzeit zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Roman Camenzind, AVAG
Vorsitzender der Geschäftsleitung



Daniel Allemann, Terra Nova GmbH
Delegierter des Verwaltungsrates

Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr, Energie
und Kommunikation UVEK
Bundeshaus Nord
CH-3003 Bern

per E-Mail an: Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Ort/Datum Zürich, 18. November 2022

Betreff **Stellungnahme zur Konsultation des Verordnungsentwurfs über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV)**

Sehr geehrte Damen und Herren,

Wir danken Ihnen, dass Sie uns die Möglichkeit einer Stellungnahme zur Erweiterung der Winterreserveverordnung einräumen.

Die Migros gehört zu den grossen Stromkunden der Schweiz. Aus ihrer Sicht ist die Aufrechterhaltung der Stromversorgungssicherheit für ihren eigenen Betrieb, für die Gesamtwirtschaft und auch für die privaten Haushalte von enormer Bedeutung.

Dazu leistet die geplante Anpassung der WResV nach Einschätzung der Migros einen substanziellen Beitrag. Die Migros begrüsst daher die Integration von Reservekraftwerken und von Notstromaggregaten in die Verordnung.

Die Migros unterstützt den Ansatz, bei einem Abruf von Notstromaggregaten einschränkende Vorschriften vorübergehend auszusetzen. Es gilt aber rasch Rechtssicherheit zu schaffen mit einer Präzisierung, in welcher Form beispielsweise die Luftreinhalteverordnung und Lärmschutzverordnungen temporär gelockert werden.

Aufgrund des aktuell hohen Risikos einer Strommangellage ist es wichtig, dass die Ordnungsrevisi-
on schnell in Kraft treten kann. Mittelfristig hält es die Migros jedoch für sinnvoll, die Winterreserveverordnung um Flexibilitätsinstrumente zu erweitern, und dies vor allem auch verbraucherseitig.

Um auch in Zukunft die Stromversorgungssicherheit zu gewährleisten, sind dringend die Voraussetzungen für ein Stromabkommen mit der EU zu schaffen und ein entsprechendes Abkommen abzuschliessen. Die Schweiz ist auf eine gute Integration in das europäische Stromnetz und den europäischen Strommarkt angewiesen.

Migros-Genossenschafts-Bund

Wir danken für die Berücksichtigung unserer Anliegen. Bei Fragen stehen wir gerne zu Ihrer Verfügung.

Freundliche Grüsse

Migros-Genossenschafts-Bund



Jürg Maurer, Stv. Leiter Direktion Wirtschafts-
politik



Roland Stadler, Leiter Abteilung Energie-
beschaffung

SwissOlio

Verband Schweizerischer Hersteller von Speiseölen, Speisefetten und Margarinen

Effingerstrasse 6A, 3011 Bern

Telefon 031 529 50 70

Telefax 031 529 50 51

**Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK**

Per E-Mail:

mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

martin.michel@bfe.admin.ch

Bern, 18. November 2022

Konsultation zu Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober haben Sie die Konsultation zum Entwurf der Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserververordnung, WResV) eröffnet. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zu diesem Entwurf Stellung zu nehmen.

SwissOlio unterstützt die Schaffung der Verordnung

Die Stromversorgungssicherheit ist auch für die Mitglieder unseres Verbandes von grösster Bedeutung. Mit Speiseölen und -fetten stellen sie pflichtlagerpflichtige Güter her, deren Verfügbarkeit gerade in Krisenzeiten enorm wichtig ist. Die Aufrechterhaltung des Betriebes von Anlagen, auf denen solche Güter hergestellt werden, ist zentral. Unser Verband unterstützt deshalb die Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve, mit der die Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve abgelöst und ergänzt wird. Es scheint uns sinnvoll, ergänzend zur Wasserkraftreserve als zweite Versicherungslösung Reservekraftwerke und Notstromgruppen zum Einsatz kommen zu lassen.

Zweischneidigkeit des Mechanismus'

Gerade wegen der grossen Bedeutung der Aufrechterhaltung des Betriebes der Anlagen unserer Mitglieder verfügen einige von ihnen über Notstromaggregate. Diese sollen helfen, mögliche Unterbrechungen in der Stromversorgung zu überbrücken, falls eine Kontingentierung oder zeitweise Abschaltung der Stromversorgung nötig werden sollte. Die Anlagen können nämlich in einem 4/8-Stunden-Rhythmus (4 Stunden Unterbruch auf eine 12-Stunden-Periode) nicht betrieben werden: Eine Ölraffinerie läuft in der Regel Tag und Nacht über mehrere Tage

und Wochen hinweg ununterbrochen und kann nicht einfach aus- und wieder eingeschaltet werden. Um solche komplexen Anlagen nach einer Abschaltung wieder in Betrieb zu nehmen, müssen sie geleert, gründlich gereinigt und nacheinander kontrolliert wieder hochgefahren werden, was mehrere Stunden dauert. Der angedachte 4/8-Stunden-Rhythmus würde also zu einem kompletten Stillstand der betroffenen Anlagen führen.

Nun ist es so, dass die Aufrechterhaltung einer ununterbrochenen Stromversorgung für unsere Mitglieder also zentral ist und sie jede (zusätzliche) Massnahme, die diesem Ziel dient, unterstützen. Wenn sie aber der eigenen Notstromversorgung beraubt würden, weil sie ihre eigenen Aggregate der Reserve zur Verfügung stellen müssten, würde man ihnen einen Bärendienst erweisen. Es würden genau jene bestraft, die auf eigene Initiative hin teure Massnahmen ergriffen haben, um mögliche Lücken in der Stromversorgung zu überbrücken, die andere Betriebe selbst nicht schliessen können. Das scheint uns sehr problematisch.

Wir lehnen deshalb die Möglichkeit nach Art. 13 Abs. 3 der Verordnung, wonach das UVEK analog zu Artikel 4 die Betreiber von Notstromgruppen zur Teilnahme an der Reserve verpflichten kann, dezidiert ab, soweit unsere Mitglieder betroffen wären. Die Wichtigkeit der von ihnen hergestellten Güter müsste es rechtfertigen, sie gemäss den weiteren Bestimmungen des gleichen Absatzes von dieser Pflicht auszunehmen, da auch ihre Notstromgruppen Infrastrukturen dienen, die als kritisch angesehen werden müssen. Die Pflichtlagerpflicht der von ihnen hergestellten Güter muss dies auslösen können.

CO₂-Verordnung (Art. 24)

Wir begrüssen, dass die in Art. 24 aufgeführten Änderungen an der CO₂-Verordnung für Notstromaggregate nicht zur Anwendung kommen werden, wie im erläuternden Bericht festgehalten. Notstromaggregate sollten in jedem Fall, sowohl bei einer verordneten Reduktion als auch einer gänzlichen Abschaltung der Stromversorgung, von der CO₂-Abgabe befreit werden und nicht kompensieren müssen. Das gilt v.a. für diejenigen Notstromaggregate, die nicht direkt am Netz angeschlossen sind, sondern nach dem internen Trafo installiert sind.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Argumente.

Freundliche Grüsse

SwissOlio

Der Präsident



Dr. Urs Reinhard

**Eidgenössisches Departement für Umwelt,
Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK****Per E-Mail:****mohamed.benahmed@bfe.admin.ch****martin.michel@bfe.admin.ch**

Bern, 18. November 2022

**Konsultation zu Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve
(Winterreserveverordnung, WResV)**Sehr geehrte Frau Bundesrätin Sommaruga
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 19. Oktober haben Sie die Konsultation zum Entwurf der Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung, WResV) eröffnet. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zu diesem Entwurf Stellung zu nehmen.

Die SCFA unterstützt die Schaffung der Verordnung

Die Stromversorgungssicherheit ist auch für die Mitglieder unseres Verbandes von grösster Bedeutung. Mit Lebensmitteln stellen sie versorgungsrelevante Güter her, deren Verfügbarkeit gerade in Krisenzeiten enorm wichtig ist. Die Aufrechterhaltung des Betriebes von Anlagen, auf denen solche Güter hergestellt werden, ist zentral. Unser Verband unterstützt deshalb die Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve, mit der die Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve abgelöst und ergänzt wird. Es scheint uns sinnvoll, ergänzend zur Wasserkraftreserve als zweite Versicherungslösung Reservekraftwerke und Notstromgruppen zum Einsatz kommen zu lassen.

Zweischneidigkeit des Mechanismus'

Gerade wegen der grossen Bedeutung der Aufrechterhaltung des Betriebes der Anlagen unserer Mitglieder verfügen einige von ihnen über Notstromaggregate. Diese sollen helfen, mögliche Unterbrechungen in der Stromversorgung zu überbrücken, falls eine Kontingentierung oder zeitweise Abschaltung der Stromversorgung nötig werden sollte. Die Anlagen können in vielen Fällen nämlich in einem 4/8-Stunden-Rhythmus (4 Stunden Unterbruch auf eine 12-Stunden-Periode) nicht betrieben werden: Die Verarbeitungsanlagen unserer Mitglieder laufen in der Regel Tag und Nacht über mehrere Tage und Wochen hinweg ununterbrochen und können nicht einfach aus- und wieder eingeschaltet werden. Um solche komplexen Anlagen nach einer Abschaltung wieder in Betrieb zu nehmen, müssen sie geleert, gründlich gereinigt und nacheinander

kontrolliert wieder hochgefahren werden, was mehrere Stunden dauert. Der angedachte 4/8-Stunden-Rhythmus würde also zu einem kompletten Stillstand der betroffenen Anlagen führen.

Nun ist es so, dass die Aufrechterhaltung einer ununterbrochenen Stromversorgung für unsere Mitglieder also zentral ist und sie jede (zusätzliche) Massnahme, die diesem Ziel dient, unterstützen. Wenn sie aber der eigenen Notstromversorgung beraubt würden, weil sie ihre eigenen Aggregate der Reserve zur Verfügung stellen müssten, würde man ihnen einen Bärendienst erweisen. Es würden genau jene bestraft, die auf eigene Initiative hin teure Massnahmen ergriffen haben, um mögliche Lücken in der Stromversorgung zu überbrücken, die andere Betriebe selbst nicht schliessen können. Das scheint uns sehr problematisch.

Wir lehnen deshalb die Möglichkeit nach Art. 13 Abs. 3 der Verordnung, wonach das UVEK analog zu Artikel 4 die Betreiber von Notstromgruppen zur Teilnahme an der Reserve verpflichten kann, dezidiert ab, soweit unsere Mitglieder betroffen wären. Die Wichtigkeit der von ihnen hergestellten Güter müsste es rechtfertigen, sie gemäss den weiteren Bestimmungen des gleichen Absatzes von dieser Pflicht auszunehmen, da auch ihre Notstromgruppen Infrastrukturen dienen, die als kritisch angesehen werden müssen. Die mit Blick auf die Versorgungssicherheit hohe Relevanz der von ihnen hergestellten Güter muss dies auslösen können.

CO₂-Verordnung (Art. 24)

Wir begrüssen, dass die in Art. 24 aufgeführten Änderungen an der CO₂-Verordnung für Notstromaggregate nicht zur Anwendung kommen werden, wie im erläuternden Bericht festgehalten. Notstromaggregate sollten in jedem Fall, sowohl bei einer verordneten Reduktion als auch einer gänzlichen Abschaltung der Stromversorgung, von der CO₂-Abgabe befreit werden und nicht kompensieren müssen. Das gilt v.a. für diejenigen Notstromaggregate, die nicht direkt am Netz angeschlossen sind, sondern nach dem internen Trafo installiert sind.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Argumente.

Freundliche Grüsse

**SWISS CONVENIENCE FOOD
ASSOCIATION (SCFA)**

Der Geschäftsführer



Dr. Urs Reinhard



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Eidgenössische Kommission für Lufthygiene EKL
Commission fédérale de l'hygiène de l'air CFHA
Commissione federale per l'igiene dell'aria CFIA
Cumissiun federala per l'igièna da l'aria CFIA

Federal Commission for Air Hygiene FCAH

Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Vorsteherin des UVEK
Bundeshaus Nord
3003 Bern

simonetta.sommaruga@gs-uvek.admin.ch

Basel, 18. November 2022

Stellungnahme der EKL im Rahmen der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Als beratendes Organ des Bundesrates befasst sich die Eidgenössische Kommission für Lufthygiene EKL hauptsächlich mit wissenschaftlich-methodischen Fragen der Luftreinhaltung und den Auswirkungen von Luftschadstoffen auf Mensch und Umwelt. Sie berät diesbezüglich das Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) sowie das Bundesamt für Umwelt (BAFU). Gerne benutzen wir deshalb die Gelegenheit, uns im Rahmen der Vernehmlassung zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (Winterreserveverordnung), insbesondere zu den Auswirkungen auf die Luftreinhaltung, zu äussern.

Um einer Strommangellage im kommenden Winter vorzubeugen, hat der Bundesrat am 17. August 2022 Beschlüsse zur Versorgungssicherheit gefasst und die Öffentlichkeit darüber informiert. Im Wesentlichen geht es darum, dass ergänzend zur Wasserkraftreserve weitere Reserven durch Gaskraftwerke und Notstromaggregate gebildet werden sollen. Die Bereitstellung von Gaskraftwerken in kurzer Frist und die Inbetriebnahme von Notstromaggregaten über den ursprünglich vorgesehenen Notfall-Einsatz hinaus stehen im Widerspruch zum geltenden Umweltrecht, da für den Betrieb der Reservekraftwerke und Notstromaggregate in der ergänzenden Reserve die Grenzwerte bzw. Einsatzzeitbeschränkungen der Luftreinhalte-Verordnung (LRV) zwischen Februar 2023 und Mai 2023 temporär gelockert bzw. aufgehoben werden sollen. Dadurch ergeben sich durch Überschreiten von Emissionsgrenzwerten und Einsatzzeitbeschränkungen deutlich höhere Schadstoffemissionen.

Es ist aus der Sicht der EKL unbestritten, dass zur Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit die Prioritäten vorübergehend neu gesetzt werden und Schutzgüter wie z.B. Gesundheit und Umwelt eine Nachordnung erfahren. Andererseits besteht die Gefahr, dass unter dem Zeitdruck raschen Handelns Interessenabwägungen und optimalere Lösungen auf der Strecke bleiben. Vor diesem Hintergrund schlagen wir umsetzbare ergänzende Lösungen zur Begrenzung des Umwelt- und Gesundheitsschadens vor. Zudem weisen wir darauf hin, dass die WHO in ihren Luftqualitätsrichtlinien 2021 aufgrund von neuen wissenschaftlichen Erkenntnissen neue tiefere Richtwerte, unter anderem auch für Stickstoffdioxid (NO₂) und Feinstaub empfiehlt.

Sekretariat EKL
c/o Bundesamt für Umwelt BAFU
CH 3003 Bern
Telefon: +41 58 462 47 51 Telefax : +41 58 464 01 37
info@ekl.admin.ch

Anträge

1. Befristung von Ausnahmen auf das Winterhalbjahr 2022 / 2023

Aus Sicht der Luftreinhaltung und des Gesundheitsschutzes sind die Erleichterungen von Emissionsbegrenzungen bis Mai 2023 zu befristen. Wir nehmen zur Kenntnis und erachten es als essenziell, dass sich die Erleichterungen bei Notstromaggregaten auf die Verlängerung der maximalen jährlichen Betriebszeit beschränken und die gesetzlichen Grenzwerte und Ausrüstungsvorschriften, insbesondere Russpartikelfilter und die Stickoxidbegrenzung, gültig bleiben.

Begründung: Die in Frage kommenden Notstromaggregate sind im Einsatz, wurden ordentlich bewilligt und erfüllen die gesetzlichen Anforderungen bezüglich Emissionsgrenzwerte für Notstromanlagen.

Wir sind zudem der Auffassung, dass im Sinne eines vorausschauenden Vollzugs die lufthygienischen Ausnahmeregelungen für den kommenden Winter dazu dienen sollen, dass eine Nachrüstung aller zum Einsatz gelangenden Anlagen (inkl. Reservekraftwerke) voranzutreiben ist. Damit sollen sie für einen möglichen Einsatz im Folgewinter 2023/2024 die ordentlichen Emissionsbegrenzungen der LRV einhalten und im Falle der Notstromanlagen den geltenden Anforderungen an dauerhaft betriebene Stromgeneratoren entsprechen, so dass keine Aufhebung der jährlichen Betriebszeitbeschränkung mehr notwendig sein wird.

2. Abrufordnung: Priorisierung der Umweltkriterien

Zur Berücksichtigung der Umweltrelevanz und bei der Priorisierung von Reservekraftwerken und Notstromaggregaten sind Umweltkriterien höher zu gewichten. Die Umweltbehörde ist dabei einzu beziehen und die Vorgaben des Umweltschutzgesetzes zu Luftschadstoffimmissionen müssen respektiert werden. In der Reihenfolge der Abrufbedingungen gemäss Artikel 15 Abs. 2 sind die Umweltauswirkungen (Bst. d und Bst. e6) den Kosten (Bst. c) voranzustellen.

Begründung: Die Mehremissionen betreffen Luftschadstoffe mit unterschiedlicher Gesundheits- und Umweltrelevanz, zum Beispiel Krebs erregenden Russ und Stickoxide, die zu übermässigen Immissionen und somit gesundheitlichen Beeinträchtigungen führen können. Es wird deshalb nahegelegt, dass die zuständige Fachbehörde für Umwelt konsultiert wird und eine Umweltbeurteilung einbringen kann.

Eine Bewertung der Emissionen, der Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit, die Prüfung geeigneter Emissionsminderungsmaßnahmen und Einordnung der Kosten im Verhältnis zum Nutzen kann nur sinnvoll erfolgen, wenn die genannten Aspekte gesamtheitlich beurteilt werden. Geltendes Umweltrecht fordert die Einhaltung von Immissionsgrenzwerten, welche auf Grund der wissenschaftlichen Evidenz so festgelegt werden müssen, dass die Gesundheit auch der Schwächsten geschützt bleibt. Die WHO hat im September 2021 die gesundheitlich relevanten Richtwerte für Luftqualität – nach welchen sich die Schweizer Immissionsgrenzwerte (LRV) ausrichten – deutlich gesenkt.

Wenn bei der Festlegung der Abrufreihenfolge tiefe Kosten höher gewichtet werden als schädliche Umweltauswirkungen, erachten wir dies aus rechtlicher und aus Sicht des Gesundheitsschutzes als problematisch und optimalen Lösungen abträglich. Eine Anlage, die bezüglich Umweltauswirkungen vorbildlich ausgerüstet ist und Umweltschäden möglichst vermeidet, ist teurer in der Anschaffung und unter Umständen auch im Betrieb. Wenn sie die Anforderungen an die Versorgungssicherheit erfüllt, soll ihr nicht aus Kostengründen eine Anlage mit schädlicheren Emissionen vorgezogen werden.

Namens der Eidgenössischen Kommission für Lufthygiene bedanken wir uns für die Aufmerksamkeit, die Sie unserer Stellungnahme entgegenbringen.

Mit freundlichen Grüßen



Prof. Dr. Nino Künzli

Präsident der Eidgenössischen Kommission für Lufthygiene EKL

Kopie per Mail an:

- Mitglieder der EKL
- BFE, Bundesamt für Energie (Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch / martin.michel@bfe.admin.ch)
- Frau Dr. Katrin Schneeberger, Direktorin BAFU

Stellungnahme

Basel, 18. November 2022 sd

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV)

Die Handelskammer beider Basel befürwortet die Grundzüge der vorgeschlagenen Verordnung über eine Stromreserve für den Winter (Winterreserveverordnung, WResV) grundsätzlich. Bei der konkreten Ausgestaltung, insbesondere der Motivation und Verpflichtung von Unternehmen zur Teilnahme, sehen wir jedoch noch Nachbesserungsbedarf.

Zusammenfassung unserer Forderungen

- Wir unterstützen die Schaffung einer Winterstromreserve als wichtigen Beitrag an die Versorgungssicherheit.
- Die Reserve muss grundsätzlich technologieoffen ausgestaltet sein. Anlagen, die perspektivisch mit CO₂-neutralen Brennstoffen, wie beispielsweise grünem Wasserstoff oder grünem Methanol betrieben werden können, sollten jedoch priorisiert werden. Eine Befreiung von der CO₂-Abgabe könnte für solche Anlagen einen finanziellen Anreiz darstellen.
- Weiteres Potenzial sehen wir auf der Verbraucherseite beim Lastmanagement. Durch gezielte Anreize könnte der Verbrauch im kritischen Umfang reduziert werden.
- Eine Verpflichtung von Eigentümern zur Bereitstellung einer Winterstromreserve lehnen wir grundsätzlich ab. Vergütung und Entschädigung für die Zurverfügungstellung der Winterstromreserve müssen so attraktiv ausgestaltet werden, dass eine Verpflichtung ultima ratio erfolgt. Artikel 4 der WResV ist daher für uns zentral.
- Die Finanzierung durch eine Anpassung des Netzentgeltes befürworten wir im Sinne des Verursacherprinzips.
- Die Massnahmen sind temporär. Langfristig braucht es für ein nachhaltiges Energiesystem ein Zusammenspiel von Versorgungssicherheit, Ökologie und Wirtschaftlichkeit.
- Insbesondere die gelockerten Vorschriften zur Errichtung der Anlagen sind zu dokumentieren und danach zu analysieren. Dies im Sinne eines Learnings, wie auch ordentliche Verfahren zumutbar optimiert werden könnten.

Zur Vernehmlassungsvorlage

Am 7. September 2022 hat der Bundesrat die Verordnung zur Einrichtung einer Wasserkraftreserve verabschiedet und per 1. Oktober 2022 in Kraft gesetzt. Der Bundesrat schlägt zur Sicherstellung der Stromversorgung ab Winter 2022/23 die Schaffung der Winterreserveverordnung (WResV) vor. Diese soll den Einsatz der Wasserkraftreserve sowie von Reservekraftwerken und Notstromgruppen regeln.

Handelskammer beider Basel

St. Jakobs-Strasse 25
Postfach
CH-4010 Basel

T +41 61 270 60 60
F +41 61 270 60 05

www.hkbb.ch

Konzeption

Im Detail umfasst die Vorlage folgende Elemente (übernommen aus den Dokumenten des Bundes):

- Die Reservekraftwerke sollen eine Leistung von insgesamt bis zu 1000 MW zur Verfügung stellen. Sie ergänzen die Wasserkraftreserve. Teilnehmen können Betreiber von Kraftwerken, die mit Gas oder anderen Energieträgern betrieben werden. Wichtig: Die Kraftwerke produzieren Strom ausschliesslich für die Reserve und nicht für den Markt.
- Notstromgruppen können ebenfalls an der Reserve teilnehmen. Zu den Betreibern von Notstromgruppen, die bereits per Februar 2023 an der Reserve teilnehmen, könnten im späten Winter 2022/23 oder im darauffolgenden Winter weitere dazu kommen.
- Die ersten Reservekraftwerke können bereits im Februar 2023 in Betrieb gehen. Kann die Reserve nicht im notwendigen Umfang gebildet werden, können Inhaber geeigneter Reservekraftwerke oder andere Unternehmen zur Teilnahme verpflichtet werden. Weiter können Ausschreibungen für Bau und Betrieb neuer Reservekraftwerke durchgeführt werden, die dann in einigen Jahren bereitstehen könnten.
- Die Betreiber der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen erhalten eine Vergütung für die fixen Kosten und eine Entschädigung bei einem tatsächlichen Abruf der Reserve, die auch die Kosten der Betriebsbereitschaft beinhaltet. Übermässige Gewinne können begrenzt werden.
- Die Finanzierung erfolgt über das Netznutzungsentgelt für das Übertragungsnetz. Somit tragen die Stromverbraucherinnen und Stromverbraucher die Kosten der Reserve.
- Die Verordnung macht Vorgaben für den Einsatz und Abruf der Reserve sowie zur Reihenfolge und zum Umfang der Energie, die aus den beiden Reserveteilen (Wasserkraftreserve und Reservekraftwerke) eingesetzt wird. Die ElCom wird die Details festlegen.
- Es erfolgt auch eine Anpassung der CO₂-Verordnung. Damit wird sichergestellt, dass die Reservekraftwerke am Emissionshandelssystem (EHS) teilnehmen müssen, so dass sie die CO₂-Bilanz gesamthaft nicht belasten.
- Damit die Anlagen rechtzeitig zur Verfügung stehen, sind temporäre Lockerungen der Vorschriften zum Lärmschutz und zur Luftreinhaltung sowie der Vorschriften insbesondere betreffend Bau und Erschliessung erforderlich. Die nötigen Rechtsanpassungen erfolgen parallel zur Verordnung.

Forderungen

Die Handelskammer setzt sich seit geraumer Zeit mit politischen Forderungen für eine Aufrechterhaltung der Versorgungssicherheit im Bereich Energie ein. Die Schaffung einer erweiterten Winterstromreserve sowie der Winterreserveverordnung insgesamt kann hier einen Beitrag leisten, weshalb wir diese begrüssen. Wir sehen den vorliegenden Entwurf grundsätzlich als geeignet an, die bereits unternommenen Massnahmen des Bundes zu ergänzen.

Wir geben jedoch zu bedenken, dass die Regelung zur Schaffung der Winterstromreserve technologieoffen erfolgen sollte. Wo fossile Energieträger zum Einsatz kommen, ist mit entsprechenden Anreizen darauf hinzuwirken, dass diese im Sinne der Nachhaltigkeit für den

perspektivischen Einsatz von beispielsweise grünem Wasserstoff und anderen synthetischen und CO₂-neutralen Brennstoffen geeignet sind. Die Ausnahme von der CO₂-Abgabe für diese Anlagen stellt einen möglichen finanziellen Anreiz dar.

Wir fordern darüber hinaus den Grundsatz der Freiwilligkeit zur Bereitstellung der Reserve durch Private zu wahren. Eine Verpflichtung von Eigentümern zur Bereitstellung einer Winterstromreserve darf nur als ultima ratio erfolgen. Artikel 4 der WResV ist für uns daher zentral. Schliesslich haben Unternehmen in diese Sicherheitsinfrastrukturen investiert, um im Krisenfall abgesichert zu sein. Die Zurverfügungstellung von Reservekraftwerken und insbesondere Notstromgruppen als Netzreserve stellt daher ein grosses Entgegenkommen der Betreiber dar. Die damit einhergehenden Investitionskosten und auch der entstehende Nutzen sind somit grundsätzlich Sache der Eigentümer. Es gilt die betreffenden Unternehmen mittels attraktiver Anreize für eine Teilnahme zu motivieren.

Sowohl die Vergütung als auch die Entschädigung für die Zurverfügungstellung der Winterstromreserve muss attraktiv ausgestaltet sein. Es gilt zu verhindern, dass ein Einbezug der Anlagen in das Emissionshandelssystem (EHS) diese Attraktivität, d.h. den Ertrag, deutlich schmälert. Wichtig ist auch, dass jegliche zukünftige Kapazitätserweiterungen ausgeschlossen werden. Für weitere Reservekraftwerke sollen zwingend, und nicht nur in der Regel, Auktionen durchgeführt werden.

Bisher noch zu wenig beachtet wird in der vorliegenden Verordnung das Potenzial von Notstromaggregaten. Koordiniert eingesetzt, könnten diese einen wichtigen Beitrag zur Vermeidung einer schweren Mangellage leisten. Die Handelskammer fände es sinnvoll einen entsprechenden Pool für den Eigenbedarf, welcher das Potenzial der Reservekraftwerke erweitert, aufzubauen. Um dieses Potenzial im Ernstfall auch nutzen zu können, braucht es aber zusätzlich eine temporäre Anpassung der Luftreinhalteverordnung (LRV). Notstromaggregate, welche Teil der ergänzenden Reserve sind, müssten von der zeitlichen Begrenzung der Betriebszeit von 50 Stunden pro Jahr ausgenommen werden, wie dies für die eigentlichen Reservekraftwerke vorgesehen ist. Sobald es die Versorgungslage zulässt, sollen für diese Anlagen jedoch die gleichen gesetzlichen Grundlagen gelten wie für die bestehenden.

Weiteres Potenzial machen wir auf der Verbraucherseite aus. Wir fordern der Thematik «abschaltbare Lasten» auch in der Winterreserververordnung Rechnung zu tragen und für die grössten Verbraucher einen markgerechten Anreiz zur Einsparung zu schaffen. Dieser Ansatz könnte nicht nur zu einem geringeren Verbrauch, sondern unter den richtigen Voraussetzungen auch zu reduzierten Kosten führen.

Die Finanzierung dieser erweiterten Winterstromreserve durch eine Anpassung des Netznutzungsentgelts halten wir im Sinne des Verursacherprinzips für gerechtfertigt. Bei der Ausgestaltung der Vereinbarungen mit Betreibern von Reservekraftwerken bitten wir auf Einheitlichkeit zu achten, sodass möglichen Diskriminierungen vorgebeugt werden kann.

Die temporären Lockerungen betreffend Vorschriften zum Lärmschutz und zur Luftreinhaltung sowie der Vorschriften insbesondere betreffend Bau und Erschliessung, sind im Sinne eines Learnings zu dokumentieren und im Nachhinein zu analysieren. Aufwendige Planungs- und Genehmigungsverfahren sowie strenge Vorschriften führen in der Praxis häufig zu einem Verzug oder der Verunmöglichung von Projekten. Es ist daher zu prüfen, ob und inwiefern temporäre Lockerungen auch langfristig und ordentlich Anwendung finden könnten.

Die Massnahmen sind temporär ausgestaltet, was angesichts der akuten Situation sinnvoll ist. Langfristig braucht es ein Zusammenspiel von Versorgungssicherheit, Ökologie und Wirtschaftlichkeit im Energiesystem. Nur eine sichere, saubere und bezahlbare Energie sehen wir als tatsächlich nachhaltig an. Damit wir dieses Ziel erreichen können, müssen die Planungs- und Genehmigungsverfahren optimiert werden, um sowohl den Ausbau der erneuerbaren Energien als auch die saisonale Speicherung voranzutreiben. Die Arbeiten am Stromabkommen mit der Europäischen Union müssen prioritär und unabhängig vom Rahmenabkommen fortgeführt werden.

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DETEC
Office fédéral de l'énergie

Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

Lausanne, le 18 novembre 2022

Consultation sur l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve d'électricité pour l'hiver (Ordonnance sur une réserve d'hiver, OIRH)

Madame, Monsieur,

Nous avons pris connaissance du lancement de la consultation relative au projet mentionné sous rubrique, et vous faisons dès lors parvenir nos déterminations à ce sujet.

Contexte général

La sécurité de l'approvisionnement en électricité repose en Suisse sur quatre piliers: premièrement, sur le développement rapide à moyen et long termes des énergies renouvelables indigènes; deuxièmement, sur le développement d'une production d'électricité neutre sur le plan climatique et dont la disponibilité est assurée en hiver; troisièmement, en cas de situations de pénurie exceptionnelles, sur une réserve d'énergie stratégique comme premier mécanisme fonctionnant à titre d'assurance en dehors du marché de l'électricité; et, quatrièmement, sur la mise en place d'un deuxième mécanisme complémentaire au moyen de centrales de réserve.

Les détails du projet

L'article 1 de l'ordonnance sur l'instauration d'une réserve hydroélectrique (OIRH), qui fait l'objet de la présente consultation, institue la création d'un dispositif à titre d'assurance pour l'hiver et le printemps afin de parer aux situations exceptionnelles touchant l'approvisionnement en électricité telles qu'une raréfaction ou des pénuries ou des ruptures d'approvisionnement critiques.

Ce dispositif règle la constitution annuelle d'une réserve hydroélectrique, ainsi que la mise à disposition d'une réserve complémentaire sous la forme de centrales de réserve et de groupes électrogènes de secours. Elle règle en outre la coordination de ces deux parties de la réserve d'électricité lorsqu'il y est fait recours. Sur le plan formel, il s'agit d'une extension de l'OIRH. Étant donné la détérioration actuelle de la situation en matière d'approvisionnement, le gouvernement estime que le complément susmentionné s'avère nécessaire.

La nouvelle OIRH doit pouvoir entrer en vigueur au plus tard à partir de la deuxième moitié du mois de février 2023 de manière à pouvoir encore produire ses effets à la fin de l'hiver. En raison du caractère urgent de la situation, le Conseil fédéral a décidé de mener une procédure de consultation abrégée. L'ordonnance est limitée jusqu'au 31 décembre 2026. Cette solution transitoire doit être remplacée dès que possible par une réglementation à l'échelon de la loi.

Appréciation

Sur le fond, la CVCI salue la création d'une réserve hivernale pour assurer la sécurité de notre approvisionnement en électricité. Pour les entreprises de ce pays, il est indispensable de disposer d'énergie en suffisance, en particulier pendant la période critique où la Suisse doit importer de l'électricité, soit de l'hiver au début du printemps.

Parmi les dispositions prévues, l'obligation de participer à la constitution d'une réserve imposée aux exploitants représente aux yeux de la CVCI une atteinte à la liberté économique. Elle admet toutefois qu'au cas où les offres demeureraient insuffisantes, une obligation de la part des fournisseurs peut être proportionnée dans l'intérêt de l'approvisionnement national.

La validité de l'ordonnance soumise à consultation étant limitée dans le temps, il nous paraît indispensable de créer le plus rapidement possible une base juridique à long terme. Dans ce contexte, la CVCI est favorable à un appel d'offres technologiquement neutre pour la réserve de stockage de sorte à ne discriminer aucun fournisseur potentiel.

Conclusion


Sous réserve des remarques précitées, la CVCI soutient cette ordonnance dans la mesure où elle peut permettre de parer à une éventuelle situation de pénurie énergétique en hiver.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ces quelques lignes, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie



Romaine Nidegger
Responsable du domaine politique



Jean-François Krähenbühl
Chargé de communication

Bundesamt für Energie BFE
Herr Mohamed Benahmed
Herr Martin Michel
3003 Bern

per E-Mail an: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch

Ort, Datum	Ansprechperson	Telefon direkt	E-Mail
Aarau, 18. November 2022	Philippe Tschopp	062 837 18 10	philippe.tschopp@aihk.ch

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrter Herr Benahmed
Sehr geehrter Herr Michel

Wir danken Ihnen für die uns mit Schreiben vom 19. Oktober 2022 eingeräumte Möglichkeit zur Stellungnahme zum oben genannten Geschäft.

Die Aargauische Industrie- und Handelskammer (AIHK) hat die Vorlage studiert und nutzt nachfolgend gerne die Möglichkeit, sich inhaltlich dazu zu äussern:

Gegen die vorgeschlagene Totalrevision der Verordnung über die Errichtung einer Wasserkraftreserve bzw. deren Erweiterung und Umbenennung zur Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter (WResV) haben wir im Grundsatz nichts einzuwenden.

Wir regen jedoch folgende Anpassungen an:

- **Art. 1 Abs. 2 WResV:**
In Betrieben installierte Notstromaggregate, welche nicht unter der Kontrolle der Swissgrid stehen, sollten unseres Erachtens ebenfalls als Teil der Winterreserve betrachtet werden und im Extremfall deren Einsatz angeordnet werden können. Dies, da durch den breiten Einsatz dieser Aggregate per Saldo weniger Strom aus dem Netz bezogen wird. Dem dauernden Betrieb solcher Notstromaggregate im Weg stehende Bestimmungen (Luftreinhalteverordnung, Lärmschutzverordnung) sollen für die Dauer eines drohenden Strommangels (bzw. spätestens ab Stufe 3 der Strommangellage) ausser Kraft gesetzt werden und stattdessen geeignete Ersatzmassnahmen ergriffen werden. Die durch ein Notstromaggregat erzeugte Energie soll nicht an ein allfällig bestehendes Verbrauchskontingent angerechnet werden.
- **Art. 13 Abs. 2 WResV:**
Die Kriterien und Bedingungen für die Teilnahme an der Winterreserve durch Betreiber von Notstromaggregaten, welche durch die Swissgrid eingesetzt werden, sollen konkretisiert werden.

- Art. 13 Abs. 3 WResV:
Die Auswahl-Kriterien, nach welchen Betreiber von Notstromaggregaten, welche durch die Swissgrid eingesetzt werden, zur Teilnahme an der Winterreserve verpflichtet werden können, sind klarer zu definieren. Beispielsweise ist zwecks Erhöhung der Rechtssicherheit festzulegen, ob und inwiefern gewisse Branchen von einer solchen Verpflichtung ausgenommen werden.
- Im Übrigen fordern wir in Bezug auf das temporäre Reservekraftwerk in Birr (und allfällige weitere entsprechende Anlagen), dass zwecks Steigerung der Akzeptanz entsprechender Anlagen in der Bevölkerung eine Einhausung der Turbinen umgesetzt wird. Ebenso soll das Reservekraftwerk Birr nur nachgelagert (z.B. nach Abruf Wasserkraftreserve) zum Einsatz kommen.

Für die AIHK ist von zentraler Bedeutung, dass die Versorgungssicherheit jederzeit sichergestellt werden kann und es nicht zu rotierenden Teilnetzabschaltungen kommt. Solche Stromunterbrüche hätten fatale Auswirkungen auf die Unternehmen und die Gesellschaft. Sämtliche zur Verfügung stehenden Mittel und Massnahmen müssen deshalb allfälligen Teilnetzabschaltungen vorgezogen werden. Diese dürfen nur als allerletzte Möglichkeit umgesetzt werden.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

AARGAUISCHE INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMER
Geschäftsstelle

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bechtold'.

Beat Bechtold
Direktor

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Tschopp'.

Philippe Tschopp
Jurist

Eidg. Departement für Umwelt, Verkehr Energie
und Kommunikation
Frau Bundesrätin Simonetta Sommaruga
Bundeshaus Nord
3003 Bern

Elektronisch: mohamed.benahmed@bfe.admin.ch,
martin.michel@bfe.admin.ch

Zürich, 18. November 2022

Vernehmlassung zur Verordnung über den Einsatz von Reservekraftwerken für den Winter 2022/23 (Winterreserververordnung, WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, Stellung zur neuen Verordnung nehmen zu dürfen.

scienceindustries vertritt über 250 innovative und exportorientierte Mitgliedsunternehmen der Industrien Chemie Pharma Life Sciences, die sich im globalen Markt dem Wettbewerb stellen. Wir setzen uns für wettbewerbsfähige Rahmenbedingungen für den Forschungs-, Produktions- und Unternehmensstandort Schweiz ein. Für die Mitgliedsunternehmen von scienceindustries ist die sichere Versorgung mit den notwendigen Energieträgern von zentraler Bedeutung. Der Energieverbrauch unserer Industrien liegt bei ca. 5.5 Mio. MWh im Jahr, das entspricht etwa 13% des Gesamtenergieverbrauches der Schweizer Industrie, wobei wir im Jahr 2021 die exportstärkste Industrie waren. Unsere Unternehmen sind sich ihrer Verantwortung bei dem sparsamen Umgang mit Strom und Energieträgern bewusst und sind bereit mit der Umschaltung von Zweistoffanlagen und wo möglich mit dem Einsatz von Notstromanlagen einen Beitrag zur Stabilität der Strom- und Gasnetze zu leisten.

Grundsätzlich begrüssen wir diese neue Verordnung. Den Ansatz einer ergänzenden Reserve mit Reservekraftwerken und Notstromgruppen erachten wir als sehr sinnvoll. In Anbetracht der Ernsthaftigkeit der Versorgungslage und der Wichtigkeit einer sicheren Stromversorgung fordern wir, dass der Einsatz von dezentralen firmeneigenen Notstromaggregaten zwingend vorzubereiten sei, diese sind in der hier vorliegenden Verordnung nicht regelt. Das bereits vorhandene Potential zur Stromerzeugung muss ausgeschöpft werden, um allfällige Kontingentierung und im extremen Fall Netzabschaltungen zu verhindern.

Grundsätzlich schliessen wir uns der Stellungnahme von economiesuisse an, welche aus einer gesamtwirtschaftlichen Perspektive verfasst wurde. Zu einzelnen Punkten der WResV äussern wir uns wie folgt:

- **Die Definition von kritischer Infrastruktur:** Das UVEK kann laut Art. 13 *Teilnahme von Notstromgruppen*, Abs. 3, Betreiber von Notstromgruppen zur Teilnahme an der Reserve verpflichten. Eine

solche Verpflichtung ist nicht möglich bei Notstromgruppen, die zu anderen kritischen Infrastrukturen gehören. Die Definition von kritischen Infrastrukturen ist hier zwingend erforderlich (analog dem Verordnungsentwurf über die Kontingentierung des Gasbezugs).

- **Vorrang des Betriebs von Notstromgruppen bei Störfällen und Netzabschaltungen:** Laut Art. 14 *Vereinbarung mit Betreibern von Notstromgruppen und Verfügbarkeitsentgelt* Abs. 3 hat im Falle eines Abrufs den Einsatz für die Stromreserve den Vorrang. Es soll in der Verordnung präzisiert werden, dass bei Störfällen die Betriebe die Hoheit über ihre Notstromgruppen beibehalten, da diese zwingend für das sichere Herunterfahren von Produktionsprozessen gebraucht werden. Bei Netzabschaltungen soll das gleiche Prinzip gelten.
- **Zusammensetzung einer Bilanzgruppe und Definition einer anderweitigen unmittelbaren Gefährdung:** Im Art. 16 *Abruf* sollten "Bilanzgruppe" und "eine unmittelbare Gefährdung" definiert werden. Eine Klärung der Definition würde helfen, um allfällige Missverständnisse zu verhindern.
- **Abrufentschädigung bei den Notstromgruppen:** Abs. 5 von Art. 17 *Abrufentschädigung*, legt fest, dass bei Notstromgruppen die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs vergütet werden. Dabei handelt es sich z.B. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger, die Emissionsrechen oder die CO₂-Abgabe sowie für weitere Betriebsmittel. Dies ist zu begrüssen.
- **Änderung der CO₂-Verordnung:** Ebenfalls zu begrüssen ist die Anpassung des Art. 41 Abs. 3. Unternehmen, welche während eines Jahres aufgrund des Einsatzes der eigenen Notstromgruppe für den Reserveabruf mehr als 25'000 T CO₂eq ausstossen, sollen nicht verpflichtet werden am Emissionshandelssystem teilzunehmen.

Weitere Bemerkungen und Anliegen:

- **Temporäre Anpassung der Luftreinhalteverordnung (LRV):** Damit eine grössere Anzahl von Notstromgruppen in die ergänzende Reserve aufgenommen werden kann, beantragt scienceindustries eine temporäre Anpassung der LRV. Wenn Notstromgruppen länger als 50 Stunden betrieben werden, müssen diese gemäss Anhang 2 Ziff. 824 der LRV aufgerüstet werden, um die allgemeinen Grenzwerte für stationäre Verbrennungsmotoren einzuhalten. Wir beantragen eine Ergänzung der LRV dahingehend, dass die zeitliche Begrenzung der Betriebszeit ohne Nachrüstung von 50 Stunden entfällt, wenn diese Notstromanlagen Teil der ergänzenden Winterreserve sind.
- **Weitere Anpassung der CO₂-Verordnung für den Einsatz von Notstromaggregaten notwendig:** Wir fordern, dass die Mehremissionen aufgrund von Notstromaggregaten im Falle eines Reserveabrufs im Monitoring für die Zielerreichung nicht berücksichtigt werden.
- **Unübersichtlichkeit der Zuständigkeiten und der Entscheidungswege:** Die Verantwortungen und Entscheidungsrechte sind auf verschiedene Ämter verteilt. Eine schematische Übersicht der Entscheidungsstufen- und gremien (Faktenblatt) wäre sehr wünschenswert (analog zur schematischen Darstellung der Massnahmen im Fall einer Strom-Mangellage).
- **Anrechnung der Eigenproduktion mit Notstromgruppen:** Es muss sichergestellt werden, dass die Eigenproduktion mit Notstromaggregaten in einer Mangellage an die Vorgaben einer Kontingentierung/Sofortkontingentierung angerechnet werden.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse



Dr. Michael Matthes
Stv. Direktor



Linda Kren
Leiterin Umwelt und Responsible Care

«Der Gewerbeverein – Association suisses des arts et métiers»
Morillonstr. 77
3007 Bern

dergewerbeverein.ch
info@dergewerbeverein.ch

Eidgenössisches Departement für
Umwelt, Verkehr, Energie und
Kommunikation UVEK
z. Hd. Herr Benahmed und Herr
Michel

Per E-Mail:
mohamed.benahmed@bfe.admin.ch
martin.michel@bfe.admin.ch

Stellungnahme zur Verordnung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Möglichkeit, zu der bundesrätlichen Verordnung über die
Errichtung einer Winterreserve (WResV) Stellung nehmen zu können.

Die Versorgungssicherheit mit Strom hat höchste Priorität für Schweizer KMU. Vor
diesem Hintergrund begrüsst der «Der Gewerbeverein – Association suisse des arts
et des métiers» die vorgeschlagenen Massnahmen zur Absicherung der Versorgung.
Besonders begrüsst er die Einrichtung von Wasserkraftreserven über
Ausschreibungen, da diese im Vergleich zu fossilen Reserve-Kraftwerken eine
ökologisch nachhaltigere und im Vergleich zu Strom-Rationierungen eine
wirtschaftlich weniger einschneidende Massnahme darstellen.
Vor diesem Hintergrund regt «Der Gewerbeverein» an, die Wasserreserve auf 2TWh
auszubauen, damit die Versorgung der Schweizer Bevölkerung und der Schweizer
KMU für bis zu 5 Wochen garantiert werden könnte.

Mit freundlichen Grüssen,



Aline Trede
Co-Präsidentin «Der Gewerbeverein»



Seraphine Iseli
Geschäftsstelle «Der Gewerbeverein»



Eidgenössisches Department für Umwelt, Verkehr,
Energie und Kommunikation

Christian Winzer, PhD

Bahnhofplatz 12
CH-8401 Winterthur

Mail christian.winzer@zhaw.ch
Mobile +41 76 778 97 03
Phone +41 58 934 49 45
Fax +41 58 935 49 45
www.zhaw.ch/sml

Zürich, 18.Nov, 2022

Re: Vernehmlassung über die Errichtung einer Winterreserve (WResV)

Lieber Herr Benahmed, lieber Herr Michel,

Gerne senden wir Ihnen auf diesem Wege unsere gemeinsame Rückmeldung bezüglich der Vernehmlassung zur Errichtung einer Winterreserve (WResV).

Aus unserer Sicht sehen wir bei dem aktuellen Verordnungstext die folgenden Probleme:

- 1) **Eligibility:** Gemäss Art.6 können an der ergänzenden Reserve „mit Gas oder anderen Energieträgern betriebene Kraftwerke“ teilnehmen. Daraus ergeben sich folgende mögliche Probleme.

Problem: Gemäss der aktuellen Verordnungsvorlage wird keine Pflicht-Lagerhaltung der Brennstoffe durch KW-Betreiber gefordert. Gemäss Artikel 10 sollten Kraftwerke daher „möglichst als Zweistoffanlagen“ betreibbar sein. Analog wie bei der Wasserkraft bewirken zusätzliche Kraftwerke aber nur dann einen Mehrwert, wenn die für den Betrieb erforderlichen Brennstoffe in ausreichendem Masse vorhanden sind.

Lösung: Analog zur Wasserkraftreserve, sollten die teilnehmenden Kraftwerksbetreiber daher einen Nachweis darüber erbringen, welche Menge an Brennstoffen (bei Zweistoffanlagen: für mindestens einen der verwendbaren Brennstoffe) sie in der Schweiz gelagert haben. Die Lagerung kann dabei sowohl in eigenen Speichern als auch durch Übernahme der Kosten für einen Teil der von der wirtschaftlichen Landesversorgung vorgehaltenen Pflichtlager für Brennstoffe erfolgen. Die Ausschreibung könnte analog zur Wasserkraftreserve Vorgaben über die mindestens vorzuhaltende Energiemenge und Abrufleistung enthalten bzw. könnte im Rahmen einer einzigen, kombinierten Ausschreibung (technologieneutral) erfolgen. Letzteres hätte den Vorteil, stets die günstigste Technologie eingesetzt wird und dass die Marktmacht im Vergleich zu getrennten Reservemärkten reduziert wird.

- 2) **Imbalance Preis:** Gemäss Art. 18 zahlen unterdeckte Bilanzgruppen den „Marktpreis... und ein Aufgeld analog zur Ausgleichsenergie“.

Problem: Zum einen lässt die Formulierung offen, welcher Marktpreis gemeint ist (D-1? Intraday? Sekundäre Regelenergie?). Falls der Marktpreis für den Bezug von Reserveenergie zu tief gewählt wird, kann daraus ein Anreiz entstehen, Energie in Märkte mit höheren Preisen (vor oder nach D-1, im In- oder Ausland) zu verkaufen, um diese zu einem günstigeren Preis aus der Schweizer Reserve zu beziehen. Die Verordnung verbietet derartige Geschäfte zwar ausdrücklich. Der Nachweis eines Missbrauches ist bei entsprechender Verschachtelung und zeitlicher Staffelung der Transaktionen aber nur sehr schwer oder gar nicht möglich.

Lösung: Anstatt den Missbrauch zu verbieten, und die Einhaltung des Verbotes zu prüfen wäre es daher besser, den Preis für den Bezug von Reserveenergie von vorneherein so hoch anzusetzen, dass kein Anreiz für Arbitrage mit anderen Märkten im In- oder Ausland besteht. Beispielsweise, indem unausgeglichene Bilanzgruppen der Preis für Ausgleichsenergie verrechnet wird, und dieser in Stunden, während denen die Reserve abgerufen wird, automatisch auf den maximal zulässigen Ausgleichsenergiepreis angehoben wird.

- 3) **Emissionen:** Entsprechend der Verordnung wird auch CO₂-Verordnung vom 30. November 2011, Art 24 angepasst. Diese gibt an, dass Kraftwerke die der Winterreserveverordnung auch unter die CO₂-Verordnung fallen. Eine Teilnahme am Emissionshandel ist jedoch erst ab jährlichen Emissionen von 25'000 Tonnen CO₂eq notwendig.

Problem: Es ist unwahrscheinlich, dass die Kraftwerke, die der Winterreserveverordnung unterliegen dieses Niveau erreichen. Entsprechend wäre der Betrieb der Kraftwerke nicht Emissionsneutral, wie im Erläuternden Bericht zur Verordnung Art.3 / s.5 unten angegeben.

Lösung: Ein möglicher Weg, um die Emissionsneutralität der Reserve sicher zu stellen, bestünde darin, Emissionen, die in einem Jahr durch die Reserve entstehen, im nächsten Jahr aus dem Emissionshandelssystem zu entnehmen – das heisst, den Cap oder die Neuemittelten Reserve um die entsprechende Menge zu reduzieren.

Ergänzend dazu würden wir anregen, das **Marktdesign bezüglich Versorgungssicherheit** dahingehend anzupassen, dass

- a) Alle Endkunden einen finanziellen **Sparanreiz entsprechend dem Grosshandelspreis** erhalten. Beispielsweise, indem der durch das EVU garantierte Tarif nur für eine fixe vereinbarte Energiemenge gilt (einmalig beispielsweise auf Basis des Vorjahresverbrauchs), und Mehrverbrauch und Minderverbrauch zum Grosshandelspreis in Rechnung gestellt bzw. gutgeschrieben wird (da das EVU die zusätzliche Menge im Spotmarkt beschaffen muss bzw. verkaufen kann).
- b) Endkunden mit Smart-Meter – für ihren Gesamtverbrauch, oder für einen Teil ihrer Last (zB einer Kapazitätsgrenze, oder ausgewählte steuerbare Lasten) **individuelle Sicherheitsniveaus** wählen können. Dies würde es ermöglichen Lasten bei Knappheit gemäss einer „Merit-Order“ der von den Endkunden selbst bestimmten Lastabschaltungskosten einzuschränken, anstelle über pauschale Kontingentierung und rotierende Netzabschaltungen.

Darüber hinaus befürworten wir den Ausbau von weiteren **Kapazitäten im Bereich Wind und Solar** sowie die Steigerung der **Energieeffizienz** als wichtige Massnahmen zur Vermeidung möglicher Strommangellagen.



Für weitere Rückfragen zu diesen Vorschlägen stehen wir Ihnen jederzeit gerne telefonisch oder per E-Mail zur Verfügung!

Mit freundlichen Grüßen,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Winzer'.

Dr. Christian Winzer
[ZHAW, Center for Energy and the Environment (CEE)]

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Ingmar Schlecht'.

Dr. Ingmar Schlecht
[ZHAW, Center for Energy and the Environment (CEE)]

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Savelsberg'.

Dr. Jonas Savelsberg
[ETHZ, Chair of Energy and Public Economics]

Zürich, 18. November 2022

Per E-Mail an:
Mohamed.Benahmed@bfe.admin.ch
Martin.michel@bfe.admin.ch

VERNEHMLASSUNGSSTELLUNGNAHME

Verordnung über eine Stromreserve für den Winter, WResV



Sehr geehrter Herr Benahmed, sehr geehrter Herr Michel
Sehr geehrte Damen und Herren

Während die Wasserreserve für den kommenden Winter stark zu begrüßen ist, wäre der Einsatz von Reservekraftwerken und Notstromgruppen aus klima-, energie- und finanzpolitischer Sicht verheerend. Die Schweiz betreibt bereits aktuell eine absolut ungenügende Klimapolitik, welche nicht dem unterzeichneten und völkerrechtlich bindenden Pariser Abkommen entspricht. Die Verpflichtung zur Einhaltung der maximalen Erderhitzung von 1.5 °C erfordert, dass keine neue fossile Infrastruktur gebaut oder bestehende neu in Betrieb genommen wird.

Im Interesse der heutigen und aller zukünftigen Generationen erwarten wir, dass vom Einsatz der Reservekraftwerke und Notstromgruppen abgesehen wird, zumal diese nach eigenen Erkenntnissen des Bundes überhaupt nicht zur Garantie der Stromversorgungssicherheit notwendig sind. Stattdessen sollte der Ausbau von Solar- und Windkraft stark vorangetrieben werden. Ausserdem wurden bislang keine verbindlichen Anstrengungen zur Reduktion der Stromnachfrage unternommen.

Unsere detaillierten Kommentare und Änderungsvorschläge zu den einzelnen Artikeln finden Sie nachfolgend.

Für die Berücksichtigung unserer Anliegen danken wir im Voraus.

Freundliche Grüsse

Jonas Kampus

Anna Lindermeier

Verordnung über die Errichtung einer Stromreserve für den Winter

2. Abschnitt: Wasserkraftreserve

Mittlerweile wurde die erste Auktion für eine Wasserkraftreserve im Winter 22/23 durchgeführt. Die durchschnittliche Zuschlagshöhe von 740 Franken pro Megawattstunde, die nur für die Rückhaltung des Wassers in den Speicherseen ausbezahlt wird, fällt im Vergleich zu anderen Optionen relativ hoch aus. Die Stromwirtschaft ist grundsätzlich für die Sicherstellung der Stromversorgung zuständig (siehe Art. 6 EnG). Da ausserdem bei Abruf der Wasserreserve Höchstpreise zugunsten der Betreiber zu erwarten sind, sollte der Bund prüfen, ob die Wasserreserve auch ohne Entgelt ausgeschrieben werden kann. Zumindest soll der Bund aus unserer Sicht in zukünftigen Ausschreibungen gewährleisten, dass mit der Wasserkraftreserve keine ungerechtfertigten Gewinne erzielt werden können. Er soll auch die Möglichkeit zum Abbau der Wasserkraftreserve gegen Ende des Winters und die damit verbundene anteilmässige Rückzahlung des Vorhalteentgelts schaffen (siehe Art. 22 EnG). Schliesslich sollen andere Möglichkeiten zur umweltverträglichen Sicherstellung der Stromversorgung mit der Speicherwasserkraft um den Zuschlag konkurrieren können.

Konkret denken wir hier an die eingangs erwähnte Nachfrageflexibilisierung.

Art. 6 bis 14

Die vom Bundesrat publizierte Studie "Studie zur kurzfristigen Versorgungssicherheit Schweiz - Winter 2022/2023" kommt zum Schluss, dass im Referenzszenario "in jeder Stunde ausreichend Energie aus in- und ausländischer Produktion zur Deckung der Schweizer Stromnachfrage zur Verfügung steht".¹ Auch in den Szenarien einer eingeschränkten Gasverfügbarkeit und der erhöhten Ausfallquote von Kernkraftwerken in Frankreich und der Schweiz tritt in den allermeisten Szenarien keine Knappheitssituation bzw. gar keine ein. Dabei ist anzumerken, dass die Studie etwaige Reservekraftwerke wie jene in Birr nicht einbezogen hat, die Stromversorgungssicherheit dementsprechend auch ohne jene gewährleistet ist. Aktuell existieren keine verbindlichen Vorgaben für Wirtschaft oder Bevölkerung zur Einsparung von Strom, obwohl diese gerade die in äusserst seltenen Fällen auftretende Knappheitssituation entschärfen könnten. Wenn überhaupt, sollte der Einsatz von Reservekraftwerken ausschliesslich nach Ausschöpfung jeglicher anderer Massnahmen in Betracht gezogen werden. Solange keine solche verbindliche Reduktionsvorgaben vonseiten des Bundes vorliegen, erschliesst sich nicht, wieso fossile Reservekraftwerke gebaut werden sollten. Der Bau von neuer fossiler Infrastruktur läuft der Klima- und Energiepolitik des Bundes sowie der völkerrechtlich bindenden Vorgabe des Pariser Abkommens, die globale Erderhitzung auf 1.5 °C zu begrenzen, entgegen. Die Investitions- und Betriebskosten von weit über einer halben Milliarde Franken sollten stattdessen für den raschen Ausbau von erneuerbarer Energie, insbesondere zur Gewährleistung der Stromversorgungssicherheit im Winter, eingesetzt werden. Ausserdem sollte eine Ausweitung der Wasserkraftreserve geprüft werden.

¹ Studie zur kurzfristigen Strom-Adequacy Schweiz im Auftrag des Bundesamts für Energie – Winter 2022/2023, UVEK, 02.11.22, [73671.pdf \(admin.ch\)](#) (S.8).

Anders als im erläuternden Bericht behauptet wird, wird die CO₂-Bilanz durch die Reservekraftwerke und die Notstromgruppen sehr wohl belastet. Die klimatischen Auswirkungen von mit Gas oder Öl betriebenen Kraftwerken und mit Diesel betriebenen Notstromgruppen wären immens.

Die vom Bund publizierten Zahlen zur Lärmbelastung und Luftverschmutzung durch Stickoxide und Kohlenmonoxid des Kraftwerks in Birr sind markant und stellen für die lokale Bevölkerung und Umwelt keine gerechtfertigte Beeinträchtigung dar. Die Werte des Kraftwerks liegen dabei mehr als über dem doppelten bis dreifachen Wert der Luftreinhalteverordnung. Auch die Lärmbelastung von bis zu 74 Dezibel ist bereits über einen Zeitraum von wenigen Stunden nicht aushaltbar und kann bleibende Schäden am Gehör hinterlassen. Es ist anzunehmen, dass die Werte von anderen Kraftwerken im gleichen Bereich wie jene des Kraftwerks in Birr wären.

Da die Betriebsbewilligung für die Kraftwerke bis ins Jahr 2026 gelten wird, ist bedenklich, ob die sachlichen und zeitlichen Schranken der Rechtsgrundlage eingehalten werden.

Die vorgesehenen Reservekraftwerke und Notstromgruppen würden immense Treibhausgasemissionen zur Folge haben, die die Schweiz über Jahre von fossilen Energien abhängig machen, sowie die lokale Bevölkerung und Umwelt stark belasten. Aus diesen Gründen sollten die Artikel 6 bis 14 aus der Verordnung gestrichen werden.

Änderungsvorschlag
Art. 6 bis 14 streichen

Art. 15 Abs. 2

Dieser Artikel legt die Abrufordnung fest, das heisst, die Priorisierung der Kriterien, dank welcher die Elcom bestimmt, welche Reserve zu einem gegebenen Zeitpunkt abgerufen wird. Im Bericht wird präzisiert, dass die Wasserkraftreserve dank lit. d «unter der Voraussetzung, dass fachlich nichts dagegenspricht, präferenziell abgerufen» wird. Dies ist aus unserer Sicht nicht gegeben, denn in der vorliegenden Abrufordnung werden tiefe Kosten gegenüber geringen Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen priorisiert. Je nach Brennstoff in den Reservekraftwerken und Notstromaggregaten, den vorherrschenden Marktpreisen und den berücksichtigten Fixkosten kann der Fall eintreten, dass diese zu tieferen Kosten als die Speicherwasserkraftwerke produzieren. Es ist aus unserer Sicht nicht akzeptabel, dass fossilbetriebene Reservekapazitäten dann Vorrang vor der Wasserkraft haben sollen. Denn ihre indirekten Kosten, verursacht durch Klimawandel und Schadstoffemissionen, werden immer höher sein. Auch ist es sinnvoll, bis zum Ende des Zeitraums, während dessen die Versorgungslage unsicher ist, die Wasserkraftreserve aufzubreuchen. Denn diese füllt sich im Verlauf des Frühlings und Sommers von selber wieder auf.

Schliesslich widerspricht die Priorisierung fossiler Stromproduktion gegenüber der Wasserkraft dem Art. 9, Abs. 3 des Stromversorgungsgesetzes. Aus diesen Gründen müssen in Art. 15 Abs. 2 lit. c und mit lit. d getauscht werden.

Änderungsvorschlag
Art. 15 Abrufordnung

² ...

~~c. tiefe Kosten~~ **geringe Schadstoffemissionen und
Klimaauswirkungen;**

~~d. geringe Schadstoffemissionen und Klimaauswirkungen~~ **tiefe Kosten;**
und

Art. 17 Abs. 2-5

Dieser Artikel regelt die Entschädigung für den produzierten Strom, die den Betreiberinnen der Wasserkraftreserve, der Reservekraftwerke und der Notstromgruppen bei Abruf entrichtet wird. Die Bestimmung dieser Reservekapazität wird je nach Art der Reservekapazität unterschiedlich vorgenommen. Dies erscheint uns willkürlich. Aus unserer Sicht soll jegliche Stromproduktion aus der Reserve zu den Gestehungskosten verrechnet werden und nicht – wie beispielsweise vorgesehen für die Wasserreserve – in einer Vereinbarung mit der ECom mit unbekanntem Kriterien bestimmt werden. Vor allem die Wasserreserve wird für ihre Bereitschaft ja bereits vergütet.

Änderungsvorschlag
Art. 17 Abrufentschädigung

² Bei der Wasserkraftreserve berechnet die Netzgesellschaft die Entschädigung nach den Vorgaben der ECom (Art. 2 Abs. 3 Bst. d). **Die Entschädigung soll den Gestehungskosten der Stromproduktion entsprechen.**

³ Bei den Reservekraftwerken werden mit der Abrufentschädigung vergütet:

~~a. die einsatzabhängigen Kosten des Betriebs, wie~~

~~1. die Kosten für die Netznutzung, die Energieträger
und die Emissionsrechte,~~

~~2. die Kosten für den Einsatz des Personals und das für den
Betrieb benötigte Wasser;~~

~~b. eine tägliche Pauschale für die Tage, an denen die
Anlagen in Betriebsbereitschaft sein müssen.~~

Art. 18 Abs. 1

Laut diesem Absatz sollen Bilanzgruppen, welche einen Abruf ausgelöst haben, den Marktpreis und ein Aufgeld bezahlen. Ein Abruf wird laut Artikel 16 veranlasst, wenn die Markträumung nicht eintritt, das heißt wenn die nachgefragte Energie das Angebot übersteigt. Alle Bilanzgruppen decken ihre Nachfrage gleichzeitig an der Strombörse ab, deshalb ist es im Gegensatz zur Regelenergie nicht möglich, einer Bilanzgruppe die Auslösung des Abrufs zuzuordnen. Tatsächlich wird die Summe aller Bilanzgruppen dafür verantwortlich sein. Diese Bestimmung muss deshalb überarbeitet werden. Unser Vorschlag ist, die Kosten für den Abruf allen Bilanzgruppen proportional zur am Strommarkt nachgefragten Strommenge anzurechnen. So besteht ein Anreiz für die Bilanzgruppen, ihr Nachfrageprofil in einer zweiten Runde an der Strombörse zu senken und so ihren Anteil an den Kosten für den Abruf zu senken.

Um Unklarheiten zu vermeiden, soll aus unserer Sicht hier zusätzlich präzisiert werden, welcher Marktpreis genau zur Anwendung kommt.

Art. 22 Abs. 4

Die Wasserkraftreserve wurde vom 1. Dezember 2022 bis zum 15. Mai 2023 eingekauft. Ihre Wichtigkeit zur Sicherstellung der Stromversorgung wird im späteren Winter abnehmen, da dann wieder andere Anlagentypen wie die Laufwasserkraft und die Photovoltaik zunehmend Strom produzieren werden. Aus diesem Grund begrüßen wir die Möglichkeit zur vorzeitigen Auflösung der Wasserkraftreserve. Aus unserer Sicht muss jedoch geregelt werden, wie diese Auflösung vonstatten gehen soll. Aus unserer Sicht wird dies am einfachsten bewerkstelligt, indem die EICom die Wasserkraftbetreiberinnen frühzeitig von ihrer Reservevorhaltungsverpflichtung befreit. Dann sollen die Betreiberinnen das Vorhalteentgelt proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit der Netzgesellschaft zurückerstatten. Sie können dann flexibel ihre Stromproduktion zu hohen Preisen an der Strombörse verkaufen.

Änderungsvorschlag

Art. 22 Überwachung und Anordnungen durch die EICom

⁴ Ist absehbar, dass die Wasserkraftreserve im Zeitraum, für den sie gebildet wurde, nicht mehr benötigt wird, so ordnet die EICom deren vorzeitige Auflösung an. **Dabei erhält die Netzgesellschaft proportional zur verbleibenden Vorhaltezeit einen Teil des Vorhalteentgelts zurückerstattet.**

Art. 24 Änderung anderer Erlasse

1. CO₂-Verordnung vom 30. November 2012

Art. 41

Zu berücksichtigen ist, dass gegenüber der UNFCCC alle territorialen CO₂-Emissionen ausgewiesen werden müssen. Diese beinhalten somit auch die durch Reservekraftwerke und Notstromaggregate verursachten Emissionen.